Thomas Hobbes (1679)

Béhémoth Ou le Long Parlement

**Traduction originale de M. Philippe Folliot,
Professeur de philosophie au Lycée Ango, Dieppe, Normandie.
17 août 2010.**

Un document produit en version numérique par Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel: philippefolio@wanadoo.fr
Site web: <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par M. Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel: philippefolio@wanadoo.fr
Site web: <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

Thomas Hobbes

BÉHÉMOTH **Ou le Long Parlement.**

Traduit de l'anglais par Philippe Folliot, professeur de philosophie au Lycée Johan Ango de Dieppe, à partir de *Behemot Or the Long Parlement*. Première édition (pirate) : 1679. Première édition autorisée : 1682. Edited for the first time from the original MS by Ferdinand Tönnies. London, Simpkin, Marshall, and Co, 1889.

[Autorisation formelle accordée par mon ami Philippe Folliot, philosophe et traducteur, de diffuser cette traduction, le 17 août 2010.]

Courriel : philippefolliot@yahoo.fr
Site : http://pagesperso-orange.fr/philotra/hobbes_common_law.htm

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 18 septembre 2010 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

1. Béhémoth Ou le Long Parlement.

La traduction française de Philippe Folliot, 17 août 2010.

- [Au très honorable Sir Henry Bennet, Baron d'Arlington](#)
- [Dialogue I](#)
- [Dialogue II](#)
- [Dialogue III](#)
- [Dialogue IV](#)

2. Behemoth Or the Long Parlement.

Le texte anglais.

Première édition (pirate) : 1679. Première édition autorisée : 1682.
Edited for the first time from the original MS by Ferdinand Tönnies. London, Simpkin, Marshall, and Co, 1889.

- [To the right honourable ...](#)
- [Dialogue I](#)
- [Dialogue II](#)
- [Dialogue III](#)
- [Dialogue IV](#)

Thomas Hobbes (1679)

“Bénémoth
Ou le Long Parlement.”

*Traduction de Philippe Folliot,
professeur de philosophie au Lycée Ango de Dieppe en Normandie
17 août 2010.*

[Retour à la table des matières](#)

Au très honorable Sir Henry Bennet, Baron d’Arlington

Monseigneur,

Je présente à votre Seigneurie ¹ quatre courts dialogues concernant la mémorable guerre civile qui eut lieu sur le territoire de sa Majesté de 1640 à 1660. Le premier contient les germes de cette guerre, certaines opinions théologiques et politiques. Le second contient sa croissance, des déclarations, des remontrances et d’autres écrits publiés entre le Roi et le Parlement. Les deux derniers forment un très court résumé de la guerre elle-même, tiré de la chronique de M. Heath. ² Il ne peut rien y avoir de plus instructif pour la loyauté et la justice que le souvenir de

¹ Les majuscules des substantifs ont été conservées. Celles des adjectifs qualificatifs ont été supprimées. (NdT)

² James Heath : *A brief chronicle of the late intestine war* (1663). Selon MacGillivray (*Restoration historians and the english civil war*, 1974, p.66), il y a dans le *Béhémot* peu de traces de cet ouvrage. (NdT)

cette guerre, tant qu'il durera. Votre Seigneurie fera de ce livre ce qu'elle voudra. Je ne demande pas qu'il soit publié mais je prie votre Seigneurie de ne pas cesser d'être aussi favorable que vous l'avez été, à moi qui suis,

Monseigneur,

Votre très humble et très obligé serviteur,

THOMAS HOBBS

DIALOGUE I

[Retour à la table des matières](#)

(1) ³ A. Si, dans le temps comme dans l'espace, il y avait des degrés du haut et du bas, je crois vraiment que le sommet du temps serait ce qui s'est passé entre 1640 et 1660. En effet, celui qui, de ce sommet comme de la Montagne du Diable ⁴, considérerait le monde et observerait les actions des hommes, surtout en Angleterre, pourrait avoir une vue de toutes les sortes d'injustice et de toutes les sortes de folie que le monde pût [alors] offrir et comment elles furent produites par l'hypocrisie et la suffisance de leurs seigneurs ⁵, dont l'une est une double injustice et l'autre une double folie.

B. Je serais content de voir ce panorama. Vous, qui avez vécu à cette époque et à un âge où les hommes, d'ordinaire, pénètrent mieux le bien et le mal, je vous

³ Les numéros entre parenthèses sont les numéros des pages de l'édition Tönies. (NdT)

⁴ Ou montagne de la quarantaine : « Le diable le transporte encore sur une fort haute montagne, et lui montre tous les royaumes du monde et leur gloire, et lui dit : Je te donnerai toutes ces choses, si, te prosternant, tu me rends hommage. » *Matthieu*, IV, 8 et 9. (NdT)

⁵ « dams ». « dam » est archaïque. Le sens est douteux et l'origine est certainement franco-normande (voir « damoiseau », « damoiseil », le fils de roi ou de prince). Molesworth ne donne pas ce mot et dit simplement « how they were produced by their hypocrisy and self-conceit ». (NdT)

prie de m'installer, moi qui ne pouvais pas voir aussi bien, sur la même montagne, par le récit des actions que vous avez alors vues, de leurs causes, de leur prétentions, de leur justice, de leur ordre, de leur agencement et de leur issue.

A. En l'an 1640, le gouvernement d'Angleterre était monarchique et le roi régnant, Charles, premier du nom, tenait la souveraineté du droit d'une lignée ininterrompue de six cent ans, était [aussi] roi d'Ecosse par une lignée plus longue et était roi d'Irlande depuis l'époque de son ancêtre Henri II. (2) C'était un homme qui ne manquait pas de vertu, tant pour le corps que pour l'esprit,⁶ et qui s'efforçait surtout de remplir ses devoirs envers Dieu en gouvernant bien ses sujets.

B. Comment a-t-il pu échouer, ayant en chaque comté tant de soldats compétents qui, réunis, auraient constitué une armée de 60.000 hommes, ayant [aussi] des magasins de munitions dans des places fortifiées ?

A. Si ces soldats avaient été, comme ils auraient dû l'être ainsi que tous ses autres sujets, aux ordres de sa Majesté, la paix et le bonheur des trois royaumes auraient continué comme le Roi Jacques les avait laissés. Mais le peuple était, dans l'ensemble, corrompu et les personnes désobéissantes étaient jugées les meilleurs patriotes.

B. Mais il est certain qu'il y avait assez d'hommes, en dehors de ceux qui étaient mal disposés, pour constituer une armée suffisante pour empêcher le peuple de s'unir à un corps capable de détruire le roi.

⁶ « Charles était un prince de mœurs graves et pures, d'une piété reconnue, appliqué, instruit, frugal, peu enclin à la prodigalité, réservé sans humeur, digne sans arrogance ; il maintenait dans sa maison la décence et la règle ; tout en lui annonçait un caractère élevé, droit, ami de la justice ; ses manières et son air imposaient aux courtisans et plaisaient au peuple ; ses vertus lui avaient valu l'estime des gens de bien. » (Guizot : *Histoire de la révolution d'Angleterre depuis l'avènement de Charles Ier jusqu'à la restauration de Charles II*, Paris, 1826, 1ère partie, tome 1, page 2) (NdT)

A. Je pense vraiment que, si le Roi avait eu de l'argent, il aurait pu avoir assez de soldats en Angleterre. En effet, très peu nombreux sont ceux qui, dans le petit peuple, s'intéressaient plus à une cause qu'à une autre et qui auraient choisi un parti pour une solde ou un butin. Mais le trésor du Roi était très bas et ses ennemis, qui prétendaient soulager le peuple des impôts et d'autres choses illusoires, avaient le commandement de la bourse de la cité de Londres, de la plupart des cités et des villes incorporées ⁷ d'Angleterre et, en plus, de nombreux particuliers.

B. Mais comment le peuple en vint-il à être ainsi corrompu ? Et quelles sortes de gens étaient ceux qui purent les séduire à ce point ? ⁸

A. Les séducteurs étaient de plusieurs sortes. Il y avait d'abord des ministres ou, comme ils s'appelaient, des ministres de Dieu et, parfois, dans leurs sermons, ils se nommaient ambassadeurs de Dieu, prétendant tenir de Dieu le droit de gouverner tout le monde dans leur paroisse et d'avoir leur assemblée qui gouverne la nation entière.

Deuxièmement, il y en avait un grand nombre, quoique (3) non comparable à l'autre, qui, bien que le pouvoir du Pape, aussi bien temporel qu'ecclésiastique, ait été aboli par un Acte du Parlement, ⁹ continuait à croire que nous devions être

⁷ Les villes incorporées ou villes à charte (corporated towns ou incorporated towns) avaient le privilège de s'administrer elles-mêmes, le détail du fonctionnement étant réglé par une charte d'Etat. (NdT)

⁸ Tönnies : « that could so seduce them ». Molesworth : « that did so seduce them ». (NdT)

⁹ C'est l'Acte de suprématie de 1534 dont voici l'essentiel du texte : « Bien que sa majesté le roi soit et doive être, en toute justice et selon le droit, le chef suprême de l'Eglise d'Angleterre et qu'il soit ainsi reconnu par le clergé de ce royaume dans ses assemblées, pourtant, pour corroborer et confirmer ce titre, pour développer la vertu de la religion chrétienne en ce royaume d'Angleterre et pour réprimer et extirper toutes les erreurs, hérésies et autres démesures et abus en usage dans ce royaume, il est décrété, par l'autorité du présent parlement, que le roi sera considéré comme le seul chef suprême sur la terre de l'Eglise d'Angleterre, appelée Eglise anglicane, et qu'il jouira, unis à la couronne impériale du royaume, aussi bien du titre et du droit que de tous les honneurs, dignités, prééminences, juridictions, privilèges, autorités, immunités, profits et avantages de ladite dignité

gouvernés par le Pape qui, prétendaient-ils, était le vicaire du Christ et qui devait, par le droit du Christ, gouverner tous les Chrétiens. Et ceux-là étaient connus sous le nom de Papistes alors que les ministres que j'ai mentionnés auparavant, étaient généralement appelés Presbytériens. ¹⁰

Troisièmement, il y en avait – et ils n'étaient pas une minorité – qui ne se découvrirent pas au début des troubles mais se déclarèrent peu après pour la liberté religieuse ; et ils avaient des opinions différentes les uns des autres. Certains d'entre eux, parce qu'ils voulaient que toutes les assemblées de fidèles ¹¹ soient libres et indépendantes les unes des autres, étaient appelés Indépendants. ¹²

de chef suprême de cette Eglise qui dépend de lui ; et que notre dit seigneur souverain, ses héritiers et successeurs, rois de ce royaume, auront les pleins pouvoirs et une pleine autorité pour, régulièrement, inspecter, réprimer, redresser, enregistrer, ordonner, corriger, empêcher et rectifier de telles erreurs, hérésies, abus, offenses, outrages et démesures, quels qu'ils soient, ce qu'aucune autorité ou juridiction spirituelle ne pourra faire (...), cela pour le plus grand plaisir de Dieu Tout-Puissant, pour développer la vertu de la religion chrétienne, et pour conserver la paix, l'unité et la tranquillité du royaume, et en opposition avec toute coutume, pays étranger, autorité étrangère, ordonnance et autres choses contraires. » (Statutes of the realm, traduction de P. Folliot) Cet acte n'est pas, comme on a pu le dire, l'acte d'adoption du protestantisme ou de naissance de l'anglicanisme, il établit essentiellement une séparation entre Rome et l'Eglise anglicane mais, dans les faits, la liturgie demeura fidèle à l'Eglise de Rome, comme le suggère Hobbes dans son Histoire de l'hérésie et comme en témoigne, en 1539, l'acte des six articles (les deux premiers portant sur la transsubstantiation eucharistique, le troisième sur l'interdiction du mariage des prêtres, le quatrième, sur la chasteté et le veuvage, le cinquième maintenant les messes privées, et le dernier affirmant la nécessité de la confession – la suite signalant que celui qui refuserait ce culte pourrait être jugé félon et subir la peine de mort ainsi que la confiscation de ses biens. (NdT)

¹⁰ Protestants qui ne reconnaissent pas l'autorité épiscopale. (NdT)

¹¹ « Congregations ». Guizot, dans son *Histoire de l'Angleterre*, traduit par « congrégation de fidèles ». (NdT)

¹² « Dès 1582 et 1616, quelques non-conformistes avaient formé, sous les noms de Brownistes et d'Indépendants, plus tard si célèbres, de petites sectes dissidentes qui reniaient tout gouvernement général de l'Eglise et proclamaient le droit de chaque congrégation de fidèles à régler elle-même son culte, d'après des principes purement républicains. » Guizot : *Histoire de la révolution d'Angleterre*, partie I, tome I, année, p.106. Voir aussi le tome II, p.14 sq. (NdT)

D'autres, qui soutenaient que baptiser des enfants ou ceux qui ne comprennent pas en quoi ils entrent par le baptême est sans effet, étaient pour cela appelés anabaptistes. D'autres, qui soutenaient que le royaume du Christ devait commencer sur la terre maintenant étaient appelés les hommes de la cinquième monarchie ¹³ ; et il y avait différentes autres sectes, comme les Quakers, ¹⁴ les Adamites, ¹⁵ etc., dont je ne me rappelle pas bien les noms et les doctrines particulières. C'étaient là les ennemis qui s'élevèrent contre sa Majesté à partir de l'interprétation privée de l'Écriture exposée à l'examen de tout homme dans sa langue maternelle.

Quatrièmement, il y avait un très grand nombre d'hommes du meilleur genre qui avaient été éduqués d'une façon telle qu'ils avaient lu dans leur jeunesse les livres des hommes célèbres des anciennes républiques grecque et romaine concernant leur organisation politique et leurs grandes actions et, comme ces livres faisaient l'éloge du gouvernement populaire en lui donnant le nom glorieux de liber-

¹³ « Sous le règne de Cromwell, en Angleterre, on vit paraître dans ce royaume une secte de fanatiques turbulents qui prétendaient que Jésus-Christ allait descendre sur la terre pour y établir un nouveau royaume et qui, en conséquence de cette vision, travaillaient à renverser le gouvernement et à mettre tout en confusion. Ils se fondaient sur la prophétie de Daniel qui annonce qu'après la destruction de quatre monarchies arrivera le royaume du très-haut et de ses saints. » *Encyclopédie méthodique ou par ordre de matière*, 1789, article *Hommes de la cinquième monarchie*. (NdT)

¹⁴ « Il se caractérise (...) par le rejet de tout dogmatisme, de crédos préfabriqués et, plus encore, de toute forme de hiérarchisation religieuse, de formalisme ou de cérémonial rituel. (...) Les assemblées ne comprennent ni autel, ni estrade, ni musique ; il n'y a pas de prêtre ou même de président en titre, chacun peut prendre la parole pour peu qu'il se sente animé par l'Esprit. (...) La ferme conviction des quakers est que la Lumière intérieure illumine tout homme qui vient au monde. » Hervé Masson : *Dictionnaire des hérésies dans l'Eglise catholique*, Sand, 1986, p.237. (NdT)

¹⁵ « Ils s'inspiraient de la pureté primitive attribuée à Adam au paradis terrestre. Ils estimaient en outre que quiconque use d'habits pour cacher sa nudité et n'est pas capable de contempler sans émotion le corps nu d'une personne du sexe opposé n'est pas encore libéré des affections corporelles. (...) Saint Epiphane raconte que leur temple, une maison ou une caverne obscure, était censé être le paradis terrestre. Ils n'y pénétraient pas sans s'être auparavant dépouillés de tous leurs vêtements. La prière et la lecture des textes sacrés ne pouvaient se pratiquer que le corps entièrement nu. » Hervé Masson : *Dictionnaire des hérésies dans l'Eglise catholique*, Sand, 1986, pp.75,76. (NdT)

té et couvraient de honte la monarchie en l'appelant tyrannie, ces hommes, à cause de cela, tombèrent amoureux de leurs formes de gouvernement.¹⁶ Et c'est parmi ces hommes que fut choisie la majorité des membres de la Chambre des Communes et, quand ils ne formaient pas la majorité, ils étaient toujours capables, grâce à leur éloquence, d'influencer les autres.

Cinquièmement, la ville de Londres et d'autres grandes villes (4) commerciales, admirant la grande prospérité des Pays-Bas¹⁷ après leur révolte contre leur

¹⁶ « Et pour ce qui est de la rébellion, en particulier contre la monarchie, l'une de ses plus fréquentes causes est la lecture de livres de politique et d'histoire des anciens Grecs et Romains. Les jeunes gens, et tous ceux, parmi les autres, qui sont dépourvus de l'antidote de la solide raison, recevant une forte et très plaisante impression des grands exploits de guerre accomplis par les chefs de leurs armées, reçoivent en même temps une idée positive de tout ce qu'ils ont fait par ailleurs, et ils imaginent que leur grande prospérité n'a pas procédé de l'émulation de quelques hommes en particulier, mais de la vertu de leur forme populaire de gouvernement, ne considérant pas les fréquentes séditions et guerres civiles produites par l'imperfection de leur régime politique. À partir de la lecture de tels livres, dis-je, les hommes ont entrepris de tuer leurs rois, parce que les auteurs grecs et latins, dans leurs livres et leurs discours politiques, considéraient comme légitime et louable qu'un homme quelconque procède ainsi, pourvu qu'avant de le faire, il nomme le roi tyran. En effet, ces auteurs ne disent pas que le *régicide*, le meurtre d'un roi, est légitime, mais que le *tyrannicide*, le meurtre d'un tyran, l'est. À partir des mêmes livres, ceux qui vivent sous un monarque conçoivent l'opinion que les sujets d'une République populaire jouissent de la liberté, mais que dans une monarchie ils sont tous esclaves. » *Léviathan*, XXIX, Traduction de P. Folliot, Les Classiques des Sciences Sociales, 2002. (NdT)

¹⁷ « Et je ne doute pas que nombreux aient été ceux qui furent satisfaits de voir les troubles récents en *Angleterre* et qui, se fiant à l'exemple des Pays-bas, supposèrent que, pour devenir riches, il suffisait de changer la forme de leur gouvernement, comme l'avaient fait les Hollandais. En effet, la constitution de la nature de l'homme est en elle-même sujette à désirer la nouveauté. Quand, par conséquent, ils sont incités à la nouveauté par le voisinage de ceux qu'elle a enrichis, il leur est presque impossible de ne pas voir d'un bon oeil ceux qui leur demandent de changer, et ne pas aimer les premiers débuts, même s'ils sont accablés par le désordre qui persiste, semblables à ces êtres à sang chaud qui, ayant attrapé la gale, se déchirent de leurs propres ongles jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus endurer la brûlure. » *Léviathan*, XXIX, Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

monarque, le Roi d'Espagne, inclinaient à croire que le même changement de gouvernement ici leur donnerait une prospérité identique.

Sixièmement, il y en avait un très grand nombre qui, soit avaient gaspillé leur fortune, soit la jugeaient trop mince par rapport aux talents qu'ils croyaient avoir en eux ; et il y en avait encore davantage qui étaient physiquement robustes mais qui ne voyaient pas de moyens honnêtes de gagner leur pain. Ils attendaient impatientement la guerre et espéraient vivre ensuite d'un choix heureux de ralliement à un parti, et c'est pour cela qu'ils servirent la plupart sous ceux qui avaient le plus d'argent.

Enfin, le peuple, dans son ensemble, ignorait tant son devoir que, peut-être, pas un sur dix mille ne savait quel droit avait quelqu'un de le commander ou en quoi il était nécessaire qu'il y eût un Roi ou une République en faveur de qui il devait se séparer de son argent contre sa volonté, et la plupart croyaient être à tel point maîtres de ce qu'ils possédaient qu'il était impossible de leur prendre leurs possessions sous prétexte de sécurité commune sans leur propre consentement. ¹⁸ Roi, pensaient-ils, n'était que le titre d'honneur le plus élevé dont gentilhomme, chevalier, baron, comte, duc, n'étaient que des degrés pour s'élever à l'aide des richesses. Ils n'avaient aucune autre règle d'équité que les précédents et la coutume, et celui qu'ils jugeaient le plus sage et le plus apte à être choisi pour le Parlement, c'était celui qui répugnait le plus à accorder des subsides ou d'autres paiements publics.

B. Avec un peuple d'un tel état d'esprit, le Roi est déjà chassé de son gouvernement, de sorte que les sujets n'ont même pas besoin de prendre les armes pour

¹⁸ « Une cinquième doctrine, qui tend à la dissolution de la République est *que chaque homme particulier a une telle propriété absolue de ses biens qu'elle exclut le droit du souverain*. Tout homme a certes une propriété qui exclut le droit de tout autre sujet, mais il ne la tient que du pouvoir souverain, sans la protection duquel tout autre homme aurait un droit sur elle. Mais si l'on exclut le droit du souverain, ce dernier ne peut pas exécuter la fonction dans laquelle les hommes l'ont placé, qui est de les défendre aussi bien des ennemis étrangers que des torts qu'ils se causent [à l'intérieur] les uns aux autres, et, par conséquent, il n'y a plus de République. » *Léviathan*, XXIX, Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

le faire. En effet, je ne peux imaginer comment le Roi pourrait réussir, d'une façon ou d'une autre, à leur résister.

A. Il y avait effectivement une très grande difficulté dans cette affaire mais vous serez mieux informé sur ce point dans la suite de ce récit.

B. Mais je désire d'abord connaître les différents fondements des prétentions du Pape et des Presbytériens (5) par lesquelles ils revendiquent le droit d'exercer sur nous la souveraineté et, après cela, d'où et quand se sont glissées les prétentions du Long Parlement à la démocratie.

A. Pour ce qui est des Papistes, ils revendiquent ce droit en se fondant sur un texte du Deutéronome, XVII, 12, et sur d'autres textes semblables, en ces termes, selon l'ancienne traduction latine : *Et celui qui, par orgueil, refusera d'obéir au commandement du prêtre qui, à ce moment, sera ministre devant le Seigneur ton Dieu, cet homme sera, par la sentence du juge, mis à mort.*¹⁹ Et, parce que le peuple juif était alors le peuple de Dieu et que toute la Chrétienté est de même aujourd'hui le peuple de Dieu, ils infèrent de là que le Pape, qu'ils pensent être le Grand Prêtre de tout le peuple Chrétien, doit être obéi dans tous ses décrets par tous les Chrétiens sous peine de mort. De même, comme, dans le Nouveau Testament (Matthieu, XXVIII, 18-20), le Christ dit : *Tout pouvoir m'est donné au ciel et sur la terre ; allez donc et enseignez toutes les nations et baptisez-les au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit et apprenez-leur à observer toutes les choses que je vous ai commandées*, ils en infèrent qu'il faut obéir au commandement des apôtres et, par conséquent, que les nations sont tenues d'être gouvernées par eux

¹⁹ «Pour répondre à cela, nous devons nous rappeler que le grand prêtre, juste immédiatement sous Dieu, était le souverain civil, et que tous les juges étaient institués par lui. Les paroles alléguées doivent donc être entendues ainsi : *L'homme qui aura la présomption de désobéir au souverain civil du moment, ou à l'un de ses officiers, dans l'exécution de leurs fonctions, cet homme mourra*, etc., ce qui est clairement en faveur de la souveraineté civile et contre le pouvoir universel du pape. » *Léviathan*, XLII, traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

et surtout par le prince des apôtres, Saint Pierre, et par ses successeurs, les Papes de Rome.

B. Pour ce qui est du texte de l'Ancien Testament, je ne vois pas comment le commandement de Dieu aux juifs d'obéir à leurs prêtres peut être interprété comme ayant la même force dans le cas des autres nations chrétiennes, et encore plus dans le cas des nations non chrétiennes (car le monde entier est le peuple de Dieu) ; à moins que nous n'accordions qu'un Roi, d'infidèle qu'il était, ne peut être fait chrétien sans s'assujettir aux lois de l'apôtre, du prêtre ou du ministre qui le convertira. Les juifs formaient le peuple particulier de Dieu, un royaume sacerdotal, et n'étaient tenus par aucune autre loi que celle que Moïse alla à l'origine chercher et reçut directement de la bouche de Dieu au Mont Sinaï et, ensuite, que reçoit chaque grand-prêtre dans le tabernacle de l'arche et dans le *sanctum sanctorum* ²⁰ du temple. ²¹ Pour le texte de (6) Saint Matthieu, je sais que les paroles de l'Evangile ne sont pas *Allez enseigner* mais *Allez, faites des disciples*, et qu'il y a une grande différence entre un sujet et un disciple et entre enseigner et commander. Et si ces textes doivent être ainsi interprétés, pourquoi les rois chrétiens ne renoncent-ils pas à leur titre de majesté et de souveraineté et ne s'appellent-ils pas eux-mêmes les lieutenants du Pape. Mais les docteurs de l'Eglise romaine semblent décliner ce titre de pouvoir absolu en faisant une distinction entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel ; mais cette distinction, je ne la comprends pas très bien.

²⁰ Le Saint des Saints ("Holiest of all" dans la King James version, qui utilise aussi "most holy") : alors que les prêtres entraient dans le lieu saint, seul le grand prêtre pouvait entrer dans le lieu très saint une fois par an pour le Yom Kippour (voir *Lévithique*, XVI). Il semble que l'expression "Saint des Saints", en ce sens, ne soit utilisée, dans les versions françaises, qu'en *Hébreux*, IX, 3. Les traducteurs utilisent souvent l'expression "très saint" ou "très-saint" La vulgate utilise plusieurs fois l'expression "Sanctum Sanctorum", principalement en *Exode*. (NdT)

²¹ « (...) personne ne pouvait entrer dans le *Sanctum Sanctorum*, c'est-à-dire s'enquérir de la volonté de Dieu auprès de Dieu, sans médiation, si ce n'est le grand prêtre. » *Léviathan*, XXXV, traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

A. Par pouvoir spirituel, ils entendent le pouvoir de déterminer des points de foi, d'être juges, au tribunal intérieur de la conscience, des devoirs moraux, et le pouvoir de punir les hommes qui n'obéissent pas à leurs préceptes par la censure ecclésiastique, c'est-à-dire par l'excommunication. Et ce pouvoir, disent-ils, le Pape le tient directement du Christ sans dépendre du roi ou de l'assemblée souveraine dont sont sujets ceux qui se trouvent excommuniés. Quant au pouvoir temporel, qui consiste à juger et à punir les actions qui vont contre les lois civiles, ils disent qu'ils n'y prétendent pas directement mais seulement indirectement, c'est-à-dire pour autant que de telles actions tendent à empêcher ou à favoriser la religion et les bonnes mœurs, ce qu'ils entendent quand ils disent *in ordine ad spiritualia*. ²²

B. Quel pouvoir reste-t-il alors aux rois et aux autres souverains civils que le Pape ne puisse pas prétendre détenir *in ordine ad spiritualia* ?

A. Aucun ou très peu. [Et ce pouvoir, non seulement le Pape y prétend dans toute la Chrétienté mais la plupart des évêques aussi, dans leurs diocèses respectifs, *jure divino*, ²³ c'est-à-dire directement du Christ sans qu'il dérive du Pape.] ²⁴

B. Mais que se passe-t-il si un homme refuse d'obéir à ce prétendu pouvoir du Pape et de ses évêques ? Quel mal l'excommunication peut-elle lui faire (7), surtout s'il est sujet d'un autre souverain ?

A. Un très grand mal car, si le Pape ou les évêques signifient cette excommunication au pouvoir civil, il sera bel et bien puni.

²² L'expression est aussi utilisée dans le *Dialogue entre un philosophe et un spécialiste des commons laws*. Elle signifie : dans l'ordre spirituel, de l'ordre des choses spirituelles. (NdT)

²³ Par droit divin. (NdT)

²⁴ Une note de l'édition Tönnies précise que la phrase entre crochets a été biffée dans le manuscrit par Hobbes. Elle est présente dans l'édition Molesworth. (NdT)

B. Il serait donc en fâcheuse situation, celui qui, s'étant risqué à écrire ou parler pour défendre le pouvoir civil, devrait être puni par celui dont il aurait défendu les droits, comme Ouzza ²⁵ qui fut exécuté parce qu'il voulut absolument, sans qu'on le lui eût demandé, avancer la main pour empêcher l'arche de tomber. Mais, si toute une nation se révoltait d'un seul coup contre le pape pour le rejeter, quel effet l'excommunication aurait-elle sur la nation ?

A. Eh bien, la messe ne serait plus dite, du moins par les prêtres du Pape. De plus, le pape ne voudrait plus avoir affaire à eux, il les abandonnerait et ils seraient ainsi dans la même situation que celle d'une nation qui aurait été abandonnée par son roi, qui devrait se gouverner elle-même ou être gouvernée par celui qu'elle voudrait.

B. Il faut considérer que c'est plus punir le peuple que punir le Roi et, donc, quand un Pape excommunie toute une nation, selon moi, il s'excommunie lui-même plutôt que d'excommunier cette nation. Mais je vous prie de me dire quels étaient les droits auxquels prétendait le Pape dans les royaumes des autres princes.

A. Premièrement, le fait, pour tous les prêtres, frères et moines, d'être exemptés, dans les causes criminelles, de la connaissance ²⁶ des juges civils ; deuxièmement, la collation des bénéfices pour qui lui plaît, une personne du pays ou un étranger, et l'extorsion ²⁷ des dîmes, des prémisses et d'autres paiements ; troisièmement, le fait d'en appeler à Rome pour toutes les causes où l'Eglise pourrait prétendre être concernée ; quatrièmement, le fait d'être le juge suprême de la légitimité d'un mariage, c'est-à-dire de la succession héréditaire des Rois et le fait d'avoir connaissance de toutes les causes concernant l'adultère et la fornication.

²⁵ 2. Samuel, VI, 6-8. Hobbes fait allusion à ce passage au chapitre XXXIII du *Léviathan*. (NdT)

²⁶ Petit rappel : « connaître de » : prendre connaissance et juger. (NdT)

²⁷ « exaction ». Le terme renvoi non à une simple perception mais à une perception non légitime. (NdT)

B. Bon! Un monopole de femmes.

A. Cinquièmement, le pouvoir de délier des sujets de leurs devoirs et de leurs serments de fidélité à leurs souverains légitimes, quand le Pape le juge bon pour extirper l'hérésie. ²⁸

(8) B. Le pouvoir de délier les sujets de leur obéissance, comme aussi cet autre pouvoir d'être juge des mœurs et de la doctrine, est une souveraineté aussi absolue qu'il est possible, et la conséquence est qu'il y a nécessairement deux royaumes en une seule et même nation et que personne ne sait auquel des deux maîtres il faut obéir.

A. Pour ma part, j'obéirais au maître qui a le droit de faire des lois et d'infliger des châtiments plutôt qu'à celui qui prétend seulement au droit de faire des canons (c'est-à-dire des règles) ²⁹ et non au droit de coaction ou de punition, sinon par l'excommunication.

B. Mais le Pape prétend aussi que ses canons sont des lois et, comme punition, peut-il y en avoir une pire que l'excommunication, en supposant qu'il soit vrai, comme le Pape le dit, que celui qui meurt excommunié est damné ? Il me semble que vous ne croyez pas à cette supposition. Sinon, vous auriez choisi d'obéir au Pape, qui peut jeter votre corps et votre âme en enfer, plutôt que d'obéir au Roi qui ne peut que tuer le corps. ³⁰

²⁸ « (...) les rois eux-mêmes et les (155) républiques, s'ils ne purgeaient pas leurs territoires des hérétiques, étaient excommuniés, interdits, et le pape autorisait leurs sujets à se révolter. » Hobbes, *Récit historique sur l'hérésie et son châtiment*, Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2009. (NdT)

²⁹ Pas de parenthèses chez Molesworth. (NdT)

³⁰ « Mais si le commandement est tel qu'on ne peut lui obéir sans être condamné à la mort éternelle, alors ce serait folie d'obéir, et le conseil de notre Sau-

A. Vous dites vrai. En effet, il serait très peu charitable de ma part de croire que tous les Anglais – à l’exception de quelques papistes – qui sont nés hérétiques et qui ont été appelés ainsi depuis la Réforme de la Religion en Angleterre doivent être damnés.

B. Mais ceux qui meurent excommuniés par l’Eglise d’Angleterre à ce jour, pensez-vous qu’ils soient aussi damnés ?

A. Sans aucun doute, celui qui meurt dans le péché sans s’être repenti est damné et celui qui est excommunié pour avoir désobéi aux lois du Roi, spirituelles ou temporelles, est excommunié pour avoir péché ; et, donc, celui qui meurt excommunié et sans désir de réconciliation meurt impénitent. Vous voyez ce qui s’ensuit. Mais mourir dans la désobéissance aux préceptes et aux doctrines de ceux qui n’ont aucune autorité ou juridiction sur nous est totalement différent et n’entraîne pas un tel danger.

B. Mais quelle est cette hérésie que l’Eglise de Rome persécute d’une façon si cruelle qu’elle dépose les Rois qui, quand on leur en donne l’ordre, n’expulsent pas les hérétiques hors de leurs territoires.

A. Hérésie est un mot qui, quand on l’utilise sans (9) passion, signifie une opinion privée. Ainsi, les différentes sectes des anciens philosophes, académiciens, péripatéticiens, épicuriens, stoïciens, etc., étaient appelées hérésies.³¹ Mais, dans l’Eglise chrétienne, la signification du mot englobait le péché

veur (*Matthieu*, X, 28) a ici sa place : *Ne craignez pas ceux qui tuent le corps, mais ne peuvent tuer l’âme.* » *Léviathan*, XLIII, Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2002.

³¹ Idem in 1) *Récit historique sur l’hérésie et son châtiment*, traduction de P. Folliot, *les Classiques des Sciences Sociales*, 2009, p.135. 2) *Dialogue entre un philosophe et un spécialiste des common-laws*, traduction de P. Folliot, *les Classiques des Sciences Sociales*, 2009, p.96. Voir aussi l’appendice au *Léviathan*. (NdT)

d'opposition à celui qui était le juge suprême des doctrines concernant le salut de l'âme humaine ; et, par conséquent, l'hérésie peut être dite avoir avec le pouvoir spirituel la même relation que la rébellion a avec le pouvoir temporel, et il convient qu'elle soit persécutée par celui qui veut conserver le pouvoir spirituel et l'empire sur les consciences des hommes.

B. Il serait très bien (parce qu'il nous est permis à tous de lire les Saintes Ecritures et que nous sommes tenus d'en faire la règle de nos actions, aussi bien publiques que privées) que l'hérésie soit définie par une loi et que soient exposées les opinions particulières pour lesquelles un homme doit être condamné et puni comme un hérétique car non seulement les hommes de moindres capacités mais aussi les Chrétiens les plus sages et les plus dévots peuvent tomber dans l'hérésie sans aucune volonté de s'opposer à l'Eglise. En effet, les Ecritures sont difficiles [à comprendre] et les interprétations d'hommes différents sont différentes.

A. Le sens du mot hérésie est légalement déclaré dans un Acte du Parlement de la première année du règne d'Elisabeth ³² dans lequel il est ordonné que les personnes qui, en vertu des lettres patentes de la Reine, ont l'autorité spirituelle, à savoir la Haute Commission, *n'auront autorité de juger qu'une affaire ou une cause est de l'ordre de l'hérésie que si elle a été auparavant jugée telle par l'autorité des Ecritures canoniques ou par les quatre premiers Conciles généraux ou par tout autre Concile général en lequel elle a été déclarée telle par des paroles claires et évidentes desdites Ecritures canoniques ou si elle est désormais déclarée telle par la haute cour du Parlement avec l'assentiment du clergé assemblé.* ³³

³² C'est l'Acte de suprématie restaurant l'ancienne juridiction de 1559. Hobbes y fait allusion dans son *Récit historique sur l'hérésie et son châtement*, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2009, pp.157, 158, et dans le *Dialogue entre un philosophe et un spécialiste ...*, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2009, pp.23, 24. (NdT)

³³ Pas d'italiques chez Molesworth. (NdT)

B. Il semble donc que, si naît une nouvelle erreur qui n'a pas encore été déclarée hérétique (et nombreuses sont celles qui peuvent naître), elle ne saurait être jugée hérétique sans un Parlement car, quelque horrible que l'erreur soit, elle peut (10) ne pas avoir été déclarée hérétique dans les Ecritures ou par les Conciles parce qu'on n'en avait jamais entendu parler. Et, par conséquent, elle ne saurait être une erreur, à moins qu'elle n'entre dans le champ du blasphème contre Dieu ou de la trahison contre le Roi, [crimes] pour lesquels on peut être puni en toute équité. En outre, qui peut dire ce qui est déclaré hérétique par les Ecritures que chacun a le droit de lire et d'interpréter pour lui-même ? Mieux encore ! Si chaque Concile général est un juge compétent de l'hérésie, quel Protestant, clerc ou laïque, n'est pas déjà condamné ? En effet, divers Conciles ont déclaré qu'un grand nombre de nos doctrines étaient hérétiques et cela, prétendent-ils, en se fondant sur l'autorité des Ecritures.

A. Quels sont les points que les quatre premiers Conciles généraux ont déclarés hérétiques ? ³⁴

B. Le premier Concile général, tenu à Nicée, déclara que tout ce qui était contraire au credo de Nicée était hérétique, et cela à l'occasion de l'hérésie d'Arius qui consistait à nier la divinité du Christ. Le second Concile général, tenu à Constantinople, déclara hérétique la doctrine de Macedonius qui consistait à dire que le Saint Esprit avait été créé. Le troisième Concile, assemblé à Ephèse, condamna la doctrine de Nestorius qui consistait à dire qu'il y avait deux personnes dans le Christ. Le quatrième, tenu à Chalcédoine, condamna l'erreur d'Eutychès qui consistait à dire qu'il n'y avait qu'une nature dans le Christ. Je ne connais pas d'autres points condamnés dans ces quatre Conciles, sinon ce qui concerne le gouvernement de l'Eglise ou les mêmes doctrines enseignées par d'autres hommes en d'autres termes. Et ces Conciles furent tous convoqués par les Empeurs qui confirmèrent leurs décrets à la demande des Conciles eux-mêmes.

³⁴ Sur le détail des hérésies, voir le *Récit historique sur l'hérésie et son châtiement* de Hobbes, traduction et notes de Philippe Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2009. (NdT)

A. Je vois par là que la convocation du Concile et la confirmation de leur doctrine et du gouvernement de leur Eglise n'avaient aucune force d'obligation, sinon par l'autorité de l'Empereur. Comment se fait-il alors qu'ils s'attribuent désormais un pouvoir législatif et disent que leurs *canons* sont des *lois* ? ³⁵ Ce texte, *tout pouvoir m'est donné au ciel et sur terre*, avait alors la même force qu'aujourd'hui et il conférait un pouvoir législatif aux Conciles, non seulement sur les Chrétiens, mais aussi ³⁶ sur toutes les nations du monde.

(11) B. Ils disent que non car le pouvoir auquel ils prétendent dérive de ceci, que, quand un roi se convertissait du Paganisme au Christianisme, par cette soumission même à l'évêque qui le convertissait, il se soumettait au gouvernement de l'évêque et devenait membre de son troupeau, lequel droit le pape ne pouvait donc avoir sur une nation qui n'était pas chrétienne.

A. Sylvestre (qui fut pape à Rome à l'époque de Constantin le Grand, qui fut converti par lui) a-t-il d'abord dit à l'empereur, son nouveau disciple, que, s'il devenait chrétien, il faudrait qu'il soit sujet du pape ?

B. Je ne le crois pas car il est assez vraisemblable que, s'il le lui avait dit aussi clairement ou s'il le lui avait fait soupçonner, l'Empereur n'aurait pas été chrétien du tout ou aurait fait semblant de l'être.

A. Mais, s'il ne le lui a pas dit ainsi, clairement, c'était un jeu déloyal, non seulement pour un prêtre mais aussi pour n'importe quel Chrétien. Et, pour ce qui est de dériver leur droit du consentement de l'Empereur, cela vient seulement de ce qu'ils n'osent revendiquer un pouvoir législatif ou appeler leurs *canons* des *lois* dans un royaume de la Chrétienté que dans la mesure où les rois le leur permettent. Mais, au Pérou, quand Atabalipa était Roi, le frère lui avait dit que le Christ,

³⁵ Pas d'italiques chez Molesworth. (NdT)

³⁶ Ce « aussi » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

étant le roi du monde entier, avait donné au pape le droit de disposer des tous les royaumes et que le pape avait donné le Pérou à l'Empereur Charles Quint et exigé qu'Atabalipa y renonçât. Atabalipa ayant refusé, il fit saisir sa personne par l'armée espagnole présente à cet endroit et le fit assassiner. Vous voyez tout ce qu'ils revendiquent quand ils ont le pouvoir de réussir.

B. Quand les Papes commencèrent-ils à prendre cette autorité ?

A. Après que l'inondation du peuple du Nord eut submergé les parties occidentales de l'empire et eut pris possession de l'Italie, le peuple de la cité de Rome se soumit, aussi bien dans le domaine temporel que spirituel, à son évêque et, pour la première fois, le Pape fut un prince temporel ; et il n'eut plus cette grande peur des Empereurs qui vivaient loin de là, à Constantinople. C'est à cette époque que le Pape commença, en prétextant son pouvoir spirituel, à empiéter sur (12) les droits temporels de tous les autres princes d'occident ; et il continua ainsi à gagner sur eux jusqu'à ce que son pouvoir fût à son apogée, pendant à peu près les trois siècles qui s'écoulèrent entre le huitième et le onzième siècles, c'est-à-dire entre le Pape Léon III et le Pape Innocent III. En effet, à cette époque, le Pape Zacharie Ier déposa Chilpéric, alors Roi de France et donna le royaume à l'un de ses sujets, Pépin. Pépin prit aux Lombards une grande partie de leur territoire et la donna à L'Eglise. Peu après, les Lombards ayant recouvré leur domaine, Charles le Grand ³⁷ le reprit et le redonna à l'Eglise ; et le pape Léon III fit Charles Empereur.

B. Mais à quel droit le Pape prétendait-il pour créer un empereur ?

A. Il prétendait au droit d'être le vicaire du Christ et [son argument était que] ce que le Christ pouvait donner, son vicaire pouvait le donner ; et vous savez que le Christ était roi du monde entier.

³⁷ Charlemagne. (NdT)

B. Oui, en tant que Dieu, et c'est ainsi qu'il donne tous les royaumes de la terre qui, néanmoins, procèdent du consentement du peuple, soit par crainte, soit par espoir.

A. Mais ce don de l'empire se fit d'une manière plus spéciale, de la manière dont le gouvernement d'Israël fut donné à Moïse ou plutôt de la manière dont il fut donné à Josué ³⁸, entrant et sortant devant le peuple selon les directives du grand prêtre. Et, ainsi, il fut entendu que l'empire lui était donné à condition d'être dirigé par le Pape. En effet, quand le Pape l'investit avec les ornements royaux, le peuple entier s'écria *Deus dat*, c'est-à-dire *c'est Dieu qui le donne* ; ³⁹ et l'Empereur fut satisfait de le prendre ainsi. Et, depuis cette époque, tous ou presque tous les Rois chrétiens insèrent dans leurs titres les mots *Dei gratia*, c'est-à-dire *par le don de Dieu* ⁴⁰ ; et leurs successeurs ont encore coutume de recevoir la couronne et le sceptre d'un évêque.

B. C'est certainement une très bonne coutume de rappeler aux Rois par le don de qui ils règnent mais on ne peut, de cette coutume, inférer qu'ils reçoivent le royaume par la médiation du Pape ou par un autre membre du clergé. En effet, (13) les Papes eux-mêmes recevaient la papauté de l'Empereur. Le premier qui fut élu évêque de Rome après la conversion des Empereurs au Christianisme et sans le consentement de l'Empereur s'excusa par une lettre ⁴¹ adressée à l'Empereur qui précisait que le peuple et le clergé de Rome l'avaient forcé à accepter et qu'il pria l'Empereur de le confirmer, ce que l'Empereur fit mais en leur reprochant ce procédé et en interdisant que pareille chose ne se reproduise à l'avenir. L'Empereur était Lothaire et le Pape Calixte Ier. ⁴²

³⁸ Nombres, XXVII, 22. (NdT)

³⁹ « c'est Dieu qui le donne » n'est pas en italiques chez Molesworth. (NdT)

⁴⁰ « par le don de Dieu » n'est pas en italiques chez Molesworth. (NdT)

⁴¹ J'adopte ici le texte de Molesworth qui donne « letter » alors que Tönnies donne « letters ». (NdT)

⁴² Etrange erreur ! Lothaire Ier fut couronné par Pascal Ier en 823. (NdT)

A. Vous voyez par là que l'Empereur n'a jamais reconnu que ce don de Dieu était le don du Pape mais qu'il soutenait que la papauté était le don de l'Empereur. Mais, avec le temps, à cause de la négligence des Empereurs (car la grandeur des Rois fait qu'ils ne peuvent aisément descendre dans les mines obscures et étroites du clergé), à chaque fois qu'il y avait controverse, le clergé trouvait le moyen de faire croire aux peuples qu'il y avait un pouvoir dans le Pape et le clergé, auquel ils devaient se soumettre plutôt qu'aux ordres de leurs propres Rois. A cette fin, ils inventèrent et décrétèrent de nombreux articles de foi nouveaux pour diminuer l'autorité des rois, les séparer de leurs sujets et pour que ces derniers s'attachent plus étroitement à l'Eglise de Rome, articles qu'on ne trouve absolument pas dans les Ecritures ou qui ne sont pas bien fondés sur elles ; comme, en premier, *qu'il ne serait pas légal pour un prêtre de se marier*. ^{43 44}

B. Quelle influence cela peut-il avoir sur le pouvoir des Rois ?

A. Ne voyez-vous pas que, par là, il manque nécessairement au Roi la prêtrise et, avec cela, une grande part du respect qui lui est dû par la partie la plus religieuse de ses sujets, ou, autrement, il lui manque des héritiers légitimes pour lui

⁴³ « C'est aussi de la vaine et fausse philosophie que de dire que l'œuvre de mariage est incompatible avec la chasteté, la continence, et d'en faire un vice moral, comme le font ceux qui se fondent sur le prétexte de la chasteté et de la continence pour interdire le mariage au clergé; car ce n'est rien de plus qu'une constitution de l'Eglise qui exige, dans les ordres sacrés, de ceux qui s'occupent continuellement de l'autel et de l'administration de l'Eucharistie une continuelle abstinence des femmes, sous le nom de chasteté, de continence et de pureté continuelles. Ils appellent donc la jouissance légitime des femmes défaut de chasteté et de continence, et ils font ainsi du mariage un péché, ou du moins une chose si impure et si sale qu'elle rend impropre au service de l'autel. Si la loi a été faite parce que la jouissance des femmes est de l'incontinence et qu'elle est contraire à la chasteté, alors tout mariage est vice, et si c'est une chose trop impure et trop sale pour un homme consacré à Dieu, alors, les activités naturelles, nécessaires, et quotidiennes, que tous les hommes font, devraient les rendre indignes d'être prêtres, étant encore plus sales. » *Léviathan*, XLVI, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

⁴⁴ Pas d'italiques chez Molesworth. (NdT)

succéder ? De cette façon, n'étant pas considéré comme le chef de l'Eglise, il est certain que, en toute controverse entre lui et le Pape, son peuple sera contre lui.

B. Un Roi chrétien n'est-il pas aujourd'hui autant un évêque que, jadis, les Rois païens. En effet, parmi eux, *episcopus* (14) était le nom commun à tous les Rois. N'est-il pas aujourd'hui un évêque, celui à qui Dieu a confié la charge de toutes les âmes de ses sujets, aussi bien laïcs que clercs ? Et, même si, dans sa relation à notre Sauveur qui est le pasteur suprême, il n'est qu'un membre du troupeau, pourtant, comparé à ses propres sujets, ces derniers forment tous le troupeau, laïcs et clercs, et il est le seul berger. Et, vu qu'un évêque chrétien n'est qu'un Chrétien doté du pouvoir de gouverner le clergé, il s'ensuit que tout Roi chrétien est non seulement un évêque mais même un archevêque, et que tout son territoire est son diocèse. Et, bien qu'on admette que l'imposition des mains d'un prêtre est nécessaire, pourtant, vu que les Rois ont le gouvernement des clercs, ces derniers sont ses sujets même avant le baptême. Le baptême lui-même, par lequel il est reçu comme chrétien, est une suffisante imposition des mains, de sorte que, alors qu'il était avant un évêque, il est désormais un évêque chrétien.

A. Pour ma part, je suis d'accord avec vous : cette prohibition du mariage des prêtres apparut à peu près à l'époque du Pape Grégoire VII et du Roi d'Angleterre Guillaume Ier et, par ce moyen, le Pape avait en Angleterre, avec les prêtres réguliers et les prêtres séculiers, un grand nombre de célibataires vigoureux à son service. ⁴⁵

Deuxièmement, *que la confession auriculaire à un prêtre était nécessaire pour le salut.* ⁴⁶ Il est vrai que, avant cette époque, la confession à un prêtre était habituelle et elle était essentiellement accomplie par écrit par celui qui se confessait. Mais cet usage disparut à l'époque du Roi Edouard III et on ordonna aux

⁴⁵ « (...) le refus du mariage des prêtres sert à assurer le pouvoir du pape sur les rois ; car, si un roi est prêtre, il ne peut pas se marier et transmettre son royaume à sa postérité ; s'il n'est pas prêtre, alors le pape prétend à cette autorité ecclésiastique sur lui et sur son peuple. » *Léviathan*, XLVII, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

⁴⁶ Pas d'italiques chez Molesworth. (NdT)

prêtres de recevoir la confession de la bouche de celui qui se confessait et les hommes, généralement, croyaient que, s'ils n'étaient pas confessés par un prêtre et ne recevaient pas l'absolution avant leur départ hors de ce monde, ils ne pouvaient être sauvés, et que, s'ils recevaient l'absolution d'un prêtre, ils ne pouvaient être damnés. Vous comprenez par là comme les hommes avaient plus peur du Pape et du clergé que du Roi et quel inconvénient c'était pour un Etat d'avoir des sujets qui confessaient leurs pensées secrètes à des espions. ⁴⁷

B. Oui, et ils craignaient d'autant plus le clergé que le Roi (15) que la torture éternelle est plus terrible que la mort.

A. Et, bien que le clergé romain, peut-être, ne soutienne pas qu'un prêtre a le pouvoir de remettre absolument les péchés mais seulement à la condition qu'il y ait repentir, le peuple, cependant, n'en avait jamais été instruit par le clergé mais on lui avait laissé croire que, si un homme recevait l'absolution, ses péchés antérieurs étaient tous pardonnés quand la pénitence – que le peuple prenait pour le repentir – était accomplie. A la même époque, apparut l'article de la transsubstantiation. Longtemps avant, en effet, on avait disputé pour savoir comment un homme pouvait manger le corps de notre Sauveur Jésus Christ, point qu'un homme avait beaucoup de mal à concevoir et imaginer clairement. Désormais, le point était devenu très clair : le pain était transsubstantié en corps du Christ et n'était plus du pain mais devenait ainsi chair. ⁴⁸

⁴⁷ « (...) par la confession auriculaire, ils obtiennent, pour assurer leur pouvoir, des renseignements sur les desseins des princes et des grands de l'état civil meilleurs que ceux que ces derniers ont sur les desseins de l'état ecclésiastique. » *Léviathan*, XLVII, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

⁴⁸ « Et pour ce qui est de l'adoration de l'Eucharistie, si les paroles du Christ ceci est mon corps signifient que lui-même, et le soi-disant pain dans sa main, et pas seulement ce pain, mais aussi tous les soi-disant morceaux de pain qui, depuis, ont été, et seront à l'avenir consacrés par des prêtres, sont autant de corps du Christ, formant cependant tous un seul corps, ce n'est pas alors de l'idolâtrie, parce que cette croyance est autorisée par notre Sauveur. Mais si ce texte ne signifie pas cela (car n'existe aucune autre passage qui peut être allégué en faveur de cette interprétation), alors, comme c'est un

B. Il semble donc que le Christ ait eu de nombreux corps et qu'il se soit trouvé en autant de nombreux endroits qu'il y avait de communians. Je crois que les prêtres d'alors étaient assez cruels pour considérer avec mépris la lourdeur d'esprit du petit peuple mais aussi des rois et de leurs conseillers.

A. Je suis maintenant dans un récit, non dans une controverse et je voudrais donc que vous ne considériez ici rien d'autre que ceci : quel effet cette doctrine pouvait-elle avoir sur les rois et leurs sujets quand ils étaient en relation avec un clergé qui, seul, pouvait faire d'un morceau de pain le corps de notre Sauveur et qui, par là, pouvait sauver leur âme à l'heure de la mort ?

B. Pour ma part, l'effet aurait été sur moi de me faire croire qu'ils étaient des dieux et je les aurais craints comme Dieu lui-même s'il était présent à ma vue.

A. Outre ces articles et d'autres qui tendaient à asseoir l'autorité du Pape, ils avaient dans leur politique ecclésiastique de nombreux points subtils conduisant à la même fin. Je ne mentionnerai que ceux qui furent établis à la même époque. En effet, apparut alors l'ordre des frères prêcheurs qui erraient çà et là avec le pouvoir de prêcher dans la paroisse qui leur plaisait et qui s'assuraient de ne rien inculquer au peuple qui pût affaiblir (16) l'obéissance à l'Eglise de Rome, prêchant au contraire tout ce qui pouvait lui donner un avantage contre le pouvoir civil. De plus, ils s'insinuaient secrètement auprès de femmes et d'hommes de faible jugement, confirmant leur attachement au Pape et les pressant, quand ils étaient malades, de faire profiter l'Eglise par des contributions en argent, la construction de

culte d'institution humaine, c'est de l'idolâtrie. Il n'est en effet pas suffisant de dire que Dieu peut transsubstantier le pain en corps du Christ, car les Gentils aussi considéraient Dieu comme tout-puissant, et ils pouvaient sur ce fondement tout aussi bien excuser leur idolâtrie en prétendant, aussi bien que les autres, qu'il y avait une transsubstantiation de leur bois et de leur pierre en Dieu tout-puissant. » *Léviathan*, XLV, traduction de P. Folliot, les *Classiques des Sciences Sociales*, 2002. (NdT)

maisons religieuses ou des œuvres pieuses et nécessaires à la rémission de leurs péchés.

B. Je ne me souviens pas avoir trouvé dans mes lectures un royaume ou un Etat dans le monde où tout particulier fût libre d'assembler le peuple et de faire fréquemment ou quelquefois de longs discours sans d'abord faire connaître la chose à l'Etat, sinon dans la Chrétienté. Je crois que les Rois païens prévoyaient que quelques orateurs seraient capables de provoquer une grande sédition. Il est vrai que Moïse ordonna qu'on lût les Ecritures et qu'on les expliquât chaque jour du Sabbat. Mais les Ecritures d'alors n'étaient rien d'autre que les lois de la nation qui leur furent livrées par Moïse lui-même. Et je pense que ce ne serait pas un mal si les lois d'Angleterre, aussi, étaient souvent lues et expliquées dans les différentes assemblées des Anglais, à des moments déterminés, pour qu'ils puissent savoir ce qu'ils doivent faire car ils savent déjà ce qu'ils doivent croire.

A. Je pense que ni la prédication des frères et des moines, ni celle des prêtres des paroisses ne tendaient à enseigner ce qu'on doit croire mais qui il faut croire. En effet, le pouvoir des puissants ne se fonde que sur l'opinion et la croyance du peuple. Et le but du pape, en multipliant les sermons, n'était que d'étayer et élargir sa propre autorité sur tous les Rois et les Etats chrétiens.

À la même époque, c'est-à-dire entre l'époque de l'Empereur Charles le Grand ⁴⁹ et celle d'Edouard III d'Angleterre, commença leur seconde politique qui était de transformer la religion en un art et de soutenir ainsi tous les décrets de l'Eglise romaine en disputant, non seulement à partir des Ecritures, mais aussi à partir de la philosophie d'Aristote, tant (17) morale que naturelle. Et, à cette fin, le Pape exhorta par lettre ledit Empereur d'ériger des écoles de toutes sortes de littératures et, de là, apparut l'institution des universités car, peu après, apparurent des universités à Paris et à Oxford. Il est vrai qu'il y avait, en Angleterre, des écoles, avant cette époque, en différents endroits, pour instruire les enfants dans la langue latine, c'est-à-dire dans la langue de l'Eglise mais, jusqu'à cette époque, nulle université savante n'avait été érigée, même s'il n'est pas improbable qu'il y eût

⁴⁹ Charlemagne. (NdT)

alors des hommes qui enseignaient la philosophie, la logique et les autres arts dans divers monastères, les moines n'ayant quasiment rien d'autre à faire que d'étudier. Après la construction de quelques collèges, il ne se passa pas beaucoup de temps avant que d'autres y soient ajoutés grâce à la dévotion de princes et d'évêques et d'autres hommes riches, et la discipline y fut confirmée par les Papes d'alors. Une abondance d'écoliers y fut envoyée pour étudier par leurs amis comme à un endroit qui offrait un chemin ouvert et facile pour avancer dans l'Eglise et l'Etat. Le profit que l'Eglise de Rome en attendait et qu'elle reçut effectivement était le soutien par les théologiens scolastiques de la doctrine du Pape et de son autorité sur les rois et leurs sujets, théologiens qui, s'efforçant de promouvoir de nombreux points de foi incompréhensibles et appelant à l'aide la philosophie d'Aristote, écrivirent de gros livres de théologie scolastiques que ni eux, ni les autres, n'étaient capables de comprendre, comme on peut s'en apercevoir en considérant les écrits de Pierre Lombard ou de Scot qui écrivit des commentaires sur lui, ou encore de Suarez ou de tout autre théologien scolastique des époques suivantes. Ce genre de savoir était pourtant très admiré par deux sortes d'hommes, d'ailleurs assez prudents, les uns qui étaient déjà fervents et qui avaient l'Eglise de Rome en affection car ils croyaient déjà à la doctrine mais admiraient les arguments parce que, ne les comprenant pas, ils trouvaient leurs conclusions à leur goût. Les autres étaient des hommes négligents qui admiraient avec les autres plutôt (18) que de prendre la peine d'examiner les arguments ; de sorte que toutes sortes de gens étaient pleinement convaincus que la doctrine était vraie et que l'autorité du Pape n'allait pas au-delà de ce qui lui était dû.

B. Je vois bien que, quand l'Eglise de Rome a une telle autorité, un roi ou un Etat chrétien, quelque bien pourvu qu'il soit en argent et en armes, aura du mal à l'égaliser à cause d'un manque d'hommes car il sera difficile de mettre les sujets en compagnie et de les pousser à se battre avec courage contre leur conscience.

A. Il est vrai que de grandes rébellions ont été soulevées par des hommes d'Eglise dans la querelle du Pape contre les rois, comme, en Angleterre, contre le Roi Jean et, en France, contre le Roi Henri IV. Les Rois avaient une part plus considérable de leur côté que le Pape du sien et il en sera toujours ainsi s'ils ont

de l'argent. En effet, il en est peu dont la conscience soit si tendre qu'ils refusent de l'argent quand ils en manquent. Mais le grand mal fait aux Rois sous prétexte de religion, c'est quand le Pape donne le pouvoir à un roi d'en envahir un autre.

B. Je m'étonne d'une chose : comment le Roi Henri VIII a-t-il pu alors supprimer entièrement l'autorité du Pape en Angleterre, sans aucune rébellion intérieure, sans aucune invasion étrangère ?

A. Premièrement, les prêtres, les moines et les frères, étant à l'apogée de leur pouvoir, étaient désormais devenus pour la plupart insolents et licencieux et la force de leurs arguments était ruinée par le scandale de leur vie que percevaient aisément les petits nobles et les hommes de bonne éducation. Le Parlement, étant composé de telles personnes, était donc prêt à supprimer leur pouvoir ; et, en général, cela ne déplaisait pas aux gens du commun qui, par une longue habitude, aimaient les Parlements. Deuxièmement, la doctrine de Luther était apparue un peu avant et était désormais si bien acceptée par un grand nombre d'hommes du meilleur jugement qu'il n'y avait aucun espoir de restaurer le Pape dans son pouvoir par la rébellion. Troisièmement, les revenus des abbayes et de toutes les autres maisons religieuses, tombant de cette façon dans les mains du roi (19) qui les mit à disposition des gentilshommes les plus éminents de chaque comté, ces derniers ne pouvaient que faire de leur mieux pour se confirmer dans la possession de ces biens. Quatrièmement, le Roi Henri était d'une nature sévère, prompt à punir ceux qui s'opposeraient les premiers à ses desseins. Enfin, pour ce qui est d'une invasion étrangère, si le Pape avait donné le royaume à un autre prince, cela aurait été fait en vain car l'Angleterre est une autre sorte de royaume que la Navarre. De plus, les Français et les Espagnols, à cette époque, s'employaient les uns contre les autres et, même s'ils avaient été libres, ils n'auraient peut-être pas trouvé de meilleur succès que les Espagnols n'en trouvèrent ensuite, en 1588. Néanmoins, en dépit de l'insolence, de l'avarice et de l'hypocrisie du clergé d'alors et en dépit de la doctrine de Luther, si le Pape n'avait pas provoqué le Roi en tentant d'annuler son mariage avec sa seconde femme, son autorité aurait pu se maintenir en Angleterre jusqu'à ce que naisse quelque autre querelle.

B. Est-ce que les évêques d'alors, qui avaient prêté serment, entre autres choses, de défendre et de soutenir les Droits royaux de Saint Pierre (les termes sont *Regalia Sancti Petri*, mais certains ont dit que c'était *regulas Sancti Petri*, c'est-à-dire les Règles ou la Doctrine de Saint Pierre, que les clercs lurent ensuite, peut-être, dans un écrit comportant des abréviations, en faisant une erreur (*regalia*) favorable au Pape), est-ce que les évêques, dis-je, ne se sont pas opposés à l'Acte du Parlement contre le Pape et au serment de suprématie ?

A. Non, je ne trouve pas que les évêques aient été nombreux à s'opposer au Roi car, n'ayant sans lui aucun pouvoir, il eût été très imprudent de provoquer sa colère. Il y avait en outre, à l'époque, une controverse entre le Pape et les évêques, la plupart de ces derniers soutenant qu'ils exerçaient leur juridiction épiscopale de droit divin aussi immédiatement que le Pape exerçait la sienne sur l'Eglise entière. Et, parce qu'ils virent que, par cet Acte du Roi en son Parlement, ils ne devaient plus tenir leur pouvoir (20) du Pape et qu'ils n'avaient jamais pensé le tenir du Roi, peut-être aimèrent-ils mieux laisser passer cet Acte du Parlement. Sous le règne du Roi Edouard VI, la doctrine de Luther avait tant pris racine en Angleterre qu'ils rejetèrent un grand nombre de nouveaux articles de foi du Pape, que la Reine Marie, qui lui succéda, rétablit avec tout ce qui avait été aboli par Henri VIII, sauf les maisons religieuses (qui ne pouvaient pas être rétablies) ⁵⁰ ; et les évêques et le clergé du Roi Edouard furent brûlés comme hérétiques ou s'enfuirent ou se rétractèrent. Et ceux qui s'enfuirent s'en allèrent vers des lieux où la religion réformée était soit protégée, soit non persécutée et, après le décès de la Reine Marie, ils revinrent et trouvèrent faveurs et charges pendant le règne de la Reine Elisabeth qui restaura la religion de son frère, le Roi Edouard. Et cela continua jusqu'à ce jour, sauf pendant l'interruption dont fut responsable la récente rébellion des presbytériens et autres démocrates. Mais, bien que la religion romaine fût désormais bannie par la loi, il y avait pourtant abondance de gens – et ils étaient nombreux à être nobles – qui conservèrent la religion de leurs ancêtres et qui, n'étant pas tracassés sur des points de conscience, n'avaient pas d'inclinations personnelles gênantes pour le gouvernement civil. Mais, par les pratiques secrètes des Jésuites et d'autres émissaires de l'Eglise romaine, on les

⁵⁰ Les parenthèses ne sont pas chez Molesworth. (NdT)

rendit moins calmes qu'ils n'auraient dû l'être et certains d'entre eux se risquèrent au plus horrible acte dont on ait entendu parler, je veux parler de la Conspiration des poudres ⁵¹. C'est pour cette raison que les Papistes d'Angleterre ont été considérés comme des hommes qui ne se désoleraient pas des désordres qui, ici, pourraient permettre de restaurer l'autorité du Pape ; et je pense qu'ils constituent l'un des maux dont a souffert l'Etat d'Angleterre à l'époque de notre défunt Roi Charles.

B. Je vois que Monsieur Mornay du Plessis et le Docteur Morton, évêque de Durham, écrivant sur le progrès du pouvoir du Pape et intitulant leurs livres, l'un « Le Mystère de l'Iniquité », l'autre « La Grande (21) Imposture », étaient dans le vrai car je crois qu'il n'y eut jamais une telle escroquerie au monde et je m'étonne que les Rois et les Etats de la Chrétienté ne s'en soient jamais rendu compte.

A. Il est manifeste qu'ils s'en rendaient compte. Sinon, comment auraient-ils osé faire la guerre, comme ils l'ont faite, ⁵² contre le Pape et comment certains d'entre eux l'auraient-ils sorti de Rome et emmené prisonnier ? Mais, s'ils voulaient se libérer de sa tyrannie, ils auraient dû s'entendre ensemble et se faire tous, comme Henri VIII, chefs de l'Eglise dans leurs royaumes respectifs. Mais, ne s'accordant pas, ils laissèrent ce pouvoir continuer, chacun espérant l'utiliser, s'il y avait lieu, contre son voisin.

B. Maintenant, pour ce qui est de cet autre mal, les Presbytériens, comment leur pouvoir devint-il si grand alors qu'ils n'étaient, pour la plupart, qu'autant de misérables intellectuels ?

⁵¹ « gunpowder Treason ». Il s'agit de la Conspiration des Poudres (the gunpowder plot). C'était le projet catholique (dont l'initiateur fut Castesby) de tuer toute la famille royale et une partie de la noblesse en faisant exploser une partie du palais de Westminster. (NdT)

⁵² « as they have done » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

A. Cette controverse entre le Pape et les Eglises réformées ne pouvait qu'inviter chacun, au mieux de ses capacités, à examiner par les Ecritures qui avait raison ; et, à cette fin, les Ecritures furent traduites en langue vulgaire alors qu'avant leur traduction n'était pas permise et qu'aucun homme ne devait les lire, à l'exception de ceux qui en avaient le droit clairement établi. En effet, le Pape, par rapport aux Ecritures, était comme Moïse par rapport au Mont Sinaï. Moïse ne souffrait que quelqu'un y montre pour entendre parler Dieu ou pour le voir, à part ceux qu'il prenait avec lui, et le Pape ne souffrait pas que quelqu'un parle avec Dieu dans les Ecritures, à part ceux qui possédaient en eux une partie de l'esprit du Pape qui permettait qu'on leur fît confiance.

B. Il est certain que Moïse, en cela, a agi très sagement et selon les propres ordres de Dieu.

A. Sans aucun doute. Et le cours des événements le fit apparaître ainsi car, après la traduction de la Bible en anglais, tous les hommes, voire tous les jeunes garçons et toutes les jeunes filles qui pouvaient lire l'anglais, pensait parler avec Dieu Tout Puissant et comprendre ce qu'il dit quand, en lisant un certain nombre de chapitres par jour, ils avaient lu les Ecritures une fois ou deux. Et, ainsi ⁵³, on se défit du respect et de l'obéissance dus à (22) l'Eglise réformée d'ici et aux évêques et pasteurs ; et tout homme devint le juge de la religion et l'interprète des Ecritures pour lui-même.

B. L'Eglise d'Angleterre ne voulait-elle pas qu'il en soit ainsi ? Quelle autre fin pouvait-elle avoir en me recommandant la Bible si elle ne voulait pas que j'en fasse la règle de mes actions ? Autrement, elle aurait pu la garder ouverte pour elle et scellée pour moi en hébreu, en grec et en latin, m'en nourrissant dans une mesure nécessaire pour mon salut et pour la paix de l'Eglise.

⁵³ « And so » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

A. J'avoue que cette liberté d'interpréter l'Ecriture fut la cause de la naissance de nombreuses sectes différentes qui, tapies jusqu'au début du règne du défunt Roi, apparurent alors pour troubler la république. Mais, pour en revenir à l'histoire, ces personnes qui s'enfuirent à cause de la religion à l'époque de la Reine Marie résidèrent, pour la plupart, dans des lieux où l'Eglise réformée était professée et gouvernée par une assemblée de ministres qui (faute de meilleurs hommes d'Etat) ⁵⁴ n'étaient pas peu utilisés pour la question du gouvernement civil ; ce qui plut tant aux Protestants anglais et écossais qui vivaient parmi eux que, à leur retour, ils souhaitèrent que le même honneur et le même respect soient donnés aux ministres de leur propre pays. Et, ⁵⁵ en Ecosse (Le roi Jacques étant alors jeune), ⁵⁶ ils y parvinrent bientôt (avec l'aide de membres de la puissante noblesse). ⁵⁷ De même, ceux qui revinrent en Angleterre au début du règne de la Reine Elisabeth y tentèrent la même chose mais n'y parvinrent pas avant la dernière rébellion, non sans l'aide des Ecossais. A peine y étaient-ils parvenus qu'ils furent mis en échec par d'autres sectes qui, par la prédication des Presbytériens et l'interprétation privée de l'Ecriture, devinrent nombreuses.

B. Je sais, il est vrai, qu'au début de la récente guerre, le pouvoir des Presbytériens était si grand que non seulement les citoyens de Londres étaient presque tous à leur dévotion, mais aussi la plupart de toutes les autres cités et (23) villes commerciales d'Angleterre. Mais vous ne m'avez pas encore dit par quel artifice et par quels degrés ils sont devenus si forts.

A. Ce n'est pas seulement leur propre artifice qui y contribua mais ils eurent le concours d'un grand nombre de gentilshommes qui ne désiraient pas moins un gouvernement populaire dans l'état civil que ces ministres dans l'Eglise. Et, tout comme ces derniers, en chaire, attiraient les gens vers leurs opinions et leur donnaient en aversion le gouvernement de l'Eglise, les canons et le livre des prières publiques, les autres leur faisaient aimer la démocratie par leurs harangues au

⁵⁴ Les parenthèses ne figurent pas dans Molesworth. (NdT)

⁵⁵ Ce « and » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

⁵⁶ Les parenthèses ne figurent pas dans Molesworth. (NdT)

⁵⁷ Les parenthèses ne figurent pas dans Molesworth. (NdT)

Parlement, par leurs discours et leur communication au peuple du pays, faisant l'éloge de la liberté, invectivant la tyrannie et laissant le peuple déduire par lui-même que cette tyrannie était le gouvernement actuel de l'Etat. Et, de même que les Presbytériens ramenaient avec eux des universités leur théologie dans leurs églises, de nombreux gentilshommes en ramenaient leur politique au Parlement mais aucun d'eux ne fit cela avec grande vigueur à l'époque de la Reine Elisabeth. Et, bien qu'il ne soit pas vraisemblable que tous le fissent par méchanceté (mais beaucoup d'entre eux par erreur) ⁵⁸, pourtant, il est certain que les principaux meneurs étaient des ministres et des gentilshommes ambitieux, les ministres jalousant l'autorité des évêques qu'ils jugeaient moins instruits qu'eux et les gentilshommes jalousant le conseil privé et les principaux courtisans qu'ils jugeaient moins sages qu'eux. En effet, il est difficile pour des hommes qui ont une haute idée de leur esprit et qui ont aussi acquis le savoir de l'université de se persuader qu'ils n'ont pas les capacités requises pour le gouvernement d'une république, surtout ayant lu les histoires glorieuses et la philosophie politique sententieuse des anciens gouvernements populaires des Grecs et des Romains, chez qui les rois étaient haïs et flétris sous le nom de tyrans et chez qui le gouvernement populaire (bien qu'aucun tyran n'ait été aussi cruel qu'une assemblée populaire) recevait le nom de liberté. Les ministres presbytériens, au début du règne de la Reine Elisabeth, ne prêchaient pas publiquement et ouvertement ⁵⁹ (parce qu'ils n'osaient pas) ⁶⁰ contre la discipline de l'Eglise. Mais, (24) peu après, peut-être grâce à la faveur de quelque grand courtisan, ils allèrent de tous côtés prêcher dans la plupart des villes commerciales d'Angleterre, comme les frères prêcheurs l'avaient fait avant eux, les matins des jours de travail et, dans leurs sermons, ces hommes et d'autres qui soutenaient les mêmes idées et qui avaient charge d'âmes s'appliquaient totalement, tant par la forme que par le fond de leur prédication, à gagner les gens pour qu'ils apprécient leurs doctrines et aient une bonne opinion de leurs personnes.

Et d'abord, pour la forme de leur prédication, ils arrangeaient leur contenance et leurs gestes en entrant en chaire, et [aussi] leur prononciation, aussi bien dans la prière que dans le sermon, et ils utilisaient les expressions de l'Ecriture (qu'elles

⁵⁸ Les parenthèses ont été ajoutées par le traducteur. (NdT)

⁵⁹ « Et ouvertement » ne se trouve pas chez Molesworth. (NdT)

⁶⁰ Les parenthèses ne sont pas chez Molesworth. (NdT)

fussent comprises ou non par les gens) d'une façon telle qu'aucun tragédien au monde n'eût pu jouer le rôle d'un véritable saint homme mieux qu'eux ; à un point tel qu'un homme qui ne connaissait pas cet artifice n'aurait jamais pu soupçonner en eux un complot ambitieux pour soulever une sédition contre l'Etat, comme ils en avaient l'intention, ni douter que la véhémence de leur voix (car les mêmes termes avec une prononciation habituelle auraient été de peu de force) et l'excès de leurs gestes et de leur apparence pussent venir d'autre chose que de leur zèle pour le service de Dieu. Et, grâce à cet artifice, ils connurent un tel crédit que beaucoup d'hommes prirent l'habitude de quitter leur propre paroisse et leur propre ville les jours de travail, laissant leur profession en semaine et leur propre église le dimanche pour aller écouter ceux qui prêchaient en d'autres lieux, méprisant leur propre prédicateur et tous les autres prédicateurs qui ne jouaient pas aussi bien qu'eux. Quant aux ministres qui ne prêchaient pas habituellement mais qui, au lieu de sermons, lisaient les homélies que l'Eglise avait fixées, ils les appelaient des *chiens muets* ⁶¹ et les jugeaient tels.

Deuxièmement, pour le fond de leurs sermons, comme la colère des gens contre la récente usurpation romaine était alors encore fraîche, ils virent que la meilleure façon de s'attirer leurs faveurs était de prêcher contre les autres points de la religion romaine que les évêques n'avaient pas encore condamnées ; de sorte que, s'éloignant encore davantage de la papauté qu'ils ne l'avaient fait, ils pourraient, la gloire leur revenant, faire soupçonner les évêques de ne pas être encore bien purgés de l'idolâtrie.

(25) Troisièmement, avant leur sermon, leur prière était ou semblait *extempore*, ⁶² et ils prétendaient qu'elle leur était dictée en eux par l'esprit de Dieu ; et beaucoup de gens le croyaient ou semblaient le croire. En effet, tout homme de jugement pouvait voir qu'ils ne se souciaient pas à l'avance de ce qu'ils diraient dans leurs prières. De là vint une aversion pour le *Livre des Prières Publiques* qui est une forme établie, préméditée, pour que les hommes puissent voir à quoi ils doivent dire *Amen*.

Quatrièmement, dans leurs sermons, ils n'invectivaient jamais – ou seulement très légèrement – les vices lucratifs des commerçants et des artisans, comme la

⁶¹ Esaïe, LVI, 10. (NdT)

⁶² Improvisée. (NdT)

simulation, le mensonge, la tromperie, l'hypocrisie et autres procédés peu charitables, à l'exception du manque de charité pour leurs pasteurs et les fidèles, ce qui était un grand soulagement pour la plupart des citoyens et des habitants des villes commerciales et ce qui ne profitait pas peu à ces prédicateurs.

Cinquièmement, en prêchant l'opinion que les hommes devaient être assurés de leur salut par le témoignage de leur propre esprit privé, voulant dire par là que le Saint Esprit les habitait. Et, se fondant sur cette opinion, les gens, qui trouvaient en eux une haine suffisante envers les Papistes et la capacité de répéter les sermons de ces hommes quand ils rentraient chez eux, ne doutaient pas qu'ils avaient tout ce qui était nécessaire, quelque fausse et malveillante que fût leur conduite envers leurs voisins qui n'étaient pas comptés parmi les saints et, quelquefois, envers ceux-ci aussi.

Sixièmement, il est vrai qu'ils invectivaient souvent avec grand sérieux et avec sévérité deux péchés, la concupiscence ⁶³ charnelle et le fait de jurer en vain, ce qui, sans aucun doute, était bien. Mais les gens du commun étaient de cette façon inclinés à croire que n'était péché que ce qui était interdit dans le troisième ⁶⁴ et le septième ⁶⁵ commandements (car peu d'hommes entendent, par le mot concupiscence, une autre concupiscence que celle qui est interdite dans le septième commandement. On ne dit pas ordinairement, en effet, qu'on a de la concupiscence pour le bétail d'autrui, ses biens ou ses possessions) et, donc, ils n'avaient aucun scrupule à commettre des actes de tromperie et de malveillance et (26) ils s'efforçaient seulement de se garder de l'impureté ou, du moins, du scandale occasionné par ces actes. Et, soutenant et inculquant dans leurs sermons et leurs écrits que les tout premiers mouvements de l'esprit, c'est-à-dire le plaisir que prennent hommes et femmes à la vue des formes les uns des autres, même quand on en bloque le déroulement pour que ne naisse jamais une intention, constituaient néanmoins un péché, ils jetaient les jeunes hommes dans le désespoir et les amenaient à penser qu'ils étaient damnés parce qu'ils ne pouvaient pas (ce que personne ne peut et c'est contraire à la constitution naturelle) contempler un objet plaisant sans plaisir. Et, par ce moyen, ils devinrent les confesseurs de ceux qui

⁶³ Rappelons que le verbe *cupere* signifie *désirer ardemment*, et cela pas seulement dans le domaine de la chair. (NdT)

⁶⁴ Qui porte sur le fait de jurer en vain. (NdT)

⁶⁵ Qui porte sur l'adultère. (NdT)

étaient ainsi troublés en leur conscience et qui leur obéissaient comme à leurs docteurs spirituels dans tous les cas de conscience.

B. Pourtant, certains d'entre eux prêchèrent fréquemment contre l'oppression.

A. C'est vrai, j'avais oublié cela ; mais c'était devant ceux qui en étaient plutôt affranchis, j'entends les gens du petit peuple qui se croient facilement opprimés mais jamais oppresseurs. Et vous pouvez donc compter cela parmi leurs artifices pour faire croire aux gens qu'ils étaient opprimés par le Roi ou peut-être par les évêques ou les deux et, ensuite, d'incliner les gens les plus simples vers leur parti quand l'occasion s'en présenterait. Mais cela ne fut fait qu'avec modération sous le règne de la Reine Elisabeth dont ils craignaient la crainte et la jalousie. Ils n'avaient pas encore un grand pouvoir au Parlement pour mettre en question sa prérogative par des pétitions de droit ou autres stratagèmes, comme ils le firent ensuite quand des gentilshommes démocrates les eurent reçus dans leurs conseils avec le dessein de changer le gouvernement de monarchique en démocratique, gouvernement qu'ils appelaient liberté.

B. Qui penserait que des desseins aussi horribles que ces desseins purent si facilement et si longtemps demeurer couverts par le manteau de la piété ? En effet, qu'ils furent les hypocrites les plus impies est manifeste par le terme de leurs ruses, la guerre, et par les actions impies qui furent commises pendant cette guerre. Mais, à l'origine, quand (27) commença cette tentative d'instaurer un gouvernement populaire et qui fit cette tentative ?

A. Pour ce qui est de la tentative de changer le gouvernement de monarchique en démocratique, il nous faut faire une distinction. Ils ne revendiquèrent pas la souveraineté en termes clairs et en utilisant ce terme tant qu'ils n'eurent pas tué le Roi et ils ne revendiquèrent pas les droits de cette souveraineté, entièrement et point par point, tant que le Roi ne fut pas chassé de Londres par les tumultes qui s'élevèrent contre lui dans cette cité et qu'il ne se fut pas retiré à York pour la sécurité de sa personne. Il n'y était pas depuis de nombreux jours quand ils lui

envoyèrent dix-neuf propositions ⁶⁶ parmi lesquelles plus d'une douzaine réclamaient différents pouvoirs qui étaient des parties essentielles de la souveraineté. Mais, avant cette époque, ils avaient réclamé certains de ces droits dans une pétition qu'ils avaient appelée Pétition de Droit alors que, néanmoins, le Roi les leur avait accordés dans un Parlement antérieur bien qu'il se privât par là non seulement du pouvoir de lever de l'argent sans leur consentement mais aussi de son revenu ordinaire par la coutume de tonnage et de poundage ⁶⁷ et de la liberté de mettre en détention les hommes qui, pensait-il, risquaient de troubler la paix et de soulever une sédition dans le royaume. Quant aux hommes qui firent cela, il suffit de dire qu'ils étaient membres du Parlement et de certains autres Parlements du début du règne du Roi Charles et de la fin de celui du Roi Jacques. Les nommer n'est nécessaire que dans la mesure où l'histoire l'exigera. La plupart d'entre eux étaient membres de la Chambre des Communes et quelques-uns l'étaient de la Chambre des Lords mais tous avaient une haute opinion de leurs compétences politiques, compétences dont, pensaient-ils, le Roi ne tenait pas assez compte.

B. Comment le Parlement, alors que le Roi avait en son pouvoir une marine importante, un grand nombre de soldats entraînés ⁶⁸ et tous les magasins de munitions, fut-il capable de commencer la guerre ?

A. Il est vrai que le Roi avait ces choses de droit mais cela ne signifiait pas grand chose alors que ceux qui avaient la garde de la marine et des magasins et, avec eux, tous les soldats entraînés et, d'une certaine manière, tous ses sujets, étaient devenus ses ennemis par la prédication des (28) ministres presbytériens et par les murmures séditieux des politiciens perfides et ignorants, et alors que le Roi

⁶⁶ Propositions qui demandaient le transfert de la plupart des droits du monarque aux deux chambres. (NdT)

⁶⁷ Droits douaniers variant en fonction du poids et de la valeur des marchandises. (NdT)

⁶⁸ Membres des milices locales (trained bands) entraînés par des soldats de métier. On disait que ces milices, en province, étaient inefficaces, mal équipées et indisciplinées et qu'elles répugnaient à se battre loin de leur foyer. La milice de Londres, en revanche, était compétente, très bien entraînée, et elle joua plusieurs fois un rôle important au XVII^{ème} siècle. (NdT)

ne pouvait avoir d'autre argent que celui que le Parlement lui donnerait, ce qui, vous pouvez en être sûr, n'était pas suffisant pour maintenir son pouvoir royal, pouvoir qu'ils entendaient lui ôter. Et, pourtant, je pense qu'ils ne se seraient jamais risqués sur le champ de bataille sans cette fâcheuse affaire, lorsqu'on entendit imposer aux Ecossais, qui étaient tous presbytériens, notre livre des prières publiques. En effet, je crois que les Anglais n'auraient jamais accepté que le Parlement fit la guerre au Roi, quelle que fût la provocation, à moins que ce fût pour leur propre défense, au cas où le Roi leur aurait fait la guerre le premier ; et, donc, il leur appartenait de provoquer le Roi pour qu'il pût faire quelque chose qui pût ⁶⁹ ressembler à de l'hostilité.

Il arriva en l'an 1637 que le Roi, conseillé (pensa-t-on) par l'Archevêque de Cantorbéry, envoya un livre des prières publiques en Ecosse qui ne différait pas en substance du nôtre et dont les termes étaient en gros les mêmes, mis à part le remplacement du mot Presbytre par le mot Ministre, et ordonna qu'il soit utilisé (pour qu'il y ait conformité avec ce royaume) par les ministres de là-bas comme forme ordinaire du service divin. La lecture de ce livre dans l'église d'Edimbourg y causa un tel tumulte que celui qui lisait eut beaucoup de mal à s'échapper vivant ; et cela donna l'occasion à la plupart des nobles et des autres ⁷⁰ de conclure, de leur propre autorité, une Alliance entre eux qu'ils appelèrent avec impudence une *Alliance avec Dieu*, pour renverser l'épiscopat sans consulter le Roi, ce qu'ils firent bientôt, animés en cela par la confiance qu'ils avaient en eux-mêmes et assurés par certains démocrates anglais qui, dans les Parlements antérieurs, avaient été les plus grands opposants aux intérêts du Roi, que le Roi ne serait pas capable de lever une armée pour les châtier sans convoquer un Parlement qui les favoriserait certainement. En effet, la chose que ces démocrates visaient surtout à ce moment, c'était de forcer le Roi à convoquer un Parlement, ce qu'il n'avait pas fait depuis dix ans, (29) n'ayant trouvé dans les Parlements qu'ils avait convoqués avant aucune aide mais au contraire des obstacles à ses desseins. Cependant, contrairement à leur attente, avec l'aide des sujets de la noblesse et de la gentry qui lui étaient favorables, il fit lever une armée qui, au cas où il y aurait eu bataille, aurait réduit les Ecossais à leur précédente obéissance. Et, avec cette armée, il

⁶⁹ La répétition se trouve dans le texte anglais. (NdT)

⁷⁰ Que Hobbes appelle « Concovenanters » dans les *Considérations sur la réputation* ... (NdT)

entra en Ecosse où l'armée écossaise était arrivée sur le champ de bataille, face à lui, comme si elle entendait se battre. Mais, alors, les Ecossais demandèrent au Roi de laisser des commissaires des deux parties traiter entre eux, et le Roi, pour éviter la destruction de ses propres sujets, daigna accepter. Le résultat fut la paix et le Roi, là-dessus, alla à Edimbourg et y fit passer un Acte du Parlement qui les satisfit.

B. Ne confirma-t-il pas l'épiscopat ?

A. Non, il dut consentir à l'abolir. Mais, par ce moyen, l'espoir des Anglais d'avoir un Parlement fut contrarié. Mais lesdits démocrates, qui s'opposaient avant aux intérêts du Roi, ne cessèrent d'essayer encore de pousser les deux nations dans la guerre afin que le Roi ne pût acheter l'aide du Parlement à un moindre prix que la souveraineté elle-même.

B. Mais pour quelle raison la gentry et la noblesse d'Ecosse avaient-elles tant en aversion l'épiscopat ? En effet, je ne peux guère croire que leur conscience était extraordinairement tendre, ni qu'ils avaient de si grand théologiens qu'ils connaissent quelle était la véritable discipline ecclésiastique établie par notre Sauveur et ses Apôtres, ni qu'ils aimaient leurs ministres au point de se placer sous leur autorité, tant pour le gouvernement ecclésiastique que le gouvernement civil. En effet, dans leur vie, ils étaient exactement comme les autres hommes, poursuivant leurs propres intérêts et leur propre avancement, et les évêques ne s'y opposaient pas plus que les ministres presbytériens.

A. Je ne sais vraiment pas, je ne peux pénétrer dans l'esprit des autres hommes plus loin que j'y ai été conduit par mon examen de la nature humaine en général. Mais, par cet examen, je vois d'abord que les hommes d'ancienne richesse et d'ancienne noblesse ne sont pas enclins à tolérer que de pauvres clercs soient (30) (comme ils doivent l'être quand ils sont faits évêques) leurs égaux. Deuxièmement, je vois que, par l'émulation de gloire entre les nations, ils pouvaient avoir la volonté de voir cette nation affligée par la guerre civile et ils pouvaient

espérer, en aidant les rebelles d'ici, acquérir du pouvoir sur les Anglais, du moins assez pour y établir la discipline presbytérienne, ce qui est aussi l'un des points qu'ils réclamèrent ensuite ouvertement. Enfin, ils pouvaient espérer obtenir, par la guerre, une somme importante d'argent comme récompense de leur aide, en plus du grand butin qu'ils obtinrent par la suite. Mais, quelle que fût la raison pour laquelle ils haïssaient les évêques, les supprimer n'était pas seulement ce qu'ils visaient. Si cela avait été le cas, quand l'épiscopat fut aboli par acte du Parlement, ils auraient été satisfaits, ce qu'ils ne furent pas car, après le retour du Roi à Londres, les Presbytériens anglais et les démocrates, par la faveur de qui ils avaient supprimé les évêques en Ecosse, jugèrent raisonnable d'avoir l'aide des Ecossais pour supprimer les évêques d'Angleterre. Et, pour cela, peut-être ont-ils négocié en secret avec les Ecossais pour être insatisfaits de cette pacification dont ils se contentaient avant. Quoiqu'il en soit, peu après le retour du Roi à Londres, ils envoyèrent à certains de leurs amis à la cour un certain papier contenant, prétendaient-ils, les articles de ladite pacification, un papier mensonger et scandaleux qui, ai-je entendu dire, fut brûlé publiquement par ordre du Roi. Et, ainsi, les deux parties revinrent à la condition qui était la leur quand le Roi s'en était allé avec son armée.

B. Et c'est ainsi que beaucoup d'argent fut perdu inutilement. Mais vous ne m'avez pas dit qui était le général de cette armée.

A. Je vous ai dit que le Roi y était en personne. Celui qui commandait sous ses ordres était le Comte d'Arundel, un homme qui ne manquait ni de valeur, ni de jugement. Mais engager la bataille ou négocier n'était pas en son pouvoir, c'était au pouvoir du Roi.

B. Il était un homme de la plus noble et la plus loyale famille, dont l'ancêtre avait antérieurement infligé une grande défaite aux (31) Ecossais dans leur propre pays et, selon toute vraisemblance, il aurait pu leur en infliger une semblable s'ils s'étaient battus.

A. C'est vrai qu'il aurait pu mais cela a été une sorte de superstition de le faire général pour cette raison, même si de nombreux généraux, jusqu'ici, avaient été choisis pour le succès heureux de leurs ancêtres dans les mêmes occasions. Dans la longue guerre entre les Athéniens et les Spartiates, un général athénien connu de nombreuses victoires contre les Spartiates et, pour cette raison, après sa mort, ils choisirent son fils comme général avec un fâcheux résultat. Les Romains, qui avaient conquis Carthage grâce à la valeur et la conduite de Scipion, quand ils durent faire la guerre en Afrique contre César, choisirent un autre Scipion comme général, un homme assez vaillant et assez avisé mais qui périt dans sa fonction. Et, pour en revenir à notre propre nation, le Comte d'Essex fit une expédition heureuse à Cadix mais son fils, envoyé plus tard au même endroit, ne put rien faire. C'est une superstition insensée que d'espérer que Dieu ait donné le succès à la guerre à un nom ou à une famille.

B. Après la rupture de la pacification, que se passa-t-il ensuite?

A. Le Roi envoya le Duc de Hamilton en Ecosse avec une commission et des instructions pour y convoquer un Parlement et pour utiliser tous les aussi moyens possibles mais tout cela ne servit à rien car les Ecossais étaient désormais résolus à lever une armée et à entrer en Angleterre pour apporter, prétendaient-ils, leurs griefs à sa majesté dans une pétition parce que le Roi, disaient-ils, était entre les mains de mauvais conseillers et qu'ils ne pouvaient obtenir leurs droits d'une autre façon. Mais la vérité est qu'ils y étaient poussés par les Anglais démocrates et presbytériens, avec la promesse d'une récompense et l'espoir du pillage. Certains ont dit que le Duc de Hamilton les avait encouragés plutôt que de les détourner de cette expédition, espérant, par le désordre des deux royaumes, parvenir à se faire Roi d'Ecosse, ce qu'il avait déjà été accusé d'essayer. Mais je pense que cela a été une critique très peu charitable de juger si durement, sur de si petites bases, un homme qui, par la suite, perdit la vie en protégeant la vie du Roi, son (32) maître. Cette décision des Ecossais d'entrer en Angleterre étant connue, le roi, manquant d'argent pour lever une armée contre eux, fut contraint, comme ses ennemis l'espéraient, de convoquer un Parlement devant se réunir à Westminster le 13 avril 1640.

B. Selon moi, un Parlement d'Angleterre, quelles que soient les circonstances, devrait immédiatement fournir au Roi de l'argent dans une guerre contre les Ecos-sais, ne serait-ce que par l'aversion invétérée pour cette nation qui, jadis, a tou-jours pris parti pour ses ennemis les Français et qui a toujours estimé que la gloire d'Angleterre diminuait la sienne.

A. En vérité, on voit généralement que les nations voisines se jalourent leur honneur et que les moins puissantes entretiennent la plus grande malveillance ; mais cela n'empêche pas ces nations de tomber d'accord sur les choses où leur commune ambition les conduit. Et, donc, le Roi ne trouva pas plus, pas moins d'aide du Parlement et la plupart de ses membres, dans leurs discours ordinaires, semblaient s'étonner des raisons pour lesquelles le Roi voulait faire la guerre à l'Ecosse ; et, en ce Parlement, ils appelèrent parfois les Ecossais *leurs frères écos-sais*. Et, au lieu de tenir compte de l'affaire du Roi, qui était de lever de l'argent, dans leurs considérations, ils se jetaient sur la satisfaction de leurs griefs et surtout sur les moyens que le Roi avait été forcé d'utiliser pendant le récent intervalle entre les Parlements, tels que l'impôt naval, l'impôt de chevalerie et d'autres re-venus (peut-on dire) de la fonction royale que les juristes avaient trouvés justifica-bles grâce aux anciens registres du royaume. De plus, ils se jetèrent sur les actions de divers ministres d'Etat, bien qu'elles aient été faites par ordre du Roi et sous son autorité ; de telle sorte que, avant qu'ils en vinssent à l'affaire pour laquelle ils avaient été convoqués, l'argent qui était nécessaire pour cette guerre (s'ils l'avaient donné, ce dont ils n'avaient pas l'intention) serait venu trop tard. Il est vrai qu'ils mentionnaient une somme d'argent qui devait être donnée au Roi mais en marchandant, voulant que le roi renonçât à l'impôt naval et à certaines autres prérogatives, mais si rarement et sans déterminer aucune somme qu'il était vain (33) de la part du Roi d'espérer un succès ; et c'est pourquoi, le 5 mai suivant, il se décida à dissoudre le Parlement.

B. Alors, où le Roi a-t-il trouvé l'argent pour lever et payer son armée ?

A. Il fut forcé la seconde fois d'utiliser la noblesse et la gentry qui y contribuèrent, certains plus, certains moins, selon la grandeur de leurs biens mais, à eux tous, ils constituèrent une armée suffisante.

B. Il semble que les mêmes hommes qui bloquaient son affaire au Parlement la firent avancer autant qu'ils le purent dès qu'ils furent hors du Parlement. Pour quelle raison ?

A. La plus grande partie des Lords du Parlement et de la gentry d'Angleterre appréciaient plus la monarchie que le gouvernement populaire mais pas au point d'endurer qu'on parlât du pouvoir absolu du Roi, ce qui faisait que, à l'époque du Parlement, ils étaient prêts à diminuer ce pouvoir et à amener le gouvernement jusqu'à une monarchie mixte, comme ils l'appelaient, où la souveraineté absolue serait divisée entre le Roi, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes.

B. Mais comment, s'ils ne s'accordaient pas ?

A. Je crois qu'ils n'y pensèrent jamais mais je suis sûr qu'ils n'ont jamais voulu que la souveraineté soit tout entière dans une chambre ou dans les deux chambres. De plus, ils étaient peu disposés à abandonner le Roi alors que le pays était envahi par des étrangers. En effet, ils estimaient que les Ecossais formaient une nation étrangère.

B. Il me paraît étrange que l'Angleterre et l'Ecosse, ne constituant qu'une seule île et leur langue étant presque la même, étant gouvernés par un seul Roi, se jugent l'une l'autre un pays étranger. Les Romains étaient maîtres de nombreuses nations et, pour les obliger à mieux obéir aux édits et aux lois qu'on leur envoyait de la cité de Rome, ils jugèrent bon d'en faire tous des Romains et, dans les diverses nations, comme l'Espagne, la Germanie, l'Italie ou la France, ils donnaient des promotions à certains qu'il jugeaient dignes, même d'être sénateurs de Rome, et donnaient à tous les gens du petit peuple les privilèges de la cité de Rome par

lesquels ils étaient protégés des offenses (34) des autres nations dans lesquelles ils résidaient. Pourquoi les Ecossais et les Anglais ne furent-ils pas réunis de la même manière en un seul peuple ?

A. Le roi Jacques, quand il prit la couronne d'Angleterre, s'y efforça mais il ne put l'emporter. Malgré tout cela, je crois que les Ecossais ont désormais autant de privilèges en Angleterre que, à Rome, n'importe quelle nation de celles qui – dites-vous – furent faites romaines. En effet, ils étaient tous naturalisés et avaient le droit d'acheter de la terre en Angleterre pour eux et pour leurs héritiers.

B. C'est vrai de ceux qui étaient nés en Ecosse après que le roi fut mis en possession du royaume d'Angleterre.

A. Il existe aujourd'hui encore très peu de gens qui naquirent avant cette époque. Mais pourquoi ceux qui sont nés après ont-ils un meilleur droit que ceux qui sont nés avant ?

B. Parce qu'ils étaient nés sujets du Roi d'Angleterre et pas les autres.

A. Les autres n'étaient-ils pas nés sujets du Roi Jacques ? Et n'était-il pas le Roi d'Angleterre ?

B. Oui mais pas alors.

A. Je ne comprends pas la subtilité de cette distinction. Mais sur quelle loi se fonde-t-elle ? Existe-t-il un statut qui détermine cela ?

B. Je ne saurais le dire, je ne le pense pas mais cette distinction se fonde sur l'équité.

A. Je vois peu d'équité dans le fait que des nations qui sont tenues à une égale obéissance au même Roi n'aient pas des privilèges égaux. Et donc, vu que très peu sont nés avant l'accession au trône par le Roi Jacques, quels plus grands privilèges avaient ces Romains greffés à l'Etat de Rome par leur naturalisation ou quels plus grands privilèges avaient dans l'Etat d'Angleterre les Anglais par rapport aux Ecossais ?

B. Ces Romains, quand l'un d'entre eux était à Rome, avaient leur mot à dire quand on faisait des lois.

A. Et les Ecossais ont leur Parlement où leur assentiment est exigé quand des lois sont faites, ce qui est la même chose. De nombreuses provinces françaises n'ont-elle pas différents (35) parlements et différentes constitutions ? Et, pourtant, elles sont toutes également assujetties au Roi de France. Selon moi, donc, les Anglais et les Ecossais se trompaient quand ils s'appelaient étrangers. Quoi qu'il en soit, le Roi avait une armée très suffisante avec laquelle il marcha vers l'Ecosse et, à peu près au moment où il arrivait à York, l'armée écossaise s'était approchée des frontières et se préparait à pénétrer en Angleterre, ce qu'elle fit immédiatement, laissant entendre pendant tout le chemin que sa marche serait sans danger pour le pays et que sa commission était seulement de donner une pétition au Roi pour redresser de nombreuses prétendues offenses que les Ecossais avaient reçues de ceux de la cour dont les conseils étaient les plus suivis par le Roi. C'est ainsi qu'ils traversèrent le Northumberland tranquillement jusqu'à ce qu'ils parvinssent à un gué sur la Tyne, un peu en amont de Newcastle, où ils trouvèrent une légère opposition d'une partie de l'armée du Roi qui avait été envoyée là pour les arrêter et que les Ecossais maîtrisèrent aisément. Et, dès qu'ils furent de l'autre côté, ils s'emparèrent de Newcastle et s'avançant plus loin, de la cité de Durham. Ils firent parvenir au Roi leur désir de traiter, ce qui fut accordé, et les commissaires des deux parties se réunirent à Ripon. La conclusion fut que tout cela fut renvoyé au Parlement que le Roi convoqua pour une assemblée à Westminster le 3 novembre de la même année 1640. Là-dessus, le Roi retourna à Londres.

B. Ainsi, les armées furent démantelées.

A. Non. L'armée écossaise devait être prise en charge par les comtés de Northumberland et de Durham et le Roi devait payer la sienne jusqu'à ce que le démantèlement des deux armées reçoive l'assentiment du Parlement.

B. Ainsi, dans les faits, les armées étaient entretenues à la charge du Roi et toute la controverse devait se décider dans un Parlement presque entièrement presbytérien et aussi partial que les Ecossais eux-mêmes avaient pu le souhaiter.

A. Et, malgré cela, ils n'osaient pas pour le moment faire la guerre au Roi. Il y avait encore tant de respect pour le Roi dans le cœur du peuple qu'ils auraient paru (36) odieux s'ils avaient déclaré leurs intentions. Il leur fallait revêtir tout cela d'une apparence qui faisait croire que c'était le Roi qui avait fait la guerre en premier au Parlement. En outre, ils ne l'avaient pas encore suffisamment déshonoré, lui et ses actions, dans leurs sermons et leurs pamphlets et ils n'avaient pas encore éloigné de son entourage ceux qui, pensaient-ils, pouvaient le mieux le conseiller. Ils résolurent donc de procéder avec lui comme des chasseurs ⁷¹ habiles, d'abord de l'isoler grâce à des hommes disposés partout à le conduire à découvert avec leurs bruits ⁷² et, ensuite, au cas où il semblerait faire demi-tour, d'appeler cela une guerre contre le Parlement.

Et, d'abord, ils inquiétèrent ceux qui avaient prêché ou écrit pour défendre les droits qui appartenaient à la Couronne et qu'ils entendaient usurper et prendre au Roi pour les récupérer ; sur quoi, quelques prédicateurs et écrivains furent emprisonnés. ⁷³ Le Roi ne protégeant plus ses ministres, ils remirent en question certaines des propres actions du Roi faites par eux. Certains furent emprisonnés,

⁷¹ Hobbes utilise la même image dans ses *Considérations....* : « Le roi fut chassé comme un perdreau dans les montagnes et, bien que les chiens fussent pendus, les chasseurs furent pourtant aussi coupables qu'eux et ne méritent pas un moindre châtement. » (Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2009) (NdT)

⁷² « avec leurs bruits » ne se trouve pas dans Molesworth. (NdT)

⁷³ Molesworth ajoute « ou furent forcés de fuir ». (NdT)

d'autres traversèrent la mer. Et, alors que certaines personnes, qui s'étaient efforcées, dans des livres et des sermons, de soulever la sédition et qui avaient commis d'autres crimes de grande importance avaient été censurées dans la Chambre étoilée et avaient été emprisonnées, le Parlement, de sa propre autorité, pour voir, semble-t-il, comment le Roi et le peuple prendraient cela (car leurs personnes n'étaient pas considérables), ordonna leur mise en liberté, ce qui fut donc fait sous les grands applaudissements du peuple qui s'attoupa autour d'eux à Londres, en guise de triomphe. Cela ayant été fait sans résistance, ils remirent en question ⁷⁴ le droit du Roi à l'impôt naval.

B. L'impôt naval. Qu'est-ce que c'est ?

A. les Rois d'Angleterre, pour défendre la mer, avaient le pouvoir de taxer tous les comtés d'Angleterre, maritimes ou pas, pour la construction et l'équipement des navires. Le Roi avait récemment trouvé une raison de faire cette imposition et le Parlement s'était exclamé contre elle comme s'il s'agissait d'une oppression. (37) A cause de l'un de ses membres qui n'avait été taxé que de 20 shillings (rendez-vous compte de l'oppression ! Un parlementaire qui gagne 200 livres par an taxé d'un impôt foncier de 20 shillings !), ils avaient été forcés de porter cela en justice. Le parlementaire refusa de payer et perdit le procès. D'autre part, quand on demande à tous les juges de Westminster si cet impôt était légal, sur les douze qui étaient là, douze jugèrent que c'était légal. Le Parlement ne les punit pas pour cela mais il les effraya.

B. Que le Parlement voulait-il quand il s'exclama contre cet impôt comme quelque chose d'illégal ? Les parlementaires voulaient-ils dire que cet impôt allait contre le droit statuaire ⁷⁵ ou contre les jugements des légistes jusqu'ici, jugements qu'on trouve dans ce qu'on appelle les registres des lois. Ou voulaient-ils

⁷⁴ « ils remirent en question » n'est pas dans Molesworth. (NdT)

⁷⁵ « statut-law ». Sur la distinction du « common-law » et du « statut-law », voir le *Dialogue entre un philosophe et un spécialiste des common-laws*, Traduction de P. Folliot, *Les Classiques des Sciences Sociales*, 2009. (NdT)

dire que cet impôt allait contre l'équité que je considère comme étant la même chose que la loi de nature ?

A. Il est difficile ou, plutôt, il est impossible de connaître l'intention des autres hommes, surtout s'ils sont malins mais je suis sûr que l'équité n'était pas le fondement de cette prétention à être exemptés de cette contribution envers le roi selon leur bon plaisir. En effet, quand ils auront laissé le fardeau de défendre le royaume entier et de le gouverner à d'autres personnes, quelles qu'elles soient, il sera très peu équitable que le Roi dépende de ces autres pour assumer cette charge ou, s'il est ainsi dépendant, ce sont ces autres personnes qui seront le souverain, non le Roi. Quand aux common laws contenues dans les registres de lois, elles n'ont que la force que le Roi leur donne. Il serait d'ailleurs déraisonnable que le jugement injuste rendu à un moment donné par un juge corrompu ou insensé, quelle que soit l'ancienneté de ce jugement, obtienne l'autorité et la force d'une loi. Mais, parmi les Statuts, il en est une, la *Magna Carta* ⁷⁶ ou *Grande Charte des libertés des Anglais* ou il y a un article dans lequel un Roi, jadis, a accordé qu'un homme ne serait saisi, c'est-à-dire n'aurait ses biens confisqués, que selon la loi du pays.

B. N'est-ce pas un fondement suffisant pour leur dessein ?

A. Non, cela nous laisse dans le même doute que celui dont vous pensiez nous affranchir car où était alors le droit de ce pays ? Voulaient-ils parler d'une autre *Magna Carta*, faite par un Roi encore plus ancien ? Non ; ce statut ne fut pas fait (38) pour exempter des hommes des paiements à l'Etat mais pour protéger tout homme de ceux qui abusaient du pouvoir du Roi en obtenant subrepticement des mandats du Roi pour opprimer ceux contre lesquels ils faisaient un procès. Mais cette fausse interprétation servait les fins de certains esprits rebelles du Parlement et il était assez conforme à l'entendement des autres ou de la plupart des autres de la laisser passer.

⁷⁶ Les barons obligèrent Jean sans Terre à promulguer en 1215 la Magna Carta qui devait garantir certains droits féodaux et réduire l'autorité royale. (NdT)

A. Vous faites des membres du Parlement des hommes très simples [d'esprit] et, pourtant, le peuple les choisit comme les hommes les plus sages du pays.

B. Si l'habileté est la sagesse, il sont assez sages mais un *sage*, ⁷⁷ comme je le définis, est celui qui sait comment mener ses affaires à bien (sans l'aide de fraudes ou de leviers ignobles) ⁷⁸ par la seule force d'une bonne organisation. Un sot peut gagner contre un meilleur joueur par l'avantage de faux dés ou par le trucage des cartes.

A. Selon votre définition, il est peu d'hommes sages de nos jours. Cette sagesse est une sorte de courage à laquelle peu d'hommes s'élèvent et la plupart pensent que c'est de la folie. Avoir de beaux habits, de grandes plumes, être civil avec ceux qui ne supportent ⁷⁹ pas les offenses et offenser ceux qui les supportent, voilà le courage actuel. Mais, ensuite, quand le Parlement, qui tenait le pouvoir dans ses mains, leva de l'argent pour son propre usage, qu'en dit alors le peuple ?

B. Quoi d'autre, sinon que c'était légal et qu'il fallait payer, en tant que c'était imposé par le consentement du Parlement.

A. J'ai souvent entendu dire qu'ils durent payer ce qui était imposé par consentement du Parlement pour l'usage du Roi mais je n'avais jamais entendu dire auparavant que c'était pour le propre usage du Parlement. Par là, je vois qu'il plus facile de duper une multitude qu'un seul homme de cette multitude car quel homme, dont le jugement n'aurait pas été perverti par un accident, pourrait-il être si facilement roulé sur une question qui concerne sa bourse s'il n'avait pas été

⁷⁷ « *sage* » n'est pas en italiques chez Molesworth. (NdT)

⁷⁸ Molesworth utilise des virgules, non des parenthèses. (NdT)

⁷⁹ « to swallow » : avaler. (NdT)

passionnément emporté par les autres à vouloir un changement de gouvernement ou, plutôt, la liberté pour chacun de se gouverner ?

A. Jugez alors quel genre d'hommes cette multitude de (39) gens ignorants étaient susceptibles d'élire comme députés des bourgs et chevaliers des comtés.

B. Je ne peux que juger comme suit : ceux qui étaient alors élus étaient exactement comme ceux qui avaient été élus dans les Parlements antérieurs et comme ceux qui sont susceptibles d'être élus pour les Parlements à venir. En effet, les gens ont toujours été et seront toujours ignorants de leurs devoirs envers la chose publique car ils ne pensent qu'à leur intérêt particulier et, pour les autres choses, ils suivent les meneurs qui ont les relations les plus directes avec eux, à savoir les prédicateurs ou les gentilshommes les plus puissants qui vivent parmi eux, tout comme les soldats de base, pour la plupart, suivent, s'ils les aiment, les capitaines qui sont en rapport direct avec eux. Si vous pensez que les récents malheurs les ont rendus plus sages, dites-vous bien qu'ils seront vite oubliés et que nous ne serons pas plus sages que nous n'étions.

A. Pourquoi ne peut-on pas enseigner aux hommes leur devoir, c'est-à-dire la science du *juste* et de l'*injuste*, comme on a enseigné diverses autres sciences, en se fondant sur des principes vrais et des démonstrations évidentes, et beaucoup plus facilement que l'un quelconque de ces prédicateurs et de ces gentilshommes démocrates a pu enseigner la rébellion et la trahison ?

B. Mais qui peut enseigner ce que personne n'a appris ? Ou, si un homme a été assez singulier pour étudier la science de la justice et de l'équité, comment peut-il l'enseigner en toute sécurité alors que cet enseignement va contre l'intérêt de ceux qui sont en possession du pouvoir de lui nuire ?

A. Les règles du *juste* et de l'*injuste*,⁸⁰ suffisamment démontrées et à partir de principes évidents, même pour le plus petit esprit, n'ont pas manqué et, malgré l'obscurité de leur auteur, elles ont brillé pour les hommes de bonne éducation, non seulement en ce pays mais aussi dans les pays étrangers. Mais ils sont peu nombreux par rapport au reste des hommes qui, pour la plupart, ne savent pas lire et qui, même s'ils savent lire, n'ont aucun loisir ; et, parmi ceux qui ont du loisir, la plupart ont leur esprit totalement occupé et absorbé par leurs affaires et leurs plaisirs personnels ; de sorte qu'il est impossible que les gens de la multitude apprennent jamais leur devoir, sinon de la chaire et quand ils ne travaillent pas. Mais c'est là, alors, qu'ils ont appris (40) la désobéissance. Et la lumière de cette doctrine a été jusqu'ici recouverte et cachée par une nuée d'adversaires que la réputation d'un particulier ne peut percer sans l'autorité des *Universités*.⁸¹ Mais c'est de ces *Universités* que vinrent tous ces prédicateurs qui enseignaient le contraire. Les *Universités* ont été pour cette nation ce que le cheval de bois fut pour les Troyens.

B. ⁸² Quel était le dessein du Pape en établissant des Universités ? ⁸³

⁸⁰ « *juste* » et « *injuste* » ne sont pas en italiques chez Molesworth. (NdT)

⁸¹ « *Universités* » n'est pas en italiques chez Molesworth. Idem pour les lignes qui suivent. (NdT)

⁸² A cet endroit, l'édition Molesworth donne cette question et cette réponse, reproduites seulement en note dans l'édition Tönnies (on notera qu'elles font double emploi avec la page 17) :

« B. Pouvez-vous me dire quand et pourquoi apparurent des universités ici et en d'autres lieux ?

A. Il semble (pour l'époque) qu'elles apparurent sous le règne de Charlemagne. Avant cette époque, je ne doute pas qu'il y eût de nombreuses écoles de grammaire où l'on enseignait le latin qui était la langue naturelle de l'Eglise romaine ; mais, en ce qui concerne les Universités, c'est-à-dire les écoles où l'on enseignait les sciences en général et la théologie en particulier, il est manifeste que leur institution fut recommandée par la lettre du Pape à l'Empereur Charlemagne et, ensuite, par un concile qui se tint en son temps à Châlons-sur-Saône, je crois. Peu après fut érigée une université à Paris et le Collège fut appelé Collège universitaire à Oxford. Et, ainsi, par degrés, grâce à la contribution de divers évêques, nobles et hommes riches, les Universités connurent enfin leur splendeur actuelle. » (NdT)

⁸³ Tönnies : « in setting up the Universities ». Molesworth : « in it ». (NdT)

A. Quel autre dessein était-il susceptible d'avoir sinon (ce que vous avez déjà entendu) l'avancement de sa propre autorité dans les pays où étaient érigées les Universités ? Là, ils apprenaient à disputer pour sa cause et avec des distinctions inintelligibles pour les yeux d'hommes aveugles, tandis qu'ils empiétaient sur les droits des rois. Un argument évident de ce dessein est qu'ils menèrent la tâche à bien si rapidement. En effet, le premier Recteur de l'Université de Paris (comme je l'ai lu quelque part) fut Pierre Lombard qui y amena le savoir appelé théologie scolastique et il fut secondé par Jean Duns Scot qui vécut à la même époque ou environ à la même époque ; et un lecteur perspicace, ne sachant pas quel était leur (41) dessein, aurait jugé qu'ils étaient deux des plus grand imbéciles du monde, tant leurs écrits étaient obscurs et insensés. C'est par eux que les scolastiques qui leur succédèrent apprirent cette ruse qui consiste à imposer aux lecteurs ce qu'on veut et à diminuer la force de la véritable raison par des fourches verbales ; j'entends par là des distinctions qui ne signifient rien mais servent uniquement à stupéfier la multitudes des hommes ignorants. Quand aux hommes qui comprenaient la chose, ils étaient si peu nombreux que ces nouveaux docteurs sublimes ne se souciaient pas de ce qu'ils pensaient. Ces scolastiques devaient faire valoir tous les articles de foi auxquels les Papes, de temps en temps, ordonneraient de croire, articles parmi lesquels nombreux étaient ceux qui étaient incompatibles avec les droits des rois et des autres souverains civils, revendiquant pour le Pape toute l'autorité qu'ils déclareraient nécessaire *in ordine ad spiritualia*, c'est-à-dire à des fins religieuses.

C'est aussi des Universités que vinrent tous les prédicateurs qui affluèrent dans les villes et les campagnes pour terrifier le peuple afin de l'amener à une obéissance absolue aux canons et aux ordres du Pape que, par crainte de trop affaiblir les rois et les princes, ils n'osaient pas encore appeler lois.

C'est par les Universités que la philosophie d'Aristote devint un ingrédient de la religion et qui servit à sauver un grand nombre d'articles absurdes sur la nature du corps du Christ et sur la condition des anges et des saints dans le ciel. Ils jugeaient qu'il était bon de croire à ces articles parce qu'ils apportaient à certains membres du clergé un profit et à d'autres du respect, même aux plus misérables d'entre eux. En effet, quand ils auront fait croire au peuple que le plus misérable d'entre eux peut fabriquer le corps du Christ, qui, ici, ne leur témoignera pas du respect et ne fera pas preuve de libéralité envers eux ou envers l'Eglise, surtout en

période de maladie, si les hommes pensent qu'ils fabriquent et leur apportent leur Sauveur ?

B. Mais, dans ces impostures, quel avantage leur donnait la doctrine d'Aristote ?

A. Ils ont davantage utilisé son obscurité que sa doctrine car aucun des écrits philosophiques de l'antiquité n'est comparable à ceux d'Aristote pour ce qui est de (42) jeter les lecteurs dans la confusion et les embrouiller avec des mots pour engendrer des disputes qui, finalement, se terminaient nécessairement par une décision de l'Eglise de Rome. Et, encore, dans la philosophie d'Aristote, ils utilisent de nombreux points, comme, d'abord, la doctrine des *Essences Séparées*. ⁸⁴

B. Que sont les *Essences Séparées*?

A. Des êtres séparés.

B. Séparés de quoi ?

A. De tout ce qui est. ⁸⁵

B. Je ne saurais comprendre l'être (being) d'une chose que je pense ne pas être (not to be). Mais que peuvent-ils faire de cela ?

⁸⁴ Les italiques ne sont pas chez Molesworth. Idem pour la question qui suit. (NdT)

⁸⁵ « de tout ce qui existe » est une autre traduction possible. Hobbes ne fait aucune distinction. (NdT)

A. Beaucoup de choses dans les questions portant sur la nature de Dieu et sur la condition de l'âme humaine après la mort, dans le ciel, l'enfer et le purgatoire. Par cela, vous et tout homme savez quelle grande obéissance et quel argent ils obtiennent du peuple. Alors qu'Aristote soutenait que l'âme de l'homme est le *premier moteur* du corps et, par conséquent, d'elle-même, ils utilisent cette idée dans la doctrine du libre arbitre. Ce qu'ils y gagnent et comment, je ne le dirai pas. De plus, ils soutiennent qu'il y a de nombreuses choses qui arrivent dans le monde sans *nécessité* de causes mais simplement par *contingence*, *hasard* et *fortune*.⁸⁶

B. Il me semble que, ainsi, ils font que Dieu demeure oisif et n'est que le simple spectateur des jeux de la fortune car ce dont Dieu est la cause doit nécessairement arriver et (selon mon opinion) rien d'autre. Mais, parce qu'il faut un fondement pour la justice des tourments éternels des damnés, peut-être pensent-ils que la volonté et les inclinations des hommes ne sont pas dans les mains de Dieu mais dans les mains des hommes ; et, en cela, je vois quelque chose qui contribue à l'autorité de l'Eglise.

A. Ce n'est pas beaucoup. Aristote n'avait pas chez eux un crédit tel qu'ils ne pouvaient pas, quand son opinion allait contre les leurs, lui être infidèles. Tout ce qu'il dit être impossible dans la nature, ils peuvent assez bien prouver que c'est possible en faisant appel au pouvoir tout-puissant de Dieu qui fait que de nombreux corps sont en un seul et même lieu et qu'un corps est en même temps en de nombreux (43) endroits, si la doctrine de la transsubstantiation l'exige, même si Aristote le nie. Je n'aime pas le dessein de transformer la religion en un art alors qu'elle devrait être une loi et, bien qu'elle ne soit pas la même dans tous les pays, elle devrait pourtant être en chaque nation indiscutable. Je n'aime pas non plus qu'elle ne soit pas enseignée comme les arts doivent l'être, en indiquant d'abord le sens de ses termes et en tirant ensuite la vérité qu'elle voudrait nous faire croire. Je n'aime pas que ses termes soient pour la plupart inintelligibles pour donner l'apparence d'un manque de savoir chez le lecteur plutôt que d'un manque de loyauté chez ceux qui écrivent, ces termes étant pour la plupart grecs et latins,

⁸⁶ Molesworth n'utilise pas d'italiques dans ce paragraphe. (NdT)

légèrement tordus dans le sens de la langue natale des différents pays où ils sont utilisés. Mais ce qui est le plus intolérable, c'est que tous les clercs sont forcés de faire comme s'ils les croyaient s'ils veulent avoir une promotion ecclésiastique, les clefs de cette promotion se trouvant dans les mains du Pape ; et les gens du commun, quoi qu'ils croient de ces subtiles doctrines, ne sont jamais jugés, pour leur savoir, meilleurs fils de l'Eglise. Il n'y a qu'un chemin vers le salut, une dévotion et une libéralité extraordinaires à l'égard de l'Eglise et, par amour de cette Eglise, un empressement à se battre, si on l'exige d'eux, contre leurs souverains naturels et légitimes.

B. Je vois quel usage ils font de la logique, de la physique et de la métaphysique d'Aristote mais je ne vois pas encore comment sa politique peut servir leurs fins.

A. Moi non plus. Je pense qu'elle ne leur a fait aucun bien quoiqu'elle nous ait fait ici beaucoup de mal par accident. En effet, les hommes, enfin fatigués de l'insolence des prêtres et examinant le vérité des doctrines qui leur étaient imposées, commencèrent à chercher le sens des Ecritures telles qu'elles existent dans les langues érudites et, par conséquent, (étudiant le grec et le latin) ⁸⁷ ils prirent connaissance des principes démocratiques d'Aristote et de Cicéron et, par amour pour leur éloquence, s'amourachèrent de leur politique et cela de plus en plus, jusqu'à ce que cet amour grandisse en la rébellion dont nous parlons maintenant, sans autre avantage pour l'Eglise romaine que de nous affaiblir depuis que nous nous sommes échappés, à l'époque d'Henri VIII, d'un filet qu'elle a continuellement essayé de rétablir.

B. Que l'enseignement de l'éthique d'Aristote leur a-t-il donné ?

A. C'est un avantage pour eux que ni la morale d'Aristote, ni celle d'un autre, ne leur ait fait du mal et qu'elle ne nous ait fait aucun bien. Leurs doctrines ont

⁸⁷ Les parenthèses ne sont pas chez Molesworth. (NdT)

causé beaucoup de disputes sur le vice et la vertu mais n'ont donné aucune connaissance de ce qu'ils sont, ni d'une méthode pour atteindre la vertu et éviter le vice. La fin de la philosophie morale est d'apprendre aux hommes de toutes sortes leur devoir, aussi bien envers l'Etat qu'envers les particuliers. On estime la vertu en partie à cause de la médiocrité des passions, en partie par le fait qu'on loue les hommes pour cela mais ce n'est pas la grandeur ou la petitesse des louanges qui rend une action vertueuse mais la cause, et ce n'est pas non plus la grandeur ou la petitesse des blâmes qui rend une action vicieuse mais ⁸⁸ le fait qu'elle ne soit pas en accord avec les lois pour les hommes qui sont assujettis aux lois ou qu'elle ne soit pas en accord avec l'équité ou la charité pour tous les hommes, quels qu'ils soient.

B. Il semble que vous fassiez une différence entre l'éthique des sujets et l'éthique des souverains.

A. Effectivement, je fais la différence. La vertu d'un sujet est entièrement comprise dans son obéissance aux lois de la république. Obéir aux lois est justice et équité, ce qui est la loi de nature et, par conséquent la loi civile dans toutes les nations du monde et rien n'est injustice ni iniquité à part ce qui est contraire à la loi. De même, l'obéissance aux lois est la prudence d'un sujet car, sans cette obéissance, la république (qui est la sécurité et la protection de chaque sujet) ne peut subsister. Et bien que la prudence soit aussi, pour un particulier, de s'enrichir justement et modérément, dissimuler à l'Etat une partie de sa richesse que la loi exige ou frauder n'est pas un signe de prudence mais un manque de connaissance de ce qui est nécessaire à sa propre défense.

Les vertus des souverains sont celles qui tendent au maintien de la paix à l'intérieur et à la résistance contre les ennemis extérieurs (45). Le courage est une

⁸⁸ J'adopte ici l'édition Molesworth qui me paraît plus claire et qui donne : « (...) it is not the much or little praise that makes an action virtuous, but the cause; nor much or little blame that makes an action vicious, but ... » alors que l'édition Tönnies donne : « (...) it is not the Much or Little praise that makes an action virtuous, but the cause; nor Much or Little that makes an action vicious, but ... » Ce choix me semble justifié par les paragraphes qui suivent. (NdT)

vertu royale et, même si cette vertu est nécessaire chez ceux qui veulent devenir soldats, cependant, pour les autres hommes, moins ils osent et mieux c'est pour la république et pour eux-mêmes. La frugalité (même si vous trouvez peut-être cela étrange) est aussi une vertu royale car elle augmente les fonds publics qui ne sauraient être trop importants pour l'usage public et aucun homme n'est trop économe quand on lui confie de l'argent pour le bien des autres. La libéralité est aussi une vertu royale car la république ne saurait être bien servie sans la diligence et le service extraordinaires des ministres et une grande fidélité de leur part envers le souverain. Il faut donc les encourager, surtout ceux qui servent le souverain dans les guerres. En somme, toutes les actions et habitudes doivent être estimées bonnes ou mauvaises par leurs causes et leur utilité pour la république et non pour leur médiocrité ou parce qu'elles sont louées. En effet, des hommes différents louent des coutumes différentes et ce qui est vertu pour l'un est blâmé par les autres et, à l'opposé, ce que l'un appelle vice est appelé vertu par un autre, selon les affections présentes qui les guident.

B. Il me semble que vous auriez dû placer parmi les vertus celle qui, selon moi, est la plus grande de toutes, la religion.

A. Je l'ai fait mais il semble que vous ne l'ayez pas remarqué. Mais, par cette digression hors de notre chemin, où allons-nous ?

B. Je pense que vous n'avez absolument pas fait de digression car je suppose que votre intention était de me faire connaître non pas tant l'histoire des actions qui se produisirent à l'époque des récents troubles que celle de leurs causes, des intentions et des artifices qui les provoquèrent. Différents hommes ont écrit l'histoire, chez qui j'aurais pu apprendre ce que firent ceux qui s'opposèrent au Roi et aussi certaines choses sur leurs machinations mais j'y trouve peu ce que je voudrais demander. Donc, puisqu'il vous a plu de commencer ce discours à ma demande, veuillez aussi m'informer selon ma propre méthode et, pour le risque de confusion qui peut en naître, je prendrai soin de vous ramener à l'endroit d'où je vous ai éloigné car je me rappelle bien où c'était.

(46) A. Bon ! Alors, pour ce qui est de votre question sur la religion, en tant que je vous ai dit que toute vertu était comprise dans l'obéissance aux lois de la république et en tant que la religion en est une, je l'ai placée parmi les vertus.

B. La religion est-elle donc une loi de la république ?

A. Il n'est aucune nation au monde dont la religion ne soit pas établie et ne reçoive pas son autorité des lois de cette nation. Il est vrai que la loi de Dieu ne reçoit aucune preuve des lois humaines mais, comme les hommes ne sont jamais capables, par leur propre sagesse, d'arriver à connaître ce que Dieu a dit et ordonné d'observer et qu'ils ne sont pas obligés d'obéir à des lois dont ils ne connaissent pas l'auteur, ils doivent accepter une autorité humaine ou autre ; de sorte que la question sera de savoir si, en matière de religion, c'est-à-dire quand il est question des devoirs envers Dieu et le Roi, il faut se fier à la prédication d'un concitoyen ⁸⁹ ou d'un étranger ou se fier à la voix de la loi.

B. Il n'y a pas une grande difficulté sur ce point. En effet, personne ne prêche, ici ou ailleurs, ou, du moins, n'a le droit de prêcher sans autorisation de celui ou de ceux qui ont le pouvoir souverain ; de sorte que, si le Roi nous en donne la permission, vous et moi pouvons prêcher aussi légalement que les autres prédicateurs et je crois que nous remplirions nettement mieux cette fonction que ceux qui prêchèrent la rébellion.

A. La morale de l'Eglise, sur de nombreux points, est différente de celle que j'ai établie ici sur la doctrine de la vertu et du vice et, cependant, sans aucune conformité avec celle d'Aristote. En effet, dans l'Eglise de Rome, les vertus principales sont d'obéir à sa doctrine, même si elle est une trahison, et c'est cela, être

⁸⁹ Hobbes utilise aussi le mot « fellow-subjects » au chapitre 13 du *Léviathan*, « semblables, sujets d'un même souverain ». J'ai osé le mot concitoyen bien qu'il s'agisse chez hobbes de « consujets », le mot n'existant pas en français. (NdT)

religieux ; d'être bienfaisant envers le clergé et c'est sa piété et sa libéralité, et de croire sur parole ce qu'on sait en sa conscience être faux, et c'est la foi qu'elle exige. Je pourrais nommer un grand nombre de points semblables de sa morale mais je sais que vous les connaissez déjà puisque vous êtes si bien versé dans les cas de conscience écrits par ses scolastiques qui mesurent la bonté et la (47) méchanceté de toutes les actions par leur conformité avec la doctrine du clergé romain.

B. Mais quelle est la philosophie morale du clergé protestant d'Angleterre ?

A. Tout ce que les membres de ce clergé en montrent dans leur vie et dans leur conversation est pour l'essentiel très bon et d'un très bon exemple, nettement meilleur que leurs écrits.

B. Il arrive souvent que des hommes vivent honnêtement par peur qui, s'ils avaient le pouvoir, vivraient selon leurs opinions, c'est-à-dire, si leurs opinions ne sont pas justes, vivraient injustement.

A. Est-ce que le clergé d'Angleterre prétend, comme le Pape ou comme les Presbytériens, tenir directement de Dieu le droit de gouverner le Roi et ses sujets pour toutes les questions de religion et de mœurs ? Si c'est le cas, vous ne sauriez douter que, s'ils étaient en nombre et détenaient la force, ils tenteraient d'obtenir le pouvoir, ce que les autres ont fait.

B. Je serais content de voir un système actuel de morale écrit par quelque théologien de bonne réputation et de savoir, du parti du défunt Roi.

A. Je pense que je peux vous recommander le meilleur qui existe et (à l'exception de quelques passages que je n'aime pas) qui est l'un de ceux qui valent la peine d'être lu par vous. Son titre est : *Le devoir de l'homme entièrement*

exposé d'une façon claire et familière. ⁹⁰ Et, pourtant, j'ose dire que, si les ministres presbytériens, même ceux qui étaient les prédicateurs les plus diligents de la récente sédition, devaient être jugés par ce livre, ils ne seraient pas loin d'être trouvés *non coupables*. Il a divisé le devoir de l'homme en trois branches qui sont son devoir envers Dieu, envers lui-même et envers son prochain. Dans son devoir envers Dieu, il met la reconnaissance de Dieu dans son essence et ses attributs et dans le fait de croire en sa parole. Ses attributs sont l'omnipotence, l'omniscience, l'infinité, la justice, la vérité, la miséricorde et tous ceux qu'on trouve dans l'Ecriture. Lesquels de ces attributs ces prédicateurs séditieux ne reconnaissaient-ils pas avec les meilleurs des Chrétiens ? La parole de (48) Dieu, ce sont les livres de l'Ecriture Sainte reçue comme canonique en Angleterre.

B. Ils reçurent la parole de Dieu mais selon leur propre interprétation.

A. Par l'interprétation de qui fut-elle reçue par les évêques et par le reste du parti loyaliste sinon par leur propre interprétation ? L'auteur ajoute un autre devoir, l'obéissance et la soumission à la volonté de Dieu. Est-ce que l'un d'entre eux, où plutôt, est-ce qu'un homme vivant fait quelque chose, à un moment donné, contre la volonté de Dieu ?

B. Par volonté de Dieu, je suppose qu'il entend ici sa parole révélée, c'est-à-dire ses commandements auxquels, j'en suis sûr, ils désobéirent de façon horrible par leurs prédications et par d'autres procédés.

A. Pour ce qui est de leurs actions, il est hors de doute que tous les hommes sont assez coupables, si Dieu les traite avec sévérité, pour être damnés. Pour ce qui est de leur prédication, ils diront qu'ils pensaient qu'elle était conforme à la volonté de Dieu révélée dans les Ecritures. S'ils pensaient ainsi, ce n'était pas de

⁹⁰ Richard Allestree (ardent royaliste qui, lui aussi, avait quitté l'Angleterre pour la France pendant la guerre civile) : *The whole Duty of Man laid down in a plain and familiar way for the use of all, and especially for the meanest reader.* (NdT)

la désobéissance mais une erreur. Et comment peut-on prouver qu'ils pensaient autrement ?

B. En vérité, ⁹¹ l'hypocrisie a cette grande prérogative sur les autres péchés, c'est qu'elle ne peut être accusée. ⁹²

A. Il établit un autre devoir, honorer Dieu dans sa maison (c'est-à-dire l'église), dans ses possessions, en son jour, en sa parole et dans ses sacrements.

B. Ils accomplissent aussi bien leur devoir, je pense, que les autres ministres. Je veux dire que le parti loyaliste et les Presbytériens ont toujours eu l'égal souci de voir la maison de Dieu libre de toute profanation, les dîmes payées, les offrandes reçus, le jour du sabbat demeurant saint, la parole prêchée, l'eucharistie et le baptême dûment administrés. Mais l'observance des fêtes et des jeûnes n'est-elle pas l'un de ces devoirs qui relèvent de l'honneur rendu à Dieu ? Si c'est le cas, les Presbytériens sont ici en faute.

A. Pourquoi ? Ils respectaient certains jours fériés et ils pratiquaient entre eux le jeûne, même si ce n'était pas aux jours que l'Eglise ordonne mais quand ils le jugeaient bon, comme quand il plaisait à Dieu de donner au Roi une victoire remarquable. (49) Et ils se réglaient sur ce point sur l'Ecriture Sainte à laquelle ils prétendent croire. Qui peut prouver qu'ils n'y croient pas ?

B. Passons sur tous les autres devoirs et venons-en au devoir dont nous devons nous acquitter envers le Roi et considérons si la doctrine enseignée par ces théologiens qui étaient partisans du Roi était telle, sur ce point, qu'elle pouvait justifier que les Presbytériens appellent le peuple à la rébellion. En effet, c'est la chose dont vous doutez.

⁹¹ « indeed » ne se trouve pas chez Molesworth. (NdT)

⁹² Traduction incertaine car « to accuse » peut avoir le même sens que « to betray, to reveal ». (NdT)

A. Sur notre devoir envers nos gouvernants, l'auteur écrit : « *Nous devons nous acquitter d'une obéissance, soit active, soit passive : elle est active dans le cas de tous les ordres légaux, c'est-à-dire à chaque fois que le magistrat ordonne quelque chose qui n'est pas contraire aux commandements de Dieu et nous sommes tenus d'agir conformément à ce commandement du magistrat, de faire les choses qu'il exige. Mais quand il enjoint quelque chose qui est contraire à ce que Dieu a ordonné, nous ne devons alors pas nous acquitter de cette obéissance active. Nous pouvons, ou plutôt, nous devons refuser d'agir ainsi (cependant, dans ce cas, nous devons être très bien assurés que la chose est vraiment contraire et ne pas utiliser le prétexte de la conscience pour cacher l'entêtement), nous devons, dans ce cas, obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. Mais, même alors, il y a un temps pour l'obéissance passive : nous devons patiemment souffrir ce qu'il nous inflige pour un tel refus et ne pas nous soulever contre lui pour assurer notre sécurité.* » ⁹³

B. Qu'y a-t-il en cela qui puisse fournir un prétexte pour la récente rébellion ?

A. Ils diront qu'il ont fait cette rébellion pour obéir à Dieu, dans la mesure où ils croyaient qu'elle s'accordait avec l'Écriture, Écriture où ils prendront des exemples, peut-être celui de David et de ses partisans qui résistèrent au Roi Saül et, ensuite, celui des prophètes qui, de temps à autres, prêchèrent avec véhémence contre les Rois idolâtres d'Israël et de Juda. Saül était leur Roi légitime et, cependant, ils ne lui obéirent pas, que ce soit d'une obéissance active ou d'une obéissance passive, car ils se mirent dans une position de défense contre lui, bien que David lui-même ait épargné sa personne. Et c'est ainsi que les presbytériens mirent dans leurs commissions à leurs généraux qu'ils devaient ménager la (50) personne du Roi. De plus, vous ne sauriez douter que ceux qui, de leur chaire, poussaient le peuple à prendre les armes pour la défense du Parlement d'alors alléguèrent l'Écriture pour cela, c'est-à-dire la parole de Dieu. Par conséquent, s'il est légitime pour les sujets de résister au Roi quand il ordonne quelque chose qui est

⁹³ La citation n'est pas en italiques chez Molesworth. (NdT)

contraire à l'Écriture, c'est-à-dire contraire au commandement de Dieu, et d'être juges du sens de l'Écriture, il est impossible que la vie du Roi et la paix d'un royaume chrétien soient longtemps assurées. C'est cette doctrine qui crée une division intestine dans le royaume, quels que soient les hommes qui écrivent ou prêchent publiquement, qu'ils soient loyalistes ou rebelles. Ainsi, vous voyez que ces ministres séditieux, s'ils étaient jugés par cette doctrine, s'en tireraient assez bien.

B. Je vois cela et je m'étonne que des gens qui n'ont jamais parlé avec Dieu Tout-Puissant, qui ne savent pas, l'un plus que l'autre, ce qu'il a dit, quand le prédicateur et les lois sont en désaccord, suivent avec tant d'empressement le ministre (qui, le plus souvent, bien qu'ayant la langue bien pendue, est un clerc ignorant) plutôt que les lois qui furent faites avec le consentement des Pairs et des Communes du pays.

A. Examinons ses paroles de plus près et, d'abord, sur l'*obéissance passive*. ⁹⁴ Quand un voleur a violé les lois et est donc, conformément à la loi, exécuté, quelqu'un peut-il comprendre que le fait de subir un châtiment soit une obéissance à la loi ? Toute loi est l'ordre *de faire* ou de *s'abstenir de faire*, ⁹⁵ deux conditions que le fait de subir un châtiment ne remplit pas. Si un châtiment peut être appelé une obéissance, il doit être volontaire car aucune action involontaire ne peut être considérée comme une soumission à la loi. Celui qui veut que son châtiment soit considéré comme une obéissance non seulement ne doit pas résister, mais aussi ne doit pas fuir ni se cacher pour éviter le châtiment. Et qui, parmi ceux qui discourent sur l'*obéissance passive*, ⁹⁶ quand sa vie est dans un danger extrême, se présentera volontairement aux officiers de justice ? Ne voyons-nous pas que tous les hommes, quand ils sont menés au lieu d'exécution, sont liés et gardés et qu'ils briseraient leurs liens, s'ils le pouvaient, et s'enfuiraient ? Telle est leur *obéissance passive*. ⁹⁷ Le Christ dit (Matthieu, XXIII, 2, 3) : (51) *Les*

⁹⁴ Pas d'italiques chez Molesworth. (NdT)

⁹⁵ Idem.

⁹⁶ Idem.

⁹⁷ Idem.

Scribes et les Pharisiens se sont assis dans la chaire de Moïse. Toutes les choses qu'ils vous ordonneront, observez-les et faites-les, ce qui est un acte d'obéissance active. Et, cependant, les Scribes et les Pharisiens n'apparaissent pas dans l'Ecriture avoir été des hommes pieux qui n'ordonnaient jamais une chose contraire à la volonté révélée de Dieu.

B. Faut-il obéir activement aux tyrans en toute chose ? N'y a-t-il rien en quoi on puisse désobéir aux ordres d'un Roi légitime ? Qu'en est-il s'il m'ordonne d'exécuter de mes propres mains mon père au cas où il serait condamné à mort par la loi ?

A. Il n'est nul besoin d'une pareille hypothèse. Nous n'avons jamais lu ou entendu qu'un Roi ou un tyran ait été assez inhumain pour ordonner un tel acte. Si cela avait été le cas, il faudrait voir si cet ordre n'était pas l'une de ses lois car, par désobéir au Roi, nous entendons désobéir à ses lois, à celles qui sont faites avant d'être appliquées à une personne particulière. En effet, le Roi, même si, en tant que père de ses enfants et maître de ses domestiques, ordonne des choses qui les obligent,⁹⁸ cependant, il n'ordonne jamais au peuple autrement que par une loi antérieure générale et en tant que personne politique, non en tant que personne naturelle. Si cet ordre dont vous parlez était transformé en une loi générale (ce qui ne fut et ne sera jamais le cas), vous serions tenus d'y obéir, à moins que vous ne quittiez le royaume après la publication de la loi et avant la condamnation de votre père.

B. Votre auteur dit plus loin, en refusant l'obéissance active au Roi qui ordonne une chose contraire à la loi de Dieu : *Nous devons être très bien assurés que la chose est vraiment contraire.*^{99 100} Je voudrais savoir comme il est possible d'être bien¹⁰¹ assuré.

⁹⁸ « ordonne des choses qui les obligent » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

⁹⁹ Rappelons que cette phrase fait partie du passage lu par A page 49. (NdT)

¹⁰⁰ Cette citation n'est pas entre guillemets chez Molesworth. (NdT)

¹⁰¹ « bien » n'est pas chez Molesworth. (NdT)

A. Je pense que vous ne croyez pas que l'un quelconque de ces hommes qui refusent cette obéissance reçoive directement de la bouche de Dieu des ordres contraires aux ordres du Roi qui est le lieutenant de Dieu, ni qu'il les reçoive d'une autre façon que celle par laquelle nous les recevons, c'est-à-dire par les Ecritures. Et, comme les hommes, pour la plupart, tirent les Ecritures vers le sens qu'ils désirent plutôt que de suivre leur véritable sens, il n'y a pas d'autre manière (52) de savoir avec certitude et dans tous les cas ce que Dieu ordonne ou nous interdit de faire que de suivre les affirmations de celui ou de ceux qui sont institués par le Roi pour déterminer le sens de l'Ecriture après avoir entendu le cas de conscience particulier qui est en question. Et ceux qui sont ainsi institués sont faciles à reconnaître dans toutes les républiques chrétiennes, qu'ils soient évêques, ministres, ou assemblées qui gouvernent l'Eglise sous [les ordres de] celui ou de ceux qui ont le pouvoir souverain.

B. Ce que vous dites là peut faire surgir certains doutes car si les hommes doivent apprendre leur devoir par d'autres hommes qui leur donneront le sens des Ecritures et non par leur propre interprétation, je ne comprends pas dans quel but on les a traduites en anglais et pourquoi on a permis à tout homme de les lire et pourquoi on les a même exhortés à le faire. En effet, que cela pouvait-il produire sinon la diversité des opinions et, par conséquent, la nature humaine étant ce qu'elle est, des disputes, le manque de charité, la désobéissance et, finalement, la rébellion. De plus, puisqu'on permet aux hommes de lire les Ecritures en anglais, pourquoi les traductions ne rendaient-elles pas compréhensible tout ce qui y était lu, même pour un homme aux faibles aptitudes. Les Juifs, du moins ceux qui savaient lire, ne comprenaient-ils pas leur loi dans la langue juive aussi bien que nous comprenons nos lois en anglais ? Quant aux endroits de l'Ecriture qui n'avaient rien de la nature d'une loi, il importait peu qu'ils soient ou non compris puisque seule la transgression à quelque loi est punissable. Je pourrais poser la même question pour le Nouveau Testament car je crois que les hommes à qui la langue originelle était naturelle comprenaient suffisamment les ordres et les conseils qui leur étaient donnés par notre Sauveur, ses apôtres et ses disciples immédiats. De plus, comment répondrez-vous à cette question qui fut posée par Saint Pierre et Saint Jean (Actes, IV, 19) quand Anne le grand prêtre et d'autres

membres du Conseil de Jérusalem leur interdirent ¹⁰² de continuer à enseigner au nom de Jésus : [*Jugez*] *s'il est juste aux yeux de Dieu de vous écouter plutôt que Dieu.*

A. Le cas n'est pas le même. Pierre et Jean avaient vu (53) notre Sauveur et quotidiennement parlé avec lui et, par les miracles qu'il avait faits, ils savaient qu'il était Dieu et, par conséquent, ils savaient avec certitude que leur désobéissance au commandement présent du grand prêtre était juste. Un ministre d'aujourd'hui peut-il dire qu'il a reçu directement de la bouche de Dieu l'ordre de désobéir au Roi ou sait-il autrement que par l'Ecriture qu'un ordre du Roi, qui a la forme et la nature d'une loi, est contraire à la loi de Dieu qui, en divers endroits, directement et avec évidence, ordonne de lui obéir en toutes choses. Le texte que vous citez ne nous dit pas que c'est l'autorité d'un ministre plutôt que l'autorité d'un Roi chrétien qui doit décider des questions qui naissent des différentes interprétations de l'Ecriture. Donc, là où le Roi est le chef de l'Eglise et par conséquent (sans oublier que l'Ecriture elle-même ne fut acceptée que par l'autorité des Rois et des Etats) le juge suprême de la rectitude de toutes les interprétations de l'Ecriture, obéir aux lois du Roi et aux édits publics n'est pas désobéir à Dieu mais [au contraire] lui obéir. Un ministre ne doit pas croire que ses connaissances des langues latine, grecque et hébraïque, s'il en a, lui donnent le privilège d'imposer aux autres sujets sa propre interprétation ou ce qu'il prétend être son interprétation, de tous les passages obscurs de l'Ecriture et il ne doit pas non plus, à chaque fois qu'il croit avoir découvert quelque interprétation subtile que les autres n'ont pas découverte, penser qu'il l'a eue par inspiration, ni croire que son interprétation, si subtile soit-elle selon lui, n'est pas fausse. Et alors, tout son entêtement et toute son insubordination envers le Roi et les lois ne sont que de l'orgueil de cœur et de l'ambition ou, sinon, de l'imposture. Et, tandis que vous pensez qu'il est inutile ou peut-être nuisible d'avoir les Ecritures en anglais, je suis d'un autre avis. Il y a tant de passages de l'Ecriture faciles à comprendre, qui enseignent la véritable foi et la bonne moralité (et cela aussi pleinement qu'il est nécessaire au salut) dont aucun séducteur n'est capable de déposséder l'esprit (des

¹⁰² Verset 18. (NdT)

lecteurs ordinaires), ¹⁰³ que leur lecture est si profitable qu'on ne peut l'interdire sans grand dommage pour eux et pour la république.

(54) B. Tout ce qui est exigé pour le salut de l'homme, aussi bien en matière de foi qu'en matière de mœurs, est (je l'avoue) fixé dans l'Ecriture aussi clairement que possible. *Enfants, obéissez à vos parents en toutes choses ; serviteurs, obéissez à vos maîtres ; que tous les hommes s'assujettissent aux pouvoirs supérieurs, que ce soit le Roi ou ceux qui sont envoyés par lui ; aimez Dieu de toute votre âme et votre semblable comme vous-mêmes.* Ce sont les paroles de l'Ecriture qui sont assez bien comprises ; mais ni les enfants, ni la plupart des hommes, ne comprennent pourquoi c'est leur devoir d'agir ainsi. Ils ne voient pas que la sécurité de la république et, par conséquent, la leur, dépendent de ce qu'ils agissent ainsi. Tout homme, par nature (sans discipline), considère, dans toutes ses actions, aussi loin qu'il le peut, le bénéfice qui retombera sur lui s'il obéit. Il lit que la convoitise est la racine de tout mal mais il pense et trouve souvent qu'elle est la racine des biens qu'il possède. Et, ainsi, dans d'autres cas, l'Ecriture dit une chose et les hommes en pensent une autre, ne pesant que les commodités et les inconvénients de cette vie présente, qui sont devant leur yeux, ne mettant jamais dans la balance le bien et le mal de la vie future qu'ils ne voient pas.

A. Tout cela n'est rien de plus que ce qui arrive quand l'Ecriture est enfermée dans le grec et le latin et que le peuple apprend les mêmes choses par les prédicateurs à partir de ces langues. Mais ceux qui sont d'une condition et d'un âge qui leur permettent d'examiner le sens de ce qu'ils lisent et qui prennent plaisir à rechercher les fondements de leur devoir ont tendance, par leur lecture des Ecritures, à donner un sens à leur devoir, non seulement pour obéir eux-mêmes aux lois mais aussi pour pousser les autres à faire la même chose. En effet, en général, les hommes d'âge et de qualité sont suivis par ceux qui leur sont proches et inférieurs et qui considèrent davantage l'exemple des hommes qu'ils respectent et auxquels ils ne veulent pas déplaire que les préceptes et les lois.

¹⁰³ Pas de parenthèses chez Molesworth. « readers » est au pluriel chez Tönnies, au singulier chez Molesworth. (NdT)

B. Ces hommes de condition et d'âge dont vous parlez sont, selon moi, ceux à qui il faut le moins se fier pour la lecture des Ecritures. Je sais que vous voulez parler de ceux qui ont étudié le grec et le latin ou les deux langues et (55) qui aiment en même temps la connaissance et, par conséquent, prennent plaisir à découvrir le sens des textes les plus difficiles et à penser qu'il l'ont trouvé s'il est nouveau et n'a pas été découvert par d'autres. Ces hommes négligent donc les passages faciles qui leur enseignent leur devoir et entreprennent d'examiner seulement les mystères de la religion comme ceux-ci : comment peut-on déchiffrer de façon intelligente ¹⁰⁴ *qu'ils sont trois qui règnent dans les cieux et que ces trois ne sont qu'un ? Comment la divinité a-t-elle pu être faite chair ? Comment cette chair a-t-elle pu être réellement présente en plusieurs endroits en même temps ? Où est le lieu de l'enfer et quels sont ses tourments ? Et d'autres doctrines métaphysiques : si la volonté de l'homme est libre ou si elle est gouvernée par la volonté de Dieu ? Si la sainteté vient par inspiration ou par éducation ? Par qui le Christ nous parle-t-il aujourd'hui ? Si c'est par le Roi ou par le clergé ou par la Bible ou le Christ parle-t-il à tout homme qui lit et interprète la Bible pour lui-même ou par un esprit particulier à tout homme particulier ?* Ces points et d'autres points semblables sont les objets d'étude des curieux et la cause de tous nos récents malheurs. C'est la raison pour laquelle les hommes simples, à qui l'Ecriture avait enseigné la croyance dans le Christ, l'amour envers Dieu, l'obéissance au Roi et la tempérance du comportement ont tout oublié et ont placé la religion dans les doctrines discutables de vos hommes sages.

A. Je ne pense pas que ces hommes conviennent pour interpréter l'Ecriture pour les autres mais je ne dis pas non plus que les autres doivent prendre leur interprétation pour la parole de Dieu. Tout ce qu'il leur nécessaire de savoir est si facile qu'il n'est nul besoin d'interprétation. Davantage ne leur ferait aucun bien. Mais, au cas où l'une de ces doctrines inutiles serait autorisée par les lois du Roi ou d'un autre Etat, je dis que c'est le devoir de tout homme de ne pas parler contre elles, vu que c'est le devoir de tout homme d'obéir à celui ou à ceux qui ont le

¹⁰⁴ « comment peut-on déchiffrer de façon intelligente » est en italiques chez Molesworth. (NdT)

pouvoir souverain et que c'est sagesse de la part de tous ces pouvoirs de punir ceux qui publieraient ou enseigneraient leurs interprétations privées quand elles sont contraires à la loi et susceptibles d'incliner les hommes à se rebeller ou à disputer contre la loi.

B. Il faut donc qu'ils punissent la plupart de ceux qui ont (56) reçu leur culture des Universités. En effet, ces questions théologiques curieuses ont d'abord été lancées dans les Universités et il en est de même des questions politiques concernant les droits du gouvernement civil et du gouvernement ecclésiastique. C'est là que, pour leurs disputes contre le pouvoir nécessaire des souverains, ils se sont nourris d'arguments pour la liberté à partir des œuvres d'Aristote, de Platon, de Cicéron, de Sénèque et à partir des histoires de Rome et de la Grèce. Je désespère donc de voir une paix durable parmi nous tant que les Universités ne fléchiront pas et ne dirigeront pas leurs études vers sa consolidation, c'est-à-dire vers l'enseignement d'une obéissance absolue aux lois du Roi et à ses édits publics sous le Grand Sceau d'Angleterre. En effet, je ne doute absolument pas que la solide raison, soutenue par l'autorité de tant d'hommes savants, prévale plus qu'une victoire contre les rebelles pour le maintien de la paix parmi nous. Mais je crains qu'il soit impossible d'amener les Universités à se montrer aussi souples par rapport aux actions de l'Etat, comme les affaires rendent la chose nécessaire.

A. Etant donné que les Universités, jusqu'ici, ont, de temps à autres, soutenu l'autorité du Pape, contrairement à toutes les lois divines, civiles et naturelles, contre le droit de nos Rois, pourquoi ne peuvent-elles pas aussi bien, quand elles ont toute sortes de lois et l'équité de leur côté, soutenir les droits de celui qui est aussi bien souverain du royaume que chef de l'Eglise ?

B. Pourquoi donc ne furent-elles pas en tous points pour le pouvoir du Roi immédiatement après que le Roi Henri VIII eut été déclaré en Parlement chef de l'Eglise de la même façon qu'ils étaient avant pour l'autorité du Pape ?

A. Parce que le clergé des Universités, par qui toutes les choses sont gouvernées, et le clergé extérieur à l'Université, aussi bien les évêques que les clercs inférieurs, jugeaient que le rejet du Pape était l'établissement d'eux-mêmes (pour ce qui est de l'Angleterre) à sa place et qu'il était hors de doute pour la plupart d'entre eux que leur pouvoir spirituel ne dépendait pas de l'autorité du Roi mais de celle du Christ lui-même, transmise jusqu'à eux par une imposition successive (57) des mains, d'évêque en évêque, bien qu'ils sussent que cette transmission était passée par les mains des papes et des évêques dont ils avaient rejeté l'autorité. En effet, bien qu'ils fussent satisfaits que le droit divin auquel le Pape prétendait en Angleterre lui soit dénié, ils jugeaient cependant qu'il ne convenait pas qu'il soit enlevé à l'Eglise d'Angleterre qu'ils supposaient représenter désormais eux-mêmes. Il semble qu'ils ne jugeaient pas raisonnable qu'une femme, un enfant ou un homme, qui ne savaient pas interpréter les Bibles hébraïques, grecque et latine, et ne connaissaient sans doute pas les déclinaisons et les conjugaisons des noms et des verbes grecs et latins, se chargeassent de gouverner tant de docteurs savants en matière de religion, entendant par là les questions de théologie car la religion a été longtemps et est encore aujourd'hui prise par la plupart des gens pour la même chose que la théologie, au grand avantage du clergé.

B. Et spécialement aujourd'hui parmi les Presbytériens car j'en vois peu qui sont jugés très bons chrétiens par eux en dehors de ceux qui savent répéter leurs sermons, disputer en leur faveur sur l'interprétation de l'Ecriture et se battre pour eux avec leur corps et leur bourse quand on l'exigera d'eux. Croire au Christ n'est rien pour eux, à moins que vous ne croyiez comme ils vous l'ordonnent. La charité n'est rien pour eux, à moins que ce ne soient la charité et la libéralité à leur égard et la participation à leur faction. Comment pouvons-nous avoir la paix quand c'est là notre religion. Je ne saurais le dire. *Hæret lateri lethalis arundo.* ¹⁰⁵ La doctrine séditeuse des Presbytériens est entrée si profondément dans la tête et la mémoire du peuple (je ne peux dire dans le cœur car ils ne comprennent rien, sinon qu'ils peuvent légitimement se rebeller) que je crains que la république ne puisse jamais se guérir.

¹⁰⁵ « Le trait mortel est fiché dans son flanc » Virgile, *Enéide*, IV, 73. (NdT)

A. Les deux grandes vertus qui se trouvaient respectivement en Henri VII et Henri VIII, si elles sont jointes en un seul Roi, pourront la guérir. Celle de Henri VII était de remplir ses coffres sans trop de remous populaires ; celle de Henri VIII était d'avoir usé très tôt de sévérité ; mais cette dernière vertu sans la première ne saurait s'exercer.

B. Ce que vous dites (ce me semble) ressemble à un conseil au (58) Roi, conseil de les laisser tranquilles jusqu'à ce qu'il ait assez d'argent prêt pour lever et entretenir une armée et, alors, de leur tomber dessus et de les exterminer.

A. Que Dieu nous garde qu'un dessein si horrible, si peu chrétien et si inhumain entre jamais dans le cœur du Roi ! J'aimerais qu'il ait assez d'argent prêt pour lever une armée afin de ¹⁰⁶ mettre fin à toute rébellion et afin d'enlever à ses ennemis tout espoir de succès et que, ainsi, les rebelles ne puissent pas le gêner dans sa réforme des Universités ; mais que personne ne soit mis à mort, sinon ceux qui ont réellement commis des crimes qui ont déjà été considérés comme crimes capitaux par les lois. Le cœur de la rébellion, comme vous l'avez vu avec celle-ci et comme vous l'avez lu des autres rébellions, ce sont les Universités que, cependant, il ne faut pas supprimer mais discipliner d'une meilleure manière, c'est-à-dire que la politique qui y sera enseignée soit (comme la véritable politique doit l'être) ¹⁰⁷ telle qu'elle fasse savoir aux hommes qu'il est de leur devoir d'obéir aux lois, quelles qu'elles soient, qui seront promulguées par l'autorité du Roi, jusqu'à ce que la même autorité les abroge ; qu'elle fasse comprendre aux hommes que les lois civiles sont les lois de Dieu car ceux qui les font ont été désignés par Dieu pour les faire ; qu'elle fasse savoir aux hommes que le peuple et l'Eglise sont une seule chose et n'ont qu'un chef, le Roi, qu'aucun homme n'a un titre pour gouverner sous lui qui ne vienne de lui, que le Roi doit sa couronne à Dieu seul et à aucun homme, ecclésiastique ou autre, et que la religion qu'ils y apprennent soit une attente tranquille du retour de notre Sauver béni et, en même

¹⁰⁶ Tönnies : « an army to supress ». Molesworth : « an army able to supress » (NdT)

¹⁰⁷ Entre virgules et non entre parenthèses chez Molesworth. (NdT)

temps, la résolution d'obéir aux lois du Roi (qui sont aussi les lois de Dieu) ¹⁰⁸ ; de ne faire tort à personne, de pratiquer la charité avec tous les hommes, d'aimer le pauvre et le malade et de vivre sobrement, loin du scandale, sans mêler notre religion à des points de philosophie naturelle, tels que le libre arbitre, la substance incorporelle, les présents permanents, ¹⁰⁹ les ubiquités, les hypostases, autant de choses que le peuple ne comprend pas et dont il ne se souciera jamais. Quand les Universités seront ainsi disciplinées, il en sortira de temps à autres des prédicateurs avec de bons principes et ceux qui ont actuellement de mauvais principes disparaîtront peu à peu.

(59) B. Je crois que c'est une très bonne ligne de conduite et peut-être la seule qui puisse rendre la paix constante parmi nous. En effet, si les hommes ne connaissent pas leur devoir, qu'est-ce qui peut les forcer à obéir aux lois ? Une armée, direz-vous. Mais qu'est-ce qui forcera l'armée ? La milice ¹¹⁰ n'était-elle pas une armée ? Ne sont-ce pas les janissaires qui, il n'y a pas très longtemps, tuèrent Osman dans son propre palais à Constantinople ? Je suis donc de votre opinion, que les hommes peuvent être amenés à l'amour de l'obéissance par des prédicateurs et des gentilshommes qui, dans leur jeunesse, s'imprègnent de bons principes à l'Université, et aussi que nous n'aurons jamais une paix durable tant que les Universités ne seront pas réformées de la manière dont vous avez parlé, tant que les ministres ne sauront pas qu'ils n'ont que l'autorité que leur donne le suprême pouvoir civil, tant que la noblesse et la gentry ne sauront pas que la liberté d'un Etat ne les exempte pas des lois de leur propre pays mais les exempte de la contrainte et de l'insolence de leurs voisins.

Et maintenant que je suis satisfait sur ce point, je vais vous ramener à l'endroit où je vous ai entraîné dans une longue digression. Nous en étions à la question de l'impôt naval, l'un des griefs du Parlement, et cet impôt fut dénoncé comme tyrannie et gouvernement arbitraire pour isoler (comme vous disiez) ¹¹¹ de cette façon le Roi de ses sujets et pour faire un parti contre lui quand il serait nécessai-

¹⁰⁸ Pas de parenthèses chez Molesworth. (NdT)

¹⁰⁹ Hobbes aborde la question du « nunc stans » dans le *Léviathan* et dans le *Traité sur la liberté et la nécessité*. (NdT)

¹¹⁰ « trained bands ». (NdT)

¹¹¹ Entre virgules et non entre parenthèses chez Molesworth. (NdT)

re. Et, maintenant, vous pouvez en venir, si tel est votre plaisir, aux autres artifices qu'ils ont utilisés dans le même but.

A. Je pense qu'il serait mieux d'arrêter là notre entretien sur cette question et de le reporter à un autre jour que vous jugerez bon.

B. Cela me convient. Ce jour, je crois, n'est pas très éloigné.

DIALOGUE II

[Retour à la table des matières](#)

(60) A. Vous êtes le bienvenu. Cependant, si vous étiez resté un peu plus longtemps, vous auriez davantage profité de ma mémoire.

B. Dites-moi plutôt ce que vous avez actuellement en tête. Pour le reste, faites-moi le plaisir de prendre le temps qu'il vous plaira.

A. Après que le Parlement eut fait croire au peuple qu'exiger l'impôt naval était illégitime et que le peuple, à cause de cela, eut eu tendance à juger cet impôt tyrannique, en second lieu, pour augmenter la désaffection du peuple envers sa Majesté, ils accusèrent le Roi d'avoir l'intention d'introduire et d'autoriser la religion romaine dans le royaume. Rien n'était plus haïssable pour le peuple, non parce qu'elle était erronée (les gens du peuple n'avaient pas assez de savoir et de jugement pour faire l'examen de cette question) ¹¹² mais parce qu'ils étaient habitués à l'entendre invectiver dans les sermons et les discours des prédicateurs auxquels ils se fiaient. Et il est vrai que ce fut la plus efficace calomnie qu'on pût inventer contre lui pour lui aliéner l'affection du peuple. Le prétexte qu'ils utilisèrent pour cette calomnie fut, d'abord, qu'un certain Rosetti était Nonce du Pape auprès de la Reine (à cette époque et un peu avant) ¹¹³ et qu'un certain M. George Con, Secrétaire du Cardinal Francisco Barberini, neveu du Pape Urbain VIII, avait été envoyé avec la faveur et la protection de la Reine (c'est ce que l'on pensa) ¹¹⁴ pour pousser, autant qu'il en serait capable, de nombreuses personnes de qualité de la cour à se réconcilier avec l'Eglise de Rome. Avec quel succès, je ne

¹¹² Pas de parenthèses chez Molesworth. (NdT)

¹¹³ Pas de parenthèses chez Molesworth. (NdT)

¹¹⁴ Pas de parenthèses chez Molesworth. (NdT)

saurais le dire mais il en gagna vraisemblablement certaines, surtout du sexe faible, et, si je puis dire, ce n'étaient pas ses arguments qui lui acquirent ces personnes mais c'était l'espoir de faveurs de la part de la Reine qui prévalurent chez elles.

B. Dans une telle conjecture, il eût été préférable de ne pas les envoyer.

A. On trouva aussi à redire sur un couvent de (61) capucins à Somerset-House, alors qu'il était autorisé par le contrat de mariage, et il fut rapporté aussi que les Jésuites, peu après, devaient être autorisés à avoir un couvent à Clerkenwell. Pendant ce temps, le secrétaire principal Sir Francis Windebank fut accusé d'avoir, de sa propre autorité, mis en liberté certains Jésuites anglais qui avaient été pris et emprisonnés pour être revenus en Angleterre après avoir été bannis, contrairement au statut qui en faisait un crime capital. Le fait que les Catholiques anglais aient eu recours à la Chapelle de la Reine fut aussi pour eux un prétexte de blâmer la Reine elle-même, non seulement pour cela mais aussi pour toutes les faveurs dont elle faisait preuve à l'égard des Catholiques ; à tel point que certains d'entre eux n'hésitèrent pas à dire ouvertement que le Roi était gouverné par elle.

B. Etrange injustice ! La reine professait son catholicisme et ne pouvait donc que s'efforcer de faire aux Catholiques tout le bien qu'elle pouvait. Sinon, elle n'aurait pas vraiment été ce qu'elle professait être. Mais il semble qu'ils avaient l'intention de la forcer à l'hypocrisie, étant eux-mêmes hypocrites. Quelqu'un peut-il juger que c'est un crime, pour une dame dévote, quelle que soit sa secte, de rechercher la faveur et la bénédiction de l'Eglise dont elle est membre.

A. Afin de donner au parlement un autre prétexte pour mettre sur pied leur accusation (que le Roi voulait introduire le papisme), il y eut une grande controverse entre le clergé épiscopal et le clergé presbytérien au sujet du libre arbitre. Le débat commença d'abord aux Pays-Bas, entre Gomar et Arminius, à l'époque du Roi Jacques qui, prévoyant que ce débat pourrait troubler l'Eglise d'Angleterre, fit ce qu'il put pour régler le différend. Pour cela, une assemblée de théologiens

fut réunie à Dordrecht, à laquelle le Roi Jacques envoya un théologien ou deux, mais cela ne mena à rien ; la question ne reçut pas de réponse et elle devint un sujet de disputes dans les universités d'Angleterre. Tous les presbytériens étaient de l'avis de Gomar mais beaucoup d'autres non, et ces deniers furent dès lors appelés arminiens, arminiens qui, parce que la doctrine du libre arbitre avait été discréditée en tant que doctrine papiste, et parce qu'ils étaient de loin les (62) plus nombreux et étaient déjà en faveur dans le peuple, étaient généralement haïs. Il fut donc facile pour le Parlement de faire adopter dès lors cette calomnie par le peuple, alors que l'archevêque de Cantorbéry, le docteur Laud, était favorable à Arminius et avait, peu de temps avant, en vertu de son pouvoir ecclésiastique, interdit à tous les ministres de prêcher au peuple la prédestination, et alors que tous les ministres qui étaient en sa faveur et qui espéraient quelque promotion ecclésiastique, se mirent à prêcher et à écrire, faisant de leur mieux, en faveur du libre arbitre, comme preuve de leurs capacités et de leur mérite. De plus, certains d'entre eux répandirent l'idée que l'archevêque était papiste dans son cœur et que, au cas où il réussirait à obtenir qu'on tolérât ici la religion romaine, il devrait avoir un chapeau de cardinal, ce qui, non seulement était faux mais, de plus, était un soupçon sans aucun fondement.

B. C'est une chose étrange que l'on souffre que des gens d'étude, hommes obscurs et qui ne sauraient recevoir de clarté que de la flamme de l'Etat, fassent sortir leurs débats inutiles, et en même temps leurs querelles, des universités pour les introduire dans la république ; et il est plus étrange encore que l'Etat prenne part à cela au lieu de réduire les deux parties au silence.

A. Un Etat peut contraindre à l'obéissance mais ne peut convaincre d'aucune erreur, ni changer l'état d'esprit de ceux qui croient avoir raison. L'interdiction d'une doctrine ne peut qu'unir et exaspérer, c'est-à-dire augmenter la malveillance et le pouvoir de ceux qui croient en cette doctrine.

B. Mais quels sont les points sur lesquels ils sont en désaccord ? Y a-t-il une controverse entre l'évêque et le presbytérien sur la divinité ou l'humanité du Christ ? L'un d'eux nie-t-il la trinité ou un article du credo ? L'un des partis prê-

che-t-il ouvertement ou écrit-il directement contre la justice, la charité, la modération ou quelque autre devoir nécessaire au salut, à l'exception du devoir que nous devons au Roi ; et cela, ni l'un ni l'autre ne le font que quand ils ont l'idée de gouverner ou de détruire le Roi ? Que le Seigneur ait pitié de nous ! Personne ne peut-il être sauvé sans comprendre leurs disputes ? Est-il (63) requis plus de foi ou d'honnêteté pour le salut de l'un que pour le salut de l'autre ? Quel besoin de tant nous prêcher la foi, à nous qui ne sommes pas des païens et qui croyons déjà tout ce que le Christ et ses apôtres nous ont dit nécessaire au salut, et plus encore ? Pourquoi prêche-t-on si peu la justice ? Il est vrai que j'ai entendu la droiture souvent recommandée au peuple mais j'ai rarement entendu le mot *justice* dans leurs sermons. Mieux. Bien que, dans les bibles grecque et latine, le mot *justice* apparaisse très très souvent, pourtant, dans la bible anglaise, bien que ce soit un mot que tout le monde comprend, le mot droiture (et peu comprennent qu'il signifie la même chose et ils le prennent au sens d'une justesse d'opinion plutôt que d'action ou d'intention) est mis à la place du mot *justice*.

A. J'avoue que je connais très peu de controverses entre chrétiens sur les points nécessaires au salut. Ce sont des questions d'autorité et de pouvoir sur l'Eglise ou de profit ou d'honneur pour les ecclésiastiques qui, pour la plupart, font naître toutes les controverses. Car quel homme est celui qui ira ennuyer son prochain et se disputer avec lui pour le salut de mon âme ou de l'âme de quelque autre que lui-même ? Quand les ministres presbytériens et d'autres prêchaient avec zèle la sédition et excitaient les hommes à la rébellion dans les guerres récentes, quel était celui qui n'avait pas un bénéfice ou, en ayant un, ne craignait pas de le perdre ou de perdre quelque autre partie de ses revenus par un changement de gouvernement, qui ne prêchât volontairement, sans espoir de récompense, et aussi sérieusement contre la sédition que l'autre parti le faisait en sa faveur ? J'avoue, pour autant que j'ai pu l'observer dans l'histoire et dans d'autres écrits des païens grecs et latins, que ces païens n'étaient absolument pas en retard sur nous du point de vue de la vertu et des devoirs moraux, bien que nous ayons reçu de nombreuses prédications et eux absolument aucune. J'avoue aussi que, considérant quel mal peut venir de la liberté que les hommes ont, chaque dimanche et plus souvent, de haranguer tout le peuple d'une nation au même moment, l'Etat ignorant ce qu'ils diront, et vu qu'une telle chose n'est pas permise hors de la

chrétienté et, que par conséquent, (64) il n'y a pas de guerres civiles au sujet de la religion, j'ai jugé que beaucoup prêcher est un inconvénient. Néanmoins, je ne saurais penser qu'on ne puisse prêcher au peuple trop fréquemment les articles de son devoir, aussi bien à l'égard de Dieu qu'à l'égard de l'homme ; mais que ce soit fait par des hommes d'âge mûr, sérieux et sensés, qui sont respectés par le peuple, non par de jeunes hommes légers et querelleurs car aucune assemblée ne sera assez bête pour considérer qu'ils puissent l'enseigner (chose contraire à la nature), ou pour leur témoigner du respect et tenir compte de ce qu'ils disent, à l'exception d'une minorité qui peut se plaire à leurs ritournelles. Je souhaite qu'il y ait assez de ces hommes sensés et d'âge mûr pour suffire à toutes les paroisses d'Angleterre et pour entreprendre cette action. Mais ce n'est qu'un souhait. Je laisse la sagesse de l'Etat faire ce qui lui plaît.

B. Que firent-ils ensuite ?

A. Alors que le Roi avait envoyé des prisonniers dans des lieux éloignés de Londres, trois personnes, qui avaient été condamnées pour avoir publié des doctrines séditeuses, certaines par écrit, d'autres dans des sermons publics, le Parlement (je ne me rappelle plus si c'était avec le consentement ou non de sa Majesté) les fit libérer et retourner à Londres, entendant (je pense) vérifier si le peuple en était content et si ses efforts pour ôter au Roi l'affection du peuple avaient été couronnés de succès. Quand ces trois hommes traversèrent Londres, ce fut une sorte de triomphe, le peuple se regroupant pour les voir, les recevant avec des acclamations et presque de l'adoration, comme s'ils étaient tombés du ciel ; à tel point que le Parlement était désormais suffisamment assuré d'avoir un parti important et tumultueux à chaque fois qu'il aurait l'occasion de l'utiliser. ¹¹⁵ Plein de confiance à la suite de cela, le Parlement en vint à la deuxième étape de son complot qui était de priver le Roi des ministres qu'il pensait les plus capables, par leur sagesse, leur courage et leur autorité, de prévenir leurs futurs desseins contre le Roi ou de s'y opposer. Et, en premier lieu, La Chambre des Communes résolut d'inculper le comte de Strafford, Lord Lieutenant d'Irlande, pour haute trahison.

¹¹⁵ Voir plus loin, p.69. (NdT)

(65) B. Qu'était le comte de Strafford avant d'avoir cette place ? En quoi avait-il offensé le Parlement ou lui avait-il donné une raison de penser qu'il serait son ennemi ? En effet, j'ai entendu dire que, dans les parlements antérieurs, il avait été aussi parlementariste que tout autre.

A. Son nom était Sir Thomas Wentworth, gentilhomme très considérable dans son comté par sa naissance et ses biens mais plus considérable encore par son jugement dans les affaires publiques, non seulement dans son comté, le Yorkshire, mais aussi dans le royaume en général ; et il était souvent choisi pour le Parlement, soit comme député de ville, soit comme chevalier de comté. En effet, ses principes politiques étaient les mêmes que ceux à partir desquels agissaient généralement tous les hommes qu'on jugeait capables d'être choisis pour le Parlement, principes qui sont communément : prendre pour règle de justice et de gouvernement les jugements et les actes des parlements antérieurs, qu'on appelle couramment des précédents ; s'efforcer d'empêcher que le peuple soit assujéti à des impôts non décidés par le Parlement et de faire en sorte qu'il ne soit pas trop accablé par ceux qui sont décidés par le Parlement ; protéger la liberté du peuple du pouvoir arbitraire du Roi hors du Parlement ; chercher à redresser les torts.

B. Quels torts ?

A. Les torts étaient, en général ceux-ci : la trop grande libéralité du Roi à l'égard d'un favori ; le trop grand pouvoir d'un ministre ou d'un officier de la république ; les écarts des juges civils ou spirituels ; mais, surtout, une imposition des sujets non décidée par le Parlement. Et en général, récemment, jusqu'à ce que ces torts aient été redressés, les sujets ont refusé de fournir au Roi l'argent nécessaire pour les besoins occasionnels les plus urgents de la république, ou, du moins, ont fait de grandes difficultés.

B. Comment un Roi peut-il accomplir son devoir comme il faut, comment un sujet peut-il savoir auquel des maîtres il doit obéir ? En effet, il y a ici manifeste-

ment deux pouvoirs auxquels on ne peut obéir en même temps quand il se trouve qu'ils sont en désaccord.

A. C'est vrai mais ils n'ont jamais tant mis (66) en danger la république par leurs désaccords que par ce qu'ils ont fait lors du Parlement de 1640. Dans tous les parlements de feu le Roi Charles, avant l'année 1640, Milord de Strafford était apparu en opposition avec les exigences du Roi autant que personne et ce fut pour cette raison qu'il fut très estimé et loué par le peuple comme un grand patriote et comme l'un de ceux qui s'élevèrent courageusement pour défendre sa liberté ; et c'est pour la même raison qu'il fut tant haï quand, par la suite, il s'efforça de soutenir la royale et juste autorité de sa Majesté.

B. Comment en vint-il à changer d'opinion comme il semble qu'il l'ait fait?

A. Après la dissolution du Parlement qui se tint en 1627 et 1628, le Roi, voyant qu'aucun argent ne pouvait être obtenu du Parlement sans l'acheter nécessairement du sang des serviteurs et des ministres qu'il aimait le plus, s'abstint pendant une longue période d'en convoquer un autre et se serait abstenu plus longtemps si la rébellion des Ecossais ne l'y avait pas forcé. Pendant ce Parlement, le Roi fit baron Thomas Wentworth, qui lui était recommandé par ses grandes capacités et qui s'était en général fait remarquer par le fait qu'il l'avait desservi dans les parlements précédents mais qui pourrait lui être utile dans les temps à venir ; et, peu après, il le fit membre du Conseil et ensuite Lieutenant d'Irlande, charge qu'il assumait à la grande satisfaction et au bénéfice du Roi et qu'il continua à assumer jusqu'à ce qu'il mourut à cause de la jalousie et la violence des Lords et des Communes de ce malheureux Parlement de 1640. Cette année-là, il fut fait général des forces du Roi contre les Ecossais qui étaient entrés en Angleterre, et, l'année précédente, il avait été fait Comte de Strafford. La pacification faite et les forces des deux côtés débandées, le Parlement siégeant à Westminster, il ne fallut pas beaucoup de temps pour que la Chambre des Communes l'accusât de haute trahison devant la Chambre des Lords.

B. La probabilité qu'il ait été traître au Roi n'est pas bien grande car c'est de sa faveur qu'il tenait sa (67) grandeur et de sa protection qu'il attendait sa sécurité. De quelle trahison l'accusa-t-on ?

A. De nombreuses choses lui furent imputées mais l'essentiel tient dans ces deux points : premièrement, on l'accusa de s'être traîtreusement efforcé de subvertir les lois fondamentales et le gouvernement du royaume et d'introduire à leur place un gouvernement arbitraire et tyrannique contre le droit ; deuxièmement, d'avoir œuvré à subvertir les droits des parlements et le cours traditionnel des procédures parlementaires.

B. Fit-il cela sans que le Roi le sache ?

A. Non.

B. Pourquoi alors, si c'était une trahison, le Roi ne le fit-il pas accuser par son procureur ? De quoi la Chambre des Communes se mêlait-elle, sans son ordre, de l'accuser devant les Lords ? Ils auraient pu se plaindre au Roi, s'il ne l'avait pas su auparavant. Je ne comprends pas ce droit.

A. Moi non plus.

B. Cela a-t-il été considéré comme trahison par des statuts antérieurs ?

A. Je n'en ai jamais entendu parler ; et je ne comprends pas comment quelque chose peut être trahison contre le Roi, que le Roi, ayant entendu parler de la chose, la connaissant, ne considère pas comme trahison. Mais c'était un échantillon de l'artifice du Parlement, de mettre le mot *traîtreusement* dans tout article produit contre un homme à qui ils voulaient ôter la vie.

B. N'y avait-il pas des exemples particuliers d'actions ou de paroles à partir desquelles ils auraient pu prouver cette tentative de subvertir les lois fondamentales du Parlement, ce dont ils l'accusaient.

A. Oui. Ils dirent qu'il avait donné au Roi le conseil de réduire le Parlement à son devoir par l'armée irlandaise que, peu de temps avant, Milord Strafford lui-même avait fait lever pour le service du Roi. Mais il ne fut jamais prouvé contre lui qu'il avait conseillé au Roi de l'utiliser contre le Parlement.

B. Quelles sont ces lois que l'on appelle fondamentales ? En effet, je ne comprends comment une loi peut être plus fondamentale (68) qu'une autre, à l'exception de la seule loi de nature qui nous oblige tous à obéir à celui, quel qu'il soit, à qui nous avons promis, légitimement et pour notre propre sécurité, d'obéir ; et il n'y a pour le Roi pas d'autre loi fondamentale que le *salus populi*, la sécurité et le bien-être du peuple.

A. Ce Parlement, dans l'utilisation des mots, ne considérait jamais, quand il accusait quelqu'un, leur signification mais le poids qu'ils avaient pour aggraver l'accusation devant la multitude ignorante qui juge haïssables toutes les fautes qui sont exprimées en termes haïssables, si elle hait la personne accusée, comme elle haïssait cet homme, non seulement pour être du parti du Roi mais aussi pour avoir déserté le parti du Parlement comme un apostat.

B. Je vous prie de me dire aussi ce qu'ils entendent par le gouvernement arbitraire qu'ils semblent tant haïr. Est-ce qu'il existe un gouvernant du peuple, dans le monde, qui soit forcé de le gouverner, de faire telle ou telle loi, qu'il le veuille ou non ? Je ne pense pas ; ou s'il en existe un, c'est certainement celui qui l'y force qui fait des lois et qui gouverne arbitrairement.

A. C'est vrai, et la véritable intention du Parlement était que ce ne soit pas le Roi mais lui-même qui aient le gouvernement absolu, non seulement de

l'Angleterre mais aussi de l'Irlande et (comme les événements l'ont montré) de l'Ecosse.

B. Comment le Roi obtint le gouvernement d'Ecosse et d'Irlande en descendant de ses ancêtres, tout le monde peut le dire ; mais, s'il arrivait que le Roi d'Angleterre et ses ancêtres échouent (que Dieu nous en garde), je ne vois pas quel titre le Parlement d'Angleterre pourrait de ce fait acquérir sur l'une de ces nations.

A. Oui ; ils diront que ces nations ont été conquises il y a longtemps par l'argent des sujets anglais.

B. C'est assez probable et conforme à l'impudence qu'ils ont montrée pour le reste.

A. L'impudence, dans les assemblées démocratiques ¹¹⁶, fait presque (69) tout ce qui s'y fait ; c'est la déesse de la rhétorique et elle porte sa propre preuve. En effet, quel homme ordinaire, à partir d'une affirmation aussi hardie, ne conclurait pas qu'il y a une grande probabilité de la chose affirmée ? Sur cette accusation, il fut emmené pour être jugé à Westminster Hall devant la Chambre des Lords, fut trouvé coupable et, immédiatement après, fut déclaré traître par un bref de conviction sans procès, ¹¹⁷ c'est-à-dire par un acte du Parlement.

B. Il est étrange que les Lords aient été amenés, sur des fondements aussi légers, à donner une sentence, à donner leur accord à un acte aussi préjudiciable à leur égard et à celui de leur postérité.

¹¹⁶ Après "democratical assemblées", on trouve dans l'édition Molesworth un mot illisible et les mots suivants "et en général dans toutes les assemblées" qui ont été effacés. (Note de l'édition)

¹¹⁷ « bill of attainder ». L'accusé, sans procès, perd tous ses biens et subit le plus souvent la peine capitale. (NdT)

A. Ce ne fut pas bien fait et, pourtant, comme il semble, ce ne fut pas fait dans l'ignorance car il y a une clause dans l'acte, comme quoi il ne pourrait pas être à l'avenir considéré comme un exemple, c'est-à-dire comme un précédent dans des cas semblables à venir.

B. C'est pire que l'acte lui-même et c'est l'aveu manifeste que la sentence était injuste. En effet, quel mal y a-t-il dans des exemples de sentences justes ? De plus, si, à l'avenir, on trouvait des cas identiques, la sentence ne serait absolument pas affaiblie par une telle clause.

A. En vérité, je crois que la plupart des Lords, suivant les principes de natures guerrières et sauvages, enviaient sa grandeur mais, pourtant, n'étaient pas prêts à le condamner pour trahison. Ils y furent amenés parce qu'ils étaient impressionnés par les cris du petit peuple qui vint à Westminster, hurlant « *Justice, justice contre le comte de Strafford !* » Les gens avaient été poussés à se regrouper à cet endroit par certains membres de la Chambre des Communes qui étaient bien assurés depuis le triomphe de bienvenue de Prynne, Burton et Bastwick, ¹¹⁸ d'amener le peuple au tumulte pour l'occasion qu'ils désiraient. Les Lords avaient aussi peur de la Chambre des Communes elle-même qui, si elle désirait abattre un Lord, n'avait rien de plus à faire qu'à l'accuser par un vote d'être un délinquant.

B. Un délinquant. Qu'est-ce que c'est ? Un pécheur, n'est-ce pas ? Voulaien-ils se débarrasser de tous les pécheurs ?

A. Par délinquant, ils entendaient seulement un homme à qui ils voulaient faire tout le mal possible. Mais les Lords, ne (70) soupçonnaient pas encore – je pense – qu'ils entendaient renvoyer toute la Chambre.

¹¹⁸ Voir page 64. (NdT)

B. Il est étrange que la Chambre des Lords dans son ensemble ne se soit pas aperçue que la ruine du pouvoir royal et son affaiblissement étaient leur propre affaiblissement. En effet, ils ne pouvaient penser vraisemblable que le peuple ait l'intention de prendre la souveraineté au Roi pour la leur donner, eux qui étaient en petit nombre et qui avaient moins de pouvoir que tant de roturiers, étant moins aimés du peuple.

A. Mais cela ne me semble pas étrange car les Lords, pour ce qui est de leurs talents personnels, ne sont ni moins, ni plus habiles dans les affaires publiques que les chevaliers de comté ou les députés de ville. En effet, il n'y a aucune raison de penser que celui qui, aujourd'hui chevalier de comté dans la Chambre basse, est fait demain Lord et membre de la Chambre haute, devient par cela plus sage qu'auparavant. Ce sont tous, dans les deux Chambres, des hommes aussi prudents et capables que n'importe quel homme du pays dans les affaires privées concernant leurs biens, dont le gouvernement n'exige rien d'autre que de la diligence et de l'esprit naturel. Mais, pour le gouvernement d'une république, ni l'esprit, ni la prudence, ni la diligence ne suffisent si l'on ne possède pas les règles infaillibles et la véritable science de l'équité et de la justice.

B. Si c'est vrai, il est impossible, dans le monde, qu'une république, qu'elle soit une monarchie, une aristocratie ou une démocratie, puisse continuer longtemps sans changement ou sédition tendant au changement du gouvernement ou des gouvernants.

A. C'est vrai, les plus grandes républiques du monde n'ont jamais été exemptes de sédition. Les Grecs eurent un temps leurs petits Rois et, ensuite, en vinrent par la sédition à de petites républiques qui, alors, atteignant la taille de grandes républiques, redevinrent par la sédition des monarchies ; et tout cela à cause d'un manque de règles de justice dont le peuple aurait pu tenir compte. Si, au début de chacune de ces séditions, le peuple les avait connues, les personnes ambitieuses n'auraient jamais pu avoir l'espoir de troubler le gouvernement une fois qu'il aurait été établi. En effet, l'ambition ne peut pas grand-chose sans bras, et elle aurait peu de bras si le peuple (71) était aussi diligemment instruit des véritables princi-

pes de son devoir qu'il fut ébahi et terrifié par des prédicateurs aux doctrines dangereuses et stériles concernant la nature de la volonté humaine et de nombreux autres points philosophiques qui ne tendent absolument pas au salut des âmes dans le monde à venir ou à leur bien-être dans cette vie, mais qui ne font que diriger vers le clergé le devoir que le peuple doit remplir envers le Roi.

B. Pour autant que je voie, tous les Etats de la Chrétienté seront sujets à ces accès de rébellion aussi longtemps que durera le monde.

A. C'est assez probable; et, pourtant, le défaut (comme j'ai dit) peut être facilement rectifié si l'on réforme les universités.

B. Depuis quand le Parlement siégeait-il alors?

A. Il commença le 3 novembre 1640. Milord de Strafford fut accusé de trahison devant les Lords le 12 novembre, envoyé à la Tour le 22 ; son procès commença le 22 et se termina le 13 avril. Après son procès, il fut trouvé coupable de haute trahison par vote dans la Chambre des Communes et ensuite dans la Chambre des Lords le 6 mai ; et, le 12 mai, il fut décapité.

B. Voilà une chose rapidement expédiée. Mais le Roi, malgré tout cela, ne pouvait-il pas le sauver par sa grâce.

A. Le Roi avait appris tout ce qui se passait pendant le procès et il s'était déclaré insatisfait sur la justice de leur sentence. Et, je pense, malgré le danger que faisait courir la fureur du peuple à sa propre personne, malgré le conseil de laisser faire son exécution, non seulement par ceux à qui il se fiait le plus mais aussi par le comte de Strafford lui-même, il lui aurait pardonné s'il avait pu se préserver contre le tumulte créé et approuvé par le Parlement lui-même pour effrayer ceux qui pourraient le favoriser. Et, pourtant, le Roi lui-même n'hésita pas à avouer par la suite qu'il avait mal agi en ne le sauvant pas.

B. C'était une preuve de la bonne disposition du Roi. Mais je n'ai jamais lu que César Auguste ait reconnu avoir commis une faute en abandonnant Cicéron à la fureur de son ennemi Antoine, peut-être parce que Cicéron, ayant été (72) de la faction opposée à son père, n'avait pas rendu service à Auguste pour le favoriser mais seulement par inimitié pour Antoine et par amour pour le sénat, c'est-à-dire en vérité par amour pour lui-même qui menait le sénat ; tout comme il est très vraisemblable que le Comte de Strafford soit passé du côté du parti du Roi pour servir ses propres fins, ayant tant été contre le Roi dans les parlements antérieurs.

A. Nous ne pouvons juger avec certitude des intentions des hommes. Mais j'ai souvent observé que ceux qui recherchent une promotion ratent leur but par leur entêtement ; et, d'un autre côté, que les princes qui sont forcés d'acheter l'obéissance de leurs sujets par ces promotions sont déjà ou doivent être bientôt dans une condition très faible. En effet, dans un marché où l'honneur et le pouvoir doivent s'acheter par l'entêtement, il y en aura un grand nombre qui seront aussi capables de les acheter que Milord Strafford.

B. Vous avez lu que, quand Hercule se battait contre l'hydre et qu'il coupait chacune de ses nombreuses têtes, il en naissait toujours deux à sa place ; et, pourtant, à la fin, il les coupa toutes.

A. Racontée ainsi, l'histoire est fausse car Hercule, d'abord, ne coupa pas ces têtes mais les acheta et, ensuite, quand il vit que cela ne lui réussissait pas, il les coupa alors toutes et obtint la victoire.

B. Que firent-ils ensuite ?

A. Après la première inculpation du comte de Strafford, la Chambre des Communes, le 18 décembre, accusa aussi l'archevêque de Cantorbéry de haute trahison, c'est-à-dire d'avoir le dessein d'introduire un gouvernement arbitraire,

&c ; ce pour quoi il fut envoyé à la Tour le 28 ; mais son procès et son exécution furent différés un long moment, jusqu'au 10 janvier 1643, pour le divertissement des Ecossais qui étaient venus en Angleterre pour soutenir le Parlement.

B. Pourquoi les Ecossais pensaient-ils que l'archevêque de Cantorbéry était si dangereux ? Il n'était pas un homme de guerre, ni homme capable d'entraîner une armée sur le champ de bataille. Mais peut-être était-il un très grand politicien.

A. Aucun évènement remarquable produit par son intention ne montre cela. J'ai surtout entendu dire qu'il était un très honnête homme du point de vue de la moralité et un très zélé promoteur du gouvernement épiscopal de l'Eglise ; qu'il désirait que le service de Dieu soit accompli et que la maison de Dieu soit décorée de la meilleure façon, comme il convient à l'honneur que nous devons à la divine Majesté. Mais amener dans l'Etat, comme il le fit, ses anciennes controverses – je veux dire ses disputes universitaires sur le libre arbitre et sa position sur des vétilleries concernant le livre des prières et ses rubriques – tout cela n'était pas, à mon avis, la preuve de sa compétence dans les affaires d'Etat. A peu près à la même époque, ils firent passer un acte (auquel le Roi consentit) en faveur d'un Parlement triennal, où il était décrété que, après le Parlement actuel, il y aurait un Parlement convoqué par le Roi dans l'espace de trois ans, et ainsi tous les trois ans, qui se réunirait à Westminster à un jour précis fixé dans l'acte.

B. Mais que se passe-t-il si un Roi ne convoque pas le Parlement, jugeant peut-être cela inopportun ou nuisible pour la sécurité ou la paix du peuple que Dieu lui a confié ? Car je ne comprends pas bien comme un souverain peut conserver l'ordre dans son peuple quand ses mains sont liées et qu'il a d'autres obligations que l'avantage de ceux qu'il gouverne ; et, à cette époque, d'après tout ce que vous m'avez dit, ils reconnaissaient le Roi comme leur souverain.

A. Je ne sais pas mais tel était l'acte. Et il est stipulé plus loin que, si le Roi ne convoque pas le Parlement par son propre commandement, alors le Lord Chancelier et le Lord Garde des sceaux du moment enverront les brefs de convocation ;

et, si le Chancelier refuse, alors les shérifs des différents comtés, dans la cour de leur comté, procèderont à l'élection des membres dudit Parlement avant le jour fixé pour l'assemblée du Parlement.

B. Et si les shérifs avaient refusé?

A. Je pense qu'ils devaient prêter serment. Mais, sur ce point et sur d'autres, je vous renvoie à l'acte.

(74) B. Devant qui devaient-ils prêter serment quand il n'y avait pas de Parlement ?

A. Sans doute devant le Roi, qu'un Parlement siègeât ou non.

B. Alors le Roi pouvait les libérer de leur serment. En outre, si le Roi, à cause d'un refus, s'en prenait à eux dans sa colère, qui protégerait (le Parlement ne siégeant pas) le Chancelier ou les shérifs dans leur désobéissance ?

A. Je vous prie de ne pas me demander la raison de choses que je ne comprends pas mieux que vous. Je vous dis simplement qu'un acte fut passé dans ce but et fut signé par le Roi mi-février, un peu avant que l'archevêque ne fût envoyé à la Tour. En plus de ce projet de loi, les deux Chambres du Parlement s'accordèrent sur un autre acte où il était stipulé que le Parlement actuel continuerait jusqu'à ce que les Chambres consentissent à sa dissolution, acte que signa aussi le Roi le jour même où il signa le mandat d'exécution du comte de Strafford.

B. Quel grand progrès fait par le Parlement vers ses fins ou, du moins, vers les fins des membres les plus ambitieux des deux Chambres en si peu de temps! Ils commencèrent à siéger en novembre et on était maintenant en mai. Dans cet espace de temps, qui n'est que la moitié d'une année, ils gagnèrent l'attachement du

peuple en l'ôtant au Roi, auquel cet attachement était dû ; ils lui enlevèrent ses plus fidèles serviteurs, ils décapitèrent le comte de Strafford, emprisonnèrent l'archevêque de Cantorbéry, obtinrent un Parlement triennal après leur propre dissolution et la continuation de leurs sessions autant de temps qu'ils le voudraient ; ce qui, finalement, revenait à une extinction totale du droit du Roi, au cas où une telle concession aurait été valide ; ce que je ne pense pas, à moins que le Roi n'ait renoncé en termes clairs à sa souveraineté, ce qui n'était pas le cas.

A. De plus, ils obtinrent du Roi que l'on déposât les tribunaux de la Chambre Etoilée et de la Haute commission.

(75) B. Mais quel argent, par des subsides ou autrement, accordèrent-ils au Roi en récompense de toutes ces larges concessions ?

A. Absolument aucun mais ils promirent souvent qu'ils feraient de lui le Roi le plus glorieux qui ait jamais été en Angleterre, paroles qui passaient assez bien aux yeux du petit peuple pour une bonne intention.

B. Mais le Parlement était alors satisfait ? En effet, je ne saurais imaginer qu'il pouvait désirer du roi plus que ce qu'il lui avait alors accordé.

A. Oui, il désirait la souveraineté entière et absolue et il voulait changer le gouvernement monarchique en une oligarchie, c'est-à-dire, pour l'instant, rendre le Parlement – composé de quelques Lords et d'environ quatre cents roturiers – absolu dans la souveraineté et, peu après, mettre la Chambre des Lords de côté. En effet, c'était le dessein des ministres presbytériens qui, se considérant, par droit divin, les seuls gouverneurs légitimes de l'Eglise, s'efforçaient d'amener la même forme de gouvernement dans l'état civil. Et tout comme les lois spirituelles devaient être faites par leurs synodes, les lois civiles devraient être faites par la Chambre des Communes qui, pensaient-ils, ne serait pas moins gouvernée par eux ensuite qu'elle ne l'avait été précédemment ; en quoi ils se trompaient et se trou-

vèrent surpassés par leurs propres disciples, non en méchanceté mais en ingéniosité.

B. Que se passa-t-il après cela?

A. Au mois d'août suivant, le Roi, supposant qu'il avait suffisamment obligé le Parlement pour qu'il ne procédât pas davantage contre lui, fit un voyage en Ecosse pour y contenter ses sujets comme il l'avait fait ici, peut-être dans l'intention de gagner leurs bonnes volontés pour que, au cas où le Parlement d'ici prendrait les armes contre lui, il ne soit pas aidé par les Ecossais ; en quoi il se trompait aussi car, bien qu'ils semblassent satisfaits de ce qu'il avait fait, en particulier, accepter qu'on abolît l'Episcopat, ils firent pourtant ensuite une ligue avec le Parlement et, quand le Roi commençait à avoir le dessus sur le Parlement, pour de l'argent, (76) ils envahirent l'Angleterre pendant la querelle du Parlement. Mais c'était un ou deux ans plus tard.

B. Avant que vous n'alliez plus loin, je désire connaître le fondement et l'origine de ce droit auquel prétendent soit la Chambre des Lords, soit la Chambre des Communes, soit les deux Chambres.

A. C'est une question qui concerne des choses qui se sont passées il y a si longtemps qu'elles sont aujourd'hui oubliées. Nous ne pouvons faire d'hypothèses qu'à partir des registres de notre propre nation et de certains petits fragments obscurs des histoires romaines. Pour les registres, vu qu'ils ne concernent que des choses déjà faites, parfois justement, parfois injustement, nous ne pourrions jamais connaître par eux quel droit avaient les Chambres mais seulement à quel droit elles prétendaient.

B. Toutefois, faites-moi savoir quelles lumières nous donnent sur cette question les histoires romaines.

A. Il serait trop long et ce serait une digression inutile de citer tous les auteurs anciens qui parlent des formes de républiques qu'on trouvait chez nos premiers ancêtres les Saxons et autres Germains, et chez d'autres nations d'où nous tirons les titres d'honneur aujourd'hui en usage en Angleterre. Il n'est pas possible non plus d'en tirer un argument de droit. On n'y trouve que des exemples de faits qui, à cause de l'ambition de puissants sujets, ont été plus souvent injustes que justes. Quant à Ces Saxons et Angles qui, dans l'ancien temps, se sont rendus maîtres de cette nation par plusieurs invasions, ils ne formaient pas en eux-mêmes un corps de république mais seulement une ligue de divers petits Etats et Lords germains, comme était l'armée grecque dans la guerre de Troie, sans autre obligation que celle qui procédait de leur propre crainte et de leur propre faiblesse. Ces lords, pour la plupart, n'étaient pas souverains chez eux, dans leur propre pays, mais étaient choisis par le peuple comme capitaines des forces qu'ils emmenaient avec eux. Et ce n'était donc pas sans équité, quand ils avaient conquis des terres et fait Roi l'un d'entre eux, que le reste eût de plus grands privilèges que le petit peuple et les soldats. On peut aisément conjecturer qu'étaient des privilèges (77) le fait d'être familier du souverain, d'être du conseil de celui qui détenait la souveraineté en matière de gouvernement et d'avoir les plus hautes et les plus honorables fonctions aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Mais, parce qu'il ne peut exister de gouvernement où il y a plus d'un souverain, on ne peut en inférer qu'ils avaient le droit de s'opposer par la force aux résolutions du Roi ou de jouir des honneurs et des places s'ils ne continuaient pas à être de bons sujets. Et vous voyons que les Rois d'Angleterre, à chaque grande occasion, les convoquaient ensemble à titre d'hommes sages et avisés du royaume, écoutaient leurs conseils et les faisaient juges, durant toute leur session, de toutes les causes qui étaient portées devant eux. Mais de même qu'ils les convoquaient selon leur bon plaisir, de même ils avaient le pouvoir de les dissoudre selon leur bon plaisir. Les Normands, qui descendaient comme nous des Germains, avaient les mêmes coutumes sur ce point ; et, de cette façon, ce privilège des Lords d'être du grand conseil du Roi et, quand ils étaient assemblés, d'être le plus haut tribunal royal, continua depuis la conquête jusqu'à ce jour. Mais, bien qu'il y eût parmi les Lords diverses qualités et divers titres d'honneur, ils ne tenaient cependant leur privilège que du titre de baron, ¹¹⁹ un nom reçu chez les anciens Gaulois et qui, chez eux, signi-

¹¹⁹ « Mais *baron* semble avoir été un titre gaulois et signifie un grand homme,

fiait l'homme du Roi ou plutôt l'un de ses grands hommes. Par cela, il semble que, bien qu'ils donnassent leur conseil quand le Roi le leur demandait, ils n'avaient cependant aucun droit de lui faire la guerre s'il ne les suivait pas.

B. Quand la Chambre des Communes commença-t-elle à faire partie du grand conseil du Roi?

A. Sans aucun doute, avant la conquête, certains hommes sages et connus pour être tels par le Roi furent convoqués par un bref spécial pour appartenir au même conseil, bien qu'ils ne fussent pas Lords ; mais cela ne change rien par rapport à la Chambre des Communes. Les chevaliers de comté et les bourgeois, pour autant que je sache, ne furent jamais appelés au Parlement avant le début du règne d'Edouard Ier ou la fin du règne d'Henri III, immédiatement après la mauvaise conduite des barons et, (78) pour autant qu'on sache, furent convoqués dans le but d'affaiblir le pouvoir des Lords qui en avaient si récemment abusé. Avant l'époque d'Henri III, la plupart des Lords descendaient de ceux qui, lors des invasions et des conquêtes des Germains, étaient pairs et ensemble Rois, jusqu'à ce que l'un d'eux fût fait Roi de tous ; et leurs tenanciers étaient leurs sujets, comme à ce jour avec les Lords de France. Mais, après l'époque d'Henri III, les rois commencèrent à faire des Lords pour remplacer ceux qui n'avaient pas eu d'enfants, qui avaient seulement le titre sans que les terres n'appartinssent au titre ; par ce moyen, leurs tenanciers n'étant plus tenus de les servir à la guerre, ils devinrent de jour en jour de moins en moins capables de constituer un parti contre le Roi, bien qu'ils continuassent de former son grand conseil. Et de même que leur pouvoir diminuait, le pouvoir de la Chambre des Communes augmentait ; mais je ne trouve pas qu'ils aient fait partie du conseil du Roi ou qu'ils aient été juges d'autres hommes ; mais on ne peut nier que le Roi pouvait demander leur avis comme il pouvait demander l'avis de tout autre. Je ne trouve pas non plus

tels les hommes que les rois et les princes employaient à la guerre autour de leur personne, et ce mot semble venir de *vir*, qui a donné *ber* et *bar*, qui avaient le même sens dans la langue des Gaulois que *vir* en Latin, et de là se sont formés *bero* et *baro*. Si bien que ces hommes furent appelés *berones*, et ensuite *barones*, et (en Espagnol) *varones*. » (*Léviathan*, X, traduction de Philippe Folliot)

que la fin de leur assemblée fût de donner un avis mais seulement, au cas où ses membres auraient des pétitions pour redresser des torts, d'être prêts à cet endroit avec elles pendant que le Roi avait son grand conseil autour de lui. Mais ni les membres de ce conseil, ni les Lords ne pouvaient présenter au Roi comme un tort le fait qu'il se chargeait de faire les lois, de choisir ses propres conseillers privés, de lever de l'argent et des soldats, de défendre la paix et l'honneur du royaume, de nommer des capitaines pour son armée et des gouverneurs pour ses places fortes comme il le voulait. En effet, présenter cela comme un tort eût été dire au Roi que le fait qu'il fût Roi en était un.

B. Que fit le Parlement pendant que le Roi était en Ecosse?

A. Le Roi partit en août ; après quoi, le Parlement, le 8 septembre, reporta la session au 20 octobre ; et le Roi revint au début du moins de décembre suivant. Pendant ce temps, les membres les plus séditeux des deux Chambres, qui avaient conçu le changement de gouvernement et la destruction de la monarchie (mais qui n'avaient pas assez d'esprit pour établir un (79) autre gouvernement et qui laissaient l'issue au hasard de la guerre) firent une cabale en leur sein, en laquelle ils projetaient, en se soutenant les uns les autres, de gouverner la Chambre des Communes et ils inventèrent le moyen de mettre le royaume, par le pouvoir de cette Chambre, en rébellion, rébellion qu'ils appelaient une posture de défense contre les dangers venant de l'étranger, dangers qu'ils devaient simuler et rendre publics. De plus, pendant que le Roi était en Ecosse, les papistes irlandais se réunirent en un grand parti, avec l'intention de massacrer tous les protestants de l'endroit et ils avaient préparé pour le 23 octobre la prise du château de Dublin où les officiers royaux du gouvernement de ce pays avaient établi leur résidence, et ils l'auraient fait s'ils n'avaient pas été découverts la nuit précédente. Comment se fit cette découverte et quels assassinats ils commirent ensuite dans le pays, je n'ai pas besoin de vous le dire puisque toute l'histoire a été écrite.

B. Je m'étonne qu'ils ne se soient pas attendus à une rébellion en Irlande et qu'ils ne se soient pas prémunis contre elle dès qu'ils commencèrent à se quereller avec le Roi en Angleterre. En effet, y avait-il quelqu'un d'assez ignorant pour

ne pas savoir que les papistes irlandais attendaient impatiemment un changement de religion chez eux, comme tous les presbytériens en Angleterre ? Ou que, en général, la nation irlandaise haïssait le nom de sujétion à l'Angleterre et ne resterait tranquille que si elle craignait qu'une armée sorte d'Angleterre pour les châtier ? Quel meilleur moment pouvaient-ils alors choisir pour leur rébellion que ce moment-là, alors qu'ils étaient encouragés non seulement par notre faiblesse causée par la division entre le Roi et son Parlement mais aussi par l'exemple des presbytériens de la nation écossaise et de la nation anglaise ? Mais que fit le Parlement en cette occasion, en l'absence du Roi ?

A. Rien, sinon envisager comment il pourrait utiliser l'événement pour ses propres fins, en partie en l'imputant aux mauvais conseillers du Roi, en partie, en saisissant l'occasion pour demander au Roi le pouvoir de lever et de commander une armée car quiconque a ce pouvoir a aussi, sans aucun doute, l'entière souveraineté.

B. Quand le Roi revint-il ?

(80) A. Il revint le 25 novembre et fut bien reçu par les acclamations du petit peuple, autant que s'il avait été le plus aimé de tous les Rois qui l'avaient précédé mais il ne trouva pas au Parlement une réception du même type. Ses membres commencèrent par lui chercher de nouvelles querelles sur tout ce qu'il leur disait. Le 2 décembre, le Roi convoqua les deux Chambres du Parlement et leur demanda seulement de lever des secours pour l'Irlande.

B. Quelle querelle pouvait-il tirer de cela ?

A. Aucune mais, afin de pouvoir y prétendre, ils avaient mis en discussion un projet de loi pour affirmer le pouvoir des deux Chambres de lever et de commander des soldats, ce qui revenait à ôter au Roi le pouvoir de la milice (militia) qui, dans les faits, est tout le pouvoir souverain. En effet, celui qui a le pouvoir de le-

ver et de commander des soldats a tous les autres pouvoirs de la souveraineté qu'il lui plaît de réclamer. Le Roi, entendant cela, convoqua le 14 décembre de nouveau ensemble les Chambres du Parlement et insista sur l'affaire d'Irlande (c'était urgent car, pendant ce temps, les Irlandais assassinaient les Anglais en Irlande et se renforçaient contre les forces qu'ils s'attendaient à voir venir d'Angleterre) et, en même temps, il leur dit qu'il prenait note du projet de loi en discussion et qu'il voulait bien que cette loi passât mais avec un *salvo jure*, ¹²⁰ aussi bien pour leur droit que pour le sien car, au moment actuel, il n'aurait pas été raisonnable d'en débattre.

B. Qu'y avait-il de déraisonnable en cela ?

A. Rien. Ce qui est déraisonnable est une question, ce qu'ils contestaient en est une autre. Ils contestaient ceci : que sa Majesté ait pris connaissance du projet de loi pendant qu'il était en discussion dans la Chambre des Lords, avant qu'il lui fût présenté au cours du Parlement ; et aussi qu'elle ait montré son mécontentement à l'égard de ceux qui lui avaient proposé ledit projet de loi ; deux choses qu'ils déclaraient contraires aux privilèges du Parlement ; et ils adressèrent une pétition au Roi pour que réparation soit donnée (81) contre ceux qui l'avaient induit à faire cela, afin qu'ils pussent recevoir le châtement mérité.

B. C'était une cruelle façon de procéder. Les Rois d'Angleterre n'ont-ils pas pour habitude de siéger dans la Chambre des Lords quand il leur plaît ? Et ce projet de loi n'était-il pas alors en discussion dans la Chambre des Lords ? Il est étrange qu'un homme puisse être légitimement en la compagnie d'hommes, où il entend et voit nécessairement ce qu'ils disent ou font, et, pourtant, ne doive pas en prendre connaissance, même en cette compagnie. En effet, bien que le Roi ne fût pas au débat lui-même, il était légitime qu'un des Lords le lui fît connaître. L'un des membres de la Chambre des Communes, quoique non présent lors d'une pro-

¹²⁰ Forme abrégée de « *salvo jure coronae* », pour sauver les droits de la couronne. Ici, il s'agit de préserver aussi bien le droit du roi que le droit du Parlement. (NdT)

position ou d'une discussion à la Chambre, entendant néanmoins parler de la chose par certains des autres membres, peut certainement non seulement en prendre connaissance mais aussi en parler à la Chambre des Communes ; mais vouloir que le Roi abandonne ses amis et ses conseillers pour qu'ils soient mis à mort, bannis ou emprisonnés à cause de leur bonne volonté à son égard, c'est là une tyrannie envers un Roi qu'aucun Roi n'a jamais exercé sur un autre sujet, sinon dans les cas de trahison ou d'assassinat, et même alors rarement.

A. Sur ce, commença alors une sorte de guerre entre les plumes du Parlement et celles des secrétaires et autres hommes capables qui étaient du parti du Roi. En effet, le 15 décembre, ils envoyèrent au Roi un papier appelé *Remontrance sur l'Etat du Royaume*, et avec ce papier une pétition, et ils firent publier les deux. Dans cette remontrance, ils se plaignaient de certaines mauvaises intentions d'un parti malveillant qui était arrivé à maturité avant le commencement du Parlement ; et ils présentaient les moyens qu'ils avaient utilisés pour empêcher cela, grâce à la sagesse du Parlement, ils montraient l'agitation qu'ils avaient trouvée en ce parti et les mesures qu'il était bon de prendre pour restaurer et établir l'ancien honneur, l'ancienne grandeur et l'ancienne sécurité de la Couronne et de la nation.

Les organisateurs et acteurs de ces desseins étaient (disaient-ils) :

1. Des papistes enjésuités.
2. Les évêques et la partie du clergé qui chérit (82) le formalisme comme un soutien de leur tyrannie et de leur usurpation ecclésiastique.
3. Des conseillers et des courtisans, et cela pour des fins privées (disaient-ils), avaient œuvré pour favoriser les intérêts de certains princes étrangers.

B. Il se peut très bien que certains évêques et certains autres de la cour aient, en recherchant leur intérêt privé, commis des actes irréfléchis et peut-être malveillants. Je vous prie donc de me dire en particulier quels furent leurs crimes car, selon moi, le Roi n'aurait pas été de connivence avec quelque chose qui allait contre sa propre autorité suprême.

A. Le Parlement ne s'acharnait pas beaucoup sur ceux qui étaient pour le Roi, ce qu'ils faisaient, sans aucun doute, était fait par ordre du Roi, mais ils en accusaient les évêques, les conseillers et les courtisans car c'était une manière plus courtoise d'accuser le Roi lui-même et de le diffamer aux yeux de ses sujets. En effet, la vérité est que l'accusation qu'ils portaient contre eux était si générale qu'elle ne pouvait pas être appelée une accusation mais des invectives. D'abord (disaient-ils), ils entretenaient des questions de prérogative et de liberté entre le Roi et son peuple afin, semblant très attachés au service de sa majesté, de pouvoir obtenir des places de la plus haute confiance et du plus haut pouvoir dans le royaume.

B. Comment cela pouvait-il être appelé une accusation, alors qu'il n'y avait aucun fait auquel les accusateurs pussent appliquer leurs preuves ou leurs témoins ? Car, en admettant que ces questions de prérogative aient été entretenues par eux, qui peut prouver que leur but était de gagner pour eux-mêmes et leurs amis des places de confiance et de pouvoir dans le royaume ?

A. Une seconde accusation était qu'ils tentaient de supprimer la pureté et le pouvoir de la religion.

B. Cela est vide de sens. Il n'est pas au pouvoir de l'homme de supprimer le pouvoir de la religion.

A. Ils voulaient dire qu'ils voulaient supprimer la doctrine des presbytériens, c'est-à-dire le fondement même des prétentions traîtresses du Parlement d'alors.

(83) Une troisième accusation était qu'ils étaient attachés aux arminiens, aux papistes et aux libertins (ils entendaient par là les protestants ordinaires qui ne se mêlaient pas de disputes) afin qu'ils pussent composer un corps susceptible d'agir selon leurs conseils et leurs résolutions.

Une quatrième accusation était qu'ils s'efforçaient d'imposer au Roi d'autres façons de prélever de l'argent que la façon ordinaire des Parlements.

Jugez si l'on peut proprement appeler cela des accusations, ou plutôt des reproches vindicatifs au gouvernement du Roi.

B. Il me semble que la dernière était une faute très grave car quel bien pouvait-il y avoir dans le fait d'imposer au Roi une autre façon d'obtenir de l'argent si le Parlement était prêt à lui en fournir dans la mesure où c'était nécessaire pour la sécurité du royaume ou l'honneur du Roi ?

A. Mais je vous ai dit précédemment qu'ils ne voulaient pas lui en donner, sinon à la condition qu'il tranchât la tête de ceux qu'ils voulaient, quelque fidèlement qu'ils l'aient servi. Et, s'il avait sacrifié tous ses amis à leur ambition, ils auraient encore trouvé d'autres excuses pour lui refuser des subsides car ils étaient résolus à lui prendre le pouvoir souverain, ce qu'ils ne pouvaient pas faire s'ils ne prenaient pas soin qu'il n'ait absolument pas d'argent. En second lieu, ils mirent dans la remontrance, comme fautes de ceux dont le Roi suivait les conseils, toutes les choses qui leur avaient déplu depuis le début du règne du Roi, que ce fussent ou non des fautes, ce dont ils n'étaient pas capables de juger car ils ne connaissaient pas les causes et les motifs qui poussaient le Roi à faire ces choses et qui n'étaient connus que par le Roi lui-même ou par ceux de son conseil privé à qui il les révélait.

B. Mais quelles étaient ces prétendues fautes particulières?

A. 1. La dissolution de son premier Parlement, à Oxford. 2. La dissolution de son second Parlement, la seconde année de son règne. 3. La dissolution de son Parlement, la quatrième année de son règne. 4. L'expédition infructueuse contre Calais. 5. La paix faite avec l'Espagne, (84) par laquelle la cause palatine avait été abandonnée et confiée à des traités condamnables dont on ne pouvait rien attendre. 6. L'envoi de commissions pour prélever de l'argent par des emprunts. 7. Le prélèvement de l'impôt naval. 8. L'extension des forêts contrairement à la Magna

Charta. 9. Le dessein de mettre le monopole de la poudre à canon sous un seul commandement et de la conserver à la Tour de Londres. 10. Le dessein d'introduire l'usage de la monnaie de cuivre. 11. Les amendes, les emprisonnements, les stigmatisations, les mutilations, les flagellations, le pilori, les baillons, les confinements et les bannissements, tout cela par sentence du tribunal de la Chambre Etoilée. 12. La mutation des juges. 13. Les actes illégaux du Conseil. 14. Le pouvoir arbitraire et illégal de la Cour du Comte Maréchal. 15. Les abus de la Chancellerie, de la Chambre de l'Echiquier et de la Cour des Tutelles. 16. La vente de titres d'honneur, de places de juges ou de sergents ou d'autres fonctions. 17. L'insolence des évêques et autres clercs dans les suspensions, excommunications, destitutions et dégradations de divers ministres savants, pieux et courageux.

B. Y eut-il de tels ministres dégradés, destitués ou excommuniés ?

A. Je ne saurais le dire mais je me souviens avoir entendu menacer des ministres courageux, ignorants et séditeux.

18. L'excès de sévérité de la Cour de la Haute Commission. 19. La prédication devant le Roi contre la propriété du sujet et pour la prérogative du Roi au-dessus de la loi. Et diverses autres plaintes mineures contre le gouvernement qui, bien qu'elles fussent imputées à cette faction, retomberaient (ils le savaient) sur le Roi lui-même aux yeux du peuple auquel, par un document imprimé, elles avaient été communiquées.

De nouveau, après la dissolution du Parlement, le 5 mai 1640, ils trouvèrent d'autres fautes, comme la dissolution elle-même, l'emprisonnement de certains membres des deux Chambres, une tentative d'emprunt forcé à Londres, la poursuite de la Convocation après la fin du Parlement et la faveur accordée aux papistes par le secrétaire Windebank et d'autres.

B. Tout cela fut couramment considéré par le peuple comme un (85) mauvais gouvernement et comme des fautes du Roi, bien que certaines de ces actions étaient de la malchance ; et la malchance et le mauvais gouvernement (s'il était réel) étaient des fautes du Parlement qui, en refusant de lui donner de l'argent,

frustrait ses tentatives à l'étranger et lui imposait des moyens extraordinaires (qu'ils appelaient illégaux) de lever de l'argent en Angleterre.

A. Vous voyez l'ensemble des maux qu'ils soulevèrent pour montrer au peuple le spectacle d'un mauvais gouvernement, qu'ils appuyèrent d'une énumération des nombreux services qu'ils avaient rendus au Roi en triomphant d'un grand nombre (mais pas tous) de ces maux et en faisant diverses autres choses. Ils disaient que, bien qu'ils aient contracté auprès des Ecossais une dette de 220.000 livres et qu'ils aient accordé six subsides et une loi de capitation d'une valeur de six nouveaux subsides, cependant, Dieu avait tellement béni les efforts de ce Parlement que le royaume y gagnait. Suit ensuite le catalogue des bonnes choses qu'ils avaient faites pour le Roi et le royaume. Pour le royaume, disaient-ils, ils avaient fait ces choses : Ils avaient aboli l'impôt naval qui coûtait au royaume deux cent mille livres par an ; ils avaient supprimé l'impôt d'équipement et de transport des troupes et d'autres charges militaires qui, disaient-ils, s'élevaient à une somme légèrement inférieure à celle de l'impôt naval ; ils avaient supprimé tous les monopoles qui, selon leurs comptes, s'élevaient à une somme d'un million annuel économisé par les sujets ; ils avaient réprimé les griefs vivants, entendant par là les mauvais conseillers et agents, par la mort de Milord de Strafford, par la fuite du Chancelier Finch et du secrétaire Windebank, par l'emprisonnement de l'archevêque de Cantorbéry et du juge Bartlet et par l'inculpation d'autres évêques et d'autres juges ; ils avaient fait passer une loi pour un Parlement triennal et une autre pour la poursuite du présent Parlement jusqu'à ce qu'ils jugent bon de le dissoudre.

B. C'est-à-dire jamais, si on le tolérait. Mais la somme de toutes ces choses qu'ils avaient faites pour le royaume est qu'ils l'avaient laissé sans gouvernement, sans force, sans argent, sans loi et sans bons conseillers.

(86) A. Ils comptaient aussi l'abolition de la Haute Commission, la diminution du pouvoir du Conseil, des évêques et de leurs tribunaux, la suppression des cérémonies religieuses inutiles, la destitution de leur bénéfice des ministres qui n'étaient pas de leur faction et l'installation à leur place de ceux qui en étaient.

B. Il s'agissait de leurs affaires personnelles, ce n'étaient pas les affaires du royaume.

A. Le bien qu'ils avaient fait au Roi était d'abord (disaient-ils) le fait d'avoir donné 25.000 livres par mois pour aider les comtés du nord.

B. En quoi les comtés du nord avaient-ils plus besoin d'être aidés que les autres comtés ?

A. Mais c'était dans les comtés du nord qu'était cantonnée l'armée écossaise à laquelle le Parlement avait fait appel pour s'opposer au Roi et il fallait donc s'acquitter des frais de cantonnement.

B. C'est vrai mais c'est le Parlement qui avait appelé cette armée qui le devait.

A. Mais le Parlement disait que non et que cet argent avait été donné au Roi parce qu'il est tenu de protéger ses sujets.

B. Il n'est pas tenu au-delà de ce que le Parlement lui donne comme argent pour s'acquitter de cette tâche. C'est une grande impudence que de lever une armée contre le Roi et, avec cette armée, d'opprimer les autres sujets, et ensuite d'exiger que le Roi lui vienne en aide, c'est-à-dire ait à sa charge de payer l'armée qui a été levée pour se battre contre lui.

A. Et même plus ! Ils mirent sur le compte du Roi les 300.000 livres données aux Ecosseis, sans lesquelles ils n'auraient pas envahi l'Angleterre, en plus de nombreuses autres choses dont je ne me souviens plus.

B. Je ne pense pas qu'il y ait déjà eu chez les hommes une si grande impudence et une si grande infamie.

A. Vous n'avez pas observé le monde assez longtemps pour voir tout le mal qu'il contient. Telle était leur remontrance dont je vous ai parlé. Avec elle, ils envoyèrent une pétition contenant trois points : 1. Que sa Majesté prive les évêques de leur droit de vote au Parlement et élimine les oppressions (87) qu'ils avaient introduites dans la religion, le gouvernement et la discipline ecclésiastique. 2. Que le Roi supprime de son conseil tous ceux qui dévoileraient ¹²¹ les griefs du peuple et qu'il emploie, pour les affaires importantes et publiques, des personnes en lesquelles le Parlement a confiance. 3. Qu'il n'abandonne pas les terres échues à la Couronne par la rébellion d'Irlande.

B. Il me semble que ce dernier point n'a pas été mis sagement à ce moment-là, il eût fallu le conserver jusqu'à ce qu'ils eussent soumis les rebelles contre lesquels aucune force n'avait encore été envoyée. C'est comme vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. ¹²². Mais quelle réponse fut faite aux deux autres propositions ?

A. Quelle réponse pouvait-il faire sinon un refus ? A peu près à la même époque, le Roi lui-même produisit des articles contre six personnes du Parlement, cinq de la Chambre des Communes et une de la Chambre des Lords, les accusant de haute trahison, et, le 4 janvier, il alla lui-même à la Chambre des Communes pour exiger les cinq hommes mais, prévenus en privé par quelque traître proche du Roi, ils s'étaient absentés et, de cette façon, frustrèrent l'intention du Roi. Après son départ, la Chambre, considérant cela comme une chose abominable et une infraction sérieuse à ses privilèges, leva la séance et alla à Londres siéger en commission générale, prétendant qu'elle n'était plus en sécurité à Westminster ; car le Roi, quand il vint à la Chambre demander ces personnes, avait avec lui une

¹²¹ Usage très inhabituel du verbe « to promote » (favoriser, promouvoir, mettre en avant). Ma traduction, suggérée par l'étymologie, ne me semble pas très satisfaisante. (NdT)

¹²² « La peau du lion », dit Hobbes. (NdT)

compagnie plus importante qu'à l'ordinaire (mais pas plus armée que ne l'étaient ses serviteurs habituellement). La Chambre ne voulut pas se calmer, bien que le Roi ait ensuite renoncé à poursuivre ces personnes, à moins qu'il ne lui révélât le nom de ceux qui lui avaient conseillé de venir de cette manière au Parlement, afin qu'ils reçussent le *châtiment qui convenait*, expression que les parlementaires utilisèrent à la place du mot *cruauté*.

B. C'était une exigence cruelle. N'était-il pas suffisant que le Roi s'abstînt de punir ses ennemis, devait-il aussi (88) trahir ses amis ? S'ils tyrannisaient ainsi le Roi avant d'avoir le pouvoir souverain en main, comment tyranniseraient-ils les sujets quand ils l'auraient ?

A. Comme ils le firent.

B. Cette commission resta combien de temps à Londres ?

A. Pas plus de deux ou trois jours et, alors, ils furent emmenés en bateau de Londres au Parlement dans un grand triomphe, gardés par un grand tumulte d'hommes armés, pour y siéger en sécurité en dépit du Roi et faire contre lui autant d'actes de trahison qu'ils le voudraient, et, à la faveur de ce tumulte, pour effrayer et chasser de cette façon ceux de la Chambre des Pairs qui n'étaient pas de leur faction. En effet, à ce moment-là, la populace était si insolente qu'il n'y avait guère d'évêques qui osassent aller à la Chambre par crainte de violence sur leurs personnes ; à tel point que douze d'entre eux s'excusèrent de ne pas y aller et, en guise de pétition, firent cette remontrance : qu'il ne leur était pas permis d'aller tranquillement accomplir leur devoir et qu'ils protestaient contre toutes les décisions (qu'ils considéraient comme nulles) qui passeraient à la Chambre des Lords durant leur absence forcée. Se saisissant de cela, la Chambre des Communes envoya à la Chambre des Pairs l'un de ses membres pour les accuser de haute trahison. Sur ce, dix d'entre eux furent envoyés à la Tour, après quoi on ne parla plus de leur haute trahison mais on fit passer un projet de loi par lequel ils furent privés de leur droit de vote au Parlement ; et, pour ce projet de loi, ils obtinrent

l'assentiment du Roi. Et, au début du mois de septembre suivant, ils votèrent que les évêques n'auraient plus rien à faire dans le gouvernement de l'Eglise mais, pour cela, ils n'eurent pas l'assentiment du Roi, la guerre ayant alors commencé.

B. Pourquoi le Parlement avait-il tant en aversion l'épiscopat et surtout la Chambre des Lords dont les évêques étaient membres ? En effet, je ne vois pas pour quelle raison ils auraient fait ce qu'ils ont fait pour gratifier un certain nombre de pauvres prêtres de paroisse qui étaient presbytériens et, vraisemblablement, ne pourraient jamais servir les Lords mais, au contraire, pourraient faire de leur mieux pour supprimer (89) leur pouvoir et les assujettir à leurs synodes et leurs classes.

A. En effet, chez les Lords, très peu percevaient les intentions des presbytériens et, d'ailleurs, ils n'osaient pas (je crois) s'opposer à la Chambre Basse.

B. Mais pourquoi la Chambre Basse s'opposait-elle à eux avec tant de ferveur ?

A. Parce qu'ils avaient l'intention d'utiliser leur doctrine et, avec une sainteté simulée, de rendre le Roi et son parti odieux aux yeux du peuple grâce à qui ils devaient établir une démocratie et déposer le Roi ou, du moins, le laisser avoir seulement le titre aussi longtemps qu'il agirait dans le sens de leurs projets. Mais ce n'est pas seulement le Parlement mais, d'une certaine façon, tout le peuple d'Angleterre qui était leur ennemi, en raison de leur comportement qui, disait-il, était trop autoritaire. [Car, en vérité, la plupart d'entre eux se comportaient comme s'ils devaient leur grandeur, non aux faveurs du Roi et à ses lettres patentes qui leur donnent leur autorité, mais au mérite de leur (propre ?) (esprit et ?) savoir tels qu'ils les concevaient, ¹²³ et ils ne se souciaient pas moins de leurs louanges réciproques qu'ils ne se montraient irritables pour défendre la dignité de leur juri-

¹²³ « but to the merit of their (own ?) conceived (wit and ?) learning (and had?) no lesse care ... » (NdT)

diction et de leur fonction, étant toujours hautement offensés par ceux qui étaient en désaccord avec leur esprit et leurs idées ; (et, par conséquent ?) ...ils avaient la réputation d'être un peu trop zélés pour faire prospérer leurs affaires.] Voilà tout ce dont, apparemment, on les accusait. La principale cause de leur ruine était la jalousie des presbytériens qui provoquaient la colère du peuple contre eux et contre l'épiscopat lui-même.

B. Comment les presbytériens voulaient-ils que l'Eglise fût gouvernée ?

A. Par des synodes nationaux et provinciaux.

B. N'est-ce pas faire de l'assemblée nationale un archevêque et des assemblées provinciales autant d'évêques ?

A. Oui ; mais chaque ministre aurait le plaisir de prendre part au gouvernement et, par conséquent, aurait la capacité de se venger de ceux qui n'admirent pas leur savoir et qui n'aident pas à remplir leurs bourses, et de gagner à leur service ceux qui le font.

(90) B. C'est un véritable problème qu'il y ait deux factions qui troublent la république sans autre intérêt propre que celui de chaque particulier, et que leurs querelles ne soient que des querelles d'opinions, ce qui signifie qu'ils se querellent pour déterminer qui a le plus de savoir ; comme si leur savoir devait être la règle du gouvernement du monde entier. En quoi consiste leur savoir ? S'agit-il de politique et de règles de l'Etat ? Je sais bien qu'ils appellent ce savoir la théologie mais je n'entends presque rien prêcher sinon de la philosophie. En effet, la religion, en elle-même n'admet aucune controverse. C'est la loi du royaume et elle ne doit pas être un objet de dispute. Je ne pense pas qu'ils prétendent parler avec Dieu et connaître sa volonté par un autre moyen que la lecture des Ecritures que nous faisons aussi.

A. Oui, certains d'entre eux essaient de passer pour des prophètes par inspiration extraordinaire ; mais les autres ne prétendent (pour une promotion à des bénéfices et des charges d'âmes) qu'à une connaissance des Ecritures supérieure à celle des autres hommes, en raison de leur culture universitaire et de la connaissance qu'ils ont acquise de la langue latine, et certains aussi de la langue grecque et de la langue hébraïque dans lesquelles les Ecritures furent rédigées, en plus de leur connaissance de la philosophie naturelle qui est publiquement enseignée dans les universités.

B. Pour ce qui est des langues latine, grecque et hébraïque, ce fut autrefois (pour la détection de la fraude romaine et pour l'expulsion du pouvoir romain) très profitable, ou plutôt nécessaire ; mais maintenant que c'est fait, que nous avons les Ecritures en anglais et que nous prêchons en anglais, je ne vois quel grand besoin nous avons du grec, du latin et de l'hébreux. Je me crois plus qualifié pour bien comprendre la langue de nos voisins, les Français, les Allemands et les Espagnols. Je pense que l'on n'a jamais vu, avant l'établissement du pouvoir des papes, que la philosophie était la meilleure façon d'accéder au pouvoir dans une république.

A. Mais la philosophie, avec la théologie, a beaucoup conduit à l'avancement de ceux qui les enseignaient à des places de la plus haute autorité juste sous l'autorité des Rois eux-mêmes dans la plupart des anciens royaumes du monde, comme on le voit manifestement dans l'histoire de ces époques.

(91)B. Je vous prie de me citer quelques-uns de ces auteurs et de ces lieux.

A. D'abord, qu'étaient les druides des anciens temps en Bretagne et en France ? Quelle autorité ils avaient, vous pouvez le voir dans César, Strabon et d'autres, et surtout chez Diodore de Sicile, peut-être le plus grand antiquaire qui ait existé, qui, parlant des druides de France (qu'il appelle Sarovides) dit ceci : *« Il y a aussi parmi eux certains philosophes et théologiens qui sont extrêmement honorés et qu'ils utilisent comme prophètes. Ces hommes, grâce à leur habileté*

dans les augures et dans l'inspection des entrailles des bêtes sacrifiées, prédisent ce qui va arriver et la multitude leur obéit. » Et, un peu plus loin, on lit : « C'est une coutume, chez eux, qu'aucun homme ne puisse faire des sacrifices sans un philosophe parce que (disent-ils) les hommes ne doivent présenter leurs actions de grâce aux dieux que par ceux qui connaissent la nature divine, qui, pour ainsi dire, parlent la même langue qu'eux et qui doivent prier pour toutes les bonnes choses. »

B. Je ne peux guère croire que ces druides avaient quelque talent en philosophie naturelle ou en philosophie morale.

A. Moi non plus car ils soutenaient et enseignaient la transmigration des âmes d'un corps dans l'autre, comme Pythagore. Je ne sais pas s'ils lui ont emprunté cette opinion ou si c'est l'inverse.

Qu'étaient les mages en Perse, sinon des philosophes et des astrologues ? Vous savez comment ils vinrent trouver notre Sauveur sous la conduite d'une étoile, soit de la Perse elle-même, soit de quelque autre pays plus à l'est de la Judée. N'avaient-ils pas une grande autorité dans leur pays ? Dans la plupart des pays de la Chrétienté, ne pense-t-on pas qu'ils étaient Rois ?

Beaucoup ont pensé que l'Egypte était le plus ancien royaume, la plus ancienne nation du monde et que leurs prêtres avaient, dans les affaires civiles, le plus grand pouvoir qu'eurent jamais des sujets dans aucune nation. Et qu'étaient-ils sinon des philosophes et des théologiens. Le même Diodore de Sicile dit d'eux : *« Tout le pays (d'Egypte) étant divisé en trois parties, le corps des prêtres en avait une, comme ayant un très grand crédit auprès du peuple, aussi bien pour ses dévotions aux (92) dieux que pour les connaissances acquises par l'éducation. »* Et immédiatement après : *« Car, en général, ces hommes, dans les plus grandes affaires, sont les conseillers du Roi, en partie exécutant, en partie l'informant et le conseillant ; lui prédisant aussi (par leur habileté en astrologie et dans l'inspection des sacrifices) les choses à venir, et lui lisant dans les livres sacrés les actions qui y sont décrites et qu'il lui est profitable de connaître. Ce n'est pas dans ce pays comme en Grèce où un seul homme ou une seule famille détient la prêtrise : ils sont nombreux à s'occuper des honneurs et des sacrifices pour les*

dieux et ils laissent les mêmes emplois à leur postérité qui, juste au-dessous du Roi, ont le plus grand pouvoir et la plus grande autorité. »

Sur l'organisation de la justice chez les Egyptiens, il dit : « *Dans les cités les plus éminentes, Hiéropolis, Thèbes et Memphis, ils choisissent des juges qui forment un conseil qui n'est pas inférieur à celui de l'Aréopage d'Athènes ou du sénat de Lacédémone. Quand ils sont assemblés, au nombre de trente, ils choisissent parmi eux un homme qui sera juge suprême, et la cité d'où il vient en envoie un autre à sa place. Le juge suprême porte autour de son cou, sur une chaîne en or, un bijou de pierres précieuses dont le nom est vérité. Quand le juge suprême l'a mis, le procès commence, etc., et, quand les juges se sont accordés sur le jugement, le juge suprême applique ce bijou de vérité sur l'une des parties.* » Vous voyez maintenant quel pouvoir on acquerrait dans les affaires civiles par la conjonction de la philosophie et de la théologie.

Venons-en maintenant à la république des juifs. La prêtrise n'était-elle pas dans une famille (à savoir les Lévites) comme la prêtrise d'Egypte ? Le grand prêtre ne rendait-il pas le jugement par le pectoral d'Ourim et de Thoumim ? Considérez le royaume d'Assyrie et les philosophes appelés Chaldéens. N'avaient-ils pas des terres et des villes appartenant à leur famille, même du temps d'Abraham qui habitait (vous le savez) à Ur des Chaldéens. D'eux, le même auteur (93) dit : « *Les Chaldéens sont une secte politique, comme celle des prêtres égyptiens car, étant ordonnés pour le service des dieux, ils passent tout le temps de leur vie dans la philosophie, ayant une très très grande réputation en astrologie, prétendant faire beaucoup de prophéties, prédisant les choses à venir par des purifications et des sacrifices, prétendant aussi découvrir les moyens d'empêcher le mal et de faire venir le bien. Ils sont aussi habiles dans les augures et dans l'interprétation des rêves et des miracles et ils ne sont pas malhabiles dans l'art de prédire par les entrailles des bêtes sacrifiées. Ils ne possèdent pas leur savoir comme les Grecs car la philosophie des Chaldéens passe dans leur famille par tradition et le fils la reçoit de son père.* »

De l'Assyrie, passons à l'Inde et voyons dans quelle estime y sont les philosophes. « *L'entière multitude (dit Diodore) des Indiens est divisée en sept parties, dont la première est le corps des philosophes, la plus petite en nombre et la plus grande en éminence car ils sont exemptés d'impôts et, de même qu'ils ne sont pas maîtres des autres, les autres ne sont pas maîtres d'eux. Ils sont appelés par des*

particuliers aux sacrifices et au soin d'enterrer les morts car on pense qu'ils sont bien-aimés des dieux et habiles dans la doctrine concernant l'enfer. Pour cet emploi, ils reçoivent des dons et des honneurs très considérables. Ils sont aussi très utiles au peuple d'Inde car, assemblés au début de l'année en une grande assemblée, ils prédisent alors les grandes sécheresses, les grandes pluies, les vents, les maladies et tout ce qui lui est profitable de connaître à l'avance. »

Le même auteur, sur les lois des Ethiopiens, dit : *« Les lois des Ethiopiens semblent être très différentes de celles des autres nations, surtout en ce qui concerne l'élection de leurs Rois. En effet, les prêtres proposent, parmi eux, l'un des principaux prêtres, nommé dans un catalogue, que le dieu (qui, selon une certaine coutume, est promené lors des fêtes) accepte. La multitude l'élit comme Roi et, immédiatement, l'adore et l'honore comme un dieu placé au gouvernement par la providence divine. Le Roi étant choisi, (94) sa façon de vivre est limitée par les lois et il fait toutes les autres choses selon la coutume du pays, ne récompensant et ne punissant un homme que selon ce qui est établi chez eux depuis le commencement comme loi. Ils n'ont pas coutume de mettre un homme à mort, bien qu'il y soit condamné, mais ils lui envoient un officier avec un signe de mort et, quand il voit ce signe, il rentre immédiatement chez lui et se suicide. »* Immédiatement après, on lit : *« Mais la chose la plus étrange de toutes est ce qu'ils font concernant la mort de leurs Rois car les prêtres, qui vivent à Méroé et passent tout leur temps à adorer et honorer leurs dieux et qui ont l'autorité la plus grande, quand ils en ont envie, envoient un messenger au Roi pour lui ordonner de mourir parce que les dieux en ont donné l'ordre et parce que les commandements des immortels ne doivent en aucun cas être négligés par ceux qui sont mortels par nature ; et ils utilisent aussi pour lui d'autres discours que des hommes de jugement simple, qui n'ont pas assez de raison pour s'opposer à ces ordres inutiles, qui ont été éduqués dans une vieille coutume indélébile, acceptent sans problème. Donc, dans les premiers temps, les Rois obéissaient aux prêtres. Ils n'étaient pas maîtrisés par la force et les armes mais c'était leur raison qui était maîtrisée par la superstition. Mais, à l'époque de Ptolémée II, Ergaménès, qui avait reçu sa culture philosophique à la manière des Grecs, le premier à oser mépriser leur pouvoir, prit son courage à deux mains comme il convient à un Roi, vint avec des soldats à un endroit nommé Abaton, où se trouvait alors le temple des Ethiopiens, tua tous les prêtres, abolit la coutume et rectifia le royaume selon sa volonté. »*

B. Bien que ceux qui furent tués fussent des imposteurs damnables, cet acte fut cependant un acte cruel.

A. Il le fut en effet. Mais n'étaient-ce pas les prêtres qui étaient cruels, forçant des Rois qu'ils adoraient peu avant comme des dieux à se supprimer ? Le Roi les tua pour la sécurité de sa personne, eux les tuaient par ambition ou par amour du changement. Pour l'acte du Roi, on pouvait prétexter le bien de son peuple mais les prêtres n'avaient aucun prétexte contre leurs Rois qui étaient certainement très pieux car, s'ils ne l'avaient pas été, ils n'auraient jamais (95) obéi à l'ordre de se tuer donné par un messenger sans armes. Notre feu Roi, peut-être le meilleur Roi qui ait jamais existé, vous le savez, fut assassiné, ayant d'abord été persécuté par la guerre, à l'incitation des ministres presbytériens qui sont donc coupables de la mort de tous ceux qui tombèrent dans cette guerre, qui furent, je crois, en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, près de 100.000. N'aurait-il pas été préférable que ces ministres séditieux, qui étaient peut-être un millier, fussent tués avant de prêcher ? C'aurait été (je l'avoue) un grand massacre mais la mort de 100.000 est un plus grand massacre.

B. Je suis content que les évêques aient été extérieurs à cette affaire. Quand à l'ambition que certains leur prêtent, elle ne s'est pas montrée dans cette affaire car ils étaient les ennemis de ceux qui y trempaient. [Bien qu'ils aient prétendu à un droit divin (ne dépendant pas de la permission du Roi) au gouvernement de l'Eglise, étant cependant peu nombreux et étant peu en faveur auprès du peuple, comment pouvaient-ils ne pas choisir d'être (du côté du Roi ?)]

A. Je n'entends pas, par ces citations, louer la théologie ou la philosophie de ces peuples païens mais seulement montrer quel effet la réputation de ces sciences pouvait avoir sur le peuple. En effet, leur théologie n'était que de l'idolâtrie et leur philosophie (à l'exception de la connaissance que les prêtres égyptiens, et par eux les Chaldéens, avaient acquise par une longue observation et une longue étude en astronomie, en géométrie et en arithmétique) n'était pas grand-chose et des

abus en étaient faits pour pratiquer l'astrologie et dire la bonne aventure ; tandis que la théologie du clergé de cette nation, si on la considère à part du mélange (qui a été introduit par l'Eglise de Rome et maintenu en partie ici) de la philosophie bavarde d'Aristote et d'autres Grecs, qui n'a aucune affinité avec la religion et qui ne sert qu'à nourrir la désaffection, les dissensions et finalement la sédition et la guerre civile (comme nous l'avons observé par une coûteuse expérience dans les différends entre les presbytériens et les épiscopaliens), est la vraie religion. Pour ce qui est de ces différends, les deux partis, dès qu'ils vinrent au pouvoir, supprimèrent non seulement leurs principes respectifs mais aussi (96) toute doctrine qui regardait d'un mauvais œil leurs intérêts et, par conséquent, toute vraie philosophie, spécialement la philosophie civile et morale qui ne peut jamais se montrer propice à l'ambition ou à une exemption de l'obéissance due au pouvoir souverain. [Cette réputation qu'ils ont dans les sciences ne provient pas de quelque chose qu'ils ont effectué par ces sciences mais de l'infirmité du peuple qui n'y comprend rien et qui n'admire que ce qu'il ne comprend pas. On a récemment érigé une compagnie de gentlemen pour la promotion de la philosophie naturelle et des mathématiques. ¹²⁴ Ce qu'ils produiront, je n'en sais encore rien mais je suis certain que l'autorité de donner un imprimatur aux livres qui seront écrits sur ce sujet ne se trouve pas en eux mais en certains théologiens qui n'ont aucune connaissance en physique et absolument aucune en mathématiques.]

Après que le Roi eut accusé Lord Kimbolton, un membre de la Chambre des Lords, et Hollis, Haslerig, Hampden, Pym et Stroud, cinq membres de la Chambre Basse, de haute trahison, et après que le Parlement eut expulsé par un vote les évêques de la Chambre des Pairs, ils poursuivirent surtout deux choses dans les pétitions adressées à sa Majesté : l'une était que le Roi déclarât qui étaient les personnes qui lui avaient conseillé d'aller, comme il le fit, au Parlement les appréhender, et qu'il les livrât au Parlement pour qu'ils reçussent le châtiment qui convenait. Ils firent cela pour frapper sa Majesté du déshonneur d'avoir abandonné ses amis et de les avoir dénoncés à ses ennemis. L'autre chose était qu'il les autorisât à avoir une garde venant de la cité de Londres, commandée par le Comte d'Essex, car ils prétendaient que, autrement, ils ne pouvaient siéger en toute sécurité, lequel prétexte n'était qu'une façon de blâmer sa Majesté d'être venu au Par-

¹²⁴ La *Royal Society*. (NdT)

lement mieux accompagné qu'à l'ordinaire pour saisir les cinq membres sédi-tieux.

B. Je ne vois pas pourquoi, en demandant une garde, ils la fixèrent à Londres et pourquoi ils proposèrent le Comte d'Essex pour le commandement, à moins qu'ils ne voulussent que le Roi comprît que c'était une garde contre lui-même.

(97) A. Leur intention était que le Roi le comprît [effectivement] ainsi et (comme je le crois vraiment), ils voulaient qu'il prît cela comme un affront et que le Roi lui-même, le comprenant ainsi, refusât de la leur accorder, bien qu'il fût prêt, s'ils ne pouvaient pas être contentés autrement, à commander une garde pour les servir, dont il fût responsable devant Dieu Tout-Puissant. De plus, la cité de Londres demanda au Roi (cela était sans aucun doute organisé par certains membres de la Chambre Basse) que la Tour de Londres fût mise entre les mains de personnes de confiance, entendant par là des personnes que le Parlement approuverait, et de constituer une garde pour assurer la sécurité de sa Majesté et du Parlement. Cette méthode d'apporter des pétitions d'une manière tumultueuse, avec le peuple, en grandes foules bruyantes, était ordinaire à la Chambre des Communes dont l'ambition n'aurait jamais pu être servie par des prières et des requêtes, sans une terreur extraordinaire.

B. Après que le Roi eut renoncé à poursuivre les cinq membres et qu'il eut refusé de faire connaître les noms de ceux qui lui avaient conseillé de venir en personne à la Chambre des Communes, ils firent subir un interrogatoire au procureur général qui avait produit contre eux les articles sur ordre du Roi et, par un vote, décidèrent qu'il avait porté atteinte au privilège du Parlement ; et, sans aucun doute, ils lui auraient fait sentir leur cruauté s'il n'avait pas rapidement fui le pays.

A. Environ vers la fin janvier, il y eut un ordre des deux Chambres du Parlement pour empêcher l'envoi de commandants papistes en Irlande. Ils ne craignaient pas cela mais craignaient surtout que, à cette occasion, le Roi, choisissant lui-même ses commandants pour ce service, pût trouver de l'aide en Irlande

contre le Parlement. Mais c'était peu de choses en comparaison d'une pétition qu'ils envoyèrent à sa majesté à peu près à la même époque, c'est-à-dire le 27 ou le 28 janvier 1641, dans laquelle ils désiraient réellement la souveraineté absolue d'Angleterre, même s'ils n'osaient pas la revendiquer sous ce nom tant que le Roi était vivant. En effet, afin de chasser de ce royaume les craintes et les dangers et afin de prévenir les desseins malveillants de ceux qui étaient les ennemis de la paix, ils priaient que (98) sa Majesté voulût bien mettre sur-le-champ, premièrement la Tour de Londres, deuxièmement, toutes les autres places fortes, troisièmement, toute la *milice* (militia) du royaume entre les mains de personnes qui lui seraient recommandées par les deux Chambres du Parlement. Et ils appelèrent cela une pétition nécessaire.

B. Est-ce qu'on conçut chez nous, en général, de telles craintes et de tels dangers ou est-ce qu'il n'apparut pas à cette époque des ennemis avec des intentions telles que celles qui sont mentionnées dans la pétition ?

A. Oui mais aucune crainte de dangers autres que ceux qu'un homme honnête et sensé peut avoir à juste titre des desseins du Parlement lui-même qui fut le plus grand ennemi qu'il fut possible de la paix du royaume. Il vaut aussi la peine de remarquer que cette pétition commence par ces mots « Très gracieux souverain ». Ils étaient si stupides qu'ils ne savaient pas que celui qui est maître de la *milice* (militia) est maître du royaume et qu'il est donc en possession de la souveraineté la plus absolue. Le Roi était maintenant à Windsor pour éviter les tumultes du peuple devant les portes de Whitehall, avec les vociférations et les affronts qu'on y trouvait. Le 9 février suivant, il alla à Hampton Court, d'où il partit pour Douvres avec la reine et la princesse d'Orange, sa sœur, où elles embarquèrent pour la Hollande, mais le Roi retourna à Greenwich où il fit venir le prince de Galles et le duc d'York, puis il partit avec eux vers York.

B. Les Lords se joignirent-ils aux Communes dans cette pétition au sujet de la *Milice* (militia) ?

A. Il le semble si l'on se fie au titre. Je crois qu'ils n'osaient pas faire autrement. La Chambre des Communes les tenait pour des zéros, des hommes qui n'avaient qu'un titre mais aucun pouvoir réel. Peut-être aussi la plupart d'entre eux pensèrent-ils que d'ôter la milice (*militia*) au Roi serait ajouter quelque chose à leur propre pouvoir, en quoi ils se trompaient beaucoup car la Chambre des Communes n'eut jamais l'intention de la leur faire partager.

B. Quelle réponse le Roi fit-il à cette pétition au sujet de la *milice* (*militia*)?

A. « *Que, quand il connaîtra l'étendue du pouvoir des personnes qu'ils ont (99) l'intention d'établir commandants de la milice (militia) dans les différents comtés et, aussi, quand il saura à quelle durée sera limité ce commandement, aucun pouvoir ne sera exécuté par sa Majesté seule sans l'avis du Parlement. Alors, elle déclarera (pour la sécurité contre les dangers et les jalousies) qu'elle veut bien confier toutes les places des différents comtés, aussi bien des forts que de la milice (militia), aux personnes que les Chambres du Parlement approuveront ou lui recommanderont. Il faudra pour cela qu'elles donnent auparavant à sa Majesté les noms des personnes qu'elles approuvent ou recommandent, à moins que le Roi n'ait de justes et indiscutables remontrances à faire sur les personnes nommées.* »

B. Quel pouvoir, pour quelle durée et pour qui, le Parlement exigea-t-il pour la *milice* (*militia*) ?

A. Le même pouvoir que le Roi avait placé avant en ses lieutenants et en leurs adjoints dans les différents comtés, et sans aucune autre limite de temps que leur bon plaisir.

B. Quels étaient les hommes qui devaient avoir ce pouvoir ?

A. Il y en a un catalogue imprimé. Ils sont très nombreux et la plupart sont des Lords. Il n'est pas nécessaire de les nommer car le faire (selon moi) serait les marquer au fer rouge pour leur déloyauté ou leur folie. Quand ils eurent fait le catalogue, ils l'envoyèrent au Roi avec une nouvelle pétition sur la milice (*militia*). Immédiatement après, ils envoyèrent aussi un message à sa Majesté, la priant de laisser le prince à Hampton Court mais le Roi n'accorda ni l'un, ni l'autre.

B. Ce fut toutefois une sage action de leur part d'obtenir des otages (s'ils le purent) du Roi avant qu'il s'en aille loin d'eux.

A. Entre-temps, afin de lever de l'argent pour réduire l'Irlande, le Parlement invita des hommes à mettre leur argent dans des investissements d'aventurier selon ces propositions. 1. Que deux millions cinq cent milles acres de terre d'Irlande (100) soient attribués aux investisseurs dans cette proportion :

Pour un investissement de

: 200.*l.* = 1.000 acres en Ulster.

: 300 *l.* = 1.000 acres en Connaught

: 450 *l.* = 1.000 acres en Munster.

: 600.*l.* = 1.000 acres en Leinster.

Tout cela selon la mesure anglaise et consistant en prairies, terres arables et herbages exploitables, marais, bois et montagnes improductives en plus. 2 Un revenu d'un à trois pence sur chaque acre serait réservé à la Couronne. 3. Des commissions seraient envoyées par le Parlement pour ériger des manoirs, coloniser les terrains vagues et les communs, soutenir la prédication des ministres, créer des corporations et réglementer les plantations. Le reste des propositions ne concerne que les dates et les modes de paiement des sommes souscrites par les investisseurs. A ces propositions, sa Majesté donna son accord mais, à la pétition sur la *milice* (*militia*), sa Majesté refusa de donner son accord.

B. Si cela n'avait pas été le cas, j'en aurais été très étonné. Que fit ensuite le Parlement ?

A. Il lui envoya une autre pétition qui lui fut présentée alors qu'il était à Théobalds, en route vers York et, dans cette pétition, ils lui disaient clairement que : *à moins qu'il lui plût de leur assurer par les messagers qu'ils lui envoyaient qu'il donnerait rapidement son assentiment royal pour satisfaire leurs précédents désirs, ils seraient forcés, pour la sécurité de sa Majesté et de ses royaumes, de disposer de la milice (militia) par l'autorité des deux chambres, etc.* Ils demandaient aussi à sa Majesté de laisser le prince à Saint James ou une autre personne de la maison du Roi près de Londres. Ils lui disaient aussi que le pouvoir de lever, de commander la *milice* (militia), et d'en disposer, pouvait être accordé à aucune corporation sans l'autorité et le consentement du Parlement et que les parties du royaume qui s'étaient mises dans une position de défense ne l'avaient fait que par la direction des deux Chambres et étaient justifiables par les lois de ce royaume.

B. Que le Roi répondit-il à cela ?

(101) A. Il refusa catégoriquement, non seulement la *milice* (militia), mais aussi la résidence du Prince près de Londres. Après quoi ils se mirent immédiatement à voter ce qui suit : 1. Que la réponse de sa Majesté était un refus de donner la *milice* (militia). 2. Que ceux qui avaient conseillé ce refus à sa Majesté étaient des ennemis de l'Etat. 3. Que les parties du royaume qui s'étaient mises en position de défense n'avaient rien fait que de justifiable.

B. Qu'appelaient-ils une position de défense ?

A. C'était se mettre en armes sous le commandement d'officiers approuvés par le Parlement. 4. Ils votèrent que sa Majesté voulût bien répondre à leur désir que le Prince demeurât près de Londres. Enfin, ils votèrent une déclaration des deux Chambres, à envoyer à sa Majesté, dans laquelle ils l'accusaient du dessein de changer la religion mais ils ne l'accusaient pas directement mais accusaient ceux qui l'avaient conseillé, qui furent aussi accusés d'avoir fomenté et engagé la guerre d'Ecosse et d'avoir formé la rébellion d'Irlande. Et ils blâmèrent de nou-

veau le Roi d'avoir accusé Lord Kimbolton et les cinq membres et d'avoir été au courant de l'intention d'utiliser son armée, qui avait été levée contre les Ecossais, contre le Parlement. Sa Majesté envoya sa réponse de Newmarket. Sur ce, il fut résolu par les deux Chambres que, en cas d'extrême danger et de refus de sa Majesté, l'ordonnance sur la *milice* (militia), qui avait reçu l'assentiment des deux Chambres, obligeait le peuple par les lois fondamentales du royaume ; et aussi que quiconque exercerait un pouvoir sur la *milice* (militia) en prétextant une commission de lieutenance sans le consentement des deux Chambres du Parlement serait considéré comme un perturbateur de la paix du royaume. Sur ce, sa Majesté envoya un message de Huntingdon aux deux Chambres dans laquelle elle exigeait l'obéissance aux lois établies et interdisait à tous les sujets, sous prétexte de leur ordonnance, d'exécuter une chose concernant la *milice* (militia) qui ne serait pas autorisée par ces lois. Sur ce, le Parlement, par un vote, confirma la validité de ses précédents votes et déclara aussi que, quand les Lords et les Communes du Parlement (102), qui est la cour suprême de justice du royaume, déclareront ce qu'est la loi du pays, la mettre en doute ou la contredire sera une grave infraction aux privilèges du Parlement.

B. Je pensais que c'est celui qui fait la loi qui doit déclarer ce qu'est la loi car qu'est-ce d'autre, faire une loi, que de déclarer ce qu'elle est ? De sorte qu'ils avaient pris au Roi, non seulement la *milice* (militia), mais aussi le pouvoir législatif.

A. C'est exact mais je considère que le pouvoir législatif (et, en vérité, tout pouvoir possible) est contenu dans le pouvoir de la *milice* (militia). Après cela, ils saisirent l'argent qui était dû à sa majesté en vertu de la loi de tonnage et de poundage ¹²⁵ et de la loi des subsides pour l'empêcher d'agir de toutes les manières possibles. Ils lui envoyèrent aussi de nombreuses pétitions et de nombreux messages arrogants après son arrivée à York. Parmi eux, on en trouvait un ainsi rédigée : « Comme le Lord Amiral, indisposé physiquement, ne peut commander la flotte en personne, il lui a plu de donner autorité au comte de Warwick pour le

¹²⁵ Voir note antérieure. (NdT)

remplacer » alors qu'ils savaient que le Roi avait déjà mis dans cet emploi Sir John Pennington.

B. A quelle fin le Roi admettait-il tant de pétitions, de messages, de déclarations et de remontrances et pourquoi daignait-il y répondre alors qu'il ne pouvait que voir clairement qu'ils étaient résolus à lui ôter son pouvoir royal et par conséquent sa vie ? En effet, pour leur sécurité, ils ne pouvaient le laisser vivre ou laisser vivre sa postérité après toutes les offenses commises à son égard.

A. En plus, le Parlement avait au même moment un comité résidant à York, aussi bien pour espionner ce que sa Majesté faisait que pour en informer le Parlement, et aussi pour empêcher le Roi de gagner à son parti le peuple de ce comté ; de sorte que, alors que sa Majesté courtisait les gentilshommes de l'endroit, le comité excitait les petits propriétaires contre lui ; ce à quoi contribuèrent beaucoup aussi les ministres ; de sorte que le Roi manqua cette occasion à York.

(103) B. Pourquoi le Roi ne se saisit-il pas du comité et ne le fit-il pas conduire hors de la ville ?

A. Je ne sais pas mais je crois qu'il savait que le Parlement avait un parti plus important que le sien, non seulement dans le Yorkshire mais aussi à York. Vers la fin du mois d'avril, le Roi, sur une pétition du peuple du Yorkshire qui désirait que l'entrepôt de munitions de Hull demeurât là pour une plus grande sécurité des régions du nord, jugea bon de s'en emparer. Il avait peu avant nommé gouverneur de cette ville le comte de Newcastle mais les habitants de la ville, ayant déjà été corrompus par le Parlement, refusèrent de le recevoir mais ne refusèrent pas de recevoir Sir John Hotham, nommé gouverneur de l'endroit par le Parlement. Le Roi, arrivant donc devant la ville, gardé seulement par ses propres serviteurs et par quelques gentilshommes du comté, se vit refuser l'entrée par Sir John Hotham qui se tenait sur le mur d'enceinte. ¹²⁶ A cause de cet acte, le Roi le fit immédia-

¹²⁶ Voir aussi page 120. (NdT)

tement déclarer traître et il envoya un message au Parlement, exigeant que justice fût faite à l'égard dudit Hotham et que la ville et l'entrepôt de munitions lui fussent livrés. Le parlement ne fit aucune réponse à cette demande mais, au lieu de cela, publia une autre déclaration dans laquelle ils n'omirent aucune de leurs précédentes calomnies contre le gouvernement de sa Majesté et ils y insérèrent certaines propositions qui présentaient les droits auxquels ils prétendaient, à savoir :

1. Que tout ce qu'ils déclareront être loi ne devra pas être remis en question par le Roi.
2. Qu'aucun précédent ne pourra constituer une limite bornant leurs actes.
3. Que le Parlement, pour le bien public, pourra disposer de toute chose sur laquelle le Roi ou un sujet a un droit, et qu'ils sont, sans le Roi, ce Parlement et le juge du bien public, sans que le consentement du Roi soit nécessaire.
4. Qu'aucun membre de l'une des Chambres ne devra être inquiété pour trahison, félonie ou pour un autre crime, à moins que la cause ne soit d'abord amenée devant le Parlement pour qu'il puisse juger du fait et donner, s'il en voit la raison, l'autorisation de poursuivre.
5. Que le pouvoir souverain réside dans les deux Chambres et que le Roi ne doit avoir aucun droit de veto. (104)
6. Que la levée de forces armées contre le commandement personnel du Roi (quoiqu'accompagné de sa présence) n'est pas une déclaration de guerre contre le Roi mais que la déclaration de guerre contre sa personne politique, c'est-à-dire contre ses lois, etc., quoique non accompagnée de sa personne, est une déclaration de guerre contre le Roi.
7. Que la trahison ne peut être commise contre sa personne que si on lui a confié le royaume et qu'il s'acquitte de cette mission ; et que ce sont les membres du Parlement qui ont le pouvoir de juger s'il s'en acquitte ou non.
8. Qu'ils peuvent déposer le Roi quand ils le veulent.

B. Voilà une affaire claire, sans hypocrisie ! La cité de Londres put-elle avaler cela ?

A. Oui, et plus aussi, si nécessaire. Londres, vous le savez, a un grand ventre mais n'a ni palais, ni goût du vrai et du faux. Dans les minutes du Parlement d'Henri IV, parmi les articles du serment que fit le Roi à son couronnement, on en trouve un rédigé ainsi : *Concedes justas leges et consuetudines esse tenendas; et promittes per te eas esse protegendas, et ad honorem Dei corroborandas, quas*

vulgus elegerit. ¹²⁷ C'est ce que le Parlement avança pour son autorité législative et il interprète donc *quas vulgus elegerit* comme *que le peuple choisira*, comme si le Roi devait jurer de confirmer et de protéger des lois avant qu'elles ne fussent faites, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, alors que l'expression ne signifie que ceci : qu'il confirmera et protégera les lois qu'ils auront choisies, c'est-à-dire les actes du Parlement siégeant alors. Et, dans les registres de l'Echiquier, on trouve : « *Garantirez-vous de tenir et de garder les lois et les justes coutumes du peuple de ce royaume et les défendrez-vous et les soutiendrez-vous, etc. ?* » Et ce fut la réponse que sa Majesté fit sur ce point.

B. Et je juge cette réponse très complète et très claire. Mais, si les mots devaient être interprétés dans l'autre sens, je ne vois cependant pas la raison pour laquelle le Roi devrait être tenu de prêter serment. En effet, Henri IV vint à la Couronne grâce aux votes d'un Parlement qui n'était pas moins malveillant que ce Long Parlement qui déposa et assassina son Roi légitime, (105) sauf que ce ne fut pas le Parlement lui-même mais l'usurpateur qui assassina le Roi Richard II.

A. Environ une semaine après, au début du mois de mai, le Parlement envoya au Roi un autre écrit qu'ils avaient appelé l'humble pétition et avis des deux Chambres, contenant dix-neuf propositions. Quand vous les connaîtrez, vous pourrez juger quel pouvoir ils entendaient laisser au Roi au-delà du pouvoir que détient l'un quelconque de ses sujets. La première proposition était celle-ci :

1. Que les Lords, les autres membres du conseil privé de sa Majesté et tous les grands officiers et ministres d'Etat, à l'intérieur comme à l'étranger, soient démis de leurs fonctions et du conseil, à l'exception de ceux qui seront approuvés par les deux Chambres du Parlement ; et que personne ne soit mis à leur place sans l'approbation desdites Chambres ; et que tous les conseillers privés prêtent serment pour exécuter comme il convient leur charge dans des formes sur lesquelles s'accorderont lesdites Chambres.

¹²⁷ «Tu admets que de justes lois et coutumes doivent être gardées et tu garantis qu'elles devront être protégées par toi, et que celles que le peuple aura choisies devront être renforcées pour l'honneur de Dieu.» (Traduction d'Isabelle Folliot) (NdT)

2. Que les affaires importantes du royaume soient débattues, résolues et traitées seulement au Parlement et que ceux qui prétendent faire quelque chose de contraire soient empêchés par la censure du Parlement ; que les autres affaires d'Etat qui sont du ressort du conseil privé de sa Majesté soient débattues et conclues par ceux qui seront régulièrement choisis pour cet emploi par les deux Chambres du Parlement ; et qu'aucun acte public concernant les affaires du royaume qui sont du ressort du conseil privé ne soit jugé valide, en tant que provenant de l'autorité royale, que s'il est fait avec l'avis et le consentement de la majorité du conseil attesté par leurs signatures ; et que ce conseil n'ait pas plus de vingt-cinq membres et pas moins de quinze membres ; et que, quand la place d'un conseiller sera vacante entre deux sessions du Parlement, elle ne soit pas pourvue sans l'assentiment de la majorité du conseil ; et que ce choix sera nul s'il n'est pas confirmé par le Parlement suivant.

3. Que le Lord Grand Intendant d'Angleterre, le Lord Grand Connétable, le Lord Chancelier, ou le Lord Garde du Grand (106) Sceau, le Lord Trésorier, le Lord du Sceau Privé, le Comte Maréchal, le Gouverneur des cinq ports, le Grand Gouverneur d'Irlande, le Chancelier de l'Echiquier, le Président de la Cour des Tutelles, les Secrétaires d'Etat, les deux Grands Juges et le Juge présidant la Cour de l'Echiquier soient toujours choisis avec l'approbation des deux Chambres du Parlement et, pendant deux sessions du Parlement, par la majorité du conseil privé.

4. Que les gouverneurs des enfants du Roi seront ceux que les deux Chambres approuveront et, entre les sessions du Parlement, ceux que le conseil privé approuvera ; et que les serviteurs qui s'occuperont de ces enfants soient renvoyés si les Chambres ont contre eux un juste reproche.

5. Qu'aucun mariage concernant les enfants du Roi ne soit conclu ou traité sans le consentement du Parlement.

6. Que les lois en vigueur contre les jésuites, les prêtres et les réfractaires papistes soient mises à exécution avec rigueur.

7. Que le droit de vote soit ôté aux Lords papistes de la Chambre des Pairs et qu'une loi passe concernant l'éducation des enfants des papistes dans la religion protestante.

8. Qu'il plaise au Roi de réformer le gouvernement et la liturgie selon la manière qui sera conseillée par les deux Chambres du Parlement.

9. Que le Roi veuille se satisfaire de l'organisation que les Lords et les Communes ont choisie pour organiser la *milice* (militia); et qu'il revienne sur ses déclarations et proclamations contre elle.

10. Que les membres qui ont été chassés de leur poste ou de leur fonction depuis le début du Parlement puissent être réintégrés ou être dédommagés.

11. Que tous les conseillers privés et juges prêtent serment (dont la forme sera établie par le Parlement et acceptée par lui) pour soutenir la pétition du droit et certains statuts faits par le Parlement.

12. Que tous les juges et officiers placés avec l'approbation des deux Chambres du Parlement puissent tenir leur place *quam diu bene se gesserint*. ¹²⁸

13. Que la justice du Parlement puisse retomber sur tous les (107) délinquants, qu'ils soient à l'intérieur du royaume ou qu'ils se soient enfuis ; et que toutes les personnes citées par l'une ou l'autre des Chambres du Parlement puissent comparaître et subir la condamnation du Parlement.

14. Que l'amnistie générale offerte par sa Majesté soit accordée avec les exceptions qui seront conseillées par les deux Chambres du Parlement.

B. Que cet article était vindicatif ! Tout le reste procédait de l'ambition, à laquelle sont souvent portés des hommes d'un bon naturel. Mais tout cela procédait d'une cruauté inhumaine et diabolique.

A.15. Que les forts et les châteaux soient mis sous le commandement de personnes qui, avec l'approbation du Parlement, seront nommées par le Roi.

16. Que les gardes extraordinaires du Roi soient relevés de leurs fonctions et que, à l'avenir, personne ne soit nommé, sinon selon la loi et dans des cas de rébellion ou d'invasion réelles.

¹²⁸ « aussi longtemps qu'ils se comporteront bien. » (Traduction d'Isabelle Folliot) (NdT)

B. Il me semble que ces propositions-mêmes envoyées au Roi sont une réelle rébellion.

A. 17. Qu'il plaise à sa Majesté de conclure une alliance plus stricte avec les Provinces Unies et avec les autres princes et Etats protestants voisins.

18. Qu'il plaise à sa Majesté, par un acte du Parlement, de disculper Lord Kimbolton et les cinq membres de la Chambre des Communes de telle manière que les Parlements futurs puissent être à l'abri de ce funeste précédent.

19. Qu'il plaise à sa Majesté de faire passer une loi pour empêcher les futurs pairs de siéger et de voter au Parlement, à moins qu'ils n'y soient autorisés par le consentement des deux Chambres du Parlement.

Ces propositions accordées, ils promettent de s'appliquer à régler le revenu de sa Majesté à son plus grand avantage et de l'établir de façon à soutenir sa dignité royale dans l'honneur et l'abondance ; et aussi de mettre la ville de Hull dans les mains de celui que sa Majesté désignera avec le consentement du Parlement.

B. La mettre dans les mains de celui que sa Majesté (108) désignera avec le consentement des pétitionnaires, n'est-ce pas simplement la garder dans leurs mains comme avant ? Manquaient-ils ou le Roi manquait-il de bon sens pour ne pas s'apercevoir que leur promesse sur ce point ne valait rien ?

A. Après l'envoi de ces propositions au Roi et le refus de sa Majesté de les accepter, les deux côtés commencèrent à préparer la guerre. Le Roi leva une garde pour sa personne dans le Yorkshire et le Parlement, ayant déclaré par un vote que le Roi avait l'intention de faire la guerre à son Parlement, donna l'ordre de rassembler et d'entraîner le peuple en armes et il publia des propositions qui invitaient et encourageaient les gens à apporter de l'argent ou de l'argenterie ou de promettre par écrit de fournir et d'entretenir un certain nombre de chevaux, de cavaliers et d'armes pour la défense du Roi et du Parlement (par le mot Roi, ils entendaient, comme ils l'avaient antérieurement déclaré, non sa personne mais ses

lois), promettant de rembourser l'argent avec un intérêt de 8 livres pour cent, et la valeur de l'argenterie à douze pence l'once pour la façon. D'un autre côté, le Roi vint à Nottingham, y installa son étendard royal et fit l'appel du ban ¹²⁹ pour appeler ceux qui, par les anciennes lois d'Angleterre, étaient tenus de le servir à la guerre. A cette occasion furent échangées diverses déclarations entre le Roi et le Parlement sur la légalité de ce ban, déclarations qui sont trop longues pour que je vous en parle maintenant.

B. Je ne désire pas non plus entendre un plaidoyer sur cette question. En effet, je pense que la loi générale de *salus populi* et le droit de se défendre contre ceux qui lui avaient pris le pouvoir souverain suffisent pour rendre légal tout ce qu'il ferait pour recouvrer son royaume ou punir les rebelles.

A. Entre-temps, le Parlement avait levé une armée et en avait fait général le comte d'Essex, acte par lequel il exprimait ce qu'il avait voulu dire précédemment quand il avait demandé au Roi qu'une garde fût commandée par ledit comte d'Essex. Et, alors, le Roi envoie ses proclamations qui interdisent d'obéir aux ordres du Parlement (109) sur la *milice* (militia), et le Parlement envoie des ordres contre l'exécution de l'appel du ban. Jusque-là, bien qu'il y eût antérieurement une guerre, aucun sang n'avait pourtant été versé. Ils ne s'étaient lancés que du papier.

B. Je comprends maintenant comment le Parlement détruit la paix du royaume et comment, avec l'aide des ministres presbytériens séditieux et des orateurs ambitieux et ignorants, ils réduisirent aussi facilement le gouvernement en anarchie. Mais je crois que ce sera pour eux une tâche plus difficile de ramener la paix et d'établir un gouvernement, soit par eux-mêmes, soit par un autre gouverneur ou une autre forme de gouvernement. En effet, en admettant qu'ils aient été victorieux dans cette guerre, ils le doivent à la valeur, à la bonne conduite ou à la chance de ceux à qui ils donnent le commandement de leurs armées, surtout au

¹²⁹ Cette expression est expliquée dans la suite de la phrase. Voir aussi page 119. (NdT)

général dont l'heureux succès lui attirera l'amour et l'admiration des soldats ; de sorte qu'il sera en son pouvoir soit de prendre le gouvernement pour lui-même, soit de le placer là où il le jugera bon ; auquel cas, s'il ne le prend pas pour lui-même, on pensera que c'est un imbécile ; et s'il le prend, il est certain que ses commandants subordonnés seront jaloux et rechercheront une part du présent gouvernement ou de sa succession. En effet, ils diront : « A-t-il obtenu ce pouvoir seul, sans les risques que nous avons pris, sans notre valeur et nos conseils ? Et devons-nous être les esclaves de celui qui s'est ainsi élevé ? N'y a-t-il pas de notre côté autant de justice contre lui qu'il n'y en avait de son côté contre le Roi ? »

A. Ils feront cela et ils l'ont fait, à tel point que ce fut la raison pour laquelle Cromwell, après s'être emparé du pouvoir absolu d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande sous le nom de Protecteur, n'osa jamais s'arroger le titre de Roi ni ne fut capable de l'établir pour ses enfants. Ses officiers ne l'auraient pas supporté en tant qu'ils prétendaient lui succéder après sa mort. L'armée n'y aurait pas consenti non plus parce qu'il lui avait toujours déclaré qu'il était opposé au gouvernement d'une seule personne.

B. Mais, pour en revenir au Roi, quels moyens avait-il (110) pour payer, quelles réserves avait-il pour armer ou plutôt pour lever une armée capable de résister à l'armée du Parlement qui était soutenue par la grande bourse de la cité de Londres et par les contributions de presque toutes les villes incorporées d'Angleterre et équipée en armes autant qu'il était nécessaire.

A. C'est vrai, le roi était très désavantagé et, pourtant, peu à peu, il réunit une armée considérable qui prospéra tant qu'elle devint de jour en jour de plus en plus forte pendant que celle du Parlement s'affaiblissait jusqu'à ce qu'ils obtinssent des Ecossais de venir les aider en Angleterre avec une armée de 21.000 hommes. Mais je n'ai pas aujourd'hui le temps d'entrer dans le détail du récit de ce qui s'est passé pendant la guerre.

B. Eh bien, nous en parlerons lors de notre prochaine rencontre.

DIALOGUE III

[Retour à la table des matières](#)

(110) B. Nous en étions aux préparatifs de guerre des deux côtés et, quand je considérais la chose par moi-même, j'étais très embarrassé pour trouver comment le Roi pouvait égaler le Parlement dans cette course et quel espoir il avait de disposer d'argent, d'hommes, d'armes, de places fortifiées, de bateaux, de conseillers et d'officiers militaires suffisants pour une telle entreprise contre le Parlement qui avait autant d'hommes et d'argent à sa disposition que la cité de Londres et les autres villes incorporées étaient capables de fournir, ce qui excédait ce dont il avait besoin. Quant aux hommes que le Parlement envoyait au combat, ils étaient presque tous pleins de rancœur contre le Roi et tout son parti qui, selon eux, était composé de papistes, de flatteurs du Roi ou de gens qui avaient l'intention de grossir leur fortune par le pillage de la cité et des autres villes incorporées. Et, bien que je ne croie pas qu'ils fussent plus vaillants que d'autres, ni qu'ils eussent une expérience guerrière telle qu'on eût pu les considérer comme de bons soldats, ils avaient pourtant en eux ce qui, en temps de bataille, conduit davantage à la victoire que la valeur et l'expérience réunies, et c'était la rancœur.

(111) Les armes étaient entre leurs mains dans les principaux entrepôts, la Tour de Londres et la ville de Kingston-upon-Hull, en plus de l'essentiel de la poudre et des fusils qui étaient entreposés dans plusieurs villes pour l'usage des milices (trained bands).

Il n'y avait alors pas beaucoup de places fortifiées en Angleterre et la plupart étaient entre les mains du Parlement.

La flotte du Roi était entièrement à ses ordres, sous le commandement du comte de Warwick.

Quant aux conseillers, ceux qui étaient dans son propre corps leur suffisaient, de sorte que le Roi leur était inférieur sur tous les points, à l'exception, peut-être, des officiers.

A. Je ne peux comparer leurs principaux officiers. Pour le Parlement, le comte d'Essex (après que le Parlement eut voté la guerre) fut fait général de toutes leurs forces, aussi bien d'Angleterre que d'Irlande, et c'est de lui que tous les autres commandants devaient recevoir leurs commissions.

B. Mais qu'est-ce qui les poussa à faire général le comte d'Essex ? Et pour quelle raison le comte d'Essex était-il assez mécontent du Roi pour accepter cette fonction ?

A. Je ne saurais répondre avec certitude à l'une de ces questions mais le comte d'Essex avait fait la guerre à l'étranger et ne manquait ni d'expérience, ni de jugement, ni de courage pour mener à bien une telle entreprise. De plus, vous avez, je crois, entendu dire comme le peuple avait chéri son père avant lui et quel honneur il avait acquis par le succès de son expédition à Calais et d'autres actions militaires. A cela, on peut ajouter que le comte lui-même n'était pas tenu par le peuple comme un grand favori à la cour, ce qui permettait de lui confier l'armée du Parlement contre le Roi. Par là, vous pourrez peut-être conjecturer la raison pour laquelle le Parlement le choisit pour général.

B. Mais pourquoi pensaient-ils qu'il était mécontent de la cour ?

A. Je ne sais pas et, d'ailleurs, je ne savais pas qu'il en était ainsi. Il venait à la cour, comme les autres nobles, quand l'occasion se présentait, pour le service du roi, mais il n'avait aucune fonction (112) (jusque juste avant cette époque) qui l'obligeait à y demeurer continuellement. Mais, en vérité, je crois que ce sont ses malheureux mariages qui l'ont si perturbé dans ses relations avec les femmes que la cour ne pouvait être l'élément qui lui convenait, à moins qu'il y trouvât quelque

faveur extraordinaire pour contrebalancer cette calamité. Mais, selon moi, il n'avait ni un mécontentement particulier contre le Roi, ni l'intention de se venger d'une disgrâce supposée. Il n'était pas non plus attiré par les doctrines presbytériennes ou par d'autres thèses religieuses ou politiques de fanatiques. Il n'y avait qu'une chose : il était emporté par le courant (d'une certaine manière) de la nation entière qui pensait que l'Angleterre était une monarchie mixte et non une monarchie absolue, sans considérer que le pouvoir suprême doit être absolu, qu'il soit entre les mains du Roi ou entre celles du Parlement.

B. Mais qui était le général de l'armée du Roi?

A. Personne d'autre que lui-même ; d'ailleurs, il n'avait pas encore d'armée. Mais, à cette époque, ses deux neveux le rejoignirent, les princes Rupert et Maurice. Il mit le commandement de sa cavalerie dans les mains du prince Rupert. Aucun homme vivant n'avait plus de courage que ce prince et n'était plus actif et diligent que lui pour accomplir ses commissions. Et, bien qu'il fût jeune encore à ce moment, il n'était pas sans expérience dans la conduite des soldats, ayant joué un rôle dans une partie des guerres de son père en Allemagne.

B. Mais comment le Roi trouva-t-il de l'argent pour payer l'armée dont il avait besoin contre le Parlement ?

A. Ni le Roi, ni le Parlement n'avait en mains beaucoup d'argent à ce moment mais ils comptaient bien sur la bienveillance de ceux qui prenaient parti pour eux. En quoi (je l'avoue) le Parlement avait un très puissant avantage. Ceux qui aidèrent le roi de cette façon étaient seulement les Lords et les gentilshommes qui, n'approuvant pas les procédés du Parlement, étaient prêts à se charger du paiement, chacun, d'un certain nombre de chevaux, ce qui, peut-on penser, n'est pas d'une grande aide puisque les personnes qui payaient étaient peu nombreuses. Pour les autres sommes que le Roi eut alors, je n'ai entendu parler de rien, sinon d'un emprunt qu'il fit sur des bijoux auprès des Pays-Bas ; (113) alors que le Parlement recevait une abondante contribution, non seulement de Londres, mais, en

général, de toute sa faction dans tous les autres endroits d'Angleterre, après certaines propositions (publiées par les Lords et les Communes en juin 1642, époque où ils venaient de décider par un vote que le Roi entendait leur faire la guerre) qui demandaient qu'on apportât de l'argent ou de l'argenterie pour entretenir des chevaux et des cavaliers et pour acheter des armes, afin de préserver la paix publique et d'assurer la défense du Roi et des deux Chambres du Parlement. Pour rembourser l'argent et l'argenterie, ils devaient avoir la caution de la République (public).

B. Comment ! La République comme caution alors qu'il n'y avait plus de République ! Que peut-on appeler République, dans une guerre civile, sans le Roi ?

A. La vérité est que cette caution ne valait rien mais servait assez bien à duper ces imbéciles séditeux qui préféraient le changement à leur paix ou leur profit.

Ayant par ce moyen obtenu la contribution de ceux qui étaient bien disposés à l'égard de leur cause, ils l'utilisèrent ensuite pour forcer les autres à contribuer aussi. En effet, en novembre suivant, ils firent une ordonnance pour évaluer le montant des contributions à demander à ceux qui n'avaient pas encore contribué et pour évaluer le montant des contributions de ceux qui avaient déjà donné par rapport à leur fortune. C'était pourtant contraire à ce que le Parlement avait promis et déclaré dans les propositions elles-mêmes car il avait déclaré, dans la première proposition, que l'attachement d'un homme ne serait pas mesuré par la proportion de son offre, ceci pour qu'on pût exprimer sa bonne volonté de le servir dans quelque proportion que ce fût.

De plus, au début du mois de mars suivant, ils firent une ordonnance pour lever chaque semaine une grande somme d'argent en tout comté, toute cité, toute ville, tout lieu et chez les gens de presque toutes les conditions, laquelle somme hebdomadaire (comme on peut le voir dans l'ordonnance elle-même, imprimée et publiée en mars 1642 par ordre des deux Chambres) s'éleva à presque 30.000 livres et, par conséquent, à plus de 1.700.000 livres pour l'année. Ils avaient, en plus de cela, les profits des terres et des forêts du Roi (114) et tout ce qui était demeuré impayé des subsides qui lui avaient été antérieurement accordés, et l'impôt de tonnage et de poundage habituellement touché par le Roi, en plus du profit des confiscations des biens de grands personnages qu'il leur plaisait de ju-

ger délinquants par un vote et des profits des terres des évêques dont ils s'emparèrent un an ou un peu plus d'un an après.

B. Vu que le Parlement avait un tel avantage sur le Roi en argent, en armes et en hommes et qu'il avait entre ses mains la flotte du Roi, je ne peux imaginer comment le Roi pouvait espérer gagner ou (à moins qu'il ne lui remette la souveraineté) conserver la vie. En effet, je ne parviens pas à croire qu'il avait quelque avantage sur le Parlement, soit en conseillers, en chefs ou pour la résolution de ses soldats.

A. Au contraire, je pense qu'il était aussi désavantagé dans ce domaine car, même s'il avait des officiers au moins aussi bons que ceux qui servaient le Parlement, je doute cependant qu'ils ait eu des conseillers aussi utiles qu'il était nécessaire. Pour ce qui est de ses soldats, bien qu'ils fussent des hommes aussi courageux que ses adversaires, comme leur vaillance n'était pas aussi aiguisée par la malveillance que celle des soldats de l'autre côté, ils ne se battaient pas aussi âprement que leurs ennemis chez qui se trouvait un grand nombre d'apprentis londoniens qui n'avaient pas d'expérience de la guerre, et qui auraient dû être effrayés de mourir ou d'être blessés quand ils voyaient approcher des épées brillantes mais qui, par manque de jugement, ne pensaient guère que la mort pouvait venir de façon invisible par une balle, et il était donc très difficile de parvenir à les chasser du champ de bataille.

B. Mais quel défaut trouvez-vous aux conseillers du Roi, des Lords et d'autres personnes de qualité et d'expérience ?

A. Un seul défaut et qu'on trouvait de façon générale dans toute la nation : ils pensaient que le gouvernement d'Angleterre n'était pas un gouvernement absolu mais était une monarchie mixte et ils pensaient que, si le Roi soumettait de façon claire ce Parlement, son pouvoir serait ce qu'il voudrait et le leur aussi petit qu'il lui plairait, et ils estimaient que c'était là une tyrannie. Cette opinion, bien qu'elle n'affaiblît pas leurs efforts pour obtenir la victoire du Roi quand une bataille ne

pouvait être évitée, amoindrissait cependant leurs efforts pour lui procurer une victoire absolue (115) à la guerre. Et, pour cette raison, bien qu'ils vissent que le Parlement était fermement résolu à lui ôter tout le pouvoir royal, leur conseil au Roi était, en toute occasion, de proposer un traité ou un compromis et de faire et publier des déclarations dont tout le monde pouvait voir la stérilité et les conséquences désavantageuses dans les actions que le Roi devait faire pour recouvrer sa couronne et conserver la vie. En effet, cela ôtait le courage aux meilleurs et aux plus effrontés de ses soldats qui voulaient tirer, pour récompenser leurs services, de grands bénéfices sur les biens des rebelles au cas où ils les soumettraient. Mais il n'y aurait rien du tout si l'affaire se terminait par un traité.

B. Et ils avaient raison car une guerre civile ne se termine jamais par un traité, sans sacrifier ceux qui, des deux côtés, ont été les plus féroces. Vous savez assez bien comment les choses se passèrent lors de la réconciliation d'Auguste et d'Antoine à Rome. Mais je pense que, une fois qu'ils eussent commencé à lever une armée l'un contre l'autre, ils ne voulaient pas revenir, de chaque côté, à des déclarations ou autres écrits de guerre qui, s'ils avaient pu faire du bien, l'auraient fait bien avant ce moment.

A. Mais, vu que le Parlement continuait à écrire et à présenter au peuple ses déclarations sur l'illégalité de l'appel du ban du Roi et à envoyer des pétitions aussi rebelles et féroces que jamais, lui demandant de débander son armée, de venir au Parlement, de laisser à sa merci ceux que les membres de ce Parlement appelait des délinquants (qui n'étaient que ses meilleurs sujets) et de faire passer les lois qu'ils lui conseilleraient, vouliez-vous que le roi ne publiât pas des déclarations et des proclamations sur l'illégalité des ordonnances par lesquelles ils levaient des soldats contre lui et qu'il ne répondît pas à leurs insolentes pétitions ?

B. Non. Cela ne lui avait fait aucun bien avant et, donc, il n'était pas vraisemblable que cela lui en fît ensuite. En effet, le petit peuple, dont le bras devait trancher la querelle, ne comprenait pas les raisons des deux partis. Quant à ceux (116) qui, par ambition, s'attaquaient à l'entreprise de changer le gouvernement, ils ne se souciaient plus beaucoup de la raison ou de la justice de la cause mais

s'intéressaient surtout à la force qu'ils pouvaient se procurer en séduisant la multitude avec des remontrances de la Chambre du Parlement et avec des sermons dans les églises. J'aurais voulu qu'il n'y eût pas d'autre réponse à leur pétition que celle-ci : s'ils voulaient débander leur armée et se mettre à la merci du Roi, ils le trouveraient plus miséricordieux qu'ils ne pouvaient l'espérer.

A. Il est vrai que cette réponse aurait été chevaleresque si elle lui était venue à la suite d'une victoire extraordinaire sur le champ de bataille ou s'il avait eu une assurance extraordinaire de gagner finalement toute la guerre.

B. Mais enfin ! Qu'aurait-il vécu de pire que ce qu'il a finalement subi, malgré ses réponses calmes et ses déclarations raisonnables ?

A. Rien ! Mais qui savait cela à ce moment ?

B. Tout le monde pouvait voir qu'il n'était pas vraisemblable que le Roi fût restauré dans ses droits sans être victorieux. Si sa loyauté avait été connue du peuple, elle lui aurait apporté l'aide de beaucoup plus de bras que tous les arguments de droit ou la force de l'éloquence des déclarations et des autres écrits. Je me demande de quel genre étaient les hommes qui ont empêché le Roi de prendre cette résolution.

A. Vous pouvez apprendre, par les déclarations elles-mêmes qui sont très longues et peines de citations de registres et de précédents, que leurs rédacteurs étaient soit des juristes (de profession), soit des gentilshommes qui avaient l'ambition d'être jugés tels. En outre, je vous ai déjà dit que ceux qui avaient le plus de chances d'être sollicités pour des conseils détestaient la monarchie absolue, de même que la démocratie et l'aristocratie absolues, gouvernements qu'ils jugeaient tyranniques, et aimaient la *mixarchie* ¹³⁰ qu'ils avaient coutume de louer sous le nom de monarchie mixte, (117) bien que ce gouvernement ne fût

¹³⁰ Néologisme. (NdT)

rien d'autre qu'une pure anarchie. Et ces hommes dont le Roi utilisait la plume dans les controverses juridiques et politiques, ayant été (si je n'ai pas été mal informé) membres du Parlement, s'étaient récriés autant que les autres contre l'impôt naval et contre les taxes extra-parlementaires mais, quand ils avaient vu les exigences du Parlement devenir plus importantes qu'ils ne l'avaient pensé, ils étaient passés du côté du parti du Roi.

B. Qui étaient ces hommes ?

A. Il n'est pas nécessaire de nommer quelqu'un car j'ai seulement entrepris de faire un bref récit des folies et autres fautes des hommes pendant cette période troublée, et non pas (en nommant les personnes) de vous donner ou de donner à quelqu'un d'autre l'occasion de les estimer moins, maintenant que les fautes, de tous côtés, ont été pardonnées.

B. Quand l'affaire en fut à ce niveau, par la levée des soldats, la saisie de la marine et des armes, et d'autres dispositions des deux côtés, qu'aucun homme n'était assez aveugle pour ne pas voir qu'ils étaient en état de guerre l'un contre l'autre, pourquoi le Roi (par une proclamation ou un message), conformément à son droit indubitable, n'a-t-il pas dissout le Parlement et, par-là, diminué l'autorité de leur mobilisation et de leurs ordonnances injustes ?

A. Vous avez oublié ce que je vous ai dit, que le Roi lui-même, par une loi qu'il fit passer en même temps que la loi pour l'exécution du comte de Strafford, lui avait donné l'autorité de siéger jusqu'à ce qu'il se dissolve lui-même par consentement des deux Chambres. Si, donc, s'il les avait dissoutes, par une proclamation ou un message aux Chambres, elles auraient ajouté à leurs diffamations antérieures qu'il violait sa promesse et elles auraient continué leur session, non seulement par mépris pour lui mais aussi pour tirer avantage de cela en augmentant et renforçant leur propre parti.

B. Le fait que le Roi ait levé une armée contre eux ne pouvait-il pas être interprété comme une intention de les dissoudre par force ? Et n'était-ce (118) pas autant violer sa promesse de les disperser par la force que de les dissoudre par une proclamation ? En outre, je ne saurais concevoir que cet acte fût autrement entendu que conditionnellement, aussi longtemps qu'ils n'ordonneraient pas quelque chose de contraire au droit souverain du Roi, laquelle condition ils avaient déjà rompu par de nombreuses ordonnances. Et je pense que, même par la loi d'équité qui est la loi inaltérable de nature, un homme qui a le pouvoir souverain ne peut, le voudrait-il, abandonner le droit de quelque chose qu'il lui est nécessaire de conserver pour le bon gouvernement de ses sujets, à moins qu'il ne le fasse par des termes exprès, disant qu'il ne veut plus du pouvoir souverain. En effet, l'abandon qui, par conséquence seulement, entraîne avec lui la souveraineté, n'est pas (je crois) un abandon de la souveraineté mais une erreur qui ne fait rien d'autre qu'invalider la cession elle-même. Et telle était la loi du Roi qui permettait au Parlement de siéger aussi longtemps que le voulaient les Chambres. Mais, maintenant que la guerre était décidée, quel besoin y avait-il encore de disputer par écrit ?

A. Je ne sais pas de quoi ils avaient besoin. Mais, des deux côtés, ils jugeaient nécessaire de s'empêcher l'un l'autre, autant que possible, de lever une armée ; et, donc, le Roi publiait des déclarations pour faire savoir aux gens du peuple qu'ils ne devaient pas obéir aux officiers de la nouvelle *milice* (militia) instituée par une ordonnance du Parlement, et aussi pour leur faire voir la légalité de son propre appel du ban. Et le Parlement, de son côté, faisait la même chose pour justifier aux yeux du peuple ladite ordonnance et pour faire paraître illégitime l'appel du ban.

B. Quand le Parlement levait des soldats, n'était-il pas légitime que le roi levât des soldats pour se défendre et défendre son droit, même si la seule raison eût été sa propre préservation et qu'on n'eût jamais entendu parler avant d'appel du ban ?

A. Pour ma part, je pense qu'il ne peut y avoir de meilleur titre pour faire la guerre que la défense de son propre droit. Mais le peuple, (119) à cette époque,

ne trouvait rien de légal dans ce que faisait le roi parce qu'aucun statut n'était fait pour cela par le Parlement. Quant aux juristes – j'entends les juges des cours de Westminster et quelques autres – bien qu'étant seulement avocats et ayant pourtant une grande réputation grâce à leurs compétences en common-laws et en statuts d'Angleterre, ils avaient infecté la plupart des petits nobles avec leurs maximes et les jugements de cas passés qu'ils appelaient des précédents et ils leur faisaient juger de façon si positive leurs connaissances juridiques qu'ils étaient contents en cette occasion de la manifester contre le Roi et, de cette façon, de gagner auprès du Parlement la réputation d'être de bons patriotes et de sages hommes d'Etat.

B. Qu'était cet appel du ban (commission of array) ?

A. Le roi Guillaume le Conquérant s'était emparé par la victoire de toute la terre d'Angleterre. Il disposait de certaines parties pour ses forêts et ses chasses et avait donné certaines parties aux seigneurs et aux gentilshommes qui l'avaient assisté à la guerre ou devaient le faire. Sur ce, il leur imposa la charge de servir à la guerre, certains avec plus d'hommes, certains avec moins, selon les terres qu'il leur avait données. Ainsi, quand le Roi leur envoyait des hommes avec des commissions pour utiliser leurs services, ils étaient obligés de paraître armés et d'accompagner le roi à la guerre pour un temps déterminé, cela à leurs propres frais. Telles étaient les commissions par lesquelles le Roi levait une armée.

B. Pourquoi cette façon de faire n'était-elle pas légale à ce moment ?

A. Il n'y a aucun doute qu'elle était légale. Mais que cela représentait-il pour des gens qui étaient déjà résolus de ne reconnaître comme loi rien de ce qui allait contre leur dessein d'abolir la monarchie et de placer un pouvoir souverain absolu et arbitraire dans la Chambre des Communes ?

B. Détruire la monarchie et donner la souveraineté à la Chambre des Communes sont deux choses distinctes.

A. Ils s'en rendirent compte plus tard mais, alors, ce n'est pas ainsi qu'ils pensaient.

B. Venons-en à la partie militaire du récit.

A. J'avais seulement l'intention de raconter leur injustice, leur impudence et leur hypocrisie. Donc, pour ce qu'ils ont fait pendant la guerre, (120) je vous renvoie à l'histoire qui a été écrite sur ce sujet en anglais et qui raconte largement tout cela. J'utiliserai seulement le fil qui est nécessaire pour tisser le canevas de la perfidie et de la folie que j'observerai dans leurs différentes actions.

De York, le roi partit pour Hull, qui était son entrepôt d'armes pour le nord de l'Angleterre, afin d'essayer de se faire ouvrir les portes. Le Parlement avait fait gouverneur de la ville Sir John Hotham qui avait fait fermer les portes et qui, se présentant lui-même sur le mur d'enceinte, avait catégoriquement refusé de le laisser entrer. Pour cela, le Roi l'avait proclamé traître et avait envoyé un message au Parlement pour savoir s'il reconnaissait cette action comme sienne ; et il l'avait reconnue comme sienne.

B. Mais sur quelles bases ?

A. Leur prétexte était que cette ville et les autres villes d'Angleterre n'étaient confiées au Roi que pour le peuple d'Angleterre.

B. Mais que cela avait-il à voir avec le Parlement ? La ville était donc leur propriété ?

A. Oui, disaient-ils, car nous sommes les représentants du peuple d'Angleterre.

B. Je ne parviens pas à voir la force de cet argument : nous représentons le peuple, *ergo* ¹³¹ tout ce que le peuple a est à nous. Le maire de Hull représentait le Roi. Serait-ce donc que tout ce que le Roi a à Hull appartînt au maire ? Le peuple d'Angleterre peut être représenté avec des limites, par exemple pour présenter une pétition ou quelque chose de semblable. S'ensuit-il que ceux qui présentent la pétition aient un droit sur toutes les villes d'Angleterre ? Quand ce Parlement commença-t-il à être un représentant d'Angleterre ? N'était-ce pas le 3 novembre 1640 ? Qui, le jour d'avant, c'est-à-dire le 2 novembre, avait le droit d'empêcher le Roi d'entrer dans Hull et d'en prendre possession ? En effet, il n'y avait pas alors de Parlement. A qui appartenait alors Hull ?

A. Je pense que cette ville appartenait au Roi, non seulement parce qu'elle était appelée la ville du Roi sur la Hull mais aussi parce que le Roi représentait alors et représente toujours la personne du peuple d'Angleterre. Si ce n'était pas le cas, qui la représentait, le Parlement n'ayant alors aucune existence ?

(121) B. Ils pouvaient peut-être dire que le peuple n'avait alors aucun représentant.

A. Alors, il n'y avait pas de république et, par conséquent, toutes les villes d'Angleterre appartenant au peuple, vous, moi et n'importe qui d'autre pouvions revendiquer notre part. Par là, vous pouvez voir comme étaient faibles ceux qui furent entraînés dans la rébellion par ces raisonnements que le Parlement utilisait et comme étaient impudents ceux qui avançaient de telles faussetés.

B. C'étaient certainement ceux qui étaient jugés les hommes les plus sages d'Angleterre, étant pour cette raison choisis pour composer le Parlement.

¹³¹ « donc ». (NdT)

A. Et ceux qui les choisissaient, étaient-ils aussi jugés les plus sages d'Angleterre ?

B. Je ne saurais dire cela car je sais qu'il est habituel que les francs-tenanciers des comtés et les commerçants des villes et des bourgs choisissent, autant qu'ils le peuvent, ceux qui répugnent le plus à donner des subsides.

A. Le Roi, au début d'août, après avoir fait appel à Hull et testé certains des comtés des environs pour voir ce qu'ils feraient pour lui, installa son étendard à Nottingham mais il ne vint pas assez d'hommes pour constituer une armée suffisante pour livrer bataille au comte d'Essex. De là, il partit à Shrewsbury où il fut rapidement équipé et, nommant général le comte de Lindsey, il décida de marcher sur Londres. Le comte d'Essex était alors à Worcester avec l'armée du Parlement. Il ne demanda pas qu'on arrêtât l'armée du Roi mais, dès qu'elle fut passée, il marcha juste derrière elle.

Donc, le Roi, pour éviter d'être coincé entre l'armée du comte d'Essex et la ville de Londres, fit demi-tour et lui livra bataille à Edgehill où, bien qu'il n'eût pas une victoire complète, il eut cependant le dessus (si l'un des deux eut le dessus) et eut le fruit certain d'une victoire, pouvoir poursuivre sa marche sur Londres comme il en avait l'intention. Le matin d'après, il prit le château de Banbury et, de là, alla à Oxford puis à Brentford (122) où il infligea une grave défaite aux trois régiments des forces du Parlement, puis il retourna à Oxford.

B. Mais pourquoi le Roi ne continua-t-il pas après Brentford ?

A. Le Parlement, dès qu'il apprit que le Roi était parti de Shrewsbury, fit mettre sur le pied de guerre toutes les milices (trained-bands) et les auxiliaires de la ville de Londres (qui avait si peur que toutes les boutiques furent fermées) pour former une armée complète et nombreuse, prête pour le comte d'Essex qui était entré en secret dans Londres pour la commander. C'est la raison pour laquelle le

Roi se retira à Oxford. Au début du mois de février suivant, le prince Rupert prit Cirencester au Parlement, avec de nombreux prisonniers et de nombreuses armes car on venait d'y établir un entrepôt. L'affaire en était là entre les plus grandes forces du Roi et du Parlement. Pendant ce temps, le Parlement organisa une ligne de communication de 12 miles de circonférence autour de Londres et des faubourgs et constitua un comité pour l'association et la mise en posture de défense des comtés d'Essex, de Cambridge, de Suffolk et d'autres comtés. L'un de ces commissaires était Olivier Cromwell qui s'éleva ensuite à partir de cette fonction.

B. Mais que se passa-t-il durant ce temps dans les autres parties du pays ?

A. A l'ouest, le comte de Stamford avait la charge de mettre à exécution l'ordonnance du Parlement pour la *milice* (militia) et Sir Raph Hopton exécutait l'appel du ban pour le Roi. Entre les deux, il y eut une bataille à Liskeard en Cornouaille. Sir Raph Hopton fut victorieux et prit immédiatement une ville nommée Saltash avec de nombreuses armes, de nombreuses pièces d'artillerie et de nombreux prisonniers. Pendant ce temps, Sir William Waller se saisit de Winchester et de Chichester pour le Parlement. Au nord, pour l'appel du ban, il y avait le comte de Newcastle, et, pour la *milice* (militia) du Parlement, il y avait Milord Fairfax. Milord de Newcastle prit Tadcaster au Parlement, où se trouvait la plus grande partie des forces du Parlement pour cette région, et (123) il s'était, d'une certaine manière, rendu maître de tout le nord. Environ à cette époque, c'est-à-dire en février, la Reine débarqua à Burlington, fut conduite à York par milord de Newcastle et par le marquis de Monrose et, peu après, fut conduite auprès du Roi. Divers autres petits avantages sur le Parlement, outre ceux-ci, furent obtenus par le parti du Roi dans le nord.

Il y eut une bataille entre la *milice* (militia) du Parlement et celle de l'appel du ban à Staffordshire, avec milord Brook pour le Parlement et milord de Northampton pour le Roi, bataille où ces deux commandants furent tués. En effet, milord Brook, assiégeant Litchfield-Close, fut tué par un coup de feu. Malgré cela, ils ne levèrent pas le siège tant qu'ils ne furent pas maîtres de la place. Mais, immédiatement après, milord de Northampton l'assiégea de nouveau pour le Roi et, pour la délivrer, Sir William Brereton et Sir John Gell avancèrent vers Litchfield, fu-

rent rejoints à Hopton Heath par le comte de Northampton et furent mis en déroute. Le comte lui-même fut tué mais ses forces victorieuses retournèrent au siège et, peu après, secondées par le prince Rupert, qui n'était pas loin dans cette région, elles emportèrent la place. Voilà les principales actions de cette année 1642 où le parti du Roi ne connut pas le pire.

B. Mais le Parlement avait désormais une meilleure armée, de sorte que, si le comte d'Essex avait immédiatement suivi le Roi à Oxford (qui n'était pas encore bien fortifiée), selon toute vraisemblance, il aurait pu prendre la place. En effet, il ne risquait pas de manquer d'hommes ou de munitions que la cité de Londres (qui était totalement à la dévotion du Parlement) avait suffisamment en réserve.

A. Je ne peux en juger mais il est manifeste, si l'on considère l'état dans lequel le Roi était lorsqu'il partit d'abord de York, sans assez d'argent, d'hommes et d'armes pour lui faire espérer la victoire, que cette année (dans l'ensemble) fut très heureuse.

B. Mais quelle grande folie ou vilenie remarquez-vous dans les actions du Parlement pendant cette première année ?

(124) A. Tout ce qui peut être dit contre eux sur ce point sera excusé par le prétexte de la guerre et tombe sous le nom de rébellion ; sauf que, quand ils sommaient une ville de se rendre, c'était toujours au nom du Roi et du Parlement, le Roi étant dans l'armée opposée, les forçant souvent à lever le siège. Je ne vois pas comment le droit de la guerre peut justifier une telle impudence. Mais ils prétendaient que le Roi était toujours virtuellement dans les deux Chambres du Parlement, faisant une distinction entre sa personne naturelle et sa personne politique ; ce qui, outre sa folie, rendait l'impudence plus grave car ce n'était qu'une argutie universitaire comme celle que les étudiants utilisent pour soutenir (dans les écoles) des thèses qu'ils ne pourraient défendre autrement.

À la fin de cette même année, ils demandèrent aux Ecossais d'entrer en Angleterre avec une armée pour abattre le pouvoir du comte de Newcastle dans le

nord, ce qui était là l'aveu clair que les forces du Parlement étaient à ce moment inférieures à celles du Roi. Presque tous les hommes pensaient que, si le comte de Newcastle avait alors marché vers le sud et joint ses forces à celles du Roi, la plupart des membres du Parlement se seraient enfuis d'Angleterre.

Au début de l'année 1643, le Parlement, voyant que le pouvoir du comte de Newcastle, au nord, devenait très important, envoya recruter des Ecossais pour envahir l'Angleterre et (pour les complimenter pendant ce temps) il fit une alliance avec eux, comme celle que les Ecossais avaient précédemment faite contre l'épiscopat et ils démolirent les croix et les vitraux des églises (qui avaient des images de saints) dans toute l'Angleterre. Aussi, au milieu de l'année, ils firent une ligue solennelle avec la nation qui fut appelée la Ligue et l'Alliance Solennelles.

B. N'est-il pas approprié d'appeler les Ecossais des étrangers, comme les Irlandais ? Vu qu'ils avaient persécuté le comte de Strafford jusqu'à la mort pour avoir conseillé le Roi d'utiliser les forces irlandaises contre le Parlement, comment pouvaient-ils avoir le toupet de faire appel à une armée écossaise contre le Roi ?

A. Là, le parti du Roi pouvait facilement discerner (125) leur dessein, se rendre maîtres absolus du royaume et détrôner le Roi. Une autre grave impudence, ou plutôt une impolitesse bestiale de leur part fut qu'ils jugèrent par un vote que la Reine avait trahi en aidant le Roi avec des munitions et des officiers anglais venus de Hollande.

B. Etait-il possible que tout cela pût être fait et que les gens ne vissent pas que les papiers et les déclarations étaient nécessairement inutiles ; et qu'il n'y avait qu'une chose pour les satisfaire, déposer le Roi et s'installer à sa place ?

A. Oui, c'est très possible. En effet, qui, parmi eux, sachant que le Roi avait le pouvoir souverain, connaissait les droits essentiels de la souveraineté ? Ils rêvaient d'un pouvoir mixte, avec le Roi et les deux Chambres. Que ce fût un pou-

voir divisé en lequel il ne pouvait y avoir aucune paix, cela était au-delà de leur compréhension. Ils pressaient donc toujours le Roi à faire des déclarations et des traités (par crainte de s'assujettir au Roi dans une obéissance absolue) qui augmentaient l'espoir et le courage des rebelles mais ne lui faisaient pas de bien. En effet, le peuple ne comprenait pas les controverses écrites ou ne voulait pas s'embarrasser avec cela mais il pensait plutôt, à cause de la volonté royale de trouver un accord et à cause des messages, que le Parlement avait toutes les chances de gagner la guerre. De plus, voyant que ceux qui composaient et rédigeaient ces écrits avaient été avant membres du Parlement, qu'ils avaient eu une autre opinion et qu'ils étaient maintenant opposés au Parlement parce qu'ils ne pouvaient pas avoir dans la Chambre l'influence qu'ils espéraient, les gens étaient portés à penser qu'ils ne croyaient pas ce qu'ils écrivaient.

Pour ce qui est des actions militaires (en commençant par les quartiers généraux), le prince Rupert prit Birmingham, une garnison du Parlement. En juillet suivant, les forces du Roi remportèrent une grande victoire sur les forces du Parlement près de Devizes, à Roundway-Down, où ils firent 2.000 prisonniers et s'emparèrent de 4 pièces d'artillerie en bronze, 28 drapeaux et de tous les bagages de l'ennemi. Peu après, Bristol se rendit au prince Rupert pour le Roi et le Roi lui-même, marchant vers (126) l'ouest, prit au Parlement de nombreuses autres places importantes.

Mais cette bonne fortune ne fut pas le moins du monde diminuée par le siège de Gloucester qui, après avoir été réduite au dernier souffle, fut délivrée par le comte d'Essex dont l'armée avait été auparavant détruite en grande partie mais qui, soudainement, avait alors reçu de nouvelles recrues par les milices et les apprentis de Londres.

B. Il semble, non seulement par cet exemple mais aussi par de nombreux exemples historiques, qu'il ne peut guère naître une longue ou dangereuse rébellion ailleurs que dans une telle ville démesurée, avec une ou deux armées en son sein pour la fomenter.

A. C'est même pire que cela ! Ces grandes capitales, quand la rébellion se fait sous prétexte de griefs, sont nécessairement du parti rebelle parce que les griefs

concernent les seuls impôts dont leurs habitants, c'est-à-dire les marchands, qui ont pour profession le profit privé, sont naturellement les ennemis mortels. Leur seule gloire est de devenir excessivement riches en achetant et vendant de façon avisée.

B. Mais on dit que, de toutes les professions, c'est la plus profitable à la république car elle met les pauvres au travail.

A. C'est-à-dire en faisant en sorte que les pauvres gens leur vendent leur travail au prix qu'ils décident, si bien que ces pauvres gens, pour la plupart, pourraient gagner plus à Bridewell ¹³² qu'en filant, tissant ou faisant les autres travaux qu'ils savent faire ; sauf que, en travaillant peu, ils peuvent à peu près s'en sortir au détriment de notre manufacture. Et tout comme, généralement, ces marchands sont les premiers à encourager la rébellion en présumant de leurs propres forces, ils sont les premiers, pour la plupart, à s'en repentir, trompés par ceux qui commandent leurs forces.

Mais, pour en revenir à la guerre, bien que le Roi se fût retiré de Gloucester, ce n'était pas pour fuir mais pour combattre le comte d'Essex immédiatement après l'avoir fait à Newbury, où la bataille fut sanglante et où le Roi n'eut pas le dessous, à moins qu'on ne mette dans la balance Cirencester que le comte d'Essex avait surprise sur son chemin quelques jours auparavant.

Mais, au nord et à l'ouest, le roi eut nettement le (127) dessus sur le Parlement car, au nord, au début même de la guerre, le 29 mars, les comtes de Newcastle et de Cumberland défirent Lord Fairfax (qui commandait cette partie de l'Angleterre pour le Parlement) à Bramham Moor, ce qui poussa le Parlement à hâter l'aide des Ecossais.

Au mois de juin suivant, le comte de Newcastle mit en déroute Sir Thomas Fairfax (fils de Lord Fairfax) à Adderton Heath et, en poursuivant ses hommes jusqu'à Bradford, il prit et tua 2.000 hommes. Le jour suivant, il prit la ville et encore 2.000 prisonniers (Sir Thomas s'échappant de justesse) avec toutes leurs

¹³² Prison londonienne destinée à discipliner les vagabonds et les plus pauvres en les forçant à travailler. (NdT)

armes et toutes leurs munitions. En outre, cela fit que Lord Fairfax quitta Halifax et Beverley. Enfin, le prince Rupert délivra Newark, assiégée par Sir John Meldrum (pour le Parlement) avec 7.000 hommes dont 1.000 furent tués et dont le reste fut laissé libre, conformément à certains articles, laissant derrière eux armes et bagages.

Pour compenser (en partie) ce succès, le comte de Manchester, dont le lieutenant-général était Olivier Cromwell, remporta une victoire sur les royalistes près de Horncastle. 400 furent tués, 800 furent faits prisonniers et ils gagnèrent 1.000 armes. Immédiatement après, il prit et pillla la ville de Lincoln.

Dans l'ouest (le 16 mai); Sir Raph Hopton, à Stratton, dans le Devonshire, remporta une victoire sur les parlementaires, fit 1.700 prisonniers, prit 13 pièces d'artillerie en bronze avec toutes leurs munitions, à savoir 70 barrils de poudre et tout le magasin de leurs autres réserves dans la ville.

Il y eut aussi une féroce bataille entre Sir Raph Hopton et les parlementaires dirigés par Sir William Waller à Lansdown. Il n'est pas évident de savoir qui eut la victoire; les parlementaires pouvaient sembler avoir eu le dessus parce que, immédiatement après, Sir William Waller poursuivit Sir Raph Hopton jusqu'à Devizes, dans le Wiltshire, mais cela lui coûta cher car il fut défait, comme je vous l'ai déjà dit.

Après cela, le Roi en personne marcha à l'ouest et (128) prit Exeter, Dorchester, Barnstable et diverses autres places, et, s'il n'avait pas, à son retour, assiégé Gloucester et donné par là au Parlement le temps de lever de nouvelles forces, il aurait pu, au dire de nombreuses personnes, mettre en déroute la Chambre des Communes. Mais la fin de cette année fut plus favorable au Parlement car, en janvier, les Ecossais entrèrent en Angleterre et, le 1er mars, traversèrent la Tyne et, pendant que le comte de Newcastle marchait vers eux, Sir Thomas Fairfax rassembla un parti considérable dans le Yorkshire et le comte de Manchester, de Lyn, avança jusqu'à York; de sorte que le comte de Newcastle, ayant à affronter deux armées, une derrière lui et une devant lui, fut forcé de faire retraite à York où (le comte de Manchester s'étant joint à ces deux armées) trois armées l'assiégèrent bientôt. Voilà toutes les actions importantes de l'année 1643.

La même année, le Parlement fit faire un nouveau Grand Sceau. Le Lord Garde des Sceaux avait emporté l'ancien sceau à Oxford. Sur ce, le Roi envoya un

messenger aux juges de Westminster pour leur interdire d'en faire usage. Le messenger fut arrêté, condamné par un conseil de guerre et pendu comme espion.

B. Est-ce le droit de la guerre?

A.. Je ne sais pas mais il semble que, quand un soldat entre dans les quartiers d'un ennemi sans donner une lettre ou un message au commandant en chef, on présume qu'il vient en tant qu'espion. La même année, quand certains gentils-hommes de Londres reçurent l'appel du ban du Roi pour lever des hommes dans cette cité pour le servir, ceux qui furent découverts furent condamnés et certains furent exécutés. Ce cas n'est pas très différent du premier.

B. La fabrication d'un nouveau Grand Sceau n'était-elle pas une preuve suffisante que la guerre avait été déclenchée, non pour tenir éloignés du Roi les mauvais conseillers, mais pour écarter du gouvernement le Roi lui-même. Que pouvait-on alors espérer de messages et de traités?

A. L'entrée des Ecossais était une chose inattendue pour (129) le Roi, à qui son commissaire en Ecosse, le duc Hamilton, avait fait croire, par des lettres répétées, que les Ecossais n'avaient jamais eu l'intention d'une invasion. Le duc étant alors à Oxford, le Roi (assuré que les Ecossais devaient maintenant être entrés en Angleterre) l'envoya en prison au château de Pendennis, en Cornouaille.

Au début de l'année 1644, le comte de Newcastle étant (comme je vous l'ai dit) assiégé dans York par les forces jointes des Ecossais, du comte de Manchester et de Sir Thomas Fairfax, le Roi envoya le prince Rupert délivrer la ville et, dès qu'il le pourrait, livrer bataille à l'ennemi. Le prince Rupert, ayant traversé le Lancashire et, au passage, ayant pris d'assaut la séditieuse ville de Bolton, ayant pris Stopford et Liverpool, arriva à York le 1er juillet et la délivra, l'ennemi étant remonté de là jusqu'à un lieu nommé Marston Moor, environ à 4 miles; et c'est là que fut livrée cette malheureuse bataille qui, dans une certaine mesure, fit perdre au Roi tout le nord. Le prince Rupert revint sur ses pas et le comte de Newcastle

revint à York et, de là, prit la mer avec certains de ses officiers jusqu'à Hambourg.

L'honneur de cette victoire fut principalement attribué à Olivier Cromwell (le lieutenant-général du comte de Manchester). Les parlementaires revinrent du champ de bataille au siège de York qui, peu après, se rendit à ces conditions honorables, non par faveur mais parce que le Parlement employait peu de temps et peu d'hommes dans les sièges.

B. Ce fut un grand et soudain déclin de la prospérité du Roi.

A. En effet mais cela fut rectifié dans les cinq ou six semaines suivantes car Sir William Waller (après la perte de son armée à Roundway-Down) en eut une autre levée pour lui par la ville de Londres dont chaque citoyen fut imposé d'une taxe hebdomadaire de la valeur de la nourriture d'un repas. Cette armée, avec celle du comte d'Essex, avait l'intention d'assiéger Oxford. Le roi, comprenant cela, envoya la Reine à l'ouest et, quant à lui, marcha sur (130) Worcester. Cela les divisa de nouveau, le Comte allant vers l'ouest et Waller poursuivant le Roi. Par ce moyen (comme il arriva) les deux armées furent défaites car le roi se retourna contre Waller, le mit en déroute à Cropredy-bridge et lui prit son convoi d'artillerie et de nombreux officiers; et, alors, il poursuivit immédiatement le comte d'Essex en Cornouaille, où il eut sur lui un tel avantage que le comte lui-même fut heureux de s'échapper vers Plymouth dans un petit bateau. Sa cavalerie fit, de nuit, une percée dans les lignes du Roi mais toute l'infanterie fut forcée de déposer les armes et, à condition de ne plus jamais porter les armes contre le Roi, elle eut la permission de s'en aller.

Au mois d'octobre suivant, il y eut une seconde et dure bataille à Newbury car cette infanterie, ne respectant pas les conditions faites par le Roi, étant arrivée près de Londres, jusqu'à Basingstoke, avait été réarmée et, certaines des milices (trained-bands) de Londres s'étant ajoutées à elle, le comte d'Essex eut soudainement une si grande armée qu'il refit une tentative contre le Roi à Newbury. Il eut certainement le dessus pendant le jour mais, la nuit les séparant, il n'eut pas une victoire complète. On observa ici qu'aucune partie de l'armée du comte ne se battit aussi âprement que celle qui avait déposé les armes en Cornouaille.

Telles furent les plus importantes batailles de l'année 1644; et le Roi était encore (comme il le pensait et comme les autres le pensaient) dans une aussi bonne condition que le Parlement qui désespérait de remporter la victoire avec les commandants qu'il utilisait à ce moment. Le Parlement vota donc un nouvel modèle d'armée, soupçonnant le comte d'Essex, faussement selon moi, d'avoir été trop royaliste pour faire tout ce qu'il attendait à la seconde bataille de Newbury. Les comtes d'Essex et de Manchester, se rendant compte de ce qu'ils encouraient, déposèrent volontairement leurs commissions; et la Chambre des Communes fit une ordonnance qui déclarait qu'aucun membre des deux Chambres ne pourrait exercer une fonction ou un commandement, militaire ou civil. Avec ce coup oblique, le Parlement se débarrassa de ceux qui l'avait trop bien servi jusqu'à ce moment. Cependant, ils firent une exception pour Olivier (131) Cromwell, en la conduite et la valeur de qui ils avaient une très grande confiance (ils ne l'auraient pas eue s'ils l'avaient connu aussi bien qu'ils le connurent ensuite) et ils le firent lieutenant-général de Sir Thomas Fairfax qu'ils avaient nouvellement nommé général. Dans la commission du comte d'Essex, il y avait une clause pour la préservation de la personne de sa Majesté qui, dans cette nouvelle commission, fut abandonnée, bien que le Parlement (comme le général) fût encore presbytérien.

B. Il semble que les presbytériens aussi (pour arriver à leur fins) auraient volontiers fait assassiner le Roi.

A. Pour ma part, je n'en doute pas car le Roi légitime vivant, un pouvoir usurpateur ne peut jamais être suffisamment à l'abri.

La même année, le Parlement mit à mort Sir John Hotham et son fils pour avoir fait des arrangements avec le comte de Newcastle sur la reddition de Hull et Sir Alexander Carew pour avoir tenté de délivrer Plymouth où il était gouverneur pour le Parlement; et l'archevêque de Cantorbéry pour rien, sinon pour plaire aux Ecossais car l'article général de vouloir subvertir les lois fondamentales du pays n'était pas une accusation mais seulement un ensemble d'insultes. Ils votèrent aussi l'abolition du Livre des prières publiques et ordonnèrent l'usage d'un répertoire pour le culte divin qui venait d'être composé par une assemblée de ministres presbytériens. On fut aussi bruyamment persuadé qu'ils voulaient traiter avec le

Roi à Uxbridge sans rien retrancher de leurs précédentes demandes. Le Roi avait aussi à cette époque un Parlement à Oxford, composé des membres mécontents qui avaient quitté les Chambres de Westminster et ce Parlement ne valait donc pas grand-chose. C'était plutôt pire car ses membres ne tentaient que des messages et des traités, contrariant ainsi l'espoir des soldats de tirer profit de la guerre. La plupart pensèrent qu'ils faisaient au Roi plus de mal que de bien.

L'année 1645 fut une année très malheureuse pour le Roi car, par (132) la perte d'une seule bataille, il perdit tout ce qu'il avait précédemment gagné et, finalement, sa vie. L'armée nouvellement remodelée, après consultation pour savoir si elle assiégait Oxford ou marcherait vers l'ouest pour délivrer Taunton (alors assiégée par Lord Goring et défendue par Blake qui fut ensuite célèbre pour ses actions sur mer), se décida pour Tauton, laissant Cromwell suivre les mouvements du Roi sans être assez fort pour les empêcher. Grâce à cet avantage, le Roi fit sortir ses forces et son artillerie d'Oxford; ce qui fit que le Parlement rappela son général, Fairfax, et lui ordonna d'assiéger Oxford. Le Roi, pendant ce temps, délivra Chester qui était assiégée par Sir William Brereton et, au retour, prit de force Leicester, une place de grande importance, bien fournie en artillerie et en provisions.

Vu ce succès, on pensait généralement que le parti du Roi était le plus fort. Le Roi lui-même le pensait et le Parlement, d'une certaine manière, l'avoua en ordonnant à Fairfax de lever le siège et de tenter de livrer bataille au Roi. En effet, le succès du Roi et les divisions et trahisons qui se développaient parmi les membres du Parlement les avaient conduits à se fier à la fortune d'un jour, ce qui arriva à Naseby où l'armée du Roi fut entièrement anéantie, sans aucun espoir de pouvoir en lever une autre. Après la bataille, avec un petit parti, il connut des hauts et des bas, menant ça et là contre le Parlement quelques coups habiles mais sans jamais vraiment accroître le nombre des soldats.

Fairfax, pendant ce temps, récupéra Leicester et, ensuite, marchant à l'ouest, il assujettit entièrement cette partie du pays, à l'exception de quelques places, forçant avec beaucoup d'histoires milord Hopton (à des conditions honorables) à débander son armée et à passer avec le prince de Galles dans les îles Sorlingues, d'où, peu après, ils partirent pour Paris.

En avril 1646, le général Fairfax retourna à Oxford. Pendant ce temps, Rainsborough assiégea Woodstock et la fit capituler. Par conséquent, le Roi, qui était aussi retourné à Oxford, dont Woodstock n'est qu'à six miles, ne doutant pas qu'il serait (133) assiégé par Fairfax et n'ayant pas d'armée pour se secourir, résolut de partir, déguisé, vers l'armée écossaise qui se trouvait près de Newark. Il y arriva le 4 mai et l'armée écossaise qui était sur le chemin de retour l'emmena à Newcastle où il arriva le 13 mai.

B. Pourquoi le Roi fit-il confiance aux Ecossais? C'étaient eux qui s'étaient rebellés les premiers. Ils étaient presbytériens, *id est* cruels. De plus, ils étaient indigents et ils pouvaient donc être soupçonnés de vouloir vendre le Roi à ses ennemis. Et, enfin, ils étaient trop faibles pour le défendre ou le garder dans leur pays.

A. Qu'aurait-il pu faire de mieux? En effet, pendant l'hiver précédent, il avait envoyé au Parlement un message pour obtenir un laissez-passer pour le duc de Richmond et d'autres, afin qu'ils lui apportassent des propositions de paix. Ce fut un refus. Il écrivit de nouveau et essuya un nouveau refus. Il désira alors pouvoir venir au Parlement en personne. Ce fut encore un refus. Il écrivit encore et encore dans la même intention mais, au lieu de lui accorder quelque chose, ils firent une ordonnance qui stipulait que les commandants de la milice de Londres, au cas où le Roi tenterait d'entrer dans les lignes de communication, levassent les forces qu'ils jugeraient nécessaires pour supprimer l'agitation, pour se saisir de ceux qui l'accompagneraient et pour protéger sa personne du danger (*id est* le mettre en prison). Si le Roi avait pris le risque de venir et qu'il avait été mis en prison, que le Parlement aurait-il fait de lui? Ses membres l'avaient détrôné par leurs votes et ils ne pouvaient être en sécurité tant qu'il vivrait, même en prison. Peut-être ne l'auraient-ils pas fait condamner à mort publiquement par une haute cour de justice mais secrètement par quelque autre procédé.

B. Il aurait pu tenter de traverser de la mer.

A. C'eût été difficile (d'Oxford). De plus, on croyait en général que l'armée écossaise avait promis que sa Majesté mais aussi les amis qui viendraient avec elle seraient en sécurité, non seulement pour leur personne mais aussi pour leur honneur et leur conscience.

B. C'est un joli tour, quand l'armée et les soldats particuliers (134) de l'armée sont des choses différentes, de faire promettre aux soldats une chose que l'armée n'a pas l'intention d'accomplir.

A. Le 11 juillet, le Parlement envoya ses propositions au Roi, à Newcastle. Ces propositions prétendaient constituer la seule voie pour établir et bien fonder la paix. Elles furent apportées par le comte de Pembroke, le comte de Suffolk, Sir Walter Earle, Sir John Hippisley, Mr. Goodwin et Mr. Robinson. Le Roi leur demanda s'ils avaient le pouvoir de traiter et (quand ils eurent dit non) leur fit remarquer que ces propositions auraient pu aussi bien être transmises par un héraut. Les propositions étaient les mêmes que celles que le Parlement utilisait habituellement pour le détrôner et le Roi ne voulut donc pas donner son accord. Au début, les Ecossais n'avalèrent pas la chose et trouvèrent à redire à quelques propositions mais il s'agissait seulement, semble-t-il, de faire savoir au Parlement qu'ils n'entendaient pas remettre gratis le Roi entre les mains du Parlement. Et, ainsi, finalement, le marché fut conclu entre eux et pour 200.000 livres, le Roi fut remis entre les mains des commissaires que le Parlement leur avait envoyé pour le recevoir.

B. Quel ignoble visage avait cette action composée de religion feinte, de beaucoup d'avidité, de lâcheté, de parjure et de trahison!

A. Maintenant que le guerre, qui semblait justifier beaucoup de choses indécentes, est terminée, vous ne verrez presque rien d'autre chez ces rebelles que de la bassesse et de la fausseté en plus de leur folie.

À cette époque, le Parlement avait pris tout le reste des garnisons du Roi dont la dernière était le château de Pendennis où le duc Hamilton avait été mis en prison par le Roi.

B. Que se passa-t-il durant ce temps en Irlande et en Ecosse?

A. En Irlande, on fit pour un temps la paix par ordre de sa Majesté mais elle fut mal respectée à cause de divisions parmi les Irlandais. Le parti papiste (le nonce du Pape étant alors en Irlande) présuma que c'était le moment pour eux de se délivrer de leur sujétion aux Anglais. D'ailleurs, la durée de la paix avait alors expiré.

B. En quoi étaient-ils plus sujets des Anglais que les (135) Anglais sujets des Irlandais? Ils étaient sujets du Roi d'Angleterre mais les Anglais étaient aussi sujets du Roi d'Irlande.

A. Cette distinction est un peu trop subtile pour des entendements communs. En Ecosse, le marquis de Montrose, pour le Roi, avec très peu d'hommes et des victoires miraculeuses, avait envahi toute l'Ecosse où une grande partie de ses forces (à cause d'une trop grande sécurité) eut l'autorisation de s'absenter pour un temps. L'ennemi, ayant eu connaissance de la chose, leur tomba dessus et les força à s'enfuir dans les Highlands pour enrôler de nouveaux soldats. Le marquis de Montrose commençait à reprendre des forces quand le Roi (qui était alors entre les mains des Ecossais à Newcastle) lui donna l'ordre de débander l'armée; et c'est ainsi qu'il quitta l'Ecosse par la mer.

À la fin de cette année 1646, le Parlement fit briser le Grand Sceau du Roi. Le Roi fut aussi amené à Holmeby et gardé en ce lieu par les commissaires du Parlement. C'était la fin de la guerre pour l'Angleterre et l'Ecosse mais pas pour l'Irlande. C'est environ à cette époque que mourut le comte d'Essex dont le Parlement s'était précédemment débarrassé.

B. Maintenant que l'Angleterre était en paix et que le Roi était en prison, qui détenait le pouvoir souverain?

A. Il est certain que ce droit appartenait au Roi mais personne ne l'exerçait encore. Le Parlement et Olivier Cromwell, lieutenant-général de sir Thomas Fairfax, pendant les années 1647 et 1648, s'affrontèrent pour s'en emparer, comme dans un jeu de cartes, sans combattre.

B. Quelles cartes Cromwell pouvait-il avoir pour cela?

A. Vous devez savoir que, quand le Roi Henri VIII abolit l'autorité du Pape en Angleterre et prétendit être le chef de l'Eglise, les évêques, qui ne pouvaient pas lui résister, ne furent cependant pas mécontents de cela car, alors que, avant, le Pape ne permettait pas aux évêques de revendiquer la juridiction de leur diocèse *jure divino*, c'est-à-dire par un droit venant directement de Dieu, mais considérait que cette juridiction leur venait par son don et son autorité du pape. Désormais que le Pape était dépossédé de son droit, les évêques ne doutaient pas (136) que le droit divin fût en eux. Après cela, la ville de Genève et divers autres lieux, s'étant révoltés contre la papauté, instituèrent un gouvernement presbytérien dans leurs Eglises respectives et divers intellectuels anglais qui traversèrent la mer durant la persécution du temps de la Reine Marie apprécièrent beaucoup ce gouvernement et, à leur retour à l'époque de la Reine Elisabeth et depuis, ils se sont efforcés, en provoquant de graves troubles dans l'Eglise et la nation, d'établir ici ce gouvernement par lequel ils pourraient dominer et applaudir leur propre esprit et leur propre savoir. Ils prétendaient non seulement au droit divin mais aussi à une inspiration divine. Et, ayant eu quelquefois des complices et des appuis lors de leurs fréquentes prédications, ils introduirent de nombreuses doctrines étranges et pernicieuses, prétendant surpasser la Réforme de Luther et de Calvin, s'écartant de la théologie antérieure (ou philosophie de l'Eglise car la religion est une autre chose) autant que Luther et Calvin s'étaient écartés du Pape; et ils détournèrent leurs auditeurs qui formèrent un grand nombre de sectes, comme les Brownistes, les Anabaptistes, les Indépendants, les hommes de la Cinquième monarchie, les Quakers et diverses autres qu'on appelait couramment les sectes de fanatiques; à tel

point qu'il n'y avait pas d'ennemi aussi dangereux pour les presbytériens que cette couvée qu'ils avaient eux-mêmes fait éclore.

C'étaient là les meilleures cartes de Cromwell. Il en avait beaucoup dans l'armée et quelques-unes à la Chambre dont on pensait qu'il faisait partie, quoiqu'il ne fût rien de déterminé, étant toujours d'accord avec la faction la plus forte dont il prenait la couleur.

Il y avait dans l'armée un grand nombre (si ce n'est la majorité) d'hommes dont le seul but était de piller et de se partager les terres et les biens de leurs ennemis et, sur l'opinion qu'ils avaient de la valeur et de la conduite de Cromwell, ils jugeaient qu'ils ne pourraient pas atteindre leurs fins de meilleure façon qu'en s'attachant à lui. Enfin, dans le Parlement lui-même, bien que ce ne fût pas la majorité, il y avait cependant un nombre considérable de fanatiques, assez pour soulever des doutes et provoquer des délais dans les résolutions (137) de la Chambre et, parfois aussi, grâce à une Chambre clairsemée, ils faisaient passer un vote en faveur de Cromwell, comme ils le firent le 26 juillet. En effet, alors que, le 4 mai précédent, le Parlement avait voté que la milice (militia) de Londres serait mise entre les mains d'un comité de citoyens dont le Lord Maire en fonction ferait partie, peu après, les Indépendants, formant par hasard la majorité de la Chambre, firent une ordonnance par laquelle elle était mise entre des mains plus favorables à l'armée.

Les meilleures cartes du Parlement étaient la cité de Londres et la personne du Roi. Le général Sir Thomas Fairfax était un vrai presbytérien mais il était entre les mains de l'armée et cette dernière était entre les mains de Cromwell. Quel parti l'emporterait? Cela dépendait de la façon dont la partie serait jouée. Cromwell protesta encore de son obéissance et de sa fidélité au Parlement mais il ne le pensait pas le moins du monde ce qu'il disait. Il réfléchit et décida de choisir un moyen pour faire porter le chapeau à l'armée pour tout ce qu'il ferait de contraire à ses protestations. Par conséquent, avec son gendre, le commissaire général Ireton, aussi bon que lui pour monter des stratagèmes et meilleur que lui pour parler et écrire, il imagina de faire se mutiner l'armée contre le Parlement. A cette fin, il fit secrètement courir le bruit que le Parlement, maintenant qu'il avait le Roi, avait l'intention de la démanteler, de léser les soldats de leurs arriérés et de les envoyer en Irlande pour qu'ils soient anéantis par les Irlandais. Ireton apprit à l'armée mise en rage par ce bruit à ériger un conseil comprenant deux soldats par

troupe et par compagnie pour réfléchir sur le bien de l'armée, pour assister le conseil de guerre et pour donner des conseils pour la paix et la sécurité du royaume. Ils furent appelés les agitateurs (adjutators); de sorte que, quand Cromwell voulait que quelque chose fût fait, il n'avait rien d'autre à faire qu'à mettre secrètement le projet dans la tête de ces agitateurs. L'effet de leur première délibération fut d'enlever le Roi de Holmeby et de le ramener au sein de l'armée.

Sur ce, le général, par une lettre au Parlement, s'excusa et excusa Cromwell et le corps de l'armée (138) parce que, dit-il, ils ignoraient le fait et que le Roi était parti volontairement avec les soldats qui l'emmenèrent. En outre, il les assura que toute l'armée ne songeait qu'à la paix, n'était pas opposée aux Presbytériens, n'était pas attaché aux Indépendants et ne réclamait pas, dans la religion, une liberté licencieuse.

B. Il est étrange que Sir Thomas Fairfax ait pu être assez abusé par Cromwell pour croire ce qu'il écrivit alors lui-même.

A. Je ne peux imaginer que le cornette Joyce ait pu sortir de l'armée avec 1.000 hommes pour aller chercher le Roi et que ni le général, ni le lieutenant-général, ni le corps de l'armée ne s'en soit rendu compte; et que le Roi soit parti avec eux volontairement, cela semble faux à cause d'un message envoyé à dessein par sa Majesté au Parlement.

B. C'est là perfidie sur perfidie : d'abord, la perfidie du Parlement contre le Roi, puis la perfidie de l'armée contre le Parlement.

A. Ce fut le premier tour que leur joua Cromwell. Il pensait avoir obtenu un si grand avantage qu'il disait ouvertement « qu'il avait le Parlement dans sa poche. » Et c'était vrai, et la ville également. A ces nouvelles, les deux furent dans un très grand désordre, d'autant plus que courait une rumeur : l'armée marchait sur Londres.

Le Roi, pendant ce temps, jusqu'à ce que sa résidence fût établie à Hampton Court, fut emmenée de place en place, non sans quelque ostentation mais avec beaucoup plus de liberté et on lui témoigna beaucoup plus de respect, de loin, que quand il était entre les mains des commissaires du Parlement. En effet, on lui permit d'avoir ses propres aumôniers et de voir ses enfants et quelques amis. De plus, il reçut beaucoup d'hommages de la part de Cromwell qui lui promit, d'une manière apparemment passionnée, de le restaurer dans son droit contre le Parlement.

B. Comment était-il certain de pouvoir faire cela?

A. Il ne l'était pas mais il était décidé à marcher sur la ville et le Parlement, de restaurer le Roi (et (139) d'être le second), à moins qu'il n'eût plus d'espoirs qu'avant, dans cette tentative, de se faire souverain (the first man) en déposant le Roi.

B. Quelle aide contre le Parlement et la ville Cromwell pouvait-il attendre du Roi?

A. En se déclarant directement pour lui, il aurait pu avoir tout le parti du Roi dont les membres étaient, depuis ses malheurs, beaucoup plus nombreux qu'avant. En effet, de nombreux parlementaires avaient découvert l'hypocrisie et les buts personnels de leurs collègues; nombreux furent ceux qui revinrent à leur devoir par leur propre raison naturelle; et la compassion pour les souffrances du Roi avait fait naître une indignation générale contre le Parlement; de sorte que si, sous la protection de l'armée d'alors, ils avaient été réunis et organisés en un corps, Cromwell aurait pu faire ce qu'il voulait, d'abord pour le Roi, ensuite pour lui-même. Mais il semble qu'il eût l'intention d'essayer d'abord de voir ce qu'il pouvait faire sans le Roi et, si cela se révélait efficace, de se débarrasser de lui.

B. Que firent le Parlement et la ville pour s'opposer à l'armée?

A. D'abord, le Parlement envoya au général l'ordre de restituer le Roi à ses commissaires. Au lieu de répondre, l'armée envoya au Parlement des articles accompagnés d'une accusation contre onze de ses membres, tous d'actifs presbytériens. En voici certains : 1. Que la Chambre puisse être purgée de ceux qui, par l'ordonnance de renonciation ¹³³, ne devraient pas s'y trouver. 2. Que ceux qui ont abusé du royaume et l'ont mis en danger soient mis dans l'incapacité de faire la même chose à l'avenir. 3. Qu'une date puisse être choisie pour terminer ce Parlement. 4. Qu'ils rendent compte au royaume des vastes sommes qu'ils ont reçues. 5. Que les onze membres soient suspendus et ne puissent plus siéger à la Chambre. Tels étaient les articles qui les réduisirent à la dernière extrémité. Ils ne répondirent à aucun article à l'exception de l'article sur la suspension des onze membres, disant qu'ils ne pouvaient faire la chose légalement tant que les détails de l'accusation (140) ne seraient pas produits. Mais la réponse fut vite donnée par les procès faits par eux contre l'archevêque de Cantorbéry et le comte de Strafford.

Ainsi, le Parlement étant quelque peu impressionné et le Roi quelque peu rassuré, Cromwell entreprit la cité, exigeant que le Parlement mît la milice (militia) de Londres entre d'autres mains.

B. Quelles autres mains. Je ne vous comprends pas bien.

A. Je vous ai dit que la milice (militia) de Londres avait été mise le 4 mai entre les mains du Lord Maire et d'autres citoyens et, peu après, mise entre les mains d'autres hommes plus favorables à l'armée. Maintenant, je dois vous dire que, le 26 juillet, la violence de certains apprentis et de soldats démobilisés força le Parlement à la rétablir telle qu'elle était, entre les mains des citoyens. Sur ce, les deux présidents et divers membres du Parlement s'enfuirent dans l'armée où ils furent contents d'être invités à siéger et à voter au conseil de guerre comme dans un Parlement que la milice serait enlevée des mains des citoyens et remise entre celles des hommes à qui elle avait été enlevée le 26 juillet.

¹³³ Voir bas de la page 130. (NdT)

B. Que dit de cela la cité?

A. Les londoniens équipèrent leurs ouvrages militaires, à savoir la ligne de communication, ils levèrent une armée d'hommes vaillants mis dans cette ligne, choisirent de bons officiers, tous désireux de faire une sortie et de se battre quand la cité leur en donnerait l'ordre, et, dans cette position, de se tenir prêts, attendant l'ennemi.

Les soldats, pendant ce temps, prirent l'engagement de vivre et de mourir avec Sir Thomas Fairfax, avec le Parlement et l'armée.

B. C'est très bien. Ils imitèrent ce que le Parlement avait fait quand, d'abord, il avait pris les armes contre le Roi et qu'il se nommait lui-même le Roi et le Parlement, soutenant que le Roi était toujours virtuellement en son Parlement. De même, l'armée, faisant la guerre au Parlement, se nomma le Parlement et l'armée. Mais ils auraient pu dire (141) plus justement que le Parlement, puisqu'il était dans la poche de Cromwell, était virtuellement dans l'armée.

A. Ils produisirent de plus une déclaration sur les raisons de leur marche sur Londres, déclaration dans laquelle il se permettaient d'être les juges du Parlement et de décider qui méritait de se voir confier les affaires du Parlement, en le nommant les gentilshommes de Westminster et non Parlement. En effet, depuis la violence dont elle avait été victime le 26 juillet, l'armée niait la légitimité du Parlement. A la même époque, ils envoyèrent une lettre au maire et aux échevins de Londres, leur reprochant les récents tumultes, leur disant qu'ils étaient des ennemis de la paix, qu'ils trahissaient le Parlement, qu'ils étaient incapables de le défendre ou de se défendre eux-mêmes. Ils demandaient que la cité leur soit livrée, que c'était la raison pour laquelle ils venaient à eux. Le général envoya aussi ses ordres aux comtés adjacents, exigeant que leurs miliciens (trained soldiers) se joignissent à eux.

B. Les miliciens (trained soldiers) formaient-ils une partie de l'armée du général?

A. Non, ils ne recevaient pas non plus de solde, ce qui ne pouvait se faire que par un ordre du Parlement. Mais que ne pouvait pas faire une armée après s'être rendue maîtresse des lois du pays? L'armée étant arrivée à Hounslow Heath, qui n'était distante de Londres que de dix miles, la Cour des Echevins fut convoquée pour considérer ce qu'il fallait faire. Les capitaines et les officiers de la cité étaient prêts à se mettre en route et à leur livrer bataille et ils étaient bien équipés. Mais un officier traître, qui avait la charge d'un ouvrage défensif du côté de Southwark avait laissé entrer dans les lignes une petite partie des ennemis qui marchèrent jusqu'à la porte du pont de Londres; et alors, la Cour des Echevins, le cœur leur manquant, se soumit aux conditions suivantes : renoncer à leur milice (militia), se défaire des onze membres, livrer les forts et la ligne de communication ainsi que la Tour de Londres et tous les magasins et les armes qui y étaient contenues, tout cela au profit de l'armée; débander leurs forces et se défaire des soldats démobilisés (reformadoes), *id est*, tous les anciens soldats d'Essex; supprimer tous les gardes du Parlement. Tout cela fut fait et l'armée marcha triomphalement dans les rues principales de la ville.

(142) B. Il est étrange que le maire et les échevins, avec une telle armée, aient si rapidement cédé. Ne pouvaient-ils pas, avec une partie de leur armée, résister aux ennemis arrivés au pont, et résister au reste des ennemis avec le reste de leur armée?

A. Je ne peux juger de cela mais il m'eût paru étrange qu'ils fissent autrement. En effet, je considère la plupart des sujets riches, qui se sont enrichis par leur travail ou leur commerce, comme des gens qui ne s'intéressent qu'à leur profit présent et qui, aveugles à tout ce qui ne cadre pas avec ce souci, sont terrifiés à la simple idée du pillage. S'ils avaient compris quelle vertu il y avait à conserver leurs richesses en obéissant à leur souverain légitime, ils n'eussent jamais pris parti pour le Parlement et nous n'aurions pas eu besoin de prendre les armes. Donc, le maire et les échevins, assurés de sauver leurs biens par leur soumission

mais n'étant pas assurés de les sauver par la résistance, semblent avoir pris la voie la plus sage. Le Parlement ne fut pas moins dompté que la ville car, immédiatement après, le 6 août, le général ramena à la Chambre avec une solide garde de soldats les présidents et les membres qui s'étaient enfuis, et il remplaça les présidents dans leur siège. Pour cela, ils remercièrent le général, non seulement dans la Chambre, mais ils fixèrent aussi un jour pour des actions de grâce et, peu après, le firent généralissime de toutes les forces d'Angleterre et connétable de la Tour. Mais, dans les faits, tout cela favorisait Cromwell car il était l'usufruitier bien que la propriété appartînt à Sir Thomas Fairfax. En effet, les Indépendants détruisirent immédiatement toute la ligne de communication, divisèrent les milices (militia) de Londres, de Westminster et de Southwark qui étaient réunies avant, déplacèrent les gouverneurs des villes et des forts qui n'étaient pas de leur bord, bien qu'ils eussent été mis en place par ordonnance du Parlement, et mirent à leur place des hommes de leur propre parti. Ils firent aussi déclarer nul par le Parlement tout ce qui était passé dans les Chambres du 26 juillet au 6 août et mirent en prison certains des Lords et des citoyens les plus éminents, dont le lord maire.

(143) B. Cromwell avait alors assez de pouvoir pour restaurer le Roi. Pourquoi ne le fit-il pas?

A. Ce qu'il visait surtout, c'était de se mettre à sa place. La restauration du Roi n'était qu'une réserve contre le Parlement mais, comme le Parlement était dans sa poche, il n'avait plus besoin du Roi qui était maintenant pour lui un obstacle. Le garder dans l'armée était difficile, le laisser tomber dans les mains des Presbytériens aurait mis fin à ses espoirs, le tuer en privé (outre l'horreur de l'acte) alors qu'il n'était plus que lieutenant-général l'aurait rendu odieux sans faire avancer son dessein. Pour ce dernier, il n'y avait rien de mieux à faire que de le laisser s'échapper de Hampton Court (où il était trop près du Parlement) pour partir où il voulait de l'autre côté de la mer. En effet, bien que Cromwell eût un grand parti au Parlement tant que ses membres ne voyaient pas qu'il avait l'ambition de devenir leur maître, ils auraient cependant été ses ennemis dès que cette ambition se serait manifestée. Pour que le Roi tentât une évasion, certains de ses gardes, sous la direction de Cromwell, lui dirent que les Agitateurs voulaient

l'assassiner et ils firent se répandre la rumeur de façon générale afin qu'elle pût par ce moyen venir aussi aux oreilles du Roi, ce qui arriva.

Donc, le Roi, par une nuit noire et pluvieuse, ses gardes ayant été éloignés à dessein (c'est ce qu'on pensa), quitta Hampton Court et se rendit sur la côte, près de Southampton, où un bateau avait été commandé pour le transporter. Mais le bateau ne vint pas, de sorte que le Roi fut forcé de se fier au colonel Hammond, alors gouverneur de l'île de Wight. Il espérait peut-être quelque bienveillance de sa part, par égard pour le Dr Hammond, frère du colonel et aumônier préféré de sa Majesté. Mais les choses se passèrent autrement car le colonel envoya un message à ses maîtres du Parlement pour recevoir ses ordres à son sujet. Le fait qu'il soit allé à l'île de Wight n'était probablement pas une partie du plan de Cromwell qui ne savait pas où le Roi irait et quel chemin il emprunterait. Hampton n'en aurait pas non plus su davantage que quiconque si le bateau était venu à l'heure et à l'endroit fixés.

(144) B. Si le roi s'était enfui en France, les Français n'auraient-ils pas pu l'aider militairement à recouvrer son royaume et à frustrer ainsi les desseins de Cromwell et de tous ses autres ennemis.

A. Oui, très certainement, exactement comme ils aidèrent son fils, notre présent très gracieux souverain qui, deux ans avant, s'était enfui de Cornouaille.

B. Il me semble que ce n'est pas une grande politique entre princes voisins que de favoriser aussi souvent qu'ils le font leurs rebelles respectifs, surtout quand ces derniers se rebellent contre la monarchie elle-même. Ils devraient plutôt, d'abord, faire une ligue contre la rébellion et, ensuite (s'il n'y a aucun remède) se battre entre eux. Mais cela n'arrangera pas les affaires des souverains chrétiens tant que la prédication ne sera pas mieux surveillée, prédication qui, à cause de l'interprétation d'un verset de la bible hébraïque, de la bible grecque ou de la bible latine, est souvent la cause d'une guerre civile et de la déposition et de l'assassinat de l'oint de Dieu. Et, pourtant, conversez avec ces disputeurs en théologie aussi longtemps que vous voulez, vous en trouverez à peine un sur cent qui

ait assez de discernement pour être employé dans une grande affaire, que ce soit en temps de guerre ou en temps de paix. Ce n'est pas le droit du souverain, bien qu'il lui ait été accordé par le consentement exprès de chaque homme, qui le rend capable de remplir sa fonction, c'est l'obéissance du sujet qui doit le faire. En effet, à quoi bon promettre d'obéir et, ensuite, bientôt s'écrier (comme certains ministres le firent en chaire) : *A tes tentes, ô Israël!*? Les gens du petit peuple ne savent rien du vrai et du faux par leur méditation personnelle. Il faut donc leur enseigner les fondements de leur devoir et les raisons pour lesquelles des calamités s'ensuivent toujours de la désobéissance à leur souverain légitime. Mais, au contraire, c'est de la chaire qu'on enseigna la rébellion aux rebelles, et qu'il n'y avait aucun autre péché que de faire ce que les prédicateurs interdisaient et d'omettre ce qu'ils conseillaient. Mais, maintenant que le Roi était prisonnier du Parlement, pourquoi les Presbytériens n'ont-ils pas favorisé leur propre intérêt en le restaurant?

A. Le Parlement, dans lequel il y avait encore plus de Presbytériens que d'Indépendants, aurait pu obtenir ce qu'il voulait du vivant du Roi s'il ne s'était pas, par une ambition (145) sottise et déraisonnable, fermé la voie qui menait à ses fins. Ils lui envoyèrent quatre propositions à signer et à faire passer comme actes du Parlement, lui disant que, quand il aurait donné son accord, ils lui enverraient des commissaires pour traiter avec lui d'autres articles.

Les propositions étaient : D'abord, que le Parlement eût la *milice* (militia) et le pouvoir de lever de l'argent pour l'entretenir pendant vingt ans; et, après ce terme, que cette charge revînt au Roi au cas où le Parlement jugerait que la sécurité du royaume en dépend.

B. Le premier article prend la *milice* (militia) au Roi et lui ôte donc pour toujours toute la souveraineté.

A. Le second était que le Roi légitimât les procédés du Parlement contre lui-même et qu'il déclarât nulles toutes ses déclarations contre le Parlement.

B. C'était le rendre coupable de la guerre et de tout le sang versé pendant cette guerre.

A. Le troisième était de supprimer tous les titres d'honneur conférés par le Roi depuis que le Grand Sceau lui avait été apporté en mai 1642.

Le quatrième était que le Parlement s'ajourne lui-même, quand il le voudrait, où il le voudrait et pour la durée qu'il choisirait.

Le Roi refusa à juste titre de donner son accord à ces propositions et il envoya ses propres propositions, beaucoup moins avantageuses pour le Parlement, et il manifesta le désir de traiter personnellement avec le Parlement sur ces propositions pour rétablir la paix du royaume. Mais le Parlement nia qu'elles fussent suffisantes pour ce dessein, vota qu'on n'adresserait plus de messages au Roi, qu'on ne recevrait plus de messages de lui et qu'on rétablirait le royaume sans lui. Cela, ils le votèrent en partie à cause des discours et des menaces de la faction de l'armée alors présente à la Chambre des Communes. L'un d'eux recommanda ces trois points : 1. de mettre le Roi en sécurité dans quelque château bien gardé à l'intérieur des terres. 2. De rédiger les articles de mise en accusation du Roi. 3. De le mettre à l'écart et de rétablir le royaume sans lui.

(146) Un autre dit que son refus des quatre propositions était le refus de protéger ses sujets et que, donc, ils pouvaient lui refuser la sujétion. Il ajouta que, tant que le Parlement n'abandonnerait pas l'armée, l'armée n'abandonnerait jamais le Parlement. C'était une menace.

Enfin, Cromwell lui-même leur dit qu'on attendait maintenant que le Parlement gouvernât et défendît le royaume et qu'on ne laissât plus le peuple attendre sa sécurité d'un homme dont Dieu avait endurci le cœur, qu'on ne laissât pas par la suite ceux qui avaient si bien défendu le Parlement exposés à la fureur d'un ennemi irréconciliable, de peur qu'ils ne recherchassent leur sécurité dans quelque autre voie. C'était encore une menace, de même que le fait de poser sa main sur son épée en parlant.

Et, sur ce, le vote portant sur le fait de ne plus envoyer de messages au Roi fut transformé en ordonnance. La Chambre voulut ensuite l'abroger mais Cromwell la força à tenir parole.

Les Ecossais en furent mécontents, en partie parce que leurs frères les Presbytériens avaient perdu beaucoup de leur pouvoir en Angleterre, en partie aussi parce qu'ils leur avaient vendu le Roi.

Le Roi publia alors une plainte passionnée à l'intention du peuple sur la dure façon dont on le traitait, ce qui lui attira la pitié du peuple qui ne se souleva pourtant pas en sa faveur.

B. Ne pensez-vous pas que c'était le bon moment pour Cromwell de s'approprier le pouvoir?

A. En aucune façon. Il y avait encore de nombreux obstacles à surmonter. Il n'était pas général de l'armée. L'armée était encore pour le Parlement. La cité de Londres était mécontente de sa *milice* (militia). On s'attendait à ce que les Ecossais vinssent sauver le Roi avec une armée. Ses agitateurs étaient des niveleurs qui étaient contre la monarchie et, bien qu'ils l'eussent aidé à contrôler le Parlement, pourtant, comme des chiens à qui l'on apprend facilement à aller chercher mais pas aisément à rapporter, ils ne voulaient pas le faire Roi. De sorte que Cromwell devait surmonter les problèmes suivants avant de pouvoir se faire formellement prince souverain : 1. Etre généralissime. 2. Se débarrasser (147) du Roi. 3. Supprimer les insurrections dans le pays. 4. Combattre les Ecossais et, enfin, dissoudre le Parlement actuel. C'étaient là de grandes difficultés dont il ne pouvait pas se promettre de triompher. Je ne saurais donc croire qu'il songeait à devenir Roi. Je crois qu'il voulait seulement, en se servant bien du parti le plus puissant – ce qui était toujours sa principale politique – continuer aussi loin que ce parti et la fortune le porteraient.

B. Le Parlement ne fut certainement pas moins insensé que malveillant en abandonnant ainsi le Roi avant d'avoir une meilleure maîtrise de l'armée.

A. Au début de l'année 1648, le Parlement donna commission à Philippe, comte de Pembroke, alors fait Chancelier d'Oxford, de purger l'université avec certains docteurs qui étaient aussi bons théologiens que lui. En vertu de cela, ils se

débarrassèrent de tous ceux qui n'étaient pas de leur faction et de tous ceux qui avaient approuvé l'usage du Livre des Prières Publiques, de même que de divers ministres et intellectuels scandaleux (c'est-à-dire qui avaient coutume de prendre le nom de Dieu en vain, qui disaient des choses immorales ou fréquentaient des femmes légères). Sur ce dernier point, je ne peux que les louer.

B. Pas moi car cette piété revient à une autre sorte de piété, celle qui consiste à expulser de l'hôpital des hommes parce qu'ils sont boiteux. Où peut-on apprendre avec le plus de probabilité à devenir pieux, à corriger ses vices, mieux que dans les universités érigées dans ce but ?

A. Il se peut que le Parlement ait jugé autrement car j'ai souvent entendu des parents se plaindre que leurs enfants étaient séduits par l'ivrognerie, le libertinage, le jeu et tous les autres vices qui en sont les conséquences. Il n'est pas étonnant que tant d'hommes jeunes se corrompent les uns les autres malgré leurs tuteurs qui, souvent, sont à peine plus âgés qu'eux. Je pense donc que le Parlement n'avait pas beaucoup de respect pour cette institution des universités pour ce qui est d'élever de jeunes hommes à la vertu, bien que nombreux furent ceux qui y apprirent à prêcher et qui, par là, purent s'élever et gagner leur vie, et que d'autres y (148) furent envoyés par leurs parents qui désiraient s'épargner le souci de les gouverner chez eux pendant cette période où les enfants sont les moins gouvernables. Je ne pense pas que le Parlement appréciait davantage le clergé que les autres hommes. Or, il est certain que l'université est une excellente servante pour le clergé et que le clergé, s'il n'est pas soigneusement surveillé (à cause des dissensions dans les doctrines et à cause de l'avantage qu'il a de publier ses dissensions), est un excellent moyen de diviser un royaume en factions.

B. Mais, vu qu'il n'est aucun endroit, dans cette partie du monde, où la philosophie et les autres humanités ne soient pas hautement estimées, où peuvent-elles être mieux enseignées que dans les universités ?

A. Quelles autres humanités ? Les théologiens ne comprennent-ils pas toute la philosophie civile et morale dans leur théologie ? Quant à la philosophie naturelle, n'a-t-elle pas déménagé d'Oxford et de Cambridge à Gresham College, à Londres, et n'est-elle pas apprise dans leurs gazettes ? Mais nous nous sommes éloignés de notre sujet.

B. Non ; en vérité, nous nous sommes éloignés des affaires les plus importantes du royaume auxquelles, si vous le voulez bien, nous allons revenir.

A. La première insurrection, ou plutôt tumulte, fut celle des apprentis, le 9 avril. Le Roi n'en fut pas la raison mais elle naquit d'une assemblée récréative coutumière des apprentis, à Moorfields. Certains officiers zélés de la milice voulurent les expulser de force mais ce furent eux qui furent chassés à coups de pierre. Leur drapeau fut pris par les apprentis qui le portèrent dans les rues. Ils effrayèrent le Lord Maire en entrant dans sa maison où ils prirent un mousquet appelé dragon ; ils établirent ensuite des gardes à certaines des portes et, tout le reste de la journée, ils se pavanèrent comme des enfants dans la rue. Mais, le jour suivant, le général lui-même entra dans la ville et les dispersa rapidement. Ce ne fut qu'une petite affaire mais suffisante pour faire voir que le Parlement n'était que peu apprécié du peuple.

Ensuite, les Gallois prirent les armes contre eux. Il y avait (149) trois colonels au Pays de Galles, Langhorne, Poyer et Powel, qui avaient antérieurement rendu de bons services au Parlement mais à qui on commandait maintenant de démanteler leurs troupes. Ils refusèrent de le faire et, pour mieux se renforcer, ils se déclarèrent pour le Roi. Ils étaient environ 8.000.

Environ à la même époque, au Pays de Galles aussi, il y eut une autre insurrection dirigée par Sir Nicholas Keymish et une autre dirigée par Sir John Owen, de sorte que, désormais, tout le Pays de Galles était en rébellion contre le Parlement. Pourtant, ils furent tous vaincus en un mois par Cromwell et ses officiers mais non sans une grande effusion de sang des deux côtés.

B. Je ne m'apitoie pas beaucoup sur la perte de ces hommes qui imputent au Roi ce qu'ils font pour servir leur propre cause.

A. Immédiatement après, des gens du Surrey envoyèrent au Parlement une pétition en faveur d'un traité personnel entre le Roi et le Parlement mais leurs messagers furent renvoyés de force chez eux par les soldats qui étaient cantonnés autour de Westminster et de Mewes. Ensuite, les hommes du Kent, qui avaient une pétition semblable et qui voyaient qu'elle avait toutes les chances d'être mal reçue, abandonnèrent l'idée et prirent les armes. Ils avaient de nombreux officiers courageux et leur général était le comte de Norwich. Leur armée était grossie chaque jour par des apprentis et d'anciens soldats démobilisés, à tel point que le Parlement fut content de redonner à la ville sa milice et de mettre des gardes du côté de la Tamise. Alors, Fairfax marcha sur l'ennemi.

B. Je pense que les Londoniens auraient pu aisément et soudainement se rendre maîtres d'abord du Parlement, ensuite des 8.000 hommes de Fairfax et, enfin, de l'armée de Cromwell ou, du moins, ils auraient pu donner aux Ecossais l'occasion de marcher sur Londres sans avoir à se battre.

A. C'est vrai mais la ville n'a jamais été du genre à prendre des risques et le principe des Londoniens, tout comme celui des Ecossais, était d'avoir un Roi au-dessous d'eux, pas au-dessus. Fairfax, qui marchait contre les royalistes avec ses 8.000 hommes, en mit en déroute une partie à Maidstone. Une autre partie de son armée prit des places plus loin dans le Kent. Le comte de Norwich arriva avec le reste à Balckheath et, de là, demanda à la ville de les laisser la traverser pour rejoindre (150) ceux qui s'étaient soulevés dans l'Essex sous le commandement de Sir Charles Lucas et de Sir George Lisle. On lui refusa le passage et la plus grande partie de ses hommes du Kent l'abandonnèrent. Avec le reste, pas plus de 500 hommes, il traversa la Tamise vers l'Ile aux Chiens, se rendit à Bow et, de là, à Colchester. Fairfax, ayant eu connaissance de la chose, traversa la Tamise à Gravesend et, les contournant, les assiégea dans Colchester. La ville n'avait aucune défense, sinon un parapet, et, cependant, elle tint deux mois, dans l'espoir que l'armée écossaise la délivrât. Quand ils apprirent la défaite des Ecossais, ils furent

forcés de céder. Le comte de Norwich fut fait prisonnier et envoyé à Londres. Sir Charles Lucas et Sir George Lisle, deux hommes loyaux et courageux, furent fusillés. Il y eut aussi une autre petite insurrection menée par le comte de Holland, près de Kingston, mais elle fut rapidement réprimée et lui-même fut fait prisonnier.

B. Comment se fait-il que les Ecossais aient été si rapidement expédiés ?

A. Simplement (dit-on) par défaut de commandement. Leur armée était conduite par le duc de Hamilton qui avait été mis en liberté quand le château de Pendennis, où il était captif, fut pris par les Parlementaires. Il entra en Angleterre avec 15.000 cavaliers et fantassins auxquels s'ajoutèrent plus de 3.000 royalistes anglais. Du Pays de Galles, Cromwell marcha sur eux avec 11.000 cavaliers et fantassins et, près de Preston, dans le Lancashire, il les défit en moins de deux heures. On dit que la raison en est que l'armée écossaise était ainsi organisée que les soldats ne pouvaient pas tous se battre ou venir en aide à leurs compagnons. Après la défaite, ils n'avaient pas d'autre solution que de fuir plus en avant en Angleterre, si bien que, dans la poursuite, ils furent presque tous pris et perdirent tout ce qu'une armée peut perdre. En effet, le peu d'hommes qui rentrèrent chez eux ne revinrent pas tous avec leur épée. Le duc de Hamilton fut pris et, peu après, fut envoyé à Londres. Mais Cromwell continua, marcha sur Edimbourg et, là, avec l'aide de la faction opposée à la faction de Hamilton, il s'assura qu'on ne ferait pas obstacle à ses desseins dont le premier était de faire en sorte que le Parlement ôtât la vie au Roi.

(151) Pendant que ces choses se déroulaient dans le nord, le Parlement (Cromwell étant loin) se reprit, abrogea son vote sur l'arrêt des messages au Roi et il lui envoya de nouvelles propositions un peu plus (mais pas beaucoup plus) conciliantes qu'auparavant. Le Roi ayant répondu, ils lui envoyèrent des commissaires pour traiter avec lui à Newport, dans l'île de Wight. Ils y perdirent tant de temps avec des vétilles que Cromwell revint à Londres avant qu'ils eussent terminé, ce qui causa la perte du Roi. En effet, l'armée était désormais entièrement à la dévotion de Cromwell qui poussa les agitateurs à faire une nouvelle remontrance à la Chambre des Communes dans laquelle ils exigeaient : 1. Que le Roi fût tra-

duit en justice. 2. Que le prince et le Duc d'York fussent sommés de paraître à un jour déterminé et qu'on procédât avec eux selon qu'ils donneraient satisfaction. 3. Que le Parlement instaurât la paix et un futur gouvernement, qu'il fixât une durée raisonnable pour sa session, et qu'il fût en sorte que les futurs Parlements siègeassent tous les ans ou tous les deux ans. 4. Qu'un nombre acceptable de principaux instruments du Roi fût exécuté et que cela fût fait par la Chambre des Communes et par un accord général du peuple certifié par des signatures. Ils n'attendirent pas une réponse et mirent immédiatement une garde de soldats à la porte de la Chambre du Parlement et d'autres soldats à Westminster Hall, ne souffrant que n'entrent dans la Chambre que ceux qui serviraient leurs desseins. On effraya les autres pour les écarter ou on les emprisonna et certains furent suspendus pour différents motifs, plus de quatre-vingt-dix d'entre eux, parce qu'ils avaient refusé de voter contre les Ecossais et d'autres parce qu'ils avaient voté contre la cessation des messages au Roi. Le reste formait une Chambre favorable à Cromwell. Les fanatiques aussi, soutenus par l'armée, formèrent un nouveau conseil commun où une quarantaine de membres l'emportait sur le maire. Leur premier travail fut de rédiger une pétition demandant le jugement du Roi, que Tichborne, le maire (impliquant la ville dans le régicide) apporta au Parlement.

A la même époque, avec la même violence, ils emportèrent le Roi de Newport jusqu'à l'île de Wight, au château de Hurst, (152) jusqu'à ce que les choses fussent prêtes pour son jugement. Le Parlement, pendant ce temps (pour éviter le parjure) déclara nuls par une ordonnance les serments de suprématie et d'allégeance et, immédiatement après, en fit une autre pour faire juger le Roi.

B. C'est un point de droit que je ne comprenais pas auparavant, que, quand de nombreux hommes ont prêté serment séparément, ils puissent, une fois assemblés, se délier de leur serment s'ils le veulent.

A. L'ordonnance rédigée fut apportée à la Chambre où, après trois lectures, il fut décidé par un vote « que les Lords et Les Communes d'Angleterre, assemblés en Parlement, déclarent, en vertu des lois fondamentales du royaume, que c'est trahison de la part du Roi de faire la guerre au Parlement. » On fit monter cette décision aux Lords qui refusèrent de donner leur accord. Les Communes en colère

décidèrent par un autre vote « que tous les membres des commissions procèdent et agissent selon toute ordonnance, que les Lords soient ou ne soient pas d'accord ; et que le peuple, sous Dieu, est l'origine de tout juste pouvoir ; et que la Chambre des Communes a le pouvoir suprême de la nation ; et que tout ce que la Chambre des Communes promulgue est loi. » Tout cela passa *nemine contradicente*. ¹³⁴

B. Ces propositions combattent non seulement le Roi d'Angleterre mais aussi tous les rois du monde. Il serait bon qu'ils y pensent. Cependant, je crois que, sous Dieu, le peuple était l'origine de toutes les lois.

A. Mais les sujets, ¹³⁵ pour eux et leurs héritiers, par consentement et par des serments, ont, il y a longtemps, mis le pouvoir souverain de la nation entre les mains de leurs rois, pour eux et leurs héritiers et, par conséquent, entre les mains de ce Roi, leur souverain reconnu et légitime.

B. Mais le Parlement ne représente-t-il pas le peuple ?

A. Oui, dans certains cas, comme quand des gens du peuple lésés présentent au Roi, quand ils en ont l'autorisation, une pétition, mais non pour faire du pouvoir du Roi un sujet de plainte. De plus, le Parlement ne représente le peuple que quand le roi le convoque et on ne peut imaginer que le Roi convoque un Parlement (153) pour être déposé par lui. Envisageons le cas suivant : tous les comtés et les bourgs font un acte de bienfaisance et donnent au Parlement une somme d'argent. Chaque comté, rassemblé dans la cour du comté ou ailleurs et chaque bourg rassemblé dans la mairie choisissent certains hommes pour transmettre leurs sommes respectives au Parlement. Ces hommes ne représentent-ils pas toute la nation ?

¹³⁴ Expression de cour de justice signifiant « sans contradiction », c'est-à-dire qu'il y a accord unanime. (NdT)

¹³⁵ « le peuple », dit Hobbes. (NdT)

B. Oui, sans aucun doute.

A. Pensez-vous que le Parlement jugerait raisonnable d'être convoqué pour rendre compte de cette représentation ?

B. Bien sûr que non et, pourtant, je dois avouer que c'est le même cas.

A. Cette ordonnance contenait d'abord un résumé des charges retenues contre le Roi, en substance : que, non content des empiétements de ses prédécesseurs sur la liberté du peuple, il avait l'intention d'établir un gouvernement tyrannique et que, à cette fin, il avait provoqué et entretenu une guerre civile contre le Parlement dans notre pays, par laquelle ce pays avait été misérablement dévasté, le trésor public épuisé, des centaines de personnes assassinées et un nombre infini d'autres méfaits commis. En deuxième lieu, on constitua une haute cour de justice faite d'un certain nombre de commissaires. Il en fallait seulement vingt pour juger le Roi, déclarer la sentence selon le mérite de la cause et veiller à sa rapide exécution.

Les commissaires se réunirent le samedi 20 janvier à Westminster Hall et le Roi fut amené devant eux où, assis sur un siège, il entendit lire les charges retenues contre lui mais il refusa de plaider coupable ou non coupable tant qu'il ne saurait pas par quelle autorité légitime il avait été amené ici. Le président lui dit que le Parlement légitimait sa propre autorité et le Roi persévéra dans son refus de plaider. Bien que de nombreuses paroles fussent échangées entre lui et le président, c'est cependant la substance de tout ce qui s'est passé.

Le lundi 22 janvier, la cour se réunit à nouveau et, alors, le procureur proposa que, si le Roi persistait dans sa négation de l'autorité du tribunal, le procès fût fait *pro confesso* ¹³⁶ mais le Roi continua à nier l'autorité du tribunal.

¹³⁶ L'expression signifie qu'il y a eu aveu implicite de culpabilité. (NdT)

(154) Ils se réunirent de nouveau le 23 janvier et, alors, le procureur proposa à la cour de juger. Sur ce, on demanda au Roi de donner sa réponse définitive, réponse qui fut un nouveau refus de leur autorité.

Enfin, ils se réunirent encore le 27 janvier et le Roi exprima le désir d'être entendu par les Lords et les Communes dans la Chambre Peinte, promettant de se conformer ensuite au jugement de la cour. Les commissaires se retirèrent une demi-heure pour considérer cette demande et, à leur retour, ils firent revenir le Roi à la barre et lui dirent que ce qu'il proposait était un nouveau refus du pouvoir de juger de la cour et, que s'il n'avait plus rien à dire, ils continueraient le procès. Le Roi ayant répondu qu'il n'avait plus rien à dire, le président commença un long discours pour justifier les procédés du Parlement en produisant les exemples de nombreux rois tués ou déposés par des Parlements malveillants, anciens et modernes, en Angleterre, en Ecosse et dans d'autres parties du monde. Tout ce qu'il s'efforçait de justifier était fondé sur ce seul principe : que le peuple détenait le pouvoir suprême et que le Parlement était le peuple. Ce discours terminé, la sentence de mort fut lue et, le mardi suivant, le 30 juin, elle fut exécutée à la porte de son propre palais de Whitehall. Celui qui peut se réjouir en lisant de quelle façon ignoble il fut traité par les soldats entre la sentence et l'exécution peut aller voir la chronique elle-même dans laquelle il verra quel courage, quelle patience et quelle sagesse avait ce prince, lui que les membres de ce mauvais Parlement appelèrent dans leur accusation tyran, traître et assassin.

Le Roi mort, le même jour, ils firent un acte du Parlement : attendu que certains pourraient prétendre à la couronne, &c, il est promulgué par le présent Parlement et par son autorité que personne n'ose déclarer, proclamer ou publier (ou le favoriser d'une autre façon) que Charles Stuart, fils du défunt Roi d'Angleterre Charles, couramment appelé Prince de Galles, ou toute autre personne, est roi d'Angleterre ou d'Irlande, &c.

B. Vu que le Roi était mort et son que successeur était écarté, par quelle autorité la paix fut-elle maintenue ?

(155) A. Dans leur colère contre les Lords, ils avaient antérieurement déclaré que le pouvoir suprême de la nation était dans la Chambre des Communes et,

maintenant, le 5 février, ils décidèrent par un vote que la Chambre des Lords était inutile et dangereuse. C'est ainsi que le royaume se transforma en une démocratie ou plutôt une oligarchie. En effet, ils firent immédiatement un acte : qu'aucun des membres qui furent exclus pour s'être opposés au vote sur la cessation des messages au Roi ne soit jamais réadmis. Ces membres furent couramment nommés *les membres exclus*. Le reste fut appelé par certains un Parlement, par d'autre *le Croupion*.

Je pense que vous n'avez désormais plus besoin d'un catalogue des vices, des crimes ou des folies de la plupart des hommes qui composèrent le Long Parlement. Il ne saurait y en avoir de plus grands au monde. Quels plus grands crimes que l'irréligion, l'hypocrisie, la cupidité et la cruauté qui se sont montrées si clairement dans les actions des membres et des ministres presbytériens ? Quels plus grands crimes que de blasphémer contre l'oint de Dieu et de le tuer ? Ce qui fut fait par les mains des Indépendants mais par la folie et la trahison initiale des Presbytériens qui le trahirent et le vendirent à ses assassins. Ce n'était pas une mince folie chez les Lords de ne pas voir que, en supprimant le pouvoir du Roi, ils perdaient du même coup leurs propres privilèges ou de penser qu'ils pouvaient, par leur nombre ou par leur jugement, d'une façon ou d'une autre, être d'une aide considérable pour la Chambre des Communes. Quand à ceux qui étaient compétents en droit, ce n'était pas faire preuve d'une grande intelligence que de ne pas voir que les lois du pays sont faites par le Roi pour obliger ses sujets à la paix et à la justice et non pour s'obliger lui-même, lui qui les fait. Et enfin et de façon générale, sont stupides tous ceux qui détruisent quelque chose qui leur fait du bien sans avoir établi quelque chose de meilleur à sa place. Celui qui voudrait établir une démocratie avec une armée devrait avoir une armée pour la maintenir mais il y avait des hommes pour l'établir et d'autres qui possédaient l'armée et qui étaient résolus de l'abattre. A ces folies, je pourrais ajouter la folie de ces hommes distingués qui, à partir de leur lecture de Cicéron, de Sénèque ou d'autres anti-monarchistes, s'estiment être des politiques compétents, qui montrent leur mécontentement quand (156) ils ne sont pas appelés aux affaires de l'Etat et qui passent d'un camp à l'autre à chaque fois qu'ils s'imaginent être négligés par le Roi ou par ses ennemis.

DIALOGUE IV

[Retour à la table des matières](#)

(156) A. Vous avez vu que le Croupion était en possession (croyait-il) du pouvoir suprême sur les deux nations d'Angleterre et d'Irlande et que l'armée était sa servante, bien que Cromwell en jugeât autrement, le servant avec zèle pour favoriser ses propres desseins. Je vais donc maintenant vous montrer quelles furent leurs façons d'agir.

B. Dites-moi d'abord comment cette sorte de gouvernement par le Croupion, ce reste de la Chambre des Communes, doit être appelé.

A. C'est sans aucun doute une oligarchie car l'autorité suprême doit appartenir à un homme ou à plusieurs hommes. Si elle appartient à un homme, c'est une monarchie. Le Croupion n'était donc pas une monarchie. Si l'autorité appartient à plus d'un homme, elle appartient à tous ou à un nombre d'hommes inférieur à la totalité. Quand elle appartient à tous, c'est une démocratie car tout homme peut entrer dans l'assemblée qui compose la Cour Souveraine, ce qui n'était pas alors le cas. Il est donc manifeste que l'autorité appartenait à quelques hommes et que l'Etat était par conséquent une oligarchie.

B. N'était-il pas impossible qu'un peuple qui obéit à plus d'un seul maître soit bien gouverné ?

A. Le Croupion et toutes les autres assemblées souveraines, si elles n'ont qu'une seule voix, bien qu'elles soient composées de plusieurs personnes, ne sont pourtant qu'une seule personne. En effet, des ordres contraires ne peuvent consister en une seule et même voix qui est la voix de la majorité. Ces assemblées souveraines pourraient donc gouverner assez bien si elles avaient assez d'honnêteté et d'intelligence.

Le premier acte du Croupion fut l'exclusion des membres de la Chambre des Communes qui avaient été précédemment écartés de force pour se procurer une (157) ordonnance pour le procès du Roi car on avait vu que ces hommes étaient contre l'ordonnance qui faisait cesser les messages au Roi et ils devaient donc être exclus parce que, autrement, ils auraient été un obstacle à leurs futurs desseins.

B. N'était-ce pas plutôt parce que, du point de vue de l'autorité de quelques hommes, ils pensaient qu'il était meilleur qu'ils fussent moins nombreux, aussi bien pour la part qui leur revenait que parce chacun se rapprochait ainsi de la dignité d'un Roi ?

A. Oui, certainement, c'était ce qu'ils visaient surtout.

B. Quand ces membres furent exclus, pourquoi les comtés et les bourgs n'en ont-ils pas choisi d'autres à leur place ?

A. Ils ne pouvaient le faire sans un ordre de la Chambre. Après cela, ils constituèrent un conseil de quarante personnes qu'ils appelèrent un Conseil d'Etat, dont la fonction était d'exécuter ce que le Croupion ordonnerait.

B. Quand il n'y avait ni Roi, ni Chambre des Lords, ils ne pouvaient pas s'appeler un Parlement car un Parlement est la réunion d'un Roi, de Lords et de Communes pour s'entretenir des affaires de la république. Avec qui le Croupion s'entretenait-il ?

A. Les hommes peuvent donner à leur assemblée le nom qu'ils veulent, quelle que soit la signification antérieure du terme. Le Croupion prit le nom de Parlement car il était plus conforme à ses desseins et était vénérable aux yeux du peuple, le Parlement ayant pendant plusieurs centaines d'années adouci et fait passer des subsides et des levées d'argent qui, autrement, déplaient au sujet. Ils prirent ensuite un autre nom, *Custodes Libertatis Angliae* ¹³⁷, titre qu'ils utilisaient seulement dans leurs brefs émis par les cours de justice.

B. Je ne vois pas comment un sujet qui est lié par les lois peut avoir plus de liberté dans une forme de gouvernement que dans une autre.

A. Quoiqu'il en soit, pour le peuple qui n'entend par liberté que la permission de faire ce qu'il veut, ce n'était pas un titre déplaisant.

Leur travail suivant fut de publier une déclaration publique (158) précisant qu'ils étaient pleinement résolus à maintenir les lois fondamentales de la nation pour préserver la vie, la liberté et la propriété du peuple.

B. Qu'entendaient-ils par lois fondamentales de la nation ?

A. Ils ne voulaient qu'abuser le peuple car la seule loi fondamentale, dans chaque république, est d'obéir aux lois que fera régulièrement celui à qui le peuple a donné le pouvoir souverain. Était-il vraisemblable que les lois fondamentales fussent soutenues par ceux qui avaient tué celui qu'ils reconnurent si souvent comme leur souverain légitime ? De plus, à l'époque où fut publiée cette déclaration, ils érigeaient cette Haute Cour de Justice qui ôta la vie au duc Hamilton, au comte de Holland et à Lord Capel. Quelque fût le sens qu'ils donnaient à l'expression « loi fondamentale », l'érection de cette cour était une infraction à cette loi car elle n'était autorisée par aucune loi ou exemple passé en Angleterre.

¹³⁷ Les gardiens des libertés d'Angleterre. (NdT)

En même temps aussi, ils firent lever des impôts par les soldats et ces derniers eurent l'autorisation de prendre quartier libre ¹³⁸. Ils firent de nombreuses autres actions qui, si elles avaient été faites par le Roi, auraient été dites par eux aller contre la liberté et la propriété du sujet.

B. Fallait-il que les petites gens soient bêtes pour être trompées aussi grossièrement !

A. Sur ce point, quelle sorte de gens ne sont pas des petites gens ? Les filous les plus malins de tout le Croupion n'étaient pas plus sages que ceux qu'ils trompaient car la plupart d'entre eux croyaient que les choses qu'ils imposaient à tout le monde étaient justes et raisonnables, surtout les grands harangueurs et ceux qui prétendaient au savoir. En effet, qui peut être un bon sujet de la monarchie en prenant ses principes chez les ennemis de la monarchie, comme Cicéron, Sénèque, Caton et d'autres politiciens de Rome, comme Aristote d'Athènes qui ne parle guère des rois que comme des loups et des bêtes voraces ? Peut-être pensez-vous qu'on n'a besoin de rien d'autre qu'un bon esprit naturel pour connaître le (159) devoir qu'on doit à son souverain et le droit qu'il a de commander aux sujets ; mais il en est autrement car c'est une science et qui est édifiée sur des principes certains et clairs, qui doit être apprise par une étude profonde et attentive ou grâce à des maîtres qui l'ont étudiée avec profondeur. Y avait-il quelqu'un, au Parlement ou dans la nation, qui pouvait découvrir ces principes évidents et en déduire les règles nécessaires de justice et la connexion nécessaire de la justice et de la paix ? Les gens, un jour sur sept, ont le loisir de se faire instruire et il existe des ministres nommés pour leur enseigner leur devoir. Mais comment ces ministres remplirent-ils leur fonction ? Une grande partie d'entre eux, à savoir les ministres presbytériens, pendant toute la guerre, poussèrent le peuple contre le Roi. C'est ce que firent aussi les ministres indépendants et d'autres ministres fanatiques. Les autres, satisfaits de leurs bénéfices, prêchaient dans leur paroisse des points de controverse hors de propos du point de vue de la religion mais très effi-

¹³⁸ Autrement dit, de loger et de se nourrir ailleurs que dans les quartiers militaires, ce qui pouvait créer une véritable charge pour les sujets anglais. (NdT)

caces pour rompre la charité entre eux, ou bien d'autres choses élégantes que le peuple ne comprenait pas ou par lesquelles il ne se sentait pas concerné. Mais cette sorte de prêcheurs, tout en faisant peu de bien, ne fit que peu de mal. Le mal vint entièrement des prêcheurs presbytériens qui, par une longue pratique de la faculté histrionique, soulevèrent puissamment la rébellion par leurs prédications.

B. Dans quel but ?

A. Pour que, l'Etat devenant populaire, l'Eglise pût l'être aussi et pût être gouvernée par une assemblée et, en conséquence (pensaient-ils), vu que la politique est la servante de la religion, ils pourraient gouverner et ainsi satisfaire non seulement leur avidité par des richesses mais aussi leur méchanceté par le pouvoir d'anéantir tous les hommes qui n'admiraient pas leur sagesse. Vous avez dit que les gens du peuple étaient bêtes, ce qui m'a obligé, par cette digression, à vous montrer que ce n'est pas le manque d'intelligence mais le manque de science de la justice qui a porté les hommes à ces troubles. Persuadez, si vous le pouvez, un homme qui a fait fortune ou qui l'a augmentée, ou un (160) orateur éloquent ou un poète éblouissant ou un subtil juriste ou un bon chasseur ou un joueur astucieux qu'il n'a pas une bonne intelligence ; et, pourtant, il y avait parmi tous ces hommes un grand nombre d'hommes assez bêtes pour être trompés par le Croupion et qui étaient pourtant membres du même Croupion. Ils ne manquaient pas d'intelligence mais de la connaissance des causes et des fondements qui font qu'une personne a le droit de gouverner et que les autres ont l'obligation d'obéir, lesquels fondements doivent être de toute nécessité enseignés au peuple qui, sans eux, ne saurait vivre longtemps en paix.

B. Revenons, si vous le voulez, aux façons d'agir du Croupion.

A. Dans la suite de cette année, ils décidèrent par un vote de faire un nouveau coin pour la monnaie de la nation. Ils envisagèrent aussi d'envoyer des agents dans les Etats étrangers et, ayant récemment reçu les applaudissements de l'armée pour le travail fait par la Haute Cour de justice et des encouragements à poursui-

vre cette tâche, ils créèrent une autre Haute Cour de justice devant laquelle furent jugés le duc Hamilton, le comte de Holland, Lord Capel, le comte de Norwich et Sir John Owen, dont les trois premiers, comme je l'ai déjà mentionné, furent décapités. Cela effraya certains hommes du parti du Roi qui quittèrent le pays car non seulement ces hommes mais tous ceux qui avaient porté les armes pour le Roi étaient à cette époque en grand danger de mort. En effet, l'armée, lors d'un conseil de guerre, se demanda s'ils devaient tous être ou non massacrés et le non ne l'emporta que de deux voix. Enfin, le 24 mars, ils défirent le maire de Londres de ses fonctions, le condamnèrent à une amende de 2.000 livres, le privèrent du droit de vote et le condamnèrent à deux mois d'emprisonnement à la Tour pour avoir refusé de proclamer l'acte d'abolition du pouvoir royal. Ainsi se termina l'année 1648 et le mois de jeûne, Dieu ayant accordé ce pour quoi ils jeûnaient et priaient, la mort du Roi et la possession de sa succession. Par leurs procédés, ils avaient déjà perdu l'amour de l'essentiel du peuple et ne pouvaient se fier qu'à l'armée qui n'était pas en leur pouvoir mais au pouvoir de Cromwell qui ne (161) manquait jamais, quand l'occasion se présentait, de la lancer dans tous les exploits qui pouvaient la rendre odieuse aux yeux du peuple, cela afin de préparer sa future dissolution à laquelle il voulait procéder quand elle servirait ses fins.

Au début de l'année 1649, les Ecossais, mécontents des procédés du Croupion contre le Roi, commencèrent à lever des soldats pour une nouvelle invasion de l'Angleterre. Les rebelles irlandais, à cause d'un manque d'opposition opportune de l'Angleterre, étaient devenus terribles et l'armée anglaise, chez elle, infectée par les Agitateurs, envisageait de partager les terres entre les pieux, entendant par ce terme eux-mêmes et ceux qui leur plaisaient, les Niveleurs. Le Croupion n'avait pas pour l'instant beaucoup d'argent et la première chose qu'il fit fut donc d'imposer au peuple une taxe de 90.000 livres par mois pour l'entretien de l'armée.

B. N'était-ce pas l'une de leurs querelles avec le Roi, qu'il avait levé de l'argent sans le consentement du peuple en Parlement ?

A. Vous voyez par là quelle raison le Croupion avait de s'appeler un Parlement car les taxes imposées par le Parlement étaient toujours comprises comme

imposées avec le consentement du peuple et étaient donc considérées comme légales. Pour apaiser les Ecossais, ils envoyèrent des messagers avec des lettres flatteuses pour les empêcher de s'engager pour le Roi actuel, mais en vain. En effet, ils ne voulaient rien entendre d'une *Chambre des Communes de Westminster* (comme ils l'appelaient) sans un Roi et des Lords. Mais ils envoyèrent au Roi des commissaires pour lui faire savoir ce qu'ils avaient fait pour lui car ils étaient résolus de lever une armée de 17.000 fantassins et de 6.000 cavaliers (pour eux-mêmes).

Pour secourir l'Irlande, le Croupion avait résolu d'y envoyer onze régiments de l'armée d'Angleterre, ce qui arrangeait Cromwell car les soldats niveleurs, qui étaient nombreux dans tous les régiments et constituaient même la majorité dans certains, se rendant compte que, au lieu de se partager les terres d'Angleterre, ils allaient risquer leur vie en Irlande, refusèrent d'y aller et un régiment, qui avait déposé son colonel près de Salisbury, (162) marcha pour rejoindre trois autres régiments qui avaient pris la même décision. Mais le général et Cromwell leur tombèrent dessus à Burford, les défirent entièrement et, peu après, réduirent toute l'armée à leur obéissance. Ainsi un autre des obstacles à l'avancement de Cromwell avait été vite écarté. Cela fait, ils allèrent à Oxford et, de là, à Londres. A Oxford, le général et Cromwell furent faits docteurs en droit civil et, à Londres, ils furent fêtés et reçurent des présents de la cité.

B. Ne furent-ils d'abord faits maîtres et ensuite docteurs ?

A. Ils s'étaient déjà rendus maîtres des lois et du Parlement. L'armée étant désormais obéissante, le Croupion envoya ces onze régiments en Irlande sous le commandement du Docteur Cromwell, nommé *gouverneur* de ce royaume, Lord Fairfax demeurant général de toutes les forces, ici et là-bas.

Le marquis (aujourd'hui duc) d'Ormond était le lieutenant du Roi d'Irlande et les rebelles avaient fait entre eux une confédération. Ces confédérés avaient fait une sorte de ligue avec le lieutenant, par laquelle ils acceptaient d'être fidèles au Roi et de l'assister si on leur donnait la liberté d'exercer leur religion. A ces hommes s'étaient jointes des forces levées par les comtes de Castlehaven et Clanricarde et par milord Inchiquin, de sorte qu'ils formaient la plus grande force ré-

unie dans l'île. Mais il y avait parmi eux un grand nombre de Papistes qui ne voulaient absolument pas se soumettre aux Protestants. Ils furent appelés le parti du Nonce tandis que les autres étaient appelés le parti confédéré. Ces partis ne s'accordant pas et le parti confédéré n'ayant pas respecté son contrat, le lord lieutenant, les voyant prêts à l'assiéger à Dublin et n'étant pas capable de se défendre, se rendit au Parlement pour conserver la place aux Protestants ; et il rejoignit le Roi qui, à cette époque, était mené de lieu en lieu par l'armée. D'Angleterre, il fit la traversée pour retrouver le Prince (aujourd'hui Roi) qui résidait alors à Paris.

Mais les confédérés, effrayés à la nouvelle que le (163) Croupion envoyât une armée, demandèrent par courrier au Prince de renvoyer milord d'Ormond, s'engageant à se soumettre absolument à l'autorité du Roi et à obéir à milord d'Ormond comme à son lieutenant. Sur ce, il fut renvoyé. C'était environ un an avant la venue de Cromwell.

Pendant ce temps, à cause des dissensions en Irlande entre le parti confédéré et le parti du Nonce et des mécontentements au sujet du commandement, ce pouvoir, par ailleurs compétent, ne fit rien et finit par être défait le 2 août par une sortie des forces de Dublin, ville qu'ils assiégeaient. Quelques jours après arriva Cromwell qui, avec une diligence extraordinaire et d'horribles exécutions, en moins de douze mois qu'il passa là-bas, assujettit, peut-on dire, toute la nation. Il tua ou extermina la plupart et laissa son gendre Ireton soumettre les autres. Mais Ireton y mourut de la peste avoir d'avoir entièrement accompli sa tâche. C'était une marche de plus que gravissait Cromwell vers le trône.

B. A quelle misérable condition l'Irlande était-elle réduite par l'érudition du clergé romain et l'Angleterre par celle du clergé presbytérien !

A. A la fin de l'année précédente, le Roi ¹³⁹ était venu de Paris à La Haye et, peu après, y vint Dorislaus, l'agent du Croupion, docteur de droit civil, qui avait été employé à la rédaction de l'acte d'accusation contre le défunt Roi. Mais le premier soir de son arrivée, alors qu'il soupait, une compagnie de près d'une douzaine de cavaliers entrèrent dans sa chambre, le tuèrent et repartirent. De même,

¹³⁹ Ici, Charles II. (NdT)

peu de temps après, leur agent à Madrid, un certain Ascham, qui avait écrit pour la défense de ses maîtres, fut tué de la même manière. Environ à cette époque parurent deux livres, l'un écrit par Saumaise, un Presbytérien, contre le meurtre du Roi, l'autre écrit par Milton, un Indépendant anglais, en réponse au premier.

B. J'ai vu les deux. Ils sont tous les deux en très bon latin et il est difficile de dire quel est le meilleur. Comme les deux raisonnent mal, il est difficile de dire quel est le pire, comme pour (164) deux déclamations *pro* et *con* faites par exercice dans une école de rhétorique par un seul et même homme. Un Presbytérien ressemble tant à un Indépendant.

A. Cette année-là, le Croupion ne fit pas grand-chose, sauf qu'au début de l'année, il fit de l'Angleterre un Etat Libre par un acte rédigé ainsi : « *Il est déclaré et promulgué par ce présent Parlement, en vertu de son autorité, que le peuple d'Angleterre et tous les territoires et possessions qui lui appartiennent sont, seront et sont par le présent acte constitués, faits et déclarés une République et un Etat libre, &c.* »

B. Que voulaient-ils dire par Etat Libre et République ? Le peuple n'allait-il plus être assujetti aux lois ? Ils ne pouvaient vouloir dire cela car le Parlement entendait gouverner le peuple par ses propres lois et punir ceux qui commettraient des infractions. Voulaient-ils dire que l'Angleterre ne serait plus la sujette d'un royaume étranger ou d'une république étrangère ? Cela ne nécessitait pas un acte du Parlement, vu qu'il n'existe aucun Roi, aucun peuple qui prétende être son maître. Alors, que voulaient-ils dire ?

A. Ils voulaient dire que ni ce roi, ni aucun roi, ni aucune personne mais seulement eux seraient les maîtres du peuple, et ils l'auraient dit en ces termes clairs si le peuple avait pu être trompé avec des termes intelligibles aussi aisément qu'avec des termes inintelligibles.

Après cela, ils se partagèrent de l'argent et des propriétés venant des terres et des biens du parti loyaliste. Ils promulguèrent aussi en ces termes un engagement

que tout le monde devait prendre : *Vous promettez d'être loyal et fidèle à la République d'Angleterre telle qu'elle est désormais établie, sans Roi ni Chambre des Lords.*

Ils bannirent aussi à une distance minimale de vingt miles de Londres tous les partisans du Roi, leur interdisant de s'éloigner de plus de cinq miles de leur lieu de résidence.

B. Peut-être voulaient-ils les garder prêts pour un massacre en cas de besoin. Mais que faisaient les Ecossais pendant ce temps ?

A. Ils étaient en train d'envisager, pour l'armée qu'ils levaient pour le Roi, comment ils pourraient exclure du (165) commandement tous ceux qui avaient loyalement servi son père et tous les Indépendants et tous ceux qui avaient eu un commandement dans l'armée du duc Hamilton. C'est là l'essentiel de ce qui s'est passé cette année-là.

Le marquis de Montrose qui, en l'année 1645, avait, avec quelques hommes et en peu de temps, fait en Ecosse des choses presque incroyables contre les ennemis du défunt Roi, débarqua de nouveau, au début de l'année 1650, au nord de l'Ecosse, avec une commission du Roi actuel, espérant lui rendre d'aussi bons services que ceux qu'il avait rendus à son père. Mais les choses avaient changé car les forces écossaises étaient alors en Angleterre au service du Parlement alors que, aujourd'hui, elles étaient en Ecosse, nouvellement recrutées et beaucoup plus nombreuses (pour leur projet d'invasion). De plus, les soldats que le marquis avait amenés avec lui étaient peu nombreux et étrangers et les Highlanders n'étaient pas venus comme il l'espérait ; de sorte qu'il fut rapidement défait et, peu après, fut fait prisonnier, et (d'une façon beaucoup plus vindicative que ne le requerrait la vengeance) fut exécuté par les Covenantaires d'Edimbourg le 2 mai.

B. Quel bien le Roi pouvait-il attendre d'une union avec ces hommes qui, pendant la durée du traité, firent preuve de tant de malveillance à l'égard de l'un de ses meilleurs serviteurs ?

A. Sans aucun doute (les hommes d'Eglise prédominant alors), ils lui auraient fait ce que le Parlement anglais avait fait à son père s'ils avaient pu obtenir par là ce à quoi ils aspiraient bêtement, le gouvernement de la nation. Ne croyez pas que les Indépendants étaient pires que les Presbytériens ; les uns et les autres voulaient détruire tout ce qui se trouvait sur le chemin de leur ambition. Mais la nécessité poussa le Roi à ne pas tenir compte de cette indignité et de nombreuses autres indignités plutôt que de souffrir que la poursuite de ses droits en Angleterre soit freinée et risque de se terminer.

B. En vérité, je crois que, si l'on souffre qu'un royaume devienne une vieille créance, elle sera difficilement recouvrée. En outre, le Roi était certain, partout où il serait victorieux, de ne perdre que des ennemis.

(166) A. A peu près à l'époque de la mort de Montrose, en mai, Cromwell était encore en Irlande et son travail n'était pas terminé. Mais, se rendant compte, ou ses amis l'ayant averti, que sa présence dans l'expédition qui se préparait à ce moment contre les Ecosais serait nécessaire à son dessein, il envoya un message au Croupion pour connaître son bon plaisir sur son retour. Malgré tout, il savait ou pensait qu'il n'était pas nécessaire d'attendre la réponse. Il partit et arriva à Londres le 6 juin suivant et fut accueilli par le Croupion. Or le général Fairfax, qui était vraiment ce qu'il prétendait être, un Presbytérien, avait été si bien catéchisé par les ministres presbytériens d'ici qu'il refusa de se battre contre ses frères d'Ecosse. Ni le Croupion, ni Cromwell ne tentèrent de rectifier sa conscience sur ce point. Et ainsi, Fairfax ayant renoncé à sa commission, Cromwell fut fait général de toutes les forces d'Angleterre et d'Irlande, ce qui était une nouvelle marche gravie vers le pouvoir souverain. Et alors, il apparut qu'il ne restait plus qu'une marche, se rendre maître de l'Ecosse. C'est vers elle qu'il commença à marcher le 12 juin et il arriva à Barwick le 21 juillet avec une armée composée de 16.000 cavaliers et fantassins.

B. Où le Roi était-il ?

A. En Ecosse et nouvellement arrivé. Il débarqua au nord et fut conduit avec les honneurs jusqu'à Edimbourg bien qu'il ne se fût pas accordé avec les Ecossais sur toutes les choses. En effet, bien qu'il eût cédé sur des conditions aussi dures que celles sur lesquelles le défunt Roi avait cédé pour l'île de Wight, ils avaient cependant toujours quelque chose à ajouter, jusqu'au moment où le Roi, n'en endurant plus d'autres, les quitta pour repartir vers le nord. Mais ils envoyèrent derrière lui des messagers pour le prier de revenir. Ces messagers avaient des forces suffisantes pour le ramener au cas où il aurait refusé. Finalement, ils se mirent d'accord mais ils ne voulaient pas souffrir que le Roi ou un royaliste eût un commandement dans l'armée.

B. Le résumé de tout cela, c'est que le Roi était prisonnier à cet endroit.

A. De Barwick, Cromwell envoya une déclaration aux Ecossais pour leur dire qu'il avait une raison de se quereller, non avec eux, mais avec un parti malveillant qui avait (167) ramené le Roi pour troubler la paix entre les deux nations et qu'il était prêt à discuter pour donner et obtenir satisfaction ou à décider de la cause par la bataille. Les Ecossais répondirent en déclarant qu'ils ne serviraient pas les intérêts du Roi s'il ne reconnaissait pas les péchés de sa Maison, ses procédés antérieurs et s'il ne donnait pas satisfaction au peuple de Dieu dans les deux royaumes. Jugez par là si le Roi actuel n'était pas dans une aussi mauvaise situation que celle de son père quand il était entre les mains des Presbytériens d'Angleterre.

B. Les Presbytériens sont partout les mêmes : ils voudraient bien gouverner de façon absolue tous ceux avec qui ils sont en relations, ne justifiant cela que par cette idée, que là où ils règnent, c'est Dieu qui règne et nulle part ailleurs. Mais je remarque une demande étrange, que le Roi reconnût les péchés de sa Maison. En effet, je pensais que tous les théologiens avaient considéré comme certain qu'un homme n'était tenu qu'à reconnaître ses propres péchés, non ceux d'un autre.

A. Le Roi ayant cédé à toutes les exigences de l'Eglise, les Ecossais débutèrent la guerre qu'ils avaient projetée. Cromwell marcha sur Edimbourg, provo-

quant tout le monde à la bataille. Mais, comme ils refusaient et que les provisions devenaient rares dans l'armée anglaise, Cromwell se retira à Dunbar, désespérant d'un succès et ayant l'intention de retourner en Angleterre par mer ou par terre. Tel était l'état dans lequel ce général (Cromwell), tant glorifié pour sa conduite, avait amené son armée que toute sa gloire aurait pris fin dans la honte et le châtiement si la fortune et les fautes de ses ennemis ne l'avaient pas sauvé. En effet, comme il se retirait, les Ecossais le suivirent de près pendant tout le chemin jusqu'à un mile de Dunbar. Il y avait une suite de collines qui, d'au-delà Edimbourg, allait de façon sinueuse jusqu'à la mer et croisait la grand-route entre Dunbar et Berwick, à un village nommé Copperspeith, où le passage est si difficile que, si les Ecossais, en temps voulu, y avaient envoyé quelques hommes pour le garder, les Anglais n'auraient jamais pu rentrer chez eux. En effet, les Ecossais gardaient les collines et n'avaient pas eu besoin de combattre sans avoir un grand avantage, et ils étaient à presque deux contre un. (168) L'armée de Cromwell était au pied de ces collines, du côté nord, et il y avait entre elle et les collines un grand fossé, le lit d'un torrent ; de sorte qu'ils ne pouvaient rentrer par terre, ni tenter d'embarquer sans causer leur ruine, ni rester en cet endroit à cause du défaut de vivres. Or Cromwell, sachant que le passage était libre et commandant une grande partie de la cavalerie et de l'infanterie pour s'en emparer, il était nécessaire pour les Ecossais de les laisser passer, eux qui se vantaient de les avoir attrapés, ou alors de combattre. Avec les meilleurs de leurs cavaliers, ils chargèrent donc les Anglais et, d'abord, les firent reculer un peu. Mais l'infanterie anglaise avança, les Ecossais furent mis en fuite et cette fuite de la cavalerie empêcha l'infanterie de s'engager. Cette dernière dut fuir comme le fit aussi le reste de leur cavalerie. C'est ainsi que la sottise des commandants écossais leur fit perdre leurs chances et que les deux petits groupes furent ramenés au même niveau. La fortune donna la victoire aux Anglais qui n'étaient pas beaucoup plus nombreux que les Ecossais qui furent tués ou furent faits prisonniers. L'Eglise perdit ses canons, ses bagages, 10.000 armes et presque toute son armée. Le reste fut regroupé et ramené à Stirling par Lesley.

B. Cette victoire fut une chance pour le Roi car, si les Ecossais avaient été vainqueurs, les Presbytériens d'Angleterre et d'Ecosse auraient à nouveau dominé et le Roi aurait été dans une situation semblable à celle de son père à Newcastle,

dans les mains de l'armée écossaise. En effet, par cette victoire, les Anglais, enfin, avaient ramené les Ecossais à une assez bonne habitude d'obéissance au Roi, pour quand il recouvrirait ses droits.

A. En poursuivant cette victoire, les Anglais marchèrent sur Edimbourg (quittée par les Ecossais), fortifièrent Leith et prirent tous les châteaux et toutes les forces qu'ils jugèrent bons à prendre de ce côté de l'Estuaire [du Forth] qui était désormais devenu la frontière entre les deux nations. Les ecclésiastiques écossais, qui commençaient à mieux considérer les choses, résolurent d'admettre certains royalistes dans des postes de commandement de la nouvelle armée qu'ils avaient l'intention de lever. Cromwell, D'Edimbourg, marcha sur Stirling (169) pour provoquer l'ennemi à se battre mais, trouvant qu'il y avait là du danger, il retourna à Edimbourg et assiégea le château. En même temps, il envoya un détachement à l'est de l'Ecosse pour arrêter Strachan et Kerr, deux Presbytériens importants qui devaient lever des forces pour leur nouvelle armée. Pendant ce temps, les Ecossais couronnaient le Roi à Scone.

En Ecosse, le reste de cette année fut occupé ainsi : Cromwell prit le château d'Edimbourg, tenta de passer l'Estuaire du Forth ou de trouver d'autres façons de le franchir pour aller vers les forces écossaises, tandis que les Ecossais hâtaient leur levée de troupes dans le nord.

B. Que fit le Croupion pendant ce temps ?

A. Ils votèrent la liberté de conscience pour les sectes, c'est-à-dire qu'ils extirpèrent le dard du Presbytérianisme qui consistait à imposer au peuple avec sévérité des opinions bizarres qui n'avaient rien à voir avec la religion mais qui faisaient progresser le pouvoir des ministres presbytériens. Ils levèrent encore des troupes et en donnèrent le commandement à Harrison, un homme de la Cinquième Monarchie qui était désormais Major général. Pour les remercier de les avoir libérés de la tyrannie presbytérienne, les hommes de la Cinquième Monarchie et d'autres sectaires levèrent deux régiments de cavaliers et un régiment de fantas-

sins. Ils firent aussi abattre la statue du défunt Roi à la Bourse et, dans la niche où elle se trouvait, ils firent écrire ces mots : *Exit tyrannus, Regum ultimus, etc.* ¹⁴⁰

B. Quel bien cela leur fit-il et pourquoi ne firent-ils pas abattre les statues de tous les autres Rois ?

A. Quelle explication peut-on donner d'actions qui ne procèdent pas de la raison mais de la rancœur et de passions du même genre ? Outre cela, ils reçurent des ambassadeurs du Portugal et de l'Espagne qui reconnurent leur pouvoir. A la fin de l'année, ils préparèrent des ambassadeurs pour les Pays-Bas afin de leur offrir leur amitié. Tout ce qu'ils firent par ailleurs, ce fut de persécuter et d'exécuter des royalistes.

Au début de l'année 1651, le Général Dean arriva en Ecosse et, le 11 avril, le Parlement écossais s'assembla et fit certains actes pour une meilleure union (170) entre eux et pour une meilleure obéissance au Roi qui était désormais à Stirling avec ses forces écossaises, espérant que des levées de troupes lui en donneraient encore plus. Cromwell, d'Edimbourg, alla plusieurs fois à Stirling pour inciter les Ecossais à se battre. Il n'y avait aucun gué pour faire passer ses hommes. Enfin, des bateaux étant arrivés de Londres et de Newcastle, le colonel Overton (même si ce fut d'abord long car on était alors en juillet) fit passer ses 1.400 fantassins avec un autre régiment de fantassins et quatre troupes de cavaliers, et il se retrancha à Northferry, de l'autre côté ; et, avant qu'une aide pût venir de Stirling, le Major Général Lambert traversa aussi avec autant d'hommes. A ce moment-là, Sir John Browne était venu s'opposer à eux avec 4.500 hommes que les Anglais défirent, tuant environ 2.000 hommes et faisant 1.600 prisonniers. Cela fait et, ayant fait traverser autant de soldats qu'il le jugeait bon, Cromwell se présenta devant St Johnstone's (d'où le Parlement écossais, à la nouvelle de sa traversée de l'estuaire, s'était replié à Dundee) et la somma de se rendre. Le même jour, on lui avait appris que le Roi marchait de Stirling vers l'Angleterre, ce qui était vrai mais, bien que le Roi ait trois jours de marche d'avance, il décida de prendre la ville avant de se mettre à sa suite et, le jour suivant, la ville se rendit.

¹⁴⁰ Fin du tyran, dernier des rois. (NdT)

B. Quels espoirs le Roi avait-il en venant en Angleterre, n'ayant personne devant ni derrière lui, du moins personne avec des armes, sinon ses ennemis ?

A. Mais il y avait devant lui la ville de Londres qui, en général, haïssait le Croupion et où on pouvait raisonnablement compter 20.000 hommes bien armés. La plupart des hommes pensaient prendre son parti s'il s'approchait de la ville.

B. Quelle probabilité y avait que cela arrivât ? Ne pensez-vous pas que le Croupion était assuré des services du maire et de ceux qui commandaient la *milice* (militia) de la ville ? S'ils avaient été réellement les amis du Roi, quel besoin avaient-ils d'attendre sa venue à Londres ? S'ils l'avaient voulu, ils auraient pu se saisir du Croupion qui n'avait aucune possibilité de se défendre ou, du moins, ils auraient pu l'expulser de la Chambre.

(171) A. Ce n'est pas ce qu'ils firent. Au contraire, ils permirent des recrutements pour l'armée de Cromwell et la levée de troupes pour empêcher le pays de se rallier au Roi. Le Roi commença sa marche de Stirling le dernier jour de juillet et il arriva par la route de Carlisle, le 22 août, à Worcester avec une armée fatiguée d'environ 13.000 hommes. Cromwell le suivait et, accompagné de nouvelles troupes, il encercla Worcester avec 40.000 hommes et, le 3 septembre, il défit entièrement l'armée du Roi. C'est ici que fut tué le Duc Hamilton, le frère de celui qui avait été décapité.

B. Que devint le Roi ?

A. La nuit venant, il quitta la ville avant qu'elle ne fût prise. Il faisait noir et aucun cavalier ennemi n'était dans la ville, les pillards fantassins ayant fermé les portes de peur que les cavaliers n'entrassent et n'eussent une part du butin. Avant le matin, le Roi atteignit le Warwickshire, à vingt-cinq miles de Worcester. Déguisé, il resta là un certain temps et, ensuite, il alla ici et là, en grand danger d'être

découvert, jusqu'à ce qu'enfin, de Bright-Hempsted, dans le Sussex, il embarqua pour la France.

B. Quand Cromwell fut parti, que se passa-t-il d'autre en Ecosse ?

A. Le lieutenant général Monk, que Cromwell y laissa avec 7.000 hommes, le 14 août, prit Stirling qui se rendit et, le 3 septembre, prit d'assaut Dundee parce qu'elle résistait. Les soldats pillèrent la ville et eurent un bon butin parce que les Ecossais, par sécurité, y avaient envoyé d'Edimbourg et de St. Johnstone's leurs biens les plus précieux. Il prit de la même façon, par reddition, Aberdeen et St. Andrews (le lieu où les ministres écossais avaient appris à faire les idiots). Dans les Highlands, le Colonel Alured s'empara aussi d'un petit groupe de lords et de gentilshommes, à savoir quatre comtes, quatre lords et plus de vingt chevaliers et gentilshommes qu'il envoya prisonniers en Angleterre ; de sorte qu'il n'y avait plus rien à craindre de l'Ecosse, le problème étant pour le Croupion de prendre une décision à son sujet. Finalement, ils décidèrent de l'unir et de l'incorporer à une République avec l'Angleterre et l'Irlande. (172) Dans ce but, ils y envoyèrent St. Johns Vane et d'autres commissaires pour leur offrir cette union par une déclaration publique et pour leur demander de choisir leurs députés des comtés et leurs bourgeois des villes et de les envoyer à Westminster.

B. C'était une très grande faveur.

A. Je le pense aussi et, pourtant, cette déclaration fut refusée par de nombreux Ecossais, surtout par les ministres et d'autres Presbytériens. Les ministres avaient accepté la levée d'argent pour payer les soldats anglais mais ils interdirent de façon absolue d'obéir à la déclaration des commissaires anglais.

B. Selon moi, cette contribution au paiement des conquérants était une marque de servitude tandis que la conclusion de l'union les rendait libres et leur donnait les mêmes privilèges qu'aux Anglais.

A. La raison pour laquelle ils refusèrent, fournie par les ministres presbytériens eux-mêmes, était celle-ci : elle conduisait à la subordination de l'Eglise à l'état civil pour les choses du Christ.

B. C'est là déclarer de façon évidente à tous les rois et à toutes les républiques en général qu'un ministre presbytérien ne sera jamais un bon sujet pour les choses du Christ, choses dont il jugera par lui-même. Qu'avons-nous gagné en nous libérant de la tyrannie du Pape si ces minables lui succèdent, eux qui n'ont rien, à l'exception de leur silence, qui puisse profiter au public. Quant à leur savoir, il n'est rien de plus qu'une connaissance imparfaite du grec et du latin et un savoir-faire acquis du langage des Ecritures, avec les gestes et le ton qui conviennent mais, de la justice et de la charité (la moelle de la religion), ils n'ont aucune connaissance, aucune pratique, comme on le voit bien dans les histoires que je vous ai racontées. Ils ne distinguent les pieux des impies que par la conformité d'intention chez les hommes de jugement ou par la répétition de leurs sermons par les petites gens du peuple.

(173) A. Mais cette mauvaise humeur des Ecossais ne servit à rien car, à Westminster, ils firent une loi décidant de l'union des nations, de l'abolition de la monarchie en Ecosse et de la punition de ceux qui transgresseraient cette loi.

B. Que fit d'autre le Croupion cette année-là ?

A. Ils envoyèrent St. Johns et Strickland comme ambassadeurs à La Haye pour offrir une ligue aux Provinces Unies. Ils eurent une audience le 3 mars. St. Johns, par un discours, montra à ces Etats quels avantages ils pourraient tirer de cette ligue pour leur commerce et leur navigation en utilisant les ports et havres anglais. Les Hollandais, bien qu'ils ne montrassent pas de grand empressement dans cette affaire, nommèrent cependant des commissaires pour traiter avec eux sur cette question. Mais le peuple était en général hostile au projet et appelait les ambassadeurs et leur suite des traîtres et des assassins (ce qu'ils étaient). Les gens

firent un tel tumulte autour de leur résidence que leur suite n'osa pas sortir tant que les Etats ne les auraient pas calmés. Le Croupion, averti de la chose, les rappela immédiatement. Le compliment que St. Johns fit aux commissaires à son départ mérite d'être entendu par vous. Vous avez, dit-il, un œil sur les événements d'Ecosse et vous refusez pour cela l'amitié que nous vous avons offerte. Or je puis vous assurer que nombreux sont les parlementaires qui étaient d'opinion de ne pas vous envoyer des ambassadeurs tant qu'ils n'auraient pas résolu ¹⁴¹ cette affaire entre eux et le Roi, et alors, nous aurions attendu vos ambassadeurs. Je vois maintenant notre erreur et je me rends compte que ces gentilshommes étaient dans le vrai. Dans peu de temps, vous verrez cette affaire terminée et, alors, vous viendrez solliciter ce que nous vous avons librement offert, quand vous serez bien embêtés d'avoir refusé notre présent.

B. St. Johns n'était pas certain que l'affaire écossaise se terminerait comme elle s'est terminée car, bien que les Ecossais eussent été battus à Dunbar, il ne pouvait être certain de leur entrée en Angleterre qui se fit ensuite.

A. Mais il supposait bien car, dans le mois qui suivit la bataille de Worcester, un acte passa qui interdisait l'importation (174) de marchandises dans d'autres bateaux que les bateaux anglais. Les Anglais molestèrent aussi leurs pêcheurs sur nos côtes. De nombreuses fois, ils fouillèrent leurs bateaux (lors de notre guerre avec la France) et firent quelques prises. C'est alors que les Hollandais envoyèrent leurs ambassadeurs pour demander ce qu'ils avaient précédemment refusé mais aussi en partie pour s'informer des forces navales des Anglais et pour savoir si le peuple d'ici était content de son gouvernement.

B. Comment cela se passa-t-il?

¹⁴¹ « we had separated » est très certainement une coquille. Il faut, je pense, lire « we had superated ». (NdT)

A. Le Croupion montra alors aussi peu de désir d'accord que les Hollandais dans le passé, se tenant à des conditions qui n'avaient aucune chance d'être acceptées. Premièrement, que les Hollandais ne pussent pêcher sur les côtes anglaises sans payer ; deuxièmement, que les Anglais pussent librement commercer de Middleburgh à Antwerp, comme les Hollandais lors de leur révolte contre le Roi d'Espagne. Troisièmement, ils demandaient que les Hollandais fissent amende honorable pour la vieille affaire d'Ambogne (qui n'avait jamais été oubliée). De sorte que la guerre était déjà certaine, bien que la saison les empêchât d'agir avant le printemps suivant. Le vrai sujet de dispute, de la part des Anglais, était qu'on avait dédaigné leur offre d'amitié et que leurs ambassadeurs avaient été offensés. De la part des Hollandais, c'était l'avidité à absorber tout le trafic et une fausse estimation de leurs forces et des nôtres.

Pendant que ces choses se déroulaient, les restes de la guerre en Irlande et en Ecosse n'étaient pas négligés bien que ces deux nations n'aient été entièrement pacifiées que deux ans plus tard. La persécution des royalistes continua aussi et un certain Mr. Love fut décapité pour avoir entretenu une correspondance avec le Roi.

B. Je pensais qu'un ministre presbytérien, en tant que tel, ne pouvait être royaliste puisque les Presbytériens pensent que leur assemblée a le pouvoir suprême sur les choses du Christ et que, par conséquent, ils sont en Angleterre (selon une loi) des traîtres.

A. Vous pouvez continuer à penser ainsi car, bien que j'aie appelé Mr. Love un royaliste, je voulais le dire seulement pour l'acte pour lequel il a été condamné. Ce fut lui qui, lors du traité d'Uxbridge, (175) prêchant devant les commissaires, avait dit : il est aussi impossible au ciel et à l'enfer de s'accorder qu'au Roi et au Parlement. Ils sont, lui et les autres Presbytériens, et étaient les ennemis des ennemis du Roi, Cromwell et ses fanatiques, pour leur propre intérêt et non pour celui du Roi. Leur loyauté était semblable à celle de Sir John Hotham's qui avait empêché le Roi d'entrer dans Hull et qui voulait ensuite remettre traîtreusement la ville au Marquis de Newcastle. Ces Presbytériens ne peuvent donc correctement être appelés loyaux mais plutôt doublement perfides, à moins que vous ne pensiez

que, de même que deux négations reviennent à une affirmation, deux trahisons équivalent à la loyauté.

Cette année-là aussi, les îles Sorlingues, les îles de Man, les Barbades et St Christophe furent réduites à l'obéissance au Croupion. Il arriva une chose qui leur déplut qui était que Cromwell leur avait ordonné de cesser de siéger, conformément à la loi sur les Parlements triennaux.

B. Je pense qu'en vérité c'était sévère.

A. En l'année 1652, le 14 mai, la guerre de Hollande commença de cette manière : trois bateaux de guerre hollandais et divers navires marchands qui revenaient du détroit de Gibraltar, ayant été découverts par un certain Capitaine Young qui commandait quelques frégates anglaises, ledit Young demanda à leur amiral de faire amener le pavillon (une chose habituellement faite pour reconnaître l'empire anglais dans les détroits), ce qu'il fit donc. Puis vint le vice-amiral et, alors qu'on lui demandait (comme à l'autre) de baisser son pavillon, il répondit clairement qu'il ne le ferait pas. Mais, après avoir l'échange de quatre ou cinq bordées et des dégâts de part et d'autre, il le baissa. Mais le capitaine Young demanda aussi que le vice-amiral lui-même ou son navire donnât réparation du dommage déjà subi, demande à laquelle le vice-amiral répondit qu'il avait baissé son pavillon et qu'il se défendrait et défendrait son bateau. Là-dessus, le capitaine Young, ayant consulté les capitaines de ses autres bateaux, de peur d'être accusé d'avoir déclenché la guerre en ce temps de traité, la nuit venant, jugea bon de ne pas aller plus loin.

B. Il est certain que c'est à ce moment que commença la guerre. Mais qui la commença ?

(176) A. La domination des mers appartenant à l'Angleterre, il ne fait pas de doute que ce furent les Hollandais qui commencèrent. Que cette domination appartînt aux Anglais, ce fut reconnu d'abord pacifiquement par l'amiral et enfin par le vice-amiral en faisant baisser leur pavillon.

Environ quinze jours plus tard, il y eut une autre bataille et pour la même raison. Van Tromp, avec quarante-deux navires de guerre, s'en vint au nord des Goodwin Sands (Le Major Bourne étant alors avec quelques bateaux du Parlement dans les Downs et Blake étant avec le reste plus loin à l'ouest) et il envoya deux de ses capitaines à Bourne pour s'excuser d'être venu en ce lieu. Bourne répondit que le message était civil mais qu'il semblerait plus vrai s'il partait vraiment. Tromp s'éloigna avec l'intention (maintenant que Bourne était satisfait) de naviguer vers Blake, ce qu'il fit. Mais c'est ce que fit aussi Bourne, par crainte du pire. Quand Tromp et Blake furent près l'un de l'autre, Blake fit tirer sur le navire de Tromp pour lui ordonner de baisser son pavillon. Il le fit trois fois et Tromp lui envoya alors une bordée ; et c'est ainsi que commença la bataille (au début de laquelle Bourne arriva) qui dura de deux heures jusqu'à la nuit, les Anglais ayant le dessus et le pavillon ayant, comme précédemment, déclenché le combat.

B. Quel besoin y avait-il, alors que les deux nations étaient fermement décidées à se battre, de faire tant de chichis pour savoir qui commencerait ? S'il s'agissait de gagner des alliés et des confédérés de cette façon, je pense que le procédé était vain, vu que les princes et les Etats, en de telles occasions, ne considèrent pas si la cause de leurs voisins est juste mais plutôt si l'issue de l'événement va servir leurs intérêts.

A. Il en va généralement ainsi mais, dans ce cas, les Hollandais, sachant que la domination des détroits était un titre noble envié par toutes les nations qui les bordaient, et que, par conséquent, elles s'y opposeraient selon toute probabilité, agirent assez sagement en faisant de ce point l'objet de la dispute. Après cette bataille, les ambassadeurs hollandais résidant en Angleterre envoyèrent un message au conseil d'Etat, dans lequel ils appelaient le dernier combat une *action irréfléchie* et affirmaient qu'elle avait été faite sans (177) la connaissance et contre la volonté de leurs seigneurs les Etats généraux. Ils demandaient que rien ne fût fait à chaud qui pût devenir irréparable. Là-dessus le Parlement décida par un vote : 1. Que les Etats généraux devraient payer les frais occasionnés et les dommages qu'ils avaient subis. 2. Que cela étant payé, il devrait y avoir une cessation de tous les actes d'hostilité et la mutuelle restitution de tous les navires et biens capturés. 3.

Quand ces deux choses auraient été accordées, qu'il faudrait que les deux républiques constituent une ligue. Ces décisions furent envoyées aux ambassadeurs hollandais en réponse à leur message mais avec un préambule exposant les bontés passées de l'Angleterre pour les Pays-Bas et faisant remarquer que leur nouvelle flotte de 150 navires de guerre n'avait pour intention apparente que la destruction de la flotte anglaise.

B. Que répondirent les Hollandais ?

A. Ils ne firent aucune réponse. Tromp fit voile vers la Zélande et Blake, avec soixante-dix navires de guerre, fit voile vers les Orcades pour s'emparer de leurs haranguiers et pour attendre cinq bateaux hollandais qui revenaient des Indes orientales. Et Sir George Askew, récemment revenu de la Barbade, entra dans les Downs avec cinquante navires de guerre où on lui ordonna de rester pour recruter sur la Tamise.

Van Tromp, maintenant équipé de 120 navires, comptait se mettre entre Sir George Askew et l'embouchure du fleuve mais il fut si longtemps empêché par des vents contraires que, les marchands réclamant son escorte, il ne put rester plus longtemps et, ainsi, il rentra en Hollande et, de là, se rendit aux Orcades où il rencontra lesdits bateaux venant des Indes orientales qu'il raccompagna chez eux. Alors, il entreprit de livrer bataille à Blake mais une tempête soudaine le força à prendre le large et dissipa tant sa flotte que seuls quarante-deux navires rentrèrent ensemble, les autres rentrant séparément par leurs propres moyens. Blake rentra aussi mais il se rendit d'abord sur la côte de Hollande avec 900 prisonniers et six navires de guerre qui étaient une partie des douze navires qu'il avait trouvés escortant leurs haranguiers. C'était le premier combat depuis la déclaration de guerre.

(178) Au mois d'août suivant, il y eut près de Plymouth une bataille entre de Ruyter, l'amiral de Zélande qui avait cinquante navires de guerre, et Sir George Askew qui en avait quarante. Sir George eut le dessus et aurait pu remporter une victoire complète si toute la flotte avait été engagée. Quoi qu'il en soit, le Croupion (bien que Sir George lui eût rendu service), dès son retour, ne l'employa plus

dans sa marine mais fit le choix, par un vote, pour l'année à venir, de trois généraux, Blake, qui l'était déjà, Dean et Monk.

A peu près à cette époque, l'archiduc Léopold assiégeant Dunkerque et les Français ayant envoyé une flotte pour le secourir, le général Blake tomba sur les Français à Calais et prit sept de leurs navires, ce qui fut la cause de la reddition de la ville.

En septembre, ils se battirent encore, de Witt et de Ruyter commandant les Hollandais et Blake les anglais ; et les anglais eurent encore le dessous.

De nouveau, à la fin de novembre, Van Tromp, avec quatre-vingts navires de guerre, se montra à l'arrière des Goodwin Sands, où Blake, bien qu'il n'eût avec lui que quarante navires, se risqua au combat avec lui. Il eut nettement le dessous et (la nuit séparant les combattants) il se retira sur la Tamise pendant que Van Tromp, gardant la mer, prenait aux Anglais quelques bateaux sans importance. Là-dessus (a-t-on dit), avec une vanité d'enfant, il pendit en haut du mat principal un balai, signifiant qu'il entendait balayer les mers de tous les bateaux anglais.

Après cela, en février, près de Portsmouth, les Hollandais, avec Van Tromp, se heurtèrent aux Anglais commandés par Blake et Dean et ils eurent le dessous. Voilà toutes les batailles qu'ils se livrèrent dans les détroits en cette année. Ils se battirent aussi une fois à Leghorn où les Hollandais eurent le dessus.

B. Je ne vois pas de grands avantages d'un côté ou de l'autre et, s'il en avait un, il était du côté des Anglais.

A. Aucun d'eux n'inclinait plus que l'autre à la paix. En effet, les Hollandais, après avoir envoyé des ambassadeurs au Danemark, à la Suède, à la Pologne et aux villes hanséatiques (où ils achetaient habituellement le goudron et les cordages) pour signifier la déclaration (179) de guerre et les gagner à leur cause, rappellèrent leurs ambassadeurs d'Angleterre. Et le Croupion, sans délai, leur donna l'audience de départ sans atténuer d'une seule syllabe la sévérité de leurs précé-

dentes propositions ; et, bientôt, afin de soutenir la guerre pour la prochaine année, il imposa le peuple d'une taxe de 120.000 livres *per mensem*. ¹⁴²

B. Que se passait-il chez nous pendant ce temps ?

A. Cromwell se querellait désormais (le dernier et le plus grand obstacle à son dessein) avec le Croupion et, dans ce but, il arrivait chaque jour de l'armée des pétitions, des discours, des remontrances et autres écrits semblables. Certains demandaient avec insistance que le Croupion soit dissout et fit place à un autre Parlement. Comme réponse, le Croupion, qui ne voulait pas céder et qui n'osait pas refuser, fixa la fin de sa session au 5 novembre 1654. Mais Cromwell n'entendait pas attendre aussi longtemps.

Pendant ce temps, l'armée d'Irlande obtenait des soumissions, acceptait des déportations d'Irlandais et condamnait ceux qu'elle voulait dans une Haute Cour de Justice qui avait été érigée à cet endroit dans ce but. Parmi ceux qui furent exécutés, on pendit Sir Phelim O'Neale qui avait commencé la rébellion. En Ecosse, les Anglais construisirent quelques citadelles pour brider cette nation récalcitrante. Ainsi se termina l'année 1652.

B. Venons-en donc à l'année 1653.

A. Désormais, il ne manquait plus à Cromwell qu'une marche à gravir pour combler son ambition et ce fut de mettre son pied sur le cou de ce Long Parlement, ce qu'il fit le 23 avril de cette année 1653, un moment très opportun car, bien que les Hollandais ne fussent pas encore maîtrisés, ils étaient très affaiblis et, en utilisant ce qui avait été pris à l'ennemi et en pressant le parti royaliste, le trésor fut pratiquement rempli ; et la taxe des 120.000 livres par mois commençait maintenant à rentrer ; et tout cela était à lui par le droit de l'armée.

Donc, sans plus de cérémonies, accompagné des Majors Généraux Lambert et Harrison, de quelques autres officiers et d'autant de soldats qu'il jugea bon, il se

¹⁴² Par mois. (NdT)

rendit à la (180) Chambre du Parlement pour dissoudre le Croupion, expulsa les membres et fit fermer les portes. Et, pour cette action, il fut plus applaudi par le peuple que pour ses victoires à la guerre et les parlementaires furent d'autant plus méprisés et tournés en ridicule.

B. Maintenant qu'il n'y avait plus de Parlement, qui détenait le pouvoir suprême ?

A. Si, par pouvoir suprême, vous entendez le droit de gouverner, personne ne le détenait ici. Si vous entendez par là la force suprême, c'était clairement Cromwell qui la détenait, à qui on obéissait en tant qu'il était général de toutes les forces d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

B. Est-ce qu'il prétendait à ce titre ?

A. Non mais immédiatement après, il inventa un titre, le suivant : qu'il lui était nécessaire, pour la défense de la cause pour laquelle le Parlement avait pris les armes (c'est-à-dire s'était rebellé), d'avoir recours à des actions extraordinaires. Vous savez que le prétexte de la rébellion du Long Parlement fut le *salus populi*, la sécurité de la nation contre une dangereuse conspiration des Papistes et d'un parti malveillant de l'intérieur ; et que tout homme est tenu, dans les limites de son pouvoir, d'assurer la sécurité de toute la nation (ce que personne, sinon l'armée, n'est capable de faire, et que le Parlement avait jusqu'ici négligé de faire). N'était pas alors le devoir du général de le faire ? N'avait-il donc pas le droit ? En effet, la loi du *salus populi* concerne uniquement ceux qui ont assez de pouvoir pour défendre le peuple, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir suprême.

B. Oui, certainement, il avait un aussi bon titre que le Long Parlement. Mais le Long Parlement représentait le peuple et il me semble que le pouvoir souverain appartient par essence aux représentants du peuple.

A. Oui, si celui qui fait les représentants, c'est-à-dire (dans le cas présent) le Roi, les convoque pour recevoir le pouvoir souverain et s'il y renonce. Autrement non. La Chambre Basse du Parlement n'a jamais été le représentant de toute la nation mais seulement de ceux qui élisent les Communes et cette Chambre n'a jamais eu le pouvoir d'obliger un lord ou un prêtre par ses actes et ses ordonnances.

(181) B. Cromwell n'eut-il que le seul titre de *salus populi* ?

A. Non car c'est un titre que peu d'hommes comprennent. Sa méthode était de se faire conférer le pouvoir suprême par le Parlement. Il convoqua donc un Parlement et lui donna le pouvoir suprême à condition qu'il le lui donnât. N'était-ce pas spirituel ? Donc, d'abord, il publia une déclaration qui précisait les causes pour lesquelles il dissolvait le Parlement. En résumé, il disait qu'au lieu de favoriser le bien du peuple de Dieu, les membres du Parlement s'efforçaient, par un projet de loi qui était prêt à passer, de faire élire de nouveaux membres de la Chambre et de perpétuer leur propre pouvoir. Ensuite, il constitua un conseil d'Etat avec ses propres créatures pour être l'autorité suprême d'Angleterre mais seulement jusqu'au moment où le nouveau Parlement serait convoqué et réuni. Il utilisa 142 personnes que lui-même ou ses officiers de confiance avaient choisies, dont la plupart avaient été instruites de ce qu'elles devaient faire. C'étaient des personnes obscures et la plupart étaient des fanatiques, même si Cromwell les appelait des hommes d'une fidélité et d'une honnêteté éprouvées. Le conseil d'Etat leur livra l'autorité suprême et, peu après, ces hommes la livrèrent à Cromwell. Le 4 juillet, ce Parlement se réunit et choisit comme président un certain M. Rous et il s'appela à partir de ce moment le Parlement d'Angleterre. Mais Cromwell, pour plus de sûreté, constitua aussi un conseil d'Etat, non avec des complices mineurs mais avec lui-même et ses principaux officiers. Ils s'occupaient de toutes les affaires, aussi bien publiques que privées, faisaient des ordonnances et donnaient des audiences aux ambassadeurs étrangers. Mais il avait maintenant plus d'ennemis qu'avant. Harrison, qui était le chef des hommes de la Cinquième Monarchie, avait renoncé à sa commission et ne faisait rien d'autre

que d'exciter son parti contre lui, et c'est la raison pour laquelle il fut ensuite mis en prison. Ce petit Parlement, pendant ce temps, faisait des actes si ridicules et qui déplaisaient tant au peuple qu'on pensa qu'il avait choisi ses membres à dessein pour attirer le mépris sur tous les Parlements gouvernants et pour redonner du crédit à la monarchie.

(182) B. Quels étaient ces actes ?

A. L'un d'eux déclarait que tous les mariages devaient être faits par un juge de paix et que les bans devaient être publiés pendant trois jours lors du marché suivant. Il n'était pas interdit d'être mariés par un ministre mais, sans un juge de paix, le mariage était nul, de sorte que plusieurs couples prudents (pour être sûrs l'un de l'autre, même s'ils pouvaient s'en repentir ensuite) se marièrent des deux façons. Ils abrogèrent aussi le serment d'engagement que devait prêter tout homme pour engager une procédure devant une cour de justice, serment qui était une reconnaissance du défunt Croupion.

B. Aucune de ces choses ne nuisait à Cromwell.

A. Ils avaient aussi en cours un acte pour annuler tous les lois actuelles et tous les livres de droit et faire un nouveau code plus conforme à l'humeur des hommes de la Cinquième Monarchie qui étaient nombreux dans ce Parlement. Leur doctrine était que personne ne devait être souverain, sinon le Roi Jésus, et que personne ne devait gouverner sous ses ordres, sinon les saints. Mais leur autorité prit fin avant le passage de l'acte.

B. En quoi cela concernait-il Cromwell ?

A. Cela ne le concernait pas encore mais ils s'occupaient aussi d'un acte qui était presque prêt pour le débat et qui stipulait que, désormais, les Parlements seraient perpétuels, l'un commençant quand l'autre prendrait fin.

B. Je ne comprends pas cela, à moins que les Parlements ne puissent s'engendrer l'un l'autre comme des animaux ou comme le phénix.

A. Pourquoi pas comme le phénix ? Un Parlement ne peut-il pas, au jour de son expiration, envoyer des brefs pour constituer un nouveau Parlement ?

B. Ne pensez-vous pas qu'ils voudraient plutôt se convoquer de nouveau et, pour s'épargner la peine de revenir à Westminster, siéger encore où ils se trouveraient ? Ou, s'ils convoquent le pays pour faire de nouvelles élections et se dissolvent ensuite, par quelle autorité le peuple se réunira-t-il dans les cours des comtés puisqu'il n'y aura plus d'autorité suprême ?

A. Tout ce qu'ils faisaient était absurde, même s'ils ne le savaient pas et ils ne savaient pas non plus que cela offenserait Cromwell dont l'aspiration à la souveraineté n'était pas perçue par celui qui avait constitué l'acte (183). Mais le parti de Cromwell à la Chambre s'en rendait bien compte. Donc (dès qu'on soumit l'acte) l'un des membres se leva et déposa une motion, que, puisque qu'il était vraisemblable que la république ne recevrait que peu de profit de leur session, ils feraient mieux de se dissoudre. Cela dérangerait Harrison et les gens de sa secte et ils firent un discours contre ce propos, Mais le parti de Cromwell, dont le président était membre, quitta la Chambre et, avec la Masse devant eux, ils allèrent à Whitehall et remirent le pouvoir à Cromwell qui le leur avait donné. C'est ainsi qu'il obtint la souveraineté par un acte du Parlement et, quatre jours après, le 16 décembre, il fut nommé Protecteur des trois nations et prêta le serment d'observer certaines règles de gouvernement qui étaient réunies dans un parchemin et qui furent lues devant lui. Cet écrit fut appelé l'instrument.

B. Quelles étaient les règles qu'il jura d'observer ?

A. L'une était de convoquer un Parlement tous les trois ans et le premier devait commencer le 3 septembre suivant.

B. Je crois qu'il s'est montré un peu superstitieux dans le choix du 3 septembre parce que ce jour lui avait porté chance en 1650 et en 1651, à Dunbar et à Worcester.

A. Mais il ne savait en quoi la même date porterait chance à toute la nation en 1658, à Whitehall.

Une autre règle était qu'aucun Parlement ne serait dissous avant d'avoir siégé cinq mois et que les projets de loi qui lui seraient présentés passeraient avec son approbation dans les 20 jours ou, sinon, passeraient sans son approbation.

Une troisième règle précisait qu'il aurait un conseil d'Etat qui ne dépasserait pas 21 membres et qui n'en n'aurait pas moins de 13 ; et, qu'à la mort du Protecteur, ce conseil devrait se réunir et ses membres ne pas se séparer pas avant d'avoir choisi un nouveau Protecteur. Outre cette règle, il y en avait beaucoup d'autres qu'il n'est pas nécessaire de rapporter.

B. Comment la guerre contre les Hollandais se poursuivait-elle ?

A. Pour les Anglais, les généraux étaient Blake, Dean et Monk et, pour les Hollandais, le général était Van Tromp. Il y eut entre eux une bataille le 2 juin (un mois avant le début de ce petit Parlement) où les (184) Anglais eurent la victoire et repoussèrent les ennemis dans leurs ports mais en perdant le Général Dean qui fut tué par un coup de canon. La victoire fut assez importante pour faire envoyer des ambassadeurs hollandais en Angleterre afin de conclure un traité. Mais, au même moment, ils préparaient et mettaient à la mer une autre flotte qui, de la même façon, fut défaite à la fin du mois de juillet par le général Monk qui obtint alors une victoire plus grande qu'auparavant. Cela fit que les Hollandais s'abaissèrent jusqu'à acheter leur paix en payant les frais de la guerre et en reconnaissant, parmi d'autres points, le droit de pavillon des Anglais.

Cette paix fut conclue en mars, à la fin de cette année, mais elle ne fut pas proclamée avant avril, l'argent, semble-t-il, n'ayant pas été payé avant cette date.

La guerre de Hollande étant maintenant terminée, le Protecteur envoya son plus jeune fils Henri en Irlande et il le fit aussi, quelque temps après, lieutenant de l'endroit. Il envoya Monk comme lieutenant général en Ecosse pour tenir ces nations dans l'obéissance. Rien d'autre de mémorable ne mérite d'être signalé sur ce qui se passa chez nous, sinon la découverte d'un complot de royalistes contre (a-t-on dit) la vie du Protecteur qui, pendant tout ce temps, avait connaissance des desseins du Roi par un traître de sa cour qui, ensuite, fut pris en flagrant délit et fut exécuté.

B. Comment parvint-il à obtenir une si grande confiance du Roi ?

A. C'était le fils d'un colonel qui fut tué dans les guerres du côté du défunt Roi. De plus, il prétendait être employé par les sujets d'ici qui aimaient le Roi et lui étaient fidèles pour transmettre à sa Majesté les sommes que, de temps en temps, ils lui enverraient ; et, pour que cela soit crédible, Cromwell lui-même lui avait fait envoyer de l'argent.

L'année suivante, en 1654, il n'y eut aucun fait de guerre ; l'année fut consacrée à des ordonnances civiles, à la nomination de juges, à la prévention des complots (car les usurpateurs sont méfiants), à l'exécution des amis du Roi et à la vente de leurs terres. Le 3 septembre, conformément à l'instrument ¹⁴³, le Parlement se réunit. Il n'y avait pas de Chambre des Lords et la Chambre des Communes, comme précédemment, était composée de chevaliers et de bourgeois, (185) mais pas comme avant, avec deux bourgeois par bourg et deux chevaliers par comté. En effet, les bourgs, pour la plupart, n'avaient qu'un seul bourgeois alors que certains comtés avaient six ou sept chevaliers. Il y avait en plus vingt membres pour l'Ecosse et autant pour l'Irlande ; de sorte que Cromwell n'avait rien d'autre à faire qu'à montrer son art de gouverner sur six chevaux de carrosse qui venaient de lui être offerts et qui, aussi rebelles que lui, le jetèrent hors du siège de conduite et faillirent le tuer.

¹⁴³ Voir page 183. (NdT)

B. Ce Parlement, qui avait vu comment Cromwell avait traité les deux précédents, le long et le court, avait certainement appris à se conduire d'une façon plus avisée qu'avant.

A. Oui, surtout maintenant que Cromwell, dans son discours lors de la première assemblée, leur avait expressément interdit de se mêler soit du gouvernement par une seule personne ou par un Parlement, soit de la milice (*militia*), soit de la perpétuation des parlements, soit de la suppression de la liberté de conscience, et il leur avait dit aussi que chaque membre de la Chambre, avant de siéger, devait reconnaître son pouvoir en divers points. Sur quoi, sur 400 membres, on n'en vit d'abord pas plus de 200, même si (certains cédant), ensuite, ils furent plus de 300 à siéger. De plus, juste au début de leur session, il publia plusieurs ordonnances de son cru qui portaient une date antérieure à leur session pour qu'ils pussent voir qu'il considérait ses actes comme aussi valides que les leurs. Mais tout cela ne put leur faire entendre raison. Ils se mirent à débattre de tous les articles de la reconnaissance de son pouvoir.

B. Ils auraient dû en débattre avant de prêter serment.

A. Mais alors, ils n'auraient pas été autorisés à siéger. Cromwell, informé de leur entêtement et n'espérant plus de subsides de leur part, décida de les dissoudre.

Tout ce qui se passa d'autre en cette année fut l'exercice de la Haute Cour de Justice contre certains royalistes pour complot.

En l'année 1655, les Anglais, avec près de 10.000 hommes, débarquèrent à Hispaniola, dans l'espoir de piller de l'or et de l'argent qu'ils pensaient être en grande (186) abondance dans la ville de Saint-Domingue mais ils furent bien battus par un petit nombre d'Espagnols et, perdant près de 1.000 hommes, ils allèrent à la Jamaïque et en prirent possession.

Cette année-là aussi, le parti royaliste fit une autre tentative dans l'ouest et y proclama Roi Charles II ; mais, peu de gens se joignant aux royalistes et certains les quittant, la tentative prit bientôt fin et les personnes principales furent exécutées.

B. Dans ces nombreuses insurrections, les royalistes, bien qu'ayant de bonnes intentions, ne firent pourtant que desservir le Roi par leur impatience. Quel espoir avaient-ils de l'emporter sur une armée aussi grande que celle que le Protecteur avait à sa disposition ? Quelle raison y avait-il d'espérer voir les affaires du Roi s'améliorer par les dissensions et l'ambition des grands commandants de cette armée dont beaucoup avaient la faveur d'y être aussi estimés que Cromwell lui-même ?

A. C'était quelque peu incertain. Le Protecteur, frustré de son espoir de trouver de l'argent à Saint-Domingue, résolut de prendre chaque année aux royalistes le dixième de leur fortune et c'est surtout à cette fin qu'il divisa l'Angleterre en onze provinces commandées chacune par un major Général dont la mission était de faire la liste de toutes les personnes soupçonnées d'appartenir au parti du Roi et de leurs biens dans la province ; et aussi de s'assurer qu'ils n'agiraient pas contre l'Etat, révéleraient tous les complots qui viendraient à leur connaissance et s'engageraient de la même façon pour leurs serviteurs. Ils avaient aussi pour mission d'interdire les courses de chevaux et les rassemblements et de recevoir l'argent venant de ce dixième et d'en tenir les comptes.

B. De cette façon, l'usurpateur pouvait aisément s'informer de la valeur de tous les biens d'Angleterre et du comportement et des sympathies de toutes les personnes de qualité, ce qui, jusqu'à aujourd'hui, a été considéré comme une grande tyrannie.

A. L'année 1656, en vertu de l'instrument ¹⁴⁴, fut une année parlementaire. Entre le début de cette année et le jour de la session du Parlement, le 17 septembre, ces (187) majors généraux résidèrent dans leurs provinces respectives, se comportant de la façon la plus tyrannique. Parmi d'autres attitudes tyranniques, ils mirent en place une terreur électorale : ils se firent élire membres du Parlement et firent élire qui leur plaisait, ce qu'on jugea être une partie du dessein de Cromwell car il avait besoin d'un Parlement généreux, s'étant récemment attiré une guerre avec l'Espagne à cause d'une paix faite avec les Français.

C'est la même année que le capitaine Stainer attaqua près de Cadix la flotte argentine espagnole, huit navires. Il en coula deux, en prit d'eux et, dans l'un, il y avait deux millions de pièces de huit, ce qui faisait 400.000 livres sterling.

C'est aussi cette année-là que James Naylor apparut à Bristol, voulant se faire passer pour Jésus Christ. Il portait une barbe fourchue et ses cheveux étaient arrangés comme dans le *Volto Santo*. Questionné, il répondait parfois « tu l'as dit ». Il avait aussi ses disciples qui acceptaient de marcher à côté de son cheval avec de la boue à mi-jambe. Amené devant le Parlement, il fut condamné à être mis au pilori, à avoir la langue percée, à être marqué sur le front de la lettre B, pour blasphème, et à demeurer à Bridewell. Lambert, favori de l'armée, essaya de le sauver, en partie parce qu'il avait été son soldat et en partie pour s'insinuer dans les bonnes grâces des sectaires de l'armée car il n'était plus alors dans la faveur du Protecteur et méditait sur les moyens qui lui permettraient de lui succéder.

Environ deux ans avant cela, il y eut en Cornouaille une prophétesse très renommée pour ses songes et ses visions et écoutée par de nombreuses personnes, dont certains étaient d'éminents officiers. Mais elle et certains de ses complices ayant été emprisonnés, on n'entendit plus parler d'elle.

B. J'en ai connu un autre, un certain Lilly, qui a prophétisé pendant tout le temps du Long Parlement. Que lui firent-ils ?

A. Ses prophéties étaient d'un autre genre. C'était un auteur d'almanachs et il prétendait pratiquer le prétendu art de (188) l'astrologie judiciaire. C'était un sim-

¹⁴⁴ Voir page 183. (NdT)

ple escroc qui vivait de l'ignorance de la multitude et, sans aucun doute, il aurait été inquiet si ses prophéties avaient été, d'une façon ou d'une autre, désavantageuses pour le Parlement.

B. Je ne comprends comment des songes et des présages de déments (car je considère ainsi tous ceux qui prédisent les événements à venir) peuvent être d'un grand désavantage pour la république.

A. Vous savez qu'il n'est rien qui ne rende si difficiles les décisions humaines que l'incertitude du futur, ni rien qui dirige aussi bien les hommes dans leurs délibérations que la prévision des conséquences de leurs actions, la prophétie étant souvent la cause principale de l'événement prédit. Si, par une prédiction, les gens avaient été assurés qu'Olivier Cromwell et son armée seraient un jour futur entièrement battus, ne se seraient-ils pas tous efforcés d'aider le parti qui lui infligerait cette défaite et d'en bien mériter. C'est pour cette raison que les diseurs de bonne aventure et les astrologues étaient si souvent bannis de Rome.

La dernière chose mémorable de cette année fut une motion faite par un membre de la Chambre, un échevin de Londres, pour que soient proposées au Protecteur une pétition et la demande de la Chambre de quitter le titre de Protecteur et de prendre celui de Roi.

B. En vérité, c'était une motion hardie et qui, si elle avait réussi, aurait mis un terme à l'ambition d'un grand nombre d'hommes et à la licence de l'armée entière. Je pense que la motion fut faite pour perdre aussi bien le Protecteur que ses officiers ambitieux.

A. C'est possible. En l'année 1657, la première chose que fit le Parlement fut de proposer la pétition au Protecteur pour qu'il assumât le gouvernement des trois nations avec le titre de Roi. Comme pour les autres Parlements, on avait refusé l'entrée à la plus grande partie des membres et d'autres s'étaient abstenus (189) de siéger et d'être responsables du couronnement du Roi Olivier. Mais les quelques membres qui siégèrent présentèrent le 9 avril la pétition au Protecteur dans la

salle de banquet de Whitehall où Sir Thomas Widdrington, le Président, lut les premiers arguments. Le Protecteur désirait se recueillir un certain temps auprès de Dieu, l'affaire étant grave. Le jour suivant, ils lui envoyèrent une commission pour recevoir sa réponse mais, comme la réponse n'était pas très claire, ils le pressèrent de nouveau de prendre une résolution. Il donna sa réponse dans un long discours qui se termina par un refus péremptoire. C'est ainsi que, conservant le titre de Protecteur, il assuma le gouvernement selon certains articles contenus dans ladite pétition.

B. Pourquoi refusa-t-il le titre de Roi?

A. Parce qu'il n'osait pas prendre ce titre à ce moment-là. L'armée étant dépendante de ses grands officiers et, parmi les officiers, beaucoup espérant lui succéder, et la succession ayant été promise au Major Général Lambert, l'armée se serait mutinée contre lui. Il était donc forcé d'attendre une conjoncture plus propice.

B. Quels étaient ces articles?

A. Les plus importants étaient : 1. Qu'il exerce la fonction de premier magistrat d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande sous le titre de Protecteur et les gouverne selon ladite pétition; et qu'il nomme son successeur de son vivant.

B. Je crois que les Ecossais, au début de leur rébellion, n'ont jamais pensé qu'ils seraient gouvernés de façon absolue comme ils le furent par Olivier Cromwell.

A. 2. Qu'il convoque un Parlement au moins tous les trois ans. 3. Que les personnes qui ont été choisies membres légalement ne soient pas exclus sans le consentement de la Chambre. En acceptant cette clause, le Protecteur n'avait pas remarqué que les membres exclus de ce Parlement étaient par là réadmis. 2. Que

les membres aient les qualités requises. 5. Que le pouvoir de l'autre Chambre soit défini. 6. Que les lois ne soient faites que par acte du Parlement. 7. Qu'un revenu annuel constant d'un million de livres soit (190) établi pour l'entretien de l'armée et de la marine et 300.000 livres pour l'entretien du gouvernement, outre d'autres revenus temporaires que la Chambre des Communes jugera bons. 8. Que tous les officiers de l'Etat soient choisis par le Parlement. 9. Que le Protecteur encourage la mission des pasteurs. Enfin, qu'il fasse faire une profession de religion qui soit acceptée et publiée. Il y a divers autres articles de moindre importance. Ayant signé les articles, il fut immédiatement réinstallé avec grande cérémonie.

B. En quoi était-ce nécessaire puisqu'il n'était toujours que Protecteur?

A. Mais les articles de cette pétition n'étaient pas tous identiques à ceux du précédent instrument car, désormais, il devait y avoir une autre Chambre et, alors qu'avant, son conseil devait nommer son successeur, il avait désormais le pouvoir de le faire lui-même, de sorte qu'il était un monarque absolu et pouvait laisser la succession à son fils s'il le voulait, et ainsi de suite, ou le transférer à qui lui plaisait.

La cérémonie finie, le Parlement fut ajourné au 20 janvier suivant et, alors, l'autre Chambre siégea aussi et les membres exclus siégèrent avec leurs collègues, conformément à un article de la pétition.

La Chambre des Communes, désormais pleine, prêta peu d'attention à l'Autre Chambre dans laquelle, sur soixante personnes, il n'y avait pas plus de neuf lords. Ils remirent en question tout ce que leurs collègues avaient fait pendant leur exclusion, d'où s'en était suivi la vacance du pouvoir récemment transmis au Protecteur. La conséquence fut que, se rendant à la Chambre, il leur fit un discours qui se terminait en ces termes : Par le Dieu vivant, je dois vous dissoudre et je vous dissous.

Cette année-là, les Anglais infligèrent aux Espagnols un autre grand coup à Santa Cruz, presque aussi fort que celui qu'ils leur avaient infligé l'année précédente dans la baie de Cadix.

Environ à l'époque de la dissolution de ce Parlement, les royalistes formèrent un nouveau dessein contre le Protecteur. Il s'agissait de faire une insurrection en Angleterre, le Roi étant alors en Flandres, prêt à les seconder avec une armée de là-bas; mais tout cela fut découvert par trahison et n'entraîna (191) que la perte de ceux qui s'y étaient engagés. Beaucoup, au début de l'année suivante, furent mis en prison par une Haute Cour de Justice et certains furent exécutés.

Cette année-là aussi, le Major Général Lambert, qui n'avait pas son pareil, si non Olivier, dans la faveur de l'armée, fut exclu de tout emploi. Parce qu'il s'attendait, grâce à cette faveur ou par la promesse du Protecteur, être son successeur au pouvoir suprême, il aurait été dangereux de lui laisser un commandement dans l'armée, le Protecteur ayant désigné comme successeur son fils aîné Richard.

Le 3 septembre 1658, le Protecteur mourut à Whitehall, ayant toujours été troublé, depuis sa dernière institution, par la peur d'être tué dans quelque attentat désespéré des royalistes.

Importuné dans sa maladie par son conseil privé qui lui demandait de nommer son successeur, il nomma son fils Richard. Encouragé non par son ambition personnelle mais par Fleetwood, Desborough, Thurlow et d'autres membres de son conseil, il accepta cette fonction. Il reçut rapidement des lettres de félicitations venant des armées d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. Son premier travail fut de se charger à ses frais des splendides funérailles de son père.

C'est ainsi que Richard Cromwell s'assit comme successeur de son père sur le trône impérial d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse, élevé jusqu'à lui par les officiers de l'armée et congratulé par toutes les parties de l'armée dans les trois nations. Il n'y eut guère de garnison omettant de lui envoyer des lettres flatteuses.

B. Puisque l'armée l'approuvait, comment en vint-il à être si rapidement rejeté?

A. L'armée était inconstante. Lui-même était irrésolu et sans aucune gloire militaire. Et, bien que les deux principaux officiers fussent en relations étroites avec lui, aucun d'eux, cependant, n'était le grand favori de l'armée. C'était Lambert qui, en courtisant Fleetwood pour qu'il se chargeât du protectorat et en trafi-

quant avec l'armée, était redevenu colonel. Lui et le reste des officiers tinrent un conseil à Wallingford (192) House (où demeurait Fleetwood) pour déposséder Richard, bien qu'ils n'eussent pas encore considéré comment les nations seraient ensuite gouvernées. En effet, depuis le début de la rébellion, la méthode de l'ambition était constamment celle-ci : d'abord détruire et ensuite considérer ce qu'il faut établir.

B. Le Protecteur, qui tenait sa cour à Whitehall, ne pouvait-il pas découvrir le complot des officiers qui se trouvaient à Wallingford House, si près de lui?

A. Oui, il en fut informé par divers amis qui lui conseillèrent, tout en acceptant de le faire, de tuer leur chef mais il n'avait pas assez de courage pour leur donner une telle commission. Il prit donc le conseil de personnes plus conciliantes, qui fut de convoquer un Parlement. Sur ce, des brefs furent bientôt envoyés à ceux qui formaient l'Autre Chambre dans le dernier Parlement et d'autres brefs furent envoyés aux shérifs pour l'élection des chevaliers et des bourgeois, pour s'assembler le 27 janvier suivant. Les élections furent faites selon l'ancienne manière et on obtint une Chambre des Communes qui était désormais d'un vrai tempérament anglais, avec quatre cents membres, incluant vingt membres pour l'Ecosse et autant pour l'Irlande. Assemblés sans le Protecteur et sans l'Autre Chambre, ils se considérèrent comme un Parlement ayant le pouvoir suprême sur les trois nations.

Pour premier travail, ils comptaient remettre en question le pouvoir de l'Autre Chambre mais, comme le Protecteur leur avait demandé, comme premier travail, un acte (déjà rédigé) pour la reconnaissance de son pouvoir protectoral, ils commencèrent par cela et votèrent (après une quinzaine de jours de délibérations) qu'un acte serait fait dont l'acte de reconnaissance serait une partie et que l'autre partie serait consacrée aux limites du pouvoir du Protecteur et à la protection des privilèges du Parlement et des libertés des sujets; et que tout cela passerait ensemble.

B. Pourquoi ces hommes obéirent-ils d'abord au Protecteur en s'assemblant à sa seule convocation? N'était-ce pas une reconnaissance aussi entière qu'il était nécessaire? Pourquoi, par cet (193) exemple, apprirent-ils au peuple qu'il fallait lui obéir et pourquoi, ensuite, en lui imposant des lois, lui apprirent-ils le contraire? N'était-ce pas le Protecteur qui avait fait le Parlement? Pourquoi ne reconnaissent-ils pas leur créateur?

A. Je crois que c'est le désir de la plupart des hommes de gouverner mais peu savent pourquoi l'un a plus le droit que l'autre de le faire, mis à part le droit de l'épée.

B. S'ils reconnaissaient le droit de l'épée, ils n'étaient ni justes, ni sages, de s'opposer au présent gouvernement qui avait été institué et approuvé par toutes les forces des trois royaumes. Les principes de cette Chambre des Communes étaient sans aucun doute les mêmes que ceux de la Chambre qui commença la rébellion et, s'ils avaient pu lever une armée, ils auraient fait la même chose au Protecteur et le général de leur armée, de la même manière, les aurait réduits à un Croupion. En effet, celui qui garde une armée et ne peut s'en rendre maître lui est nécessairement aussi assujetti que celui qui garde un lion chez lui. Le tempérament de tous les Parlements, depuis l'époque de la Reine Elisabeth, a été le même que celui de ce Parlement et il sera toujours tel tant que les Presbytériens et les hommes aux principes démocratiques auront une même influence sur les élections.

A. Après cela, ils décidèrent que, durant ce Parlement, ils traiteraient avec l'Autre Chambre mais sans ôter le droit des Pairs de se voir envoyer des brefs pour les futurs Parlements. Ces votes étant faits, ils procédèrent à un autre vote par lequel ils s'attribuèrent le pouvoir de la milice (*militia*). Pour montrer aussi leur pouvoir suprême, ils firent libérer certains de ceux qui avaient été (disaient-ils) illégalement emprisonnés par le précédent Protecteur. Ils réfléchissaient aussi sur d'autres points concernant les droits civils et la religion, qui plaisent beaucoup au peuple. De sorte que, à la fin de cette année, le Protecteur ne se méfiait pas moins du Parlement que du conseil des officiers de Wallingford House.

B. Il en est ainsi quand des hommes ignorants veulent entreprendre des réformes. Il y a trois partis, le Protecteur, le Parlement (194) et l'Armée. Le Protecteur contre le Parlement et l'armée, le Parlement contre l'armée et le Protecteur et l'armée contre le Protecteur et le Parlement.

A. Au début de 1659, le Parlement passa divers autres actes. L'un interdisait la réunion en conseil des officiers de l'armée sans ordre du Protecteur et des deux Chambres. Un autre interdisait qu'un homme eût un commandement ou un poste de confiance dans l'armée sans s'être d'abord engagé par écrit à ne jamais importuner les membres, de façon qu'ils puissent se réunir librement et débattre à la Chambre. Et, pour plaire aux soldats, ils décidèrent par un vote de prendre rapidement en considération les moyens de payer leurs arriérés. Mais, pendant qu'ils considéraient cela, le Protecteur (conformément au premier de ces actes) interdit la réunion d'officiers à Wallingford House. Ceci fit s'écrouler le gouvernement qui était déjà branlant à cause du désaccord entre le Protecteur et l'armée. En effet, les officiers vinrent de Wallingford House à Whitehall avec assez de soldats et apportèrent avec eux une commission déjà rédigée (donnant pouvoir à Desborough pour dissoudre le Parlement) pour que le Protecteur la signât, ce qu'il fit, son courage et son parti lui faisant défaut. Le Parlement continua néanmoins à siéger mais, à la fin de la semaine, il s'ajourna jusqu'au lundi suivant, le 25 avril. Lorsqu'ils arrivèrent le lundi matin, ils trouvèrent la porte de la Chambre fermée et les couloirs qui y menaient étaient remplis de soldats qui leur dirent clairement qu'ils ne devaient plus siéger. L'autorité et la tâche de Richard en ville prenant fin, il se retira à la campagne et, après quelques jours (sur la promesse du paiement de ses dettes qui s'étaient alourdies avec les funérailles de son père), il signa sa démission du Protectorat.

B. Pour qui?

A. Pour personne. Mais, après dix jours de cessation du pouvoir souverain, certains des membres du Croupion qui étaient en ville, avec l'ancien Président, M.

William Lenthal, décidèrent entre eux et avec Lambert, Hazlerig et d'autres officiers qui étaient aussi membres du Croupion, en tout quarante-deux, d'aller (195) à la Chambre, ce qu'ils firent et ils furent déclarés Parlement par l'armée.

Il y avait aussi à Westminster, à cette époque, pour leurs affaires privées, quelques-uns de ceux que l'armée avait exclus en 1648 et qui avaient été appelés les membres exclus. Se sachant élus par la même autorité et sachant qu'ils avaient le même droit de siéger, ils tentèrent d'entrer dans la Chambre mais ils furent empêchés par les soldats. Le premier vote du Croupion qui siégeait de nouveau fut *que toutes les personnes qui, avant membres du Parlement, n'ont pas siégé depuis 1648 ne siègent pas jusqu'à nouvel ordre du Parlement*. Ainsi, le Croupion, le 7 mai 1659, recouvra l'autorité qu'il avait perdue en avril 1653.

B. Vu qu'il y a eu tant de changements de l'autorité suprême, je vous prie, pour mémoire, de me les répéter brièvement dans l'ordre et avec les dates.

A. Premièrement, de 1640 à 1648, quand le Roi fut assassiné, le Roi Charles Ier et le Parlement presbytérien se disputaient la souveraineté. Deuxièmement, de 1648 à 1653, le pouvoir appartient à la partie du Parlement qui vota le procès du Roi et se déclara, sans le Roi et la Chambre des Lords, la première et suprême autorité d'Angleterre et d'Irlande. En effet, il y avait au Parlement deux factions, les Presbytériens et les Indépendants. Les premiers recherchaient seulement la sujétion du Roi, non directement sa destruction; les deuxièmes recherchaient directement sa destruction et c'est cette partie qui fut appelée le Croupion. Troisièmement, du 20 avril au 4 juillet, le pouvoir suprême fut entre les mains d'un conseil d'Etat constitué par Cromwell. Quatrièmement, du 4 juillet au 12 décembre de la même année, il fut entre les mains d'hommes appelés par Cromwell, qu'il nommait des hommes de fidélité et d'intégrité et dont il fit un Parlement qui fut appelé, par mépris pour l'un de ses membres, le Parlement de Barebones. Cinquièmement, du 12 décembre 1653 au 3 septembre 1658, il fut entre les mains d'Olivier (196) Cromwell, sous le titre de Protecteur. Sixièmement, du 3 septembre 1658 au 25 avril 1659, Richard Cromwell détint ce pouvoir en tant que successeur de son père. Septièmement, du 25 avril 1659 au 7 mai de la même année, il ne fut nulle part. Huitièmement, dès le 7 mai 1659, le Croupion, qui fut mis à la

porte en 1653, le recouvra; et le perdra de nouveau pour un comité de sûreté et le recouvrera de nouveau et le perdra encore au profit de son véritable propriétaire.

B. Par qui et par quel artifice le Croupion en vint-il à être mis dehors une seconde fois?

A. On aurait pensé qu'il était assez en sécurité. L'armée d'Ecosse qui, quand elle était à Londres, avait aidé Olivier à abattre le Croupion, se soumettait désormais, demandait pardon et promettait d'obéir. Les soldats, en ville, voyaient leurs arriérés payés et les commandants militaires, partout, prenaient l'ancien engagement par lequel ils reconnaissaient l'autorité du Croupion. Ils recevaient aussi à la Chambre leurs commissions du président qui était généralissime. Fleetwood fut fait lieutenant général mais avec de nombreuses limitations qui furent jugées nécessaires par le Croupion qui se rappelait comment il avait été traité par le général Olivier. Henry Cromwell, lieutenant général d'Irlande, ayant renoncé sur ordre à sa commission, revint en Angleterre.

Mais Lambert, à qui (dit-on) Olivier avait promis la succession et qui connaissait aussi bien que le Croupion le chemin dans lequel avait marché Cromwell jusqu'au Protectorat, était résolu à l'emprunter à la première occasion, laquelle se présenta immédiatement après. Outre certains complots des royalistes qui furent de nouveau persécutés selon l'ancienne mode, il y eut une insurrection faite contre eux par les Presbytériens dans le Cheshire, avec à sa tête Sir George Booth, l'un des membres exclus. Ils étaient environ trois mille et ils prétendaient établir un Parlement libre. On parla beaucoup d'un autre soulèvement, ou plutôt d'une tentative de soulèvement, dans le Devonshire et en Cornouaille en même temps. Pour réprimer Sir George Booth, le Croupion envoya une armée plus que suffisante (197) sous les ordres de Lambert qui défit rapidement le parti du Cheshire et recouvra Chester, Liverpool et toutes les autres places dont ils s'étaient emparés. Pendant et après la bataille, divers autres de leurs commandants furent faits prisonniers, dont Sir George Booth lui-même.

Cet exploit accompli, Lambert, avant son retour, flatta ses soldats avec un divertissement dans sa propre maison du Yorkshire et obtint leur consentement pour une pétition à transmettre à la chambre qui proposait qu'un général pût être établi

dans l'armée parce qu'un pouvoir extérieur à l'armée n'avait pas les aptitudes requises pour la juger.

B. Je ne vois pas où est cette inaptitude.

A. Moi non plus mais c'était (ai-je entendu dire) un axiome de Sir Henri Vane. Mais cela déplut tant au Croupion qu'il fit voter qu'il y avait trop de généraux déjà établis dans l'armée, que ce n'était pas nécessaire, que c'était une lourde charge et un danger pour la république.

B. Ce n'était pas la méthode de Cromwell car, bien que la victoire du Cheshire eût été aussi glorieuse que celle d'Olivier à Dunbar, ce ne fut cependant pas la victoire qui fit Olivier général mais la démission de Fairfax et le fait que le Parlement lui offrît sa fonction.

A. Mais Lambert avait une assez haute idée de lui-même pour espérer cette fonction. Donc, à son retour à Londres, lui et d'autres officiers réunis à Wallingford House mirent en forme leur pétition et l'appelèrent une représentation. Le point principal était d'avoir un général mais de nombreux autres points de moindre importance furent ajoutés. Ils firent présenter cette pétition à la Chambre le 4 octobre par le Major Général Desborough. Elle impressionna suffisamment les membres de la Chambre pour leur apprendre les bonnes manières et leur faire promettre de la mettre rapidement en discussion ; ce qu'ils firent et, le 12 octobre, ayant retrouvé leur courage, ils votèrent que les commissions de Lambert, Desborough et des autres du conseil de Wallingford House étaient nulles. Item, que l'armée fût gouvernée par une commission avec Fleetwood, Monk, Hazlerig, Walton, Morley et Overton jusqu'au 12 février suivant. Et, pour assurer la réussite de cela (198) contre la violence qu'on pouvait attendre de Lambert, ils ordonnèrent à Hazlerig et à Morley de délivrer des mandats à des officiers de confiance pour qu'ils amenassent leurs soldats à Westminster le lendemain matin; ce qui fut fait un peu trop tard. En effet, Lambert y avait amené ses soldats en premier. Il avait assiégé la Chambre et avait renvoyé le Président qui y entra à ce moment.

Mais les forces de Hazlerig, se trouvant aux abords du parc Saint James, entrèrent dans le cimetière St. Margaret; et c'est ainsi que les deux camps se considérèrent toute la journée sans oser se battre. C'est de cette façon que le Croupion fut dépossédé de la Chambre. Les officiers continuèrent à se réunir comme avant à Wallingford House.

Ils y choisirent parmi eux, avec quelques personnes de la cité, un comité qu'ils appelèrent le comité de sûreté dont les chefs étaient Lambert et Vane, comité qui, avec l'avis d'un conseil général d'officiers, avait le pouvoir de juger ceux qui commettaient des infractions aux lois, de réprimer les rébellions, de traiter avec les Etats étrangers, etc. Vous voyez qu'alors le Croupion était supprimé et que le pouvoir suprême (chargé du *salus populi*) était transféré à un conseil d'officiers. Et, pourtant, Lambert espérait l'avoir à la fin. Mais une de leurs limitations était qu'ils devaient dans les six semaines présenter à l'armée un nouveau modèle de gouvernement. S'ils l'avaient fait, pensez-vous qu'ils auraient préféré Lambert ou un autre qu'eux-mêmes pour l'autorité suprême?

B. Je ne le pense pas. Quand le Croupion confia une commission (parmi quelques autres) pour le gouvernement de l'armée, c'est-à-dire pour le gouvernement des trois nations, au général Monk, déjà commandant en chef de l'armée d'Ecosse et qui avait fait de plus grandes choses dans cette guerre que Lambert, comment osèrent-ils le tenir à l'écart du comité de sûreté? Comment Lambert pouvait-il croire que le général Monk le lui pardonnerait et ne ferait pas tous ses efforts pour réunir à nouveau le Croupion?

A. Ils ne pensaient pas à lui. Son courage s'était révélé sur des scènes éloignées, l'Irlande et l'Ecosse. Son ambition ne s'était pas montrée ici quand ils se battaient pour le (199) gouvernement mais il s'était conformé aux ordres de Richard et du Croupion. Après que le général Monk eût signifié son mécontentement à l'égard des procédés de Lambert et de ses amis, ils furent très surpris et commencèrent à le juger plus important qu'avant; mais il était trop tard.

B. Pourquoi? Son armée était trop petite pour une entreprise aussi importante.

A. Le général connaissait très bien ses propres forces et les leurs, ce qu'elles étaient alors et comment elles pouvaient être augmentées, et il savait ce que, de façon générale, la cité et le pays souhaitaient, la restauration du Roi; pour que cela arrivât, il suffisait qu'il vînt avec son armée (bien qu'elle ne fût pas très importante) à Londres. Pour faire cela, il n'y avait qu'un obstacle, l'armée de Lambert. Que pouvait-il faire dans ce cas? S'il s'était immédiatement déclaré pour le Roi ou pour un Parlement libre, toutes les armées d'Angleterre se seraient jointes contre lui et, s'attribuant le titre de Parlement, elles se seraient procuré de l'argent.

Le général Monk, s'étant ainsi querellé par sa lettre avec le Conseil des Officiers, se préserva des officiers de sa propre armée qui étaient anabaptistes et à qui il ne pouvait donc se fier et il en mit d'autres à leur place. Rassemblant alors ses forces, il marcha sur Berwick. Là, il imposa aux Ecossais une convention pour qu'elle prît des mesures pour la sécurité de cette nation pendant son absence et qu'elle levât une taxe pour entretenir son armée dans sa marche. La convention promit les plus grands efforts pour la sécurité de la nation et leva une somme d'argent, pas importante mais suffisante pour cette fin, s'excusant par leurs besoins du moment. De l'autre côté, le comité de sûreté, avec la meilleure et la plus grande partie de son armée, envoya Lambert pour s'opposer à lui mais, en même temps, divers messages et médiateurs le poussèrent à conclure un traité. Il y consentit et envoya trois officiers à Londres pour traiter avec trois de leurs hommes. Ces six hommes s'accordèrent rapidement (sans pouvoir du général) sur ces articles : que le Roi serait exclu; qu'un Etat libre serait institué; que le clergé et (200) les universités seraient encouragés; et il y avait divers autres articles. Le général n'apprécia pas et fit mettre en prison l'un de ses commissaires pour avoir outrepassé sa commission. Sur ce, un autre traité fut conclu entre 5 hommes d'un côté et 5 hommes de l'autre. Mais, pendant que ces traités étaient en cours, Hazlerig, un membre du Croupion, s'empara de Portsmouth et les soldats envoyés par le comité pour le réprimer, au lieu de cela, entrèrent dans la ville et se joignirent à lui. Deuxièmement, la cité refit du tumulte pour un Parlement libre. Troisièmement, Lord Fairfax, aussi membre du Croupion, grand favori du Yorkshire, y était en train de lever des forces derrière Lambert qui, étant désormais entre deux armées, se serait volontiers battu avec le général. Quatrièmement, vint la nouvelle

que le Devonshire et la Cournaille recrutaient des soldats. Enfin, l'armée de Lambert, manquant d'argent, étant certaine qu'elle n'en obtiendrait pas du Conseil des Officiers qui n'avait ni l'autorité ni la force de lever de l'argent, était mécontente et les soldats étaient haïs dans les contrées du Nord (à cause de leur quartier libre chez l'habitant ¹⁴⁵).

B. Je m'étonne que les Ecossais aient été si prompts à procurer de l'argent au Général Monk car ils n'étaient pas des amis du Croupion.

A. Je ne sais pas mais je crois que les Ecossais se seraient défaits d'une plus grande somme pour que les Anglais se querellent. Le Conseil des Officiers, maintenant harcelé par tant d'ennemis, produisit rapidement son modèle de gouvernement qui était d'avoir un Parlement libre qui s'assemblerait le 15 décembre, mais avec ces réserves qui mirent la cité dans une colère plus grande qu'avant : pas de Roi, pas de Chambre des Lords. Par crainte de la cité, ils n'osèrent pas envoyer des soldats dans l'ouest pour réprimer ceux qui s'y soulevaient et ils ne pouvaient pas lever une autre armée par manque d'argent. Il ne restait plus qu'à se disperser, à quitter Wallingford House et à se débrouiller seuls. Cela vint aux oreilles des soldats de l'armée du nord qui abandonnèrent Lambert. Le Croupion, le 26 décembre, reprit possession de la Chambre.

(201) B. Vu que, maintenant, le Croupion siégeait de nouveau, l'affaire prétextée par le Général Monk pour sa marche sur Londres était terminée.

A. Même s'il siégeait, le Croupion n'était pas bien installé mais (au milieu de tant de tumulte pour un Parlement libre) avait autant besoin qu'avant de la venue du général. Ce dernier leur envoya un message où il disait qu'il pensait qu'ils n'étaient pas encore assez en sécurité et qu'il voulait venir à Londres avec son armée. Non seulement ils acceptèrent mais il l'en prièrent et votèrent pour ses services une somme annuelle de 1.000 livres.

¹⁴⁵ Voir page 158. (NdT)

Le général marchait vers Londres et, partout, on lui adressait des pétitions pour un Parlement libre. Le Croupion, afin de faire de la place à Londres pour son armée, délogea la sienne. Le général, malgré cela, pendant tout ce temps, ne laissait pas échapper un mot qui pût être pris pour la déclaration de la fin dernière qu'il visait.

B. Comment le Croupion se vengea-t-il de Lambert?

A. Ils ne l'inquiétèrent jamais et je ne connais pas la raison d'un traitement aussi doux mais il est certain que Lambert était l'officier le plus capable qu'ils avaient pour les servir quand ils auraient les moyens ou le besoin de l'employer. Après l'arrivée du général à Londres, le Croupion fit demander à la cité sa part d'une taxe de 100.000 livres par mois, pour six mois, conformément à un acte que le Croupion avait fait avant d'être dépossédé de son pouvoir par le comité de sûreté. Mais la ville, qui était opposée au Croupion et qui était très favorable à l'idée d'un Parlement libre, ne put être amenée à donner son argent à ses ennemis et pour des desseins qui n'étaient pas compatibles avec les siens. Sur ce, le Croupion envoya au général l'ordre d'abattre les portes de la ville et les herses et de mettre en prison certains citoyens obstinés. Il accomplit la chose et ce fut le dernier service qu'il leur rendit.

Environ à cette époque, la commission par laquelle le Croupion avait mis entre les mains du général Monk et d'autres le gouvernement de l'armée avant l'usurpation par le Conseil des Officiers vint à expiration et le Croupion actuel la renouvela.

(202) B. Il était ainsi la sixième partie du commandement de toutes les forces de la république. Si j'avais été à la place du Croupion, il aurait été le seul général. Dans de tels cas, il n'y a pas de plus grand vice que de regarder de près à la dépense. L'ambition doit user de libéralité.

A. Après avoir fait abattre les portes de la cité, le général envoya une lettre au Croupion pour leur faire savoir que ce service allait très nettement à l'encontre de

sa nature et pour leur rappeler comment la cité avait servi le Parlement pendant toute la guerre.

B. Oui car, sans la cité, le Parlement n'aurait jamais pu faire la guerre et assassiner le Roi.

A. Le Croupion ne considérait pas le mérite de la cité ni la bonne nature du général. Ses membres étaient trop occupés. Ils donnaient des commissions, faisaient des actes pour que le Roi et sa descendance renonçassent au pouvoir et pour l'ancien engagement et ils discutaient avec la cité pour obtenir de l'argent. Le général désirait aussi entendre une conférence entre des membres du Croupion et certains des membres exclus pour savoir si leur exclusion avait été juste et quel serait le mal qui s'ensuivrait s'ils étaient réadmis; et ce fut accordé. Après une longue conférence, le général, trouvant les prétentions du Croupion déraisonnables et ambitieuses, se déclara (avec la cité) pour un Parlement libre et il vint à Westminster avec les membres exclus (à qui il avait demandé de venir et de l'attendre à Whitehall). Il les réinstalla dans la Chambre au milieu des membres du Croupion; de sorte que les mêmes bestiaux (the same cattle), qui étaient à la Chambre des Communes en 1640, sauf ceux qui étaient morts et ceux qui étaient allés rejoindre le défunt Roi à Oxford, étaient à nouveau tous là.

B. Mais (selon moi) ce n'était pas un bon service à rendre au Roi, à moins qu'ils n'eussent de meilleurs principes.

A. Ils n'avaient rien appris. La plus grande partie était à nouveau presbytérienne. Il est vrai qu'ils étaient si reconnaissants envers le général Monk qu'ils le firent général de toutes les forces des trois nations. Ils eurent aussi raison d'annuler (203) l'engagement mais c'était parce que ces actes avaient été faits au détriment de leur parti mais ils n'abrogèrent rien de leurs ordonnances rebelles ni ne firent quelque chose pour le bien de notre Roi actuel. Au contraire, ils déclarèrent par un vote que c'était le défunt Roi qui avait commencé la guerre contre ses deux Chambres.

B. Les deux Chambres, considérées comme deux personnes, n'étaient-elles pas deux des sujets du Roi? Si un Roi lève une armée contre son sujet, est-il légitime pour ce sujet de résister par la force (comme dans ce cas) alors qu'il pourrait connaître la paix par sa soumission?

A. Ils savaient qu'ils avaient agi avec vilenie et sottise mais, comme ils avaient prétendu avoir une sagesse et une piété plus grandes qu'à l'ordinaire, ils avaient du mal à le reconnaître. Les Presbytériens voyaient que c'était le moment de faire une Confession de leur Foi. La Chambre des Communes, pour montrer que ses principes n'avaient pas changé (après six lectures à la Chambre), votèrent qu'elle fût imprimée et lue publiquement tous les ans dans toutes les églises.

B. Je répète que le rétablissement du Long Parlement n'était pas un service à rendre au Roi.

A. Ayez un peu de patience. Ils furent rétablis à deux conditions : l'une de terminer leur session avant la fin du mois de mars, l'autre d'envoyer des brefs pour les nouvelles élections avant de lever leur session.

B. Cela atténue les choses.

A. C'est ce qui ramena le Roi car peu de membres de ce Long Parlement (le pays ayant grandement souffert de leurs services antérieurs) purent se faire réélire. Ce Nouveau Parlement commença à siéger le 25 avril 1660. Avec quelle rapidité ils rappelèrent le Roi, avec quelle joie et quel triomphe il fut reçu, avec quelle ardeur il pressa le Parlement de rédiger l'acte d'amnistie (oblivion) et comme furent peu nombreux ceux qui en étaient exclus, vous le savez aussi bien que moi.

B. Mais je n'ai pas encore remarqué chez les Presbytériens un quelconque (204) oubli (oblivion) de leurs précédents principes. En fait, nous sommes revenus à l'état dans lequel nous étions au début de la sédition.

A. Pas exactement car, avant cette époque, bien que les Rois d'Angleterre eussent le pouvoir sur la milice (militia) en vertu de leur souveraineté et cela sans discussion et sans un acte particulier du Parlement directement fait à cette fin, cependant, maintenant, après ce conflit sanglant, le Parlement suivant (c'est-à-dire le Parlement actuel), en termes propres et explicites, déclara que ce pouvoir appartenait au seul Roi, sans les Chambres du Parlement. Cet acte est plus instructif pour le peuple que tout argument tiré du titre de souverain et, par conséquent, il convient mieux pour désarmer l'ambition de tous les harangueurs séditeux pour les temps à venir.

B. Je prie Dieu que les choses se passent ainsi. Quoi qu'il en soit, je dois avouer que ce Parlement a fait tout ce qu'un Parlement peut faire pour la sécurité de notre paix, ce qui, selon moi, serait suffisant si les prédicateurs veillaient à ne pas instiller à leur auditoire de mauvais principes. J'ai vu dans cette révolution un mouvement circulaire du pouvoir souverain qui, allant du défunt Roi à son fils, passa par deux usurpateurs, le père et le fils; car (en excluant le pouvoir du Conseil des Officiers, qui n'était que temporaire et ne leur appartenait que parce qu'on le leur avait confié (provisoirement)) le pouvoir est allé du Roi Charles I au Long Parlement, du Long Parlement au Croupion, du Croupion à Olivier Cromwell, puis il revenu de Richard Cromwell au Croupion, du Croupion au Long Parlement et du Long Parlement au Roi Charles II. Qu'il y demeure longtemps!

A. Amen. Et qu'il ait un tel général aussi souvent qu'il en aura besoin!

B. Vous m'avez peu parlé du général jusqu'à maintenant, alors que nous sommes à la fin de cette discussion. Je pense que le fait d'amener toute sa petite armée d'Ecosse à Londres a été le plus grand stratagème de l'histoire.

Fin

“Behemoth Or the Long Parlement”

by Thomas Hobbes
1679

Première édition (pirate) : 1679. Première édition autorisée : 1682. Edited for the first time from the original MS by Ferdinand Tönnies. London, Simpkin, Marshall, and Co, 1889.

[Retour à la table des matières](#)

To the right honourable

SIR HENRY BENNET, BARON OF ARLINGTON

My Lord,

I present your Lordship with four short dialogues concerning the memorable civil war in his Majesty's dominions from 1640 to 1660. The first contains the seed of it, certain opinions in divinity and politics. The second hath the growth of it in declarations, remonstrances, and other writings between the King and Parliament published. The two last are a very short epitome of the war itself, drawn out of Mr Heath's chronicle. There can be nothing more instructive towards loyalty and justice than will be the memory, while it lasts, of that war. Your Lordship may do with it what you please. I petition not to have it published. But I pray your Lordship not to desist to be favourable as you have been, to me that am,

My Lord,

Your Lordship's most humble and obliged servant,

THOMAS HOBBS

(1) DIALOGUE I

[Retour à la table des matières](#)

A. If in time, as in place, there were degrees of high and low, I verily believe that the highest of time would be that which passed between 1640 and 1660. For he that thence, as from the Devil's Mountain, should have looked upon the world and observed the actions of men, especially in England, might have had a prospect of all kinds of injustice, and of all kinds of folly, that the world could afford, and how they were produced by their dams hypocrisy and self-conceit, whereof the one is double iniquity, and the other double folly.

B. I should be glad to behold that prospect. You that have lived in that time and in that part of your age, wherein men used to see best into good and evil, I pray you set me (that could not see so well) upon the same mountain, by the relation of the actions you then saw, and of their causes, pretensions, justice, order, artifice, and event.

A. In the year 1640, the government of England was monarchical; and the King that reigned, Charles, the first of that name, holding the sovereignty, by right of a descent continued above six hundred years, and from a much longer descent King of Scotland, and from the time of his ancestor (2) Henry II, King of Ireland; a man that wanted no virtue, either of body or mind, nor endeavoured anything more than to discharge his duty towards God, in the well governing of his subjects.

B. How could he then miscarry, having in every county so many trained soldiers, as would, put together, have made an army of 60,000 men, and divers magazines of ammunition in places fortified?

A. If those soldiers had been, as they and all other of his subjects ought to have been, at his Majesty's command, the peace and happiness of the three kingdoms had continued as it was left by King James. But the people were corrupted generally, and disobedient persons esteemed the best patriots.

B. But sure there were men enough, besides those that were ill-affected, to have made an army sufficient to have kept the people from uniting into a body able to oppose him.

A. Truly, I think, if the King had had money, he might have had soldiers enough in England. For there were very few of the common people that cared much for either of the causes, but would have taken any side for pay or plunder. But the King's treasury was very low, and his enemies, that pretended the people's ease from taxes, and other specious things, had the command of the purses of the city of London, and of most cities and corporate towns in England, and of many particular persons besides.

B. But how came the people to be so corrupted? And what kind of people were they that did so seduce them?

A. The seducers were of divers sorts. One sort were ministers; ministers, as they called themselves, of Christ; and sometimes, in their sermons to the people, God's ambassadors; pretending to have a right from God to govern every one his parish, and their assembly the whole nation.

Secondly, there were a very great number, though not (3) comparable to the other, which notwithstanding that the Pope's power in England, both temporal and ecclesiastical, had been by Act of Parliament abolished, did still retain a be-

lief that we ought to be governed by the Pope, whom they pretended to be the vicar of Christ, and, in the right of Christ, to be the governor of all Christian people. And these were known by the name of Papists; as the ministers I mentioned before, were commonly called Presbyterians.

Thirdly, there were not a few, who in the beginning of the troubles were not discovered, but shortly after declared themselves for a liberty in religion, and those of different opinions one from another. Some of them, because they would have all congregations free and independent upon one another, were called Independents. Others that held baptism to infants, and such as understood not into what they are baptized, to be ineffectual, were called therefore Anabaptists. Others that held that Christ's kingdom was at this time to begin upon the earth, were called Fifth-monarchy-men; besides divers other sects, as Quakers, Adamites, &c., whose names and peculiar doctrines I do not well remember. And these were the enemies which arose against his Majesty from the private interpretation of the Scripture, exposed to every man's scanning in his mother-tongue.

Fourthly, there were an exceeding great number of men of the better sort, that had been so educated, as that in their youth having read the books written by famous men of the ancient Grecian and Roman commonwealths concerning their polity and great actions; in which books the popular government was extolled by that glorious name of liberty, and monarchy disgraced by the name of tyranny; they became thereby in love with their forms of government. And out of these men were chosen the greatest part of the House of Commons, or if they were not the greatest part, yet by advantage of their eloquence, were always able to sway the rest.

Fifthly, the city of London and other great towns of (4) trade, having in admiration the prosperity of the Low Countries after they had revolted from their monarch, the King of Spain, were inclined to think that the like change of government here, would to them produce the like prosperity.

Sixthly, there were a very great number that had either wasted their fortunes, or thought them too mean for the good parts they thought were in themselves; and more there were, that had able bodies, but saw no means how honestly to get their bread. These longed for a war, and hoped to maintain themselves hereafter by the

lucky choosing of a party to side with, and consequently did for the most part serve under them that had greatest plenty of money.

Lastly, the people in general were so ignorant of their duty, as that not one perhaps of ten thousand knew what right any man had to command him, or what necessity there was of King or Commonwealth, for which he was to part with his money against his will; but thought himself to be so much master of whatsoever he possessed, that it could not be taken from him upon any pretence of common safety without his own consent. King, they thought, was but a title of the highest honour, which gentleman, knight, baron, earl, duke, were but steps to ascend to, with the help of riches; they had no rule of equity, but precedents and custom; and he was thought wisest and fittest to be chosen for a Parliament, that was most averse to the granting of subsidies or other public payments.

B. In such a constitution of people, methinks, the King is already ousted of his government, so as they need not have taken arms for it. For I cannot imagine how the King should come by any means to resist them.

A. There was indeed very great difficulty in the business. But of that point you will be better informed in the pursuit of this narration.

B. But I desire to know first, the several grounds of the pretences, both of the Pope and of the Presbyterians, by (5) which they claim a right to govern us, as they do, in chief : and after that, from whence and when crept in the pretences of that Long Parliament, for a democracy.

A. As for the Papists, they challenge this right from a text in Deut.xvii. 12, and other like texts, according to the old Latin translation in these words: *And he that out of pride shall refuse to obey the commandment of that priest, which shall at that time minister before the Lord thy God, that man shall by the sentence of the judge be put to death.* And because, as the Jews were the people of God then, so is all Christendom the people of God now, they infer from thence, that the Pope, whom they pretend to be the high-priest of all Christian people, ought also

to be obeyed in all his decrees by all Christians, upon pain of death. Again, whereas in the New Testament (Matth. xxviii. 18-20) Christ saith: *All power is given unto me in heaven and in earth; go therefore and teach all nations, and baptize them in the name of the Father, and of the Son, and of the Holy Ghost, and teach them to observe all these things which I have commanded you* : from thence they infer, that the command of the apostles was to be obeyed, and by consequence the nations were bound to be governed by them, and especially by the prince of the apostles, St. Peter, and by his successors the Popes of Rome.

B. For the text in the Old Testament, I do not see how the commandment of God to the Jews, to obey their priests, can be interpreted to have the like force in the case of other nations Christian, more than upon nations unchristian (for all the world are God's people); unless we also grant, that a king cannot of an infidel be made Christian, without making himself subject to the laws of that apostle, or priest, or minister, that shall convert him. The Jews were a peculiar people of God, a sacerdotal kingdom, and bound to no other law but what first Moses, and afterwards every high-priest, did go and receive immediately from the mouth of God in Mount Sinai, in the tabernacle of the ark, and in the *sanctum sanctorum* of the temple. And for the text in (6) St. Matthew, I know the words in the Gospel are not *go teach*, but *go and make disciples*; and that there is a great difference between a subject and a disciple, and between teaching and commanding. And if such texts as these must be so interpreted, why do not Christian kings lay down their titles of majesty and sovereignty, and call themselves the Pope's lieutenants ? But the doctors of the Romish Church seem to decline that title of absolute power, in their distinction of power spiritual and temporal; but this distinction I do not very well understand.

A. By spiritual power they mean the power to determine points of faith, and to be judges in the inner court of conscience of moral duties, and a power to punish those men, that obey not their precepts, by ecclesiastical censure, that is, by excommunication. And this power, they say, the Pope hath immediately from Christ, without dependence upon any king or sovereign assembly, whose subjects they be that stand excommunicate. But for the power temporal, which consists in

judging and punishing those actions that are done against the civil laws, they say, they do not pretend to it directly, but only indirectly, that is to say, so far forth as such actions tend to the hindrance or advancement of religion and good manners, which they mean when they say *in ordine ad spiritualia*.

B. What power then is left to Kings and other civil sovereigns, which the Pope may not pretend to be his *in ordine ad spiritualia*?

A. None, or very little. And this power not only the Pope pretends to in all Christendom; but some of his bishops also, in their several dioceses, *jure divino*, that is, immediately from Christ, without deriving it from the Pope.

B. But what if a man refuse obedience to this pretended power of the Pope and his bishops? What harm can (7) excommunication do him, especially if he be the subject of another sovereign?

A. Very great harm. For by the Pope's or bishop's signification of it to the civil power, he shall be punished sufficiently.

B. He were in an ill case then, that adventured to write or speak in defence of the civil power, that must be punished by him whose rights he defended, like Uzza, that was slain because he would needs, unbidden, put forth his hand to keep the ark from falling. But if a whole nation should revolt from the Pope at once, what effect could excommunication have upon the nation?

A. Why, they should have no more mass said, at least by any of the Pope's priests. Besides, the Pope would have no more to do with them, but cast them off, and so they would be in the same case as if a nation should be cast off by their king, and left to be governed by themselves, or whom they would.

B. This would not be taken so much for a punishment to the people, as to the King; and therefore when a Pope excommunicates a whole nation, methinks he rather excommunicates himself than them. But I pray you tell me, what were the rights that the Pope pretended to in the kingdoms of other princes ?

A. First, an exemption of all priests, friars, and monks, in criminal causes, from the cognizance of civil judges. Secondly, collation of benefices on whom he pleased, native or stranger, and exaction of tenths, first fruits, and other payments. Thirdly, appeals to Rome in all causes where the Church could pretend to be concerned. Fourthly, to be the supreme judge concerning lawfulness of marriage, that is concerning the hereditary succession of Kings, and to have the cognizance of all causes concerning adultery and fornication.

B. Good! A monopoly of women.

A. Fifthly, a power of absolving subjects of their duties, and of their oaths of fidelity to their lawful sovereigns, when the Pope should think fit for the extirpation of heresy.

(8) B. This power of absolving subjects of their obedience, as also that other of being judge of manners and doctrine, is as absolute a sovereignty as is possible to be; and consequently there must be two kingdoms in one and the same nation, and no man be able to know which of his masters he must obey.

A. For my part, I should rather obey that master that had the right of making laws and of inflicting punishments, than him that pretendeth only to a right of making canons (that is to say, rules) and no right of co-action, or otherwise punishing, but by excommunication.

B. But the Pope pretends also that his canons are laws; and for punishing, can there be greater than excommunication; supposing it true, as the Pope saith it is,

that he that dies excommunicate is damned ? Which supposition, it seems, you believe not ; else you would rather have chosen to obey the Pope, that would cast your body and soul into hell, than the King, that can only kill the body.

A. You say true. For it were very uncharitable in me to believe that all Englishmen, except a few Papists, that have been born and called heretics ever since the Reformation of Religion in England, should be damned.

B. But for those that die excommunicate in the Church of England at this day, do you not think them also damned ?

A. Doubtless, he that dies in sin without repentance is damned, and he that is excommunicate for disobedience to the King's laws, either spiritual or temporal, is excommunicate for sin; and therefore, if he die excommunicate and without desire of reconciliation, he dies impenitent. You see what follows. But to die in disobedience to the precepts and doctrines of those men that have no authority or jurisdiction over us, is quite another case, and bringeth no such danger with it.

B. But what is this heresy, which the Church of Rome so cruelly persecutes, as to depose Kings that do not, when they are bidden, turn all heretics out of their dominions ?

A. Heresy is a word which, when it is used without (9) passion, signifies a private opinion. So the different sects of the old philosophers, Academians, Peripatetics, Epicureans, Stoics, &c., were called heresies. But in the Christian Church, there was in the signification of that word, comprehended a sinful opposition to him, that was chief judge of doctrines in order to the salvation of men's souls; and consequently heresy may be said to bear the same relation to the power spiritual, that rebellion doth to the power temporal, and is suitable to be persecuted by him that will preserve a power spiritual and dominion over men's consciences.

B. It would be very well, (because we are all of us permitted to read the Holy Scriptures, and bound to make them the rule of our actions, both public and private), that heresy were by some law defined, and the particular opinions set forth, for which a man were to be condemned and punished as a heretic; for else, not only men of mean capacity, but even the wisest and devoutest Christian, may fall into heresy without any will to oppose the Church; for the Scriptures are hard, and the interpretations different of different men.

A. The meaning of the word heresy, is by law declared in an Act of Parliament in the first year of Queen Elizabeth; wherein it is ordained, that the persons who had by the Queen's letters-patent the authority spiritual, meaning the High Commission, *shall not have authority to adjudge any matter or cause to be heresy, but only such as heretofore have been adjudged to be heresy by the authority of the canonical Scriptures, or by the first four general Councils, or by any other general Council, where the same was declared heresy by the express and plain words of the said canonical Scriptures, or such as hereafter shall be adjudged heresy by the high court of Parliament of this realm, with the assent of the clergy in their convocation.*

B. It seems therefore, if there arise any new error that hath not yet been declared heresy, (and many such may arise), it cannot be judged heresy without a Parliament. For how foul soever the error be, it cannot have been (10) declared heresy neither in the Scriptures nor in the Councils; because it was never before heard of. And consequently there can be no error, unless it fall within the compass of blasphemy against God or treason against the King, for which a man can in equity be punished. Besides, who can tell what is declared by the Scripture, which every man is allowed to read and interpret to himself ? Nay more, what Protestant, either of the laity or clergy, if every general Council can be a competent judge of heresy, is not already condemned ? For divers Councils have declared a great many of our doctrines to be heresy, and that, as they pretend, upon the authority of the Scriptures.

A. What are those points, that the first four general Councils have declared heresy?

B. The first general Council, held at Nicæa, declared all to be heresy which was contrary to the Nicene Creed, upon occasion of the heresy of Arius, which was the denying the divinity of Christ. The second general Council, held at Constantinople, declared heresy the doctrine of Macedonius; which was that the Holy Ghost was created. The third Council, assembled at Ephesus, condemned the doctrine of Nestorius, that there were two persons in Christ. The fourth, held at Chalcedon, condemned the error of Eutyches, that there was but one nature in Christ. I know of no other points condemned in these four Councils, but such as concern church-government, or the same doctrines taught by other men in other words. And these Councils were all called by the Emperors, and by them their decrees confirmed at the petition of the Councils themselves.

A. I see by this, that both the calling of the Council, and the confirmation of their doctrine and church-government, had no obligatory force but from the authority of the Emperor. How comes it then to pass, that they take upon them now a legislative power, and say their *canons* are *laws* ? That text, *all power is given to me in heaven and earth*, had the same force then as it hath now, and conferred a legislative power on the Councils, not only over Christian men, but also over all nations in the world.

(11) B. They say no; for the power they pretend to is derived from this, that when a king was converted from Gentilism to Christianity, he did by that very submission to the bishop that converted him, submit to the bishop's government and became one of his sheep; which right therefore he could not have over any nation that was not Christian.

A. Did Sylvester, which was Pope of Rome in the time of Constantine the Great, converted by him, tell the Emperor, his new disciple, beforehand, that if he became a Christian he must be the Pope's subject ?

B. I believe not. For it is likely enough, if he had told him so plainly, or but made him suspect it, he would either have been no Christian at all, or but a counterfeit one.

A. But if he did not tell him so, and that plainly, it was foul play, not only in a priest, but in any Christian. And for this derivation of their right from the Emperor's consent, it proceeds only from this, that they dare not challenge a legislative power, nor call their canons laws in any kingdom in Christendom, further than the kings make them so. But in Peru, when Atabalipa was King, the friar told him, that Christ being King of all the world, had given the disposing of all the kingdoms therein to the Pope, and that the Pope had given Peru to the Roman Emperor Charles the Fifth, and required Atabalipa to resign it; and for refusing it, seized upon his person by the Spanish army there present, and murdered him. You see by this how much they claim, when they have power to make it good.

B. When began the Popes to take this authority upon them first?

A. After the inundation of the northern people had overflowed the western parts of the empire, and possessed themselves of Italy, the people of the city of Rome submitted themselves, as well in temporals as spirituals, to their bishop; and then first was the Pope a temporal prince, and stood no more in so great fear of the Emperors, which lived far off at Constantinople. In this time it was that the Pope began, by pretence of his power spiritual, to encroach upon (12) the temporal rights of all other princes of the west; and so continued gaining upon them, till his power was at the highest in that three hundred years, or thereabout, which passed between the eighth and eleventh century, that is, between Pope Leo the Third and Pope Innocent the Third. For in this time Pope Zachary the First deposed Chilperic, then King of France, and gave the kingdom to one of his subjects, Pepin; and Pepin took from the Lombards a great part of their territory and gave it to the Church. Shortly after, the Lombards having recovered their estate,

Charles the Great retook it, and gave it to the Church again; and Pope Leo the Third made Charles Emperor.

B. But what right did the Pope then pretend for the creating of an Emperor ?

A. He pretended the right of being Christ's vicar; and what Christ could give, his vicar might give; and you know that Christ was King of all the world.

B. Yes, as God; and so he gives all the kingdoms of the world, which nevertheless proceed from the consent of people, either for fear or hope.

A. But this gift of the empire was in a more special manner, in such a manner as Moses had the government of Israel given him; or rather as Joshua had it given him, to go in and out before the people as the high-priest should direct him. And so the empire was understood to be given him, on condition to be directed by the Pope. For when the Pope invested him with the regal ornaments, the people all cried out *Deus dat*, that is to say, *it is God that gives it*; and the Emperor was contented so to take it. And from that time, all or most of the Christian Kings do put into their titles the words *Dei gratia*, that is, *by the gift of God*; and their successors use still to receive the crown and sceptre from a bishop.

B. It is certainly a very good custom, for Kings to be put in mind by whose gift they reign; but it cannot from that custom be inferred that they receive the kingdom by mediation of the Pope, or by any other clergy; for (13) the Popes themselves received the Papacy from the Emperor. The first that ever was elected Bishop of Rome after Emperors were Christians, and without the Emperor's consent, excused himself by letters to the Emperor with this: that the people and clergy of Rome forced him to take it upon him, and prayed the Emperor to confirm it, which the Emperor did; but with reprehension of their proceedings, and the prohibition of the like for the time to come. The Emperor was Lotharius, and the Pope Calixtus the First.

A. You see by this the Emperor never acknowledged this gift of God was the gift of the Pope, but maintained, the Popedom was the gift of the Emperor. But in process of time, by the negligence of the Emperors, (for the greatness of Kings makes them that they cannot easily descend into the obscure and narrow mines of an ambitious clergy), they found means to make the people believe, there was a power in the Pope and clergy, which they ought to submit unto, rather than to the commands of their own Kings, whensoever it should come into controversy: and to that end devised and decreed many new articles of faith, to the diminution of the authority of kings, and to the disjunction of them and their subjects, and to a closer adherence of their subjects to the Church of Rome; articles either not at all found in, or not well founded upon the Scriptures ; as first ; *that it should not be lawful for a priest to marry.*

B. What influence could that have upon the power of Kings ?

A. Do you not see, that by this the King must of necessity either want the priesthood, and therewith a great part of the reverence due to him from the most religious part of his subjects, or else want lawful heirs to succeed him : by which means, being not taken for the head of the Church, he was sure, in any controversy between him and the Pope, that his subjects would be against him ?

B. Is not a Christian King as much a bishop now, as the heathen Kings were of old? for among them *episcopus* (14) was a name common to all Kings. Is not he a bishop now, to whom God hath committed the charge of all the souls of his subjects, both of the laity and the clergy ? And though he be in relation to our Saviour, who is the chief pastor, but a sheep, yet, compared to his own subjects, they are all sheep, both laic and cleric, and he only shepherd. And seeing a Christian bishop is but a Christian endued with power to govern the clergy, it follows that every Christian king is not only a bishop, but an arch-bishop, and his whole dominion his diocese. And though it were granted, that imposition of hands is necessary from a priest; yet seeing Kings have the government of the clergy, that are

his subjects even before baptism; the baptism itself, wherein he is received as a Christian, is a sufficient imposition of hands, so that whereas before he was a bishop, now he is a Christian bishop.

A. For my part I agree with you: this prohibition of marriage to priests came in about the time of Pope Gregory the Seventh, and William the First, King of England; by which means the Pope had in England, what with secular and what with regular priests, a great many lusty bachelors at his service.

Secondly, *that auricular confession to a priest was necessary to salvation*. It is true, that before that time, confession to a priest was usual, and performed for the most part by him that confessed, in writing. But that use was taken away about the time of King Edward III, and priests commanded to take confessions from the mouth of the confitent: and men did generally believe, that without confession and absolution before their departure out of the world, they could not be saved; and having absolution from a priest, that they could not be damned. You understand by this, how much every man would stand in awe of the Pope and clergy, more than they would of the King; and what inconvenience it is to a state for their subjects to confess their secret thoughts to spies.

B. Yes, as much as eternal torture is more terrible than (15) death, so much they would fear the clergy more than the King.

A. And though perhaps the Roman clergy will not maintain, that a priest hath power to remit sins absolutely, but only with a condition of repentance, yet the people were never so instructed by them; but were left to believe, that whensoever they had absolution, their precedent sins were all discharged, when their penance, which they took for repentance, was performed. Within the same time began the article of transubstantiation. For it had been disputed a long time before, in what manner a man did eat the body of our Saviour Jesus Christ, as being a point very difficult for a man to conceive and imagine clearly; but now it was made very clear, that the bread was transubstantiated into Christ's body, and so was become no more bread, but flesh.

B. It seems then that Christ had many bodies, and was in as many places at once, as there were communicants. I think the priests then were so wanton, as to insult upon the dulness, not only of common people, but also of kings and their councillors.

A. I am now in a narration, not in a disputation; and therefore I would have you at this time to consider nothing else, but what effect this doctrine would work upon kings and their subjects, in relation to the clergy, who only were able of a piece of bread to make our Saviour's body, and thereby at the hour of death to save their souls.

B. For my part, it would have an effect on me, to make me think them gods, and to stand in awe of them as of God himself, if he were visibly present.

A. Besides these, and other articles tending to the upholding of the Pope's authority, they had many fine points in their ecclesiastical polity, conducing to the same end; of which I will mention only such as were established within the same time. For then it was the order came up of preaching friars, that wandered up and down, with power to preach in what congregation they pleased, and were sure enough to instil into the people nothing that might lessen (16) the obedience to the Church of Rome; but, on the contrary, whatsoever might give advantage to it against the civil power. Besides, they privately insinuated themselves with women and men of weak judgment, confirming their adherence to the Pope, and urging them, in the time of their sickness, to be beneficial to it by contribution of money, or building religious houses, or pious works and necessary for the remission of their sins.

B. I do not remember that I have read of any kingdom or state in the world, where liberty was given to any private man to call the people together, and make orations frequently to them, or at all, without first making the state acquainted, except only in Christendom. I believe the heathen Kings foresaw, that a few such

orators would be able to make a great sedition. Moses did indeed command to read the Scriptures and expound them in the Synagogues every Sabbath-day. But the Scriptures then were nothing else but the laws of the nation, delivered unto them by Moses himself. And I believe it would do no hurt, if the laws of England also were often read and expounded in the several congregations of Englishmen, at times appointed, that they may know what to do; for they know already what to believe.

A. I think that neither the preaching of friars nor monks, nor of parochial priests, tended to teach men what, but whom to believe. For the power of the mighty hath no foundation but in the opinion and belief of the people. And the end which the Pope had in multiplying sermons, was no other but to prop and enlarge his own authority over all Christian Kings and States.

Within the same time, that is, between the time of the Emperor Charles the Great and of King Edward the Third of England, began their second polity ; which was, to bring religion into an art, and thereby to maintain all the decrees of the Roman Church by disputation; not only from the Scriptures, but also from the philosophy of Aristotle, both (17) moral and natural. And to that end the Pope exhorted the said Emperor by letter, to erect schools of all kinds of literature; and from thence began the institution of universities; for not long after, the universities began in Paris and in Oxford. It is true, that there were schools in England before that time, in several places, for the instruction of children in the Latin tongue, that is to say, in the tongue of the Church. But for an university of learning, there was none erected till that time; though it be not unlikely there might be then some that taught philosophy, logic, and other arts, in divers monasteries, the monks having little else to do but to study. After some colleges were built to that purpose, it was not long time before many more were added to them, by the devotion of princes and bishops, and other wealthy men : and the discipline therein was confirmed by the Popes that then were; and abundance of scholars sent thither by their friends to study, as to a place from whence the way was open and easy to preferment both in Church and Commonwealth. The profit the Church of Rome expected from them, and in effect received, was the maintenance of the Pope's doctrine, and of his authority over kings and their subjects, by school-divines; who striving to make good many points of faith incomprehensible, and

calling in the philosophy of Aristotle to their assistance, wrote great books of school-divinity, which no man else, nor they themselves, were able to understand; as any man may perceive that shall consider the writings of Peter Lombard, or Scotus, or of him that wrote commentaries upon him, or of Suarez, or any other school-divine of later times. Which kind of learning nevertheless hath been much admired by two sorts of men, otherwise prudent enough. The one of which sorts were of those that were already devoted and really affectionate to the Roman Church; for they believed the doctrine before, but admired the arguments because they understood them not, and yet found the conclusions to their mind. The other sort were negligent men, that had rather admire with others, than (18) take the pains to examine. So that all sorts of people were fully resolved, that both the doctrine was true, and the Pope's authority no more than what was due to him.

B. I see that a Christian king, or state, how well soever provided he be of money and arms, where the Church of Rome hath such authority, will have but a hard match of it, for want of men. For their subjects will hardly be drawn into the field and fight with courage against their consciences.

A. It is true that great rebellions have been raised by Church-men in the Pope's quarrel against kings, as in England against King John, and in France against King Henry IV. Wherein the Kings had a more considerable part on their sides, than the Pope had on his; and shall always have so, if they have money. For there are but few whose consciences are so tender as to refuse money when they want it. But the great mischief done to kings upon pretence of religion is, when the Pope gives power to one king to invade another.

B. I wonder how King Henry the Eighth could then so utterly extinguish the authority of the Pope in England, and that without any rebellion at home, or any invasion from abroad.

A. First, the priests, monks, and friars, being in the height of their power, were now for the most part grown insolent and licentious; and thereby the force of their

arguments was now taken away by the scandal of their lives, which the gentry and men of good education easily perceived: and the Parliament consisting of such persons, were therefore willing to take away their power: and generally the common people, which from a long custom had been in love with Parliaments, were not displeased therewith. Secondly, the doctrine of Luther beginning a little before, was now by a great many men of the greatest judgment so well received, as that there was no hope to restore the Pope to his power by rebellion. Thirdly, the revenue of abbeyes and all other religious houses, falling thereby into the King's (19) hands, and by him being disposed of to the most eminent gentlemen in every county, could not but make them do their best to confirm themselves in the possession of them. Fourthly, King Henry was of a nature quick and severe in the punishing of such as should be the first to oppose his designs. Lastly, as to invasion from abroad, in case the Pope had given the kingdom to another prince, it had been in vain; for England is another manner of kingdom than Navarre. Besides, the French and Spanish forces were employed at that time one against another: and though they had been at leisure, they would have found perhaps no better success than the Spaniards found afterwards in 1588. Nevertheless, notwithstanding the insolence, avarice, and hypocrisy of the then clergy, and notwithstanding the doctrine of Luther, if the Pope had not provoked the King by endeavouring to cross his marriage with his second wife, his authority might have remained in England till there had risen some other quarrel.

B. Did not the bishops, that then were, and had taken an oath, wherein was, amongst other things, that they should defend and maintain the legal rights of St. Peter: (the words are, *Regalia Sancti Petri*, which nevertheless some have said are *regulas Sancti Petri*, that is to say, St. Peter's rules or doctrine; and that the clergy afterward did read it, being perhaps written in short-hand, by a mistake to the Pope's advantage *regalia*): did not, I say, the bishops oppose that Act of Parliament against the Pope, and against the taking of the oath of supremacy ?

A. No, I do not find that the bishops did many of them oppose the King; for having no power without him, it had been great imprudence to provoke his anger. There was besides a controversy in those times between the Pope and the bishops,

most of which did maintain that they exercised their jurisdiction episcopal in the right of God, as immediately as the Pope himself did exercise the same over the whole Church. And because they saw that by this Act of the King in Parliament they were to hold their power no more (20) of the Pope, and never thought of holding it of the King, they were perhaps better content to let that Act of Parliament pass. In the reign of King Edward VI the doctrine of Luther had taken so great root in England, that they threw out also a great many of the Pope's new articles of faith; which Queen Mary succeeding him restored again, together with all that had been abolished by Henry VIII, saving (that which could not be restored) the religious houses; and the bishops and clergy of King Edward were partly burnt for heretics, partly fled, and partly recanted. And they that fled betook themselves to those places beyond sea, where the reformed religion was either protected or not persecuted; who, after the decease of Queen Mary, returned again to favour and preferment under Queen Elizabeth, that restored the religion of her brother King Edward. And so it hath continued till this day, excepting the interruption made in this late rebellion of the presbyterians and other democratical men. But though the Romish religion were now cast out by the law, yet there were abundance of people, and many of them of the nobility, that still retained the religion of their ancestors, who as they were not much molested in points of conscience, so they were not by their own inclination very troublesome to the civil government; but by the secret practice of the Jesuits and other emissaries of the Roman Church, they were made less quiet than they ought to have been; and some of them to venture on the most horrid act that ever had been heard of before, I mean the Gunpowder Treason. And upon that account, the Papists of England have been looked upon as men that would not be sorry for any disorders here that might possibly make way to the restoring of the Pope's authority. And therefore I named them for one of the distempers of the state of England in the time of our late King Charles.

B. I see that Monsieur Mornay du Plessis, and Dr. Morton, Bishop of Durham, writing of the progress of the Pope's power, and intituling their books, one of them, "The Mystery of Iniquity," the other, "The Grand (21) Imposture," were both in the right. For I believe there was never such another cheat in the world, and I wonder that the Kings and States of Christendom never perceived it.

A. It is manifest they did perceive it. How else durst they make war against the Pope, and some of them take him out of Rome itself and carry him away prisoner? But if they would have freed themselves from his tyranny, they should have agreed together, and made themselves every one, as Henry VIII did, head of the Church within their own respective dominions. But not agreeing, they let his power continue, every one hoping to make use of it, when there should be cause, against his neighbour.

B. Now, as to that other distemper by Presbyterians, how came their power to be so great, being of themselves, for the most part, but so many poor scholars ?

A. This controversy between the Papist and the Reformed Churches, could not choose but make every man, to the best of his power, examine by the Scriptures, which of them was in the right ; and to that end they were translated into vulgar tongues; whereas before, the translation of them was not allowed, nor any man to read them but such as had express license so to do. For the Pope did concerning the Scriptures the same that Moses did concerning Mount Sinai. Moses suffered no man to go up to it to hear God speak or gaze upon him, but such as he himself took with him; and the Pope suffered none to speak with God in the Scriptures, that had not some part of the Pope's spirit in him, for which he might be trusted.

B. Certainly Moses did therein very wisely, and according to God's own commandment.

A. No doubt of it, and the event itself hath made it appear so. For after the Bible was translated into English, every man, nay, every boy and wench, that could read English, thought they spoke with God Almighty, and understood what he said, when by a certain number of chapters a day they had read the Scriptures once or twice over. The reverence and obedience due to the (22) Reformed Church here, and to the bishops and pastors therein, was cast off, and every man became a judge of religion, and an interpreter of the Scriptures to himself.

B. Did not the Church of England intend it should be so? What other end could they have in recommending the Bible to me, if they did not mean I should make it the rule of my actions? Else they might have kept it, though open to themselves, to me sealed up in Hebrew, Greek, and Latin, and fed me out of it in such measure as had been requisite for the salvation of my soul and the Church's peace.

A. I confess this licence of interpreting the Scripture was the cause of so many several sects, as have lain hid till the beginning of the late King's reign, and did then appear to the disturbance of the commonwealth. But to return to the story. Those persons that fled for religion in the time of Queen Mary, resided, for the most part, in places where the Reformed religion was professed and governed by an assembly of ministers ; who also were not a little made use of, for want of better statesmen, in points of civil government. Which pleased so much the English and Scotch Protestants that lived amongst them, that at their return they wished there were the same honour and reverence given to the ministry in their own countries. And in Scotland (King James being then young) soon with the help of some of the powerful nobility they brought it to pass. Also they that returned into England in the beginning of the reign of Queen Elizabeth, endeavoured the same here, but could never effect it till this last rebellion, nor without the aid of the Scots. And it was no sooner effected, but they were defeated again by the other sects, which, by the preaching of the Presbyterians and private interpretation of Scripture, were grown numerous.

B. I know indeed that in the beginning of the late war, the power of the Presbyterians was so very great, that, not only the citizens of London were almost all of them at their devotion, but also the greatest part of all other cities and (23) markettowns of England. But you have not yet told me by what art and what degrees they became so strong.

A. It was not their own art alone that did it, but they had the concurrence of a great many gentlemen, that did no less desire a popular government in the civil state than these ministers did in the Church. And as these did in the pulpit draw the people to their opinions, and to a dislike of the Church-government, Canons, and Common-prayerbook, so did the other make them in love with democracy by their harangues in the Parliament, and by their discourses and communication with people in the country, continually extolling liberty and inveighing against tyranny, leaving the people to collect of themselves that this tyranny was the present government of the state. And as the Presbyterians brought with them into their churches their divinity from the universities, so did many of the gentlemen bring their politics from thence into the Parliament; but neither of them did this very boldly in the time of Queen Elizabeth. And though it be not likely that all of them did it out of malice, but many of them out of error, yet certainly the chief leaders were ambitious ministers and ambitious gentlemen; the ministers envying the authority of bishops, whom they thought less learned ; and the gentlemen envying the privy-council, whom they thought less wise than themselves. For it is a hard matter for men, who do all think highly of their own wits, when they have also acquired the learning of the university, to be persuaded that they want any ability requisite for the government of a commonwealth, especially having read the glorious histories and the sententious politics of the ancient popular governments of the Greeks and Romans, amongst whom kings were hated and branded with the name of tyrants, and popular government (though no tyrant was ever so cruel as a popular assembly) passed by the name of liberty. The Presbyterian ministers, in the beginning of the reign of Queen Elizabeth, did not (because they durst not) publicly and plainly preach against the discipline of the Church. But (24) not long after, by the favour perhaps of some great courtier, they went abroad preaching in most of the market-towns of England, as the preaching friars had formerly done, upon working-days in the morning; in which sermons, these and others of the same tenets, that had charge of souls, both by the manner and matter of their preaching, applied themselves wholly to the winning of the people to a liking of their doctrines and good opinion of their persons.

And first, for the manner of their preaching; they so framed their countenance and gesture at their entrance into the pulpit, and their pronounciation both in their prayer and sermon, and used the Scripture phrase (whether understood by the

people or not), as that no tragedian in the world could have acted the part of a right godly man better than these did ; insomuch that a man unacquainted with such art, could never suspect any ambitious plot in them to raise sedition against the state, as they then had designed; or doubt that the vehemence of their voice (for the same words with the usual pronounciation had been of little force) and forcedness of their gesture and looks, could arise from anything else but zeal to the service of God. And by this art they came into such credit, that numbers of men used to go forth of their own parishes and towns on working-days, leaving their calling, and on Sundays leaving their own churches, to hear them preach in other places, and to despise their own and all other preachers that acted not so well as they. And as for those ministers that did not usually preach, but instead of sermons did read to the people such homilies as the Church had appointed, they esteemed and called them *dumb dogs*.

Secondly, for the matter of their sermons, because the anger of the people in the late Roman usurpation was then fresh, they saw there could be nothing more gracious with them than to preach against such other points of the Romish religion as the bishops had not yet condemned ; that so receding further from popery than they did, they might with glory to themselves leave a suspicion on the bishops, as men not yet well purged from idolatry.

(25) Thirdly, before their sermons, their prayer was or seemed to be *extempore*, which they pretended to be dictated by the spirit of God within them, and many of the people believed or seemed to believe it. For any man might see, that had judgment, that they did not take care beforehand what they should say in their prayers. And from hence came a dislike of the *common-prayer-book*, which is a set form, premeditated, that men might see to what they were to say *amen*.

Fourthly, they did never in their sermons, or but lightly, inveigh against the lucrative vices of men of trade or handicraft ; such as are feigning, lying, cozening, hypocrisy, or other uncharitableness, except want of charity to their pastors and to the faithful: which was a great ease to the generality of citizens and the inhabitants of market-towns, and no little profit to themselves.

Fifthly, by preaching up an opinion that men were to be assured of their salvation by the testimony of their own private spirit, meaning the Holy Ghost dwelling within them. And from this opinion the people that found in themselves a suffi-

cient hatred towards the Papists, and an ability to repeat the sermons of these men at their coming home, made no doubt but that they had all that was necessary, how fraudulently and spitefully soever they behaved themselves to their neighbours that were not reckoned amongst the saints, and sometimes to those also.

Sixthly, they did, indeed, with great earnestness and severity, inveigh often against two sins, carnal lusts and vain swearing; which, without question, was very well done. But the common people were thereby inclined to believe, that nothing else was sin, but that which was forbidden in the third and seventh commandments (for few men do understand by the name of lust any other concupiscence, than that which is forbidden in that seventh commandment; for men are not ordinarily said to lust after another man's cattle, or other goods or possessions) : and therefore never made much scruple of the acts of fraud and malice, but (26) endeavoured to keep themselves from uncleanness only, or at least from the scandal of it. And, whereas they did, both in their sermons and writings, maintain and inculcate, that the very first motions of the mind, that is to say, the delight men and women took in the sight of one another's form, though they checked the proceeding thereof so that it never grew up to be a design, was nevertheless a sin, they brought young men into desperation and to think themselves damned, because they could not (which no man can, and is contrary to the constitution of nature) behold a delightful object without delight. And by this means they became confessors to such as were thus troubled in conscience, and were obeyed by them as their spiritual doctors in all cases of conscience.

B. Yet divers of them did preach frequently against oppression.

A. It is true, I had forgot that; but it was before such as were free enough from it; I mean the common people, who would easily believe themselves oppressed, but never oppressors. And therefore you may reckon this among their artifices, to make the people believe they were oppressed by the King, or perhaps by the bishops, or both; and incline the meaner sort to their party afterwards, when there should be occasion. But this was but sparingly done in the time of Queen Elizabeth, whose fear and jealousy they were afraid of. Nor had they as yet any great power in the Parliament-house, whereby to call in question her prerogative by

petitions of right and other devices, as they did afterwards, when democratical gentlemen had received them into their counsels for the design of changing the government from monarchical to popular, which they called liberty.

B. Who would think that such horrible designs as these could so easily and so long remain covered with the cloak of godliness ? For that they were most impious hypocrites, is manifest enough by the war these proceedings ended in, and by the impious acts in that war committed. But when (27) began first to appear in Parliament the attempt of popular government, and by whom ?

A. As to the time of attempting the change of government from monarchical to democratical, we must distinguish. They did not challenge the sovereignty in plain terms, and by that name, till they had slain the King ; nor the rights thereof altogether by particular heads, till the King was driven from London by tumults raised in that city against him, and retired for the security of his person to York ; where he had not been many days, when they sent unto him nineteen propositions, whereof above a dozen were demands of several powers, essential parts of the power sovereign. But before that time they had demanded some of them in a petition which they called a Petition of Right; which nevertheless the King had granted them in a former Parliament, though he deprived himself thereby, not only of the power to levy money without their consent, but also of his ordinary revenue by custom of tonnage and poundage, and of the liberty to put into custody such men as he thought likely to disturb the peace and raise sedition in the kingdom. As for the men that did this, it is enough to say they were members of the last Parliament, and of some other Parliaments in the beginning of King Charles and the end of King James his reign; to name them all is not necessary, further than the story shall require. Most of them were members of the House of Commons; some few also, of the Lords ; but all, such as had a great opinion of their sufficiency in politics, which they thought was not sufficiently taken notice of by the King.

B. How could the Parliament, when the King had a great navy, and a great number of trained soldiers, and all the magazines of ammunition in his power, be able to begin the war ?

A. The King had these things indeed in his right; but that signifies little, when they that had the custody of the navy and magazines, and with them all the trained soldiers, and in a manner all his subjects, were, by the preaching of (28) Presbyterian ministers, and the seditious whisperings of false and ignorant politicians, made his enemies; and when the King could have no money but what the Parliament should give him, which you may be sure should not be enough to maintain his regal power, which they intended to take from him. And yet, I think, they never would have ventured into the field, but for that unlucky business of imposing upon the Scots, who were all Presbyterians, our book of Common-prayer. For I believe the English would never have taken well that the Parliament should make war upon the King, upon any provocation, unless it were in their own defence, in case the King should first make war upon them; and, therefore, it behoved them to provoke the King, that he might do something that might look like hostility.

It happened in the year 1637, that the King, by the advice, as it is thought, of the Archbishop of Canterbury, sent down a book of Common-prayer into Scotland, not differing in substance from ours, nor much in words besides the putting of the word Presbyter for that of Minister, commanding it to be used, for conformity to this kingdom, by the ministers there, for an ordinary form of Divine service. This being read in the church at Edinburgh, caused such a tumult there, that he that read it had much ado to escape with his life; and gave occasion to the greatest part of the nobility and others to enter, by their own authority, into a Covenant amongst themselves, which impudently they called a *Covenant with God*, to put down episcopacy, without consulting with the King: which they presently did, animated thereto by their own confidence, or by assurance from some of the democratical Englishmen that in former Parliaments had been the greatest opposers of the King's interest, that the King would not be able to raise an army to chastise them without calling a Parliament, which would be sure to favour them. For the thing which those democraticals chiefly then aimed at, was to force the King to call a Parliament, which he had not done for ten years (29) before, as

having found no help, but hindrance to his designs in the Parliaments he had formerly called. Howsoever, contrary to their expectation, by the help of his better-affected subjects of the nobility and gentry, he made a shift to raise a sufficient army to have reduced the Scots to their former obedience, if it had proceeded to battle. And with this army he marched himself into Scotland; where the Scotch army was also brought into the field against him, as if they meant to fight. But then the Scotch sent to the King for leave to treat by commissioners on both sides ; and the King, willing to avoid the destruction of his own subjects, condescended to it. The issue was peace ; and the King thereupon went to Edinburgh, and passed an Act of Parliament there to their satisfaction.

B. Did he not then confirm episcopacy ?

A. No, but yielded to the abolishing of it: but by this means the English were crossed in their hope of a Parliament. But the said democratics, formerly opposers of the King's interest, ceased not to endeavour still to put the two nations into a war; to the end the King might buy the Parliament's help at no less a price than sovereignty itself.

B. But what was the cause that the gentry and nobility of Scotland were so averse from the episcopacy ? For I can hardly believe that their consciences were extraordinarily tender, nor that they were so very great divines, as to know what was the true Church-discipline established by our Saviour and his apostles; nor yet so much in love with their ministers, as to be over-ruled by them in the government either ecclesiastical or civil. For in their lives they were just as other men are, pursuers of their own interests and preferments, wherein they were not more opposed by the bishops than by their Presbyterian ministers.

A. Truly I do not know ; I cannot enter into other men's thoughts, farther than I am led by the consideration of human nature in general. But upon this consideration I see first, that men of ancient wealth and nobility are not apt to brook, that poor scholars should (as they must, when (30) they are made bishops) be their

fellows. Secondly, that from the emulation of glory between the nations, they might be willing to see this nation afflicted by civil war, and might hope, by aiding the rebels here, to acquire some power over the English, at least so far as to establish here the Presbyterian discipline; which was also one of the points they afterwards openly demanded. Lastly, they might hope for, in the war, some great sum of money, as a reward of their assistance, besides great booty, which they afterwards obtained. But whatsoever was the cause of their hatred to bishops, the pulling of them down was not all they aimed at: if it had, now that episcopacy was abolished by act of Parliament, they would have rested satisfied, which they did not. For after the King was returned to London, the English Presbyterians and democraticals, by whose favour they had put down bishops in Scotland, thought it reason to have the assistance of the Scotch for the pulling down of bishops in England. And in order thereunto, they might perhaps deal with the Scots secretly, to rest unsatisfied with that pacification, which they were before contented with. Howsoever it was, not long after the King was returned to London, they sent up to some of their friends at court a certain paper, containing, as they pretended, the articles of the said pacification; a false and scandalous paper, which was by the King's command burnt, as I have heard, publicly. And so both parties returned to the same condition they were in, when the King went down with his army.

B. And so there was a great deal of money cast away to no purpose. But you have not told me who was general of that army.

A. I told you the King was there in person. He that commanded under him was the Earl of Arundel, a man that wanted not either valour or judgment. But to proceed to battle or to treaty, was not in his power, but in the King's.

B. He was a man of a most noble and loyal family, and whose ancestors had formerly given a great overthrow to the (31) Scots, in their own country ; and in all likelihood he might have given them the like now, if they had fought.

A. He might indeed: but it had been but a kind of superstition to have made him general upon that account, though many generals heretofore have been chosen for the good luck of their ancestors in like occasions. In the long war between Athens and Sparta, a general of the Athenians by sea won many victories against the Spartans; for which cause, after his death, they chose his son for general with ill success. The Romans that conquered Carthage by the valour and conduct of Scipio, when they were to make war again in Afric against Cæsar, chose another Scipio for general; a man valiant and wise enough, but he perished in the employment. And to come home to our own nation, the Earl of Essex made a fortunate expedition to Cadiz; but his son, sent afterwards to the same place, could do nothing. It is but a foolish superstition, to hope that God has entailed success in war upon a name or family.

B. After the pacification broken, what succeeded next ?

A. The King sent Duke Hamilton with commission and instructions into Scotland, to call a Parliament there, and to use all the means he could otherwise; but all was to no purpose. For the Scots were now resolved to raise an army and to enter into England, to deliver, as they pretended, their grievances to his majesty in a petition; because the King, they said, being in the hands of evil councillors, they could not otherwise obtain their right. But the truth is, they were animated to it by the democratical and Presbyterian English, with a promise of reward and hope of plunder. Some have said, that Duke Hamilton also did rather encourage them to, than deter them from, the expedition; as hoping by the disorder of the two kingdoms, to bring to pass that which he had formerly been accused to endeavour, to make himself King of Scotland. But I take this to have been a very uncharitable censure, upon so little ground to judge so hardly of a man, that afterwards lost his life in seeking to procure the liberty of the King his (32) master. This resolution of the Scots to enter England being known, the King wanting money to raise an army against them, was now, as his enemies here wished, constrained to call a parliament, to meet at Westminster the 13th day of April 1640.

B. Methinks a Parliament of England, if upon any occasion, should furnish the King with money now in war against the Scots, out of an inveterate disaffection to that nation that had always anciently taken part with their enemies the French, and which always esteemed the glory of England for an abatement of their own.

A. It is indeed commonly seen that neighbour nations envy one another's honour, and that the less potent bears the greater malice; but that hinders them not from agreeing in those things which their common ambition leads them to. And therefore the King found not the more, but the less help from this Parliament: and most of the members thereof, in their ordinary discourses, seemed to wonder why the King should make a war upon Scotland; and in that Parliament sometimes called them *their brethren the Scots*. But instead of taking the King's business, which was the raising of money, into their consideration, they fell upon the redressing of grievances, and especially such ways of levying money as in the late intermission of Parliaments the King had been forced to use; such as were ship-money, for knighthood, and such other vails (as one may call them) of the regal office, which lawyers had found justifiable by the ancient records of the kingdom. Besides, they fell upon the actions of divers ministers of state, though done by the King's own command and warrant. Insomuch, that before they were to come to the business for which they were called, the money which was necessary for this war (if they had given any, as they never meant to do) had come too late. It is true, there was mention of a sum of money to be given the King, by way of bargain, for the relinquishing of his right to ship-money, and some other of his prerogatives, but so seldom, and without determining any sum, that it was in (33) vain for the King to hope for any success; and therefore upon the 5th of May following he dissolved it.

B. Where then had the King money to raise and pay his army ?

A. He was forced the second time to make use of the nobility and gentry, who contributed some more, some less, according to the greatness of their estates; but amongst them all they made up a very sufficient army.

B. It seems then that the same men, that crossed his business in the Parliament, now out of Parliament advanced it all they could. What was the reason of that ?

A. The greatest part of the Lords in Parliament, and of the gentry throughout England, were more affected to monarchy than to a popular government, but so as not to endure to hear of the King's absolute power ; which made them in time of Parliament easily to condescend to abridge it, and bring the government to a mixed monarchy, as they called it ; wherein the absolute sovereignty should be divided between the King, the House of Lords, and the House of Commons.

B. But how, if they cannot agree ?

A. I think they never thought of that; but I am sure they never meant the sovereignty should be wholly either in one or both houses. Besides, they were loath to desert the King, when he was invaded by foreigners; for the Scotch were esteemed by them as a foreign nation.

B. It is strange to me, that England and Scotland being but one island, and their language almost the same, and being governed by one King, should be thought foreigners to one another. The Romans were masters of many nations, and to oblige them the more to obey the edicts and laws sent unto them from the city of Rome, they thought fit to make them all Romans; and out of divers nations, as Spain, Germany, Italy, and France, to advance some, that they thought worthy, even to be senators of Rome, and to give every one of the common people the privileges of the city of Rome, by which they were protected from the contumelies (34) of other nations where they resided. Why were not the Scotch and English in like manner united into one people ?

A. King James at his first coming to the crown of England did endeavour it, but could not prevail. But for all that, I believe the Scotch have now as many privileges in England as any nation had in Rome, of those which were so as you say made Romans. For they are all naturalized, and have right to buy land in England to themselves and their heirs.

B. It is true of them, that were born in Scotland after the time that King James was in possession of the kingdom of England.

A. There be very few now that were born before. But why have they a better right that were born after, than they that were born before ?

B. Because they were born subjects to the King of England, and the rest not.

A. Were not the rest born subjects to King James? And was not the King of England ?

B. Yes, but not then.

A. I understand not the subtilty of that distinction. But upon what law is that distinction grounded? Is there any statute to that purpose ?

B. I cannot tell; I think not; but it is grounded upon equity.

A. I see little equity in this; that those nations that are bound to equal obedience to the same King, should not have equal privileges. And now seeing there be so very few born before King James's coming in, what greater privilege had those ingrafted Romans by their naturalization in the state of Rome, or in the state of England the English themselves, more than the Scotch ?

B. Those Romans, when any of them were in Rome, had their voice in the making of laws.

A. And the Scotch have their Parliaments, wherein their assent is required to the laws there made, which is as good. Have not many of the provinces of France their several (35) parliaments and several constitutions ? And yet they are all equally natural subjects of the King of France. And therefore for my part I think they were mistaken, both English and Scotch, in calling one another foreigners. Howsoever that be, the King had a very sufficient army, wherewith he marched towards Scotland; and by the time he was come to York, the Scotch army was drawn up to the frontiers and ready to march into England; which also they presently did ; giving out all the way, that their march should be without damage to the country, and that their errand was only to deliver a petition to the King, for the redress of many pretended injuries they had received from such of the court, whose counsel the King most followed. So they passed through Northumberland quietly, till they came to a ford in the river of Tyne, a little above Newcastle, where they found some little opposition from a party of the King's army sent thither to stop them, whom the Scotch easily mastered; and as soon as they were over, seized upon Newcastle, and coming further on, upon the city of Durham ; and sent to the King to desire a treaty, which was granted; and the commissioners on both sides met at Ripon. The conclusion was, that all should be referred to the Parliament, which the King should call to meet at Westminster on the 3rd of November following, being in the same year 1640; and thereupon the King returned to London.

B. So the armies were disbanded ?

A. No; the Scotch army was to be defrayed by the counties of Northumberland and Durham, and the King was to pay his own, till the disbanding of both should be agreed upon in Parliament.

B. So in effect both the armies were maintained at the King's charge, and the whole controversy to be decided by a Parliament almost wholly Presbyterian, and as partial to the Scotch as themselves could have wished.

A. And yet for all this they durst not presently make war upon the King: there was so much yet left of reverence to him in the hearts of the people, as to have made them (36) odious, if they had declared what they intended. They must have some colour or other to make it believed that the King made war first upon the Parliament. And besides, they had not yet sufficiently disgraced him in sermons and pamphlets, nor removed from about him those they thought could best counsel him. Therefore they resolved to proceed with him like skilful hunters ; first to single him out, by men disposed in all parts to drive him into the open field; and then in case he should but seem to turn head, to call that a making of war against the Parliament.

And first they called in question such as had either preached or written in defence of any of those rights, which, belonging to the Crown, they meant to usurp, and take from the King to themselves: whereupon some few preachers and writers were imprisoned, or forced to fly. The King not protecting these, they proceeded to call in question some of the King's own actions in his ministers, whereof they imprisoned some, and some went beyond sea. And whereas certain persons, having endeavoured by books and sermons to raise sedition, and committed other crimes of high nature, had therefore been censured by the King's council in the Star-chamber, and imprisoned; the Parliament by their own authority, to try, it seems, how the King and the people would take it, (for their persons were inconsiderable), ordered their setting at liberty; which was accordingly done, with great applause of the people, that flocked about them in London, in manner of a triumph. This being done without resistance, they called in question the King's right to ship-money—

B. Ship-money ! what's that ?

A. The Kings of England, for the defence of the sea, had power to tax all the counties of England, whether they were maritime or not, for the building and furnishing of ships; which tax the King had then lately found cause to impose, and the Parliament exclaimed against it as an oppression. (37) And by one of their members that had been taxed but 20s. (mark the oppression; a Parliament-man of 500*l.* a year, land-taxed at 20s.!) they were forced to bring it to a trial at law, he refusing payment; and he was cast. Again, when all the judges of Westminster were demanded their opinions concerning the legality of it, of twelve that there are, it was judged legal by ten ; for which though they were not punished, yet they were affrighted by the Parliament.

B. What did the Parliament mean, when they did exclaim against it as illegal ? Did they mean it was against statute-law, or against the judgments of lawyers given heretofore, which are commonly called reports; or did they mean it was against equity, which I take to be the same with the law of nature ?

A. It is a hard matter, or rather impossible, to know what other men mean, especially if they be crafty : but sure I am, equity was not their ground for this pretence of immunity from contributing to the King but at their own pleasure. For when they have laid the burthen of defending the whole kingdom, and governing it, upon any person whatsoever, there is very little equity he should depend on others for the means of performing it ; or if he do, they are his Sovereign, not he theirs. And as for the common law contained in reports, they have no force but what the King gives them. Besides, it were more unreasonable, that a corrupt or foolish judge's unjust sentence should by any time, how long soever, obtain the authority and force of a law. But amongst the statute laws there is one, called *Magna Charta*, or the *Great Charter of the liberties of Englishmen*, in which there is one article, wherein a King heretofore hath granted that no man shall be distrained, that is, have his goods taken from him, otherwise than by the law of the land.

B. Is not that a sufficient ground for their purpose ?

A. No : that leaves us in the same doubt, which you think it clears. For where was that law of the land then ? Did they mean another Magna Charta, that was made by some King more ancient yet ? No : that statute was made, (38) not to exempt any man from payments to the public, but for securing every man from such as abused the King's power by surreptitiously obtaining the King's warrants, to the oppressing of those against whom he had any suit in law. But it was conducing to the ends of some rebellious spirits in this Parliament, to have it interpreted in the wrong sense, and suitable enough to the understanding of the rest, or most part of them, to let it pass.

B. You make the members of that Parliament very simple men ; and yet the people chose them for the wisest of the land.

A. If craft be wisdom, they were wise enough. But *wise*, as I define it, is he that knows how to bring his business to pass (without the assistance of knavery and ignoble shifts) by the sole strength of his good contrivance. A fool may win from a better gamester by the advantage of false dice, and packing of cards.

B. According to your definition, there be few wise men now-a-days. Such wisdom is a kind of gallantry, that few are brought up to, and most think folly. Fine cloaths, great feathers, civility towards men that will not swallow injuries, and injury towards them that will, is the present gallantry. But when the Parliament afterwards, having gotten the power into their hands, levied money for their own use; what said the people to that ?

A. What else, but that it was legal and to be paid, as being imposed by consent of Parliaments.

B. I have heard often that they ought to pay what was imposed by consent of Parliaments to the use of the King, but to their own use never before. I see by this,

it is easier to gull the multitude, than any one man amongst them. For what one man, that has not his natural judgment depraved by accident, could be so easily cozened in a matter that concerns his purse, had he not been passionately carried away by the rest to change of government, or rather to a liberty of every one to govern himself ?

A. Judge then, what kind of men such a multitude of (39) ignorant people were like to elect for their burgesses and knights of shires.

B. I can make no other judgment, but that they who were then elected, were just such as had been elected for former Parliaments, and as are like to be elected for Parliaments to come. For the common people have been, and always will be, ignorant of their duty to the public, as never meditating any thing but their particular interest; in other things following their immediate leaders ; which are either the preachers, or the most potent of the gentlemen that dwell amongst them: as common soldiers for the most part follow their immediate captains, if they like them. If you think the late miseries have made them wiser, that will quickly be forgot, and then we shall be no wiser than we were.

A. Why may not men be taught their duty, that is, the science of *just* and *unjust*, as divers other sciences have been taught, from true principles and evident demonstration; and much more easily than any of those preachers and democratical gentlemen could teach rebellion and treason ?

B. But who can teach what none have learned ? Or, if any man hath been so singular, as to have studied the science of justice and equity; how can he teach it safely, when it is against the interest of those that are in possession of the power to hurt him ?

A. The rules of *just* and *unjust* sufficiently demonstrated, and from principles evident to the meanest capacity, have not been wanting; and notwithstanding the

obscurity of their author, have shined, not only in this, but also in foreign countries, to men of good education. But they are few, in respect of the rest of the men, whereof many cannot read ; many, though they can, have no leisure; and of them that have leisure, the greatest part have their minds wholly employed and taken up by their private businesses or pleasures. So that it is impossible that the multitude should ever learn their duty, but from the pulpit and upon holidays ; but then, and from thence, it is, that they learned (40) their disobedience. And, therefore, the light of that doctrine has been hitherto covered and kept under here by a cloud of adversaries, which no private man's reputation can break through, without the authority of the *Universities*. But out of the *Universities*, came all those preachers that taught the contrary. The *Universities* have been to this nation, as the wooden horse was to the Trojans.

[Molesworth : B. Can you tell me why and when the Universities here, and in other places, first began ?

A. It seems, for the time, they began in the reign of the Emperor Charles the Great. Before which time, I doubt not, but that there were many grammar schools for the Latin tongue, which was the natural language of the Roman Church ; but for Universities, that is to say, schools for the sciences in general, and especially for divinity, it is manifest that the institution of them was recommended by the Pope's letter to the Emperor Charles the Great, and recommended further by a Council held in his time, I think, at Chalons-sur-Saone; and not long after was erected an University at Paris, and the college called University College at Oxford. And so by degrees several bishops, noblemen, and rich men, and some Kings and Queens, contributing thereunto, the Universities obtained at last their present splendour.]

B. But what was the Pope's design in setting up the Universities ?

A. What other design was he like to have, but what you heard before, the advancement of his own authority in the countries where the Universities were

erected ? There they learned to dispute for him, and with unintelligible distinctions to blind men's eyes, whilst they encroached upon the rights of kings. And it was an evident argument of that design, that they fell in hand with the work so quickly. For the first Rector of the University of Paris, as I have read somewhere, was Peter Lombard, who first brought in them the learning called School-divinity ; and was seconded by John Scot of Duns, who lived in, or near the same time ; whom any ingenious reader, not knowing what was the (41) design, would judge to have been two of the most egregious blockheads in the world, so obscure and senseless are their writings. And from these the schoolmen that succeeded, learnt the trick of imposing what they list upon their readers, and declining the force of true reason by verbal forks ; I mean, distinctions that signify nothing, but serve only to astonish the multitude of ignorant men. As for the understanding readers, they were so few, that these new sublime doctors cared not what they thought. These schoolmen were to make good all the articles of faith, which the Popes from time to time should command to be believed : amongst which, there were very many inconsistent with the rights of kings, and other civil sovereigns, as asserting to the Pope all authority whatsoever they should declare to be necessary *in ordine ad spiritualia*, that is to say, in order to religion.

From the Universities also it was, that all preachers proceeded, and were poured out into city and country, to terrify the people into an absolute obedience to the Pope's canons and commands, which, for fear of weakening kings and princes too much, they durst not yet call laws.

From the Universities it was, that the philosophy of Aristotle was made an ingredient in religion, as serving for a salve to a great many absurd articles, concerning the nature of Christ's body, and the estate of angels and saints in heaven; which articles they thought fit to have believed, because they bring, some of them profit, and others reverence to the clergy, even to the meanest of them. For when they shall have made the people believe that the meanest of them can make the body of Christ; who is there that will not both show them reverence, and be liberal to them or to the Church, especially in the time of their sickness, when they think they make and bring unto them their Saviour ?

B. But, what advantage to them, in these impostures, was the doctrine of Aristotle?

A. They have made more use of his obscurity than of his doctrine. For none of the ancient philosophers' writings are comparable to those of Aristotle, for their aptness to (42) puzzle and entangle men with words, and to breed disputation, which must at last be ended in the determination of the Church of Rome. And yet in the doctrine of Aristotle, they made use of many points; as, first, the doctrine of *Separated Essences*.

B. What are *Separated Essences* ?

A. Separated beings.

B. Separated from what ?

A. From every thing that is.

B. I cannot understand the being of any thing, which I understand not to be. But what can they make of that ?

A. Very much, in questions concerning the nature of God, and concerning the estate of man's soul after death, in heaven, hell, and purgatory; by which you and every man know, how great obedience, and how much money they gain from the common people. Whereas Aristotle holdeth the soul of man to be the *first giver of motion* to the body, and consequently to itself; they make use of that in the doctrine of free will. What, and how they gain by that, I will not say. He holdeth forth, that there be many things that come to pass in this world from no *necessity* of causes, but mere *contingency*, *casuality*, and *fortune*.

B. Methinks, in this they make God stand idle, and to be a mere spectator of the games of fortune; for what God is the cause of, must needs come to pass, and, in my opinion, nothing else. But, because there must be some ground for the justice of the eternal torment of the damned ; perhaps it is this, that men's wills and propensions are not, they think, in the hands of God, but of themselves; and in this also I see somewhat conducing to the authority of the Church.

A. This is not much; nor was Aristotle of such credit with them, but that when his opinion was against theirs, they could slight him. What-soever he says is impossible in nature, they can prove well enough to be possible, from the Almighty power of God, who can make many bodies to be in one and the self-same place, and one body to be in many (43) places at the same time, if the doctrine of transubstantiation require it, though Aristotle deny it. I like not the design of drawing religion into an art, whereas it ought to be a law; and though not the same in all countries, yet in every country indisputable; nor that they teach it not, as arts ought to be taught, by shewing first the meaning of their terms, and then deriving from them the truth they would have us believe: nor that their terms are for the most part unintelligible ; though, to make it seem rather want of learning in the reader, than want of fair dealing in themselves, they are, for the most part, Latin and Greek words, wryed a little at the point, towards the native language of the several countries where they are used. But that which is most intolerable is, that all clerks are forced to make as if they believed them, if they mean to have any Church preferment, the keys whereof are in the Pope's hands; and the common people, whatsoever they believe of those subtile doctrines, are never esteemed better sons of the Church for their learning. There is but one way there to salvation; that is, extraordinary devotion and liberality to the Church, and readiness for the Church's sake, if it be required, to fight against their natural and lawful sovereigns.

B. I see what use they make of Aristotle's logic, physics, and metaphysics ; but I see not yet how his politics can serve their turn.

A. Nor I. It has, I think, done them no good, though it has done us here much hurt by accident. For men, grown weary at last of the insolence of the priests, and examining the truth of these doctrines that were put upon them, began to search the sense of the Scriptures, as they are in the learned languages; and consequently (studying Greek and Latin) became acquainted with the democratical principles of Aristotle and Cicero, and from the love of their eloquence fell in love with their politics, and that more and more, till it grew into the rebellion we now talk of, without any other advantage to the Roman Church but that it was a weakening to us, whom, since we broke out of their net (43) in the time of Henry VIII, they have continually endeavoured to recover.

B. What have they gotten by the teaching of Aristotle's ethics ?

A. It is some advantage to them, that neither the morals of Aristotle, nor of any other, have done them any harm, nor us any good. Their doctrines have caused a great deal of dispute concerning virtue and vice, but no knowledge of what they are, nor any method of obtaining virtue nor of avoiding vice. The end of moral philosophy is, to teach men of all sorts their duty, both to the public and to one another. They estimate virtue, partly by a mediocrity of the passions of men, and partly by that that they are praised. Whereas, it is not the Much or Little [Molesworth : praise] that makes an action virtuous, but the cause; nor Much or Little [Molesworth : blame] that makes an action vicious, but its being unconfutable to the laws in such men as are subject to the law, or its being unconfutable to equity or charity in all men whatsoever.

B. It seems you make a difference between the ethics of subjects, and the ethics of sovereigns.

A. So I do. The virtue of a subject is comprehended wholly in obedience to the laws of the commonwealth. To obey the laws, is justice and equity, which is the law of nature, and, consequently, is civil law in all nations of the world; and nothing is injustice or iniquity, otherwise, than it is against the law. Likewise, to

obey the laws, is the prudence of a subject; for without such obedience the commonwealth (which is every subject's safety and protection) cannot subsist. And though it be prudence also in private men, justly and moderately to enrich themselves, yet craftily to withhold from the public or defraud it of such part of their wealth, as is by law required, is no sign of prudence, but of want of knowledge of what is necessary for their own defence.

The virtues of sovereigns are such as tend to the maintenance of peace at home, and to the resistance of foreign (45) enemies. Fortitude is a royal virtue; and though it be necessary in such private men as shall be soldiers, yet, for other men, the less they dare, the better it is both for the commonwealth and for themselves. Frugality (though perhaps you will think it strange) is also a royal virtue: for it increases the public stock, which cannot be too great for the public use, nor any man too sparing of what he has in trust for the good of others. Liberality also is a royal virtue: for the commonwealth cannot be well served without extraordinary diligence and service of ministers, and great fidelity to their Sovereign ; who ought therefore to be encouraged, and especially those that do him service in the wars. In sum, all actions and habits are to be esteemed good or evil by their causes and usefulness in reference to the commonwealth, and not by their mediocrity, nor by their being commended. For several men praise several customs, and that which is virtue with one, is blamed by others; and, contrarily, what one calls vice, another calls virtue, as their present affections lead them.

B. Methinks you should have placed among the virtues that, which, in my opinion, is the greatest of all virtues, religion.

A. So I have, though, it seems, you did not observe it. But whither do we digress from the way we were in ?

B. I think you have not digressed at all; for I suppose, your purpose was, to acquaint me with the history, not so much of those actions that passed in the time of the late troubles, as of their causes, and of the councils and artifice by which they were brought to pass. There be divers men that have written the history, out

of whom I might have learned what they did, and somewhat also of the contrivance; but I find little in them of what I would ask. Therefore, since you were pleased to enter into this discourse at my request, be pleased also to inform me after my own method; and for the danger of confusion that may arise from that, I will take care to bring you back to the place from whence I drew you; for I well remember where it was.

(46) A. Well then, to your question concerning religion, inasmuch as I told you, that all virtue is comprehended in obedience to the laws of the commonwealth, whereof religion is one, I have placed religion amongst the virtues.

B. Is religion then the law of a commonwealth ?

A. There is no nation in the world, whose religion is not established, and receives not its authority from the laws of that nation. It is true, that the law of God receives no evidence from the laws of men. But because men can never by their own wisdom come to the knowledge of what God hath spoken and commanded to be observed, nor be obliged to obey the laws whose author they know not, they are to acquiesce in some human authority or other. So that the question will be, whether a man ought in matter of religion, that is to say, when there is question of his duty to God and the King, to rely upon the preaching of his fellow-subjects or of a stranger, or upon the voice of the law ?

B. There is no great difficulty in that point. For there are none that preach here or anywhere else, or at least ought to preach, but such as have authority so to do from him or them that have the sovereign power. So that if the King gives us leave, you or I may as lawfully preach as they that do; and I believe we should perform that office a great deal better, than they that preached us into the rebellion.

A. The Church morals are in many points very different from these, that I have here set down, for the doctrine of virtue and vice ; and yet without any conformity with that of Aristotle. For in the Church of Rome, the principal virtues are, to obey their doctrine, though it be treason, and that is to be religious; to be beneficial to the clergy, that is their piety and liberality ; and to believe upon their word that which a man knows in his conscience to be false, which is the faith they require. I could name a great many more such points of their morals, but that I know you know them already, being so well versed in the cases of conscience written by their schoolmen, who measure the goodness and (47) wickedness of all actions, by their congruity with the doctrine of the Roman clergy.

B. But what is the moral philosophy of the Protestant clergy in England ?

A. So much as they show of it in their life and conversation, is for the most part very good, and of very good example; much better than their writings.

B. It happens many times that men live honestly for fear, who, if they had power, would live according to their own opinions; that is, if their opinions be not right, unrighteously.

A. Do the clergy in England pretend, as the Pope does, or as the Presbyterians do, to have a right from God immediately, to govern the King and his subjects in all points of religion and manners ? If they do, you cannot doubt but that if they had number and strength, which they are never like to have, they would attempt to obtain that power, as the others have done.

B. I would be glad to see a system of the present morals, written by some divine of good reputation and learning, of the late King's party.

A. I think I can recommend unto you the best that is extant, and such a one as (except a few passages that I mislike) is very well worth your reading. The title of

it is, *The whole Duty of Man laid down in a plain and familiar way*. And, yet, I dare say, that if the Presbyterian ministers, even those of them which were the most diligent preachers of the late sedition, were to be tried by it, they would go near to be found not guilty. He has divided the duty of man into three great branches; which are, his duty to God, to himself, and to his neighbour. In his duty to God, he puts the acknowledgment of him in his essence and his attributes, and in the believing of his word. His attributes are omnipotence, omniscience, infiniteness, justice, truth, mercy, and all the rest that are found in Scripture. Which of these did not those seditious preachers acknowledge equally with the best of Christians ? The word of (48) God are the books of Holy Scripture, received for canonical in England.

B. They receive the word of God; but it is according to their own interpretation.

A. According to whose interpretation was it received by the bishops and the rest of the loyal party, but their own? He puts for another duty, obedience and submission to God's will. Did any of them, nay, did any man living, do any thing, at any time, against God's will ?

B. By God's will, I suppose, he means there his revealed will, that is to say, his commandments, which I am sure they did most horribly break, both by their preaching and otherwise.

A. As for their own actions, there is no doubt but all men are guilty enough, if God deal severely with them, to be damned. And for their preaching, they will say, they thought it agreeable to God's revealed will in the Scriptures. If they thought it so, it was not disobedience, but error. And how can any man prove they thought otherwise ?

B. Hypocrisy hath indeed this great prerogative above other sins, that it cannot be accused.

A. Another duty he sets down is, to honour Him in his house (that is, the Church), in his possessions, in his day, in his word and sacraments.

B. They perform this duty as well, I think, as any other ministers, I mean the loyal party; and the Presbyterians have always had an equal care to have God's house free from profanation ; to have tithes duly paid, and offerings accepted; to have the sabbath day kept holy, the word preached, and the Lord's supper and baptism duly administered. But is not keeping of the feasts and fasts, one of those duties that belong to the honour of God ? If it be, the Presbyterians fail in that.

A. Why so ? They kept some holidays, and they had fasts amongst themselves, though not upon the same days that the Church ordains, but when they thought fit; as when it pleased God to give the King any notable victory. (49) And they governed themselves in this point by the Holy Scripture, as they pretend to believe. And who can prove they do not believe so ?

B. Let us pass over all other duties, and come to that duty which we owe to the King, and consider whether the doctrine taught by those divines which adhered to the King, be such in that point, as may justify the Presbyterians, that incited the people to rebellion. For that is the thing you call in question.

A. Concerning our duty to our rulers, he hath these words : "An obedience we must pay, either active or passive; the active, in the case of all lawful commands, that is, whenever the magistrate commands something which is not contrary to some command of God, we are then bound to act according to that command of the magistrate, to do the things he requires; but when he enjoins any thing contrary to what God hath commanded, we are not then to pay him this active obedience; we may, nay we must, refuse thus to act (yet, here we must be very well

assured, that the thing is so contrary, and not pretend conscience for a cloak of stubbornness); we are, in that case, to obey God rather than men; but even this is a season for the passive obedience ; we must patiently suffer what he inflicts on us for such refusal, and not, to secure ourselves, rise up against him.”

B. What is there in this, to give colour to the late rebellion ?

A. They will say they did it in obedience to God, inasmuch as they did believe it was according to the Scripture; out of which they will bring examples, perhaps of David and his adherents, that resisted King Saul, and of the prophets afterward, that vehemently from time to time preached against the idolatrous Kings of Israel and Judah. Saul was their lawful King, and yet they paid him neither active nor passive obedience; for they did put themselves into a posture of defence against him, though David himself spared his person. And so did the Presbyterians put into their commissions to their general, that they should spare the (50) King’s person. Besides, you cannot doubt but that they, who in the pulpit did animate the people to take arms in the defence of the then Parliament, alleged Scripture, that is, the word of God for it. If it be lawful then for subjects to resist the King, when he commands anything that is against the Scripture, that is, contrary to the command of God, and to be judge of the meaning of the Scripture, it is impossible that the life of any King, or the peace of any Christian kingdom, can be long secure. It is this doctrine that divides a kingdom within itself, whatsoever the men be, loyal or rebels, that write or preach it publicly. And thus you see that if those seditious ministers be tried by this doctrine, they will come off well enough.

B. I see it; and wonder at people that have never spoken with God Almighty, nor knowing one more than another what he hath said, when the laws and the preacher disagree, should so keenly follow the minister, (for the most part an ignorant, though a ready-tongued, scholar), rather than the laws, that were made by the King with the consent of the Peers and the Commons of the land.

A. Let us examine his words a little nearer. First, concerning *passive obedience*. When a thief hath broken the laws, and according to the law is therefore executed, can any man understand that this suffering of his is in obedience to the law? Every law is a command *to do*, or *to forbear*: neither of these is fulfilled by suffering. If any suffering can be called obedience, it must be such as is voluntary ; for no involuntary action can be counted a submission to the law. He that means that his suffering should be taken for obedience, must not only not resist, but also not fly, nor hide himself to avoid his punishment. And who is there amongst them that discourse of *passive obedience*, when his life is in extreme danger, that will voluntarily present himself to the officers of justice ? Do not we see that all men, when they are led to execution, are both bound and guarded, and would break loose if they could, and get away? Such is their *passive obedience*. Christ saith (Matth. xxiii, 2, 3): (51) *The Scribes and Pharisees sit in Moses' chair; all therefore, whatsoever they bid you observe, that observe and do*: which is a *doing* an *active* obedience. And yet the Scribes and Pharisees appear not by the Scripture to have been such godly men, as never to command any thing against the revealed will of God.

B. Must tyrants also be obeyed in every thing actively ? Or is there nothing wherein a lawful King's command may be disobeyed? What if he should command me with my own hands to execute my father, in case he should be condemned to die by the law ?

A. This is a case that need not be put. We never have read nor heard of any King or tyrant so inhuman as to command it. If any did, we are to consider whether that command were one of his laws. For by disobeying Kings, we mean the disobeying of his laws, those his laws that were made before they were applied to any particular person; for the King, though as a father of children, and a master of domestic servants, yet he commands the people in general never but by a precedent law, and as a politic, not a natural person. And if such a command as you speak of were contrived into a general law (which never was, nor never will be), you were bound to obey it, unless you depart the kingdom after the publication of the law, and before the condemnation of your father.

B. Your author says further, in refusing active obedience to the King, that commanded anything contrary to God's law, *we must be very well assured that the thing is so contrary*. I would fain know how it is possible to be assured.

A. I think you do not believe that any of those refusers do, immediately from God's own mouth, receive any command contrary to the command of the King, who is God's lieutenant, nor any other way than you and I do, that is to say, than by the Scriptures. And because men do, for the most part, rather draw the Scripture to their own sense, than follow the true sense of the Scripture, there is no other way (52) to know, certainly, and in all cases, what God commands, or forbids us to do, but by the sentence of him or them that are constituted by the King to determine the sense of the Scripture, upon hearing of the particular case of conscience which is in question. And they that are so constituted, are easily known in all Christian commonwealths, whether they be bishops, or ministers, or assemblies, that govern the Church under him or them that have the sovereign power.

B. Some doubts may be raised from this that you now say. For if men be to learn their duty from the sentence which other men shall give concerning the meaning of the Scriptures, and not from their own interpretation, I understand not to what end they were translated into English, and every man not only permitted, but also exhorted, to read them. For what could that produce, but diversity of opinion, and consequently, as man's nature is, disputation, breach of charity, disobedience, and at last rebellion? Again, since the Scripture was allowed to be read in English, why were not the translations such as might make all that is read, understood even by mean capacities? Did not the Jews, such as could read, understand their law in the Jewish language, as well as we do our statute laws in English? And as for such places of the Scripture, as had nothing of the nature of a law, it was nothing to the duty of the Jews, whether they were understood or not, seeing nothing is punishable but the transgression of some law. The same question I may ask concerning the New Testament. For, I believe, that those men to whom the original language was natural, did understand sufficiently what commands and councils were given them by our Saviour and his apostles, and his

immediate disciples. Again, how will you answer that question which was put by St. Peter and St. John (*Acts* iv, 19), when by Annas the high-priest, and others of the Council of Jerusalem, they were forbidden to teach any more in the name of Jesus : *Whether it is right in the sight of God, to hearken unto you more than unto God ?*

A. The case is not the same. Peter and John had seen (53) and daily conversed with our Saviour ; and by the miracles he wrought, did know he was God, and consequently knew certainly that their disobedience to the high-priest's present command was just. Can any minister now say, that he hath immediately from God's own mouth received a command to disobey the King, or know otherwise than by the Scripture, that any command of the King, that hath the form and nature of a law, is against the law of God, which in divers places, directly and evidently, commandeth to obey him in all things? The text you cite does not tell us, that a minister's authority, rather than a Christian King's, shall decide the questions that arise from the different interpretations of the Scripture. And therefore, where the King is head of the Church, and by consequence (to omit that the Scripture itself was not received but by the authority of Kings and States) chief judge of the rectitude of all interpretations of the Scripture, to obey the King's laws and public edicts, is not to disobey, but to obey God. A minister ought not to think that his skill in the Latin, Greek, or Hebrew tongues, if he have any, gives him a privilege to impose upon all his fellow subjects his own sense, or what he pretends to be his sense, of every obscure place of Scripture: nor ought he, as oft as he hath found out some fine interpretation, not before thought on by others, to think he had it by inspiration: for he cannot be assured of that ; no, nor that his interpretation, as fine as he thinks it, is not false: and then all his stubbornness and contumacy towards the King and his laws, is nothing but pride of heart and ambition, or else imposture. And whereas you think it needless, or perhaps hurtful, to have the Scriptures in English, I am of another mind. There are so many places of Scripture easy to be understood, that teach both true faith and good morality (and that as fully as is necessary to salvation), of which no seducer is able to dispossess the mind (of any ordinary reader), that the reading of them is so profitable as not to be forbidden without great damage to them and the commonwealth.

(54) B. All that is required, both in faith and manners, for man's salvation, is, I confess, set down in Scripture as plainly as can be. *Children obey your parents in all things : Servants obey your masters: Let all men be subject to the higher powers whether it be the King or those that are sent by him : Love God with all your soul, and your neighbour as yourself:* are words of the Scripture, which are well enough understood ; but neither children, nor the greatest part of men, do understand why it is their duty to do so. They see not that the safety of the commonwealth, and consequently their own, depends upon their doing it. Every man by nature, without discipline, does in all his actions look upon, as far as he can see, the benefit that shall redound to himself from his obedience. He reads that covetousness is the root of all evil; but he thinks, and sometimes finds, it is the root of his estate. And so in other cases the Scripture says one thing, and they think another, weighing the commodities or incommunities of this present life only, which are in their sight, never putting into the scales the good and evil of the life to come, which they see not.

A. All this is no more than happens where the Scripture is sealed up in Greek and Latin, and the people taught the same things out of them by preachers. But they that are of a condition and age fit to examine the sense of what they read, and that take a delight in searching out the grounds of their duty, certainly cannot choose but by their reading of the Scriptures come to such a sense of their duty, as not only to obey the laws themselves, but also to induce others to do the same. For commonly men of age and quality are followed by their inferior neighbours, that look more upon the example of those men whom they reverence, and whom they are unwilling to displease, than upon precepts and laws.

B. These men, of the condition and age you speak of, are, in my opinion, the unfittest of all others to be trusted with the reading of the Scriptures. I know you mean such as have studied the Greek or Latin, or both tongues, and (55) that are withal such as love knowledge, and consequently take delight in finding out the meaning of the most hard texts, or in thinking they have found it, in case it be new and not found out by others. These are therefore they, that prætermittting the easy places which teach them their duty, fall to scanning only of the mysteries of relig-

ion. Such as are: *How it may be made out with wit, that there be three that bear rule in heaven, and those three but one ? How the Deity could be made flesh ? How that flesh could be really present in many places at once ? Where is the place, and what the torments, of hell ?* And other metaphysical doctrines: *Whether the will of man be free, or governed by the will of God ? Whether sanctity comes by inspiration or education ? By whom Christ now speaks to us, whether by the King, or by the clergy, or by the Bible, to every man that reads it and interprets it to himself, or by a private spirit to every private man ?* These and the like points are the study of the curious, and the cause of all our late mischief, and the cause that makes the plainer sort of men, whom the Scripture had taught belief in Christ, love towards God, obedience to the King, and sobriety of behaviour, forget it all, and place their religion in the disputable doctrines of these your wise men.

A. I do not think these men fit to interpret the Scripture to the rest, nor do I say that the rest ought to take their interpretation for the word of God. Whatsoever is necessary for them to know, is so easy, as not to need interpretation : whatsoever is more, does them no good. But in case any of those unnecessary doctrines shall be authorized by the laws of the King or other state, I say it is the duty of every subject not to speak against them: in as much as it is every man's duty to obey him or them that have the sovereign power, and the wisdom of all such powers to punish such as shall publish or teach their private interpretations, when they are contrary to the law, and likely to incline men to sedition or disputing against the law.

B. They must punish then the most of those that (56) have had their breeding in the Universities. For such curious questions in divinity are first started in the Universities, and so are all those politic questions concerning the rights of civil and ecclesiastic government ; and there they are furnished with arguments for liberty out of the works of Aristotle, Plato, Cicero, Seneca, and out of the histories of Rome and Greece, for their disputation against the necessary power of their sovereigns. Therefore I despair of any lasting peace amongst ourselves, till the Universities here shall bend and direct their studies to the settling of it, that is, to the teaching of absolute obedience to the laws of the King, and to his public edicts

under the Great Seal of England. For I make no doubt, but that solid reason, backed with the authority of so many learned men, will more prevail for the keeping of us in peace within ourselves, than any victory can do over the rebels. But I am afraid that it is impossible to bring the Universities to such a compliance with the actions of state, as is necessary for the business.

A. Seeing the Universities have heretofore from time to time maintained the authority of the Pope, contrary to all laws divine, civil, and natural, against the right of our Kings, why can they not as well, when they have all manner of laws and equity on their side, maintain the rights of him that is both sovereign of the kingdom, and head of the Church ?

B. Why then were they not in all points for the King's power, presently after that King Henry VIII was in Parliament declared head of the Church, as much as they were before for the authority of the Pope?

A. Because the clergy in the Universities, by whom all things there are governed, and the clergy without the Universities, as well bishops as inferior clerks, did think that the pulling down of the Pope was the setting up of them, as to England, in his place, and made no question, the greatest part of them, but that their spiritual power did depend not upon the authority of the King, but of Christ himself, derived to them by a successive imposition of (57) hands from bishop to bishop ; notwithstanding they knew that this derivation passed through the hands of popes and bishops whose authority they had cast off. For though they were content that the divine right, which the Pope pretended to in England, should be denied him, yet they thought it not so fit to be taken from the Church of England, whom they now supposed themselves to represent. It seems they did not think it reasonable that a woman, or a child, or a man that could not construe the Hebrew, Greek, or Latin Bible, nor know perhaps the declensions and conjugations of Greek or Latin nouns and verbs, should take upon him to govern so many learned doctors in matters of religion; meaning matters of divinity: for religion has been for a long time, and is now by most people, taken for the same thing with divinity, to the great advantage of the clergy.

B. And especially now amongst the Presbyterians. For I see few that are by them esteemed very good Christians, besides such as can repeat their sermons, and wrangle for them about the interpretation of the Scripture, and fight for them also with their bodies or purses, when they shall be required. To believe in Christ is nothing with them, unless you believe as they bid you. Charity is nothing with them, unless it be charity and liberality to them, and partaking with them in faction. How we can have peace while this is our religion, I cannot tell. *Hæret lateri lethalis arundo*. The seditious doctrine of the Presbyterians has been stuck so hard in the people's heads and memories, (I cannot say into their hearts; for they understand nothing in it, but that they may lawfully rebel), that I fear the commonwealth will never be cured.

A. The two great virtues, that were severally in Henry VII and Henry VIII, when they shall be jointly in one King, will easily cure it. That of Henry VII was, without much noise of the people to fill his coffers; that of Henry VIII was an early severity; but this without the former cannot be exercised.

B. This that you say looks, methinks, like an advice to (58) the King, to let them alone till he have gotten ready money enough to levy and maintain a sufficient army, and then to fall upon them and destroy them.

A. God forbid that so horrible, unchristian, and inhuman a design should ever enter into the King's heart. I would have him have money enough readily to raise an army to suppress any rebellion, and to take from his enemies all hope of success, that they may not dare to trouble him in the reformation of the Universities; but to put none to death without the actual committing such crimes as are already made capital by the laws. The core of rebellion, as you have seen by this, and read of other rebellions, are the Universities; which nevertheless are not to be cast away, but to be better disciplined : that is to say, that the politics there taught be made to be (as true politics should be) such as are fit to make men know, that it is their duty to obey all laws whatsoever that shall be by the authority of the King be

enacted, till by the same authority they shall be repealed; such as are fit to make men understand, that the civil laws are God's laws, as they that make them are by God appointed to make them and to make men know, that the people and the Church are one thing, and have but one head, the King; and that no man has title to govern under him, that has it not from him; that the King owes his crown to God only, and to no man, ecclesiastic or other; and that the religion they teach there, be a quiet waiting for the coming again of our blessed Saviour, and in the mean time a resolution to obey the King's laws (which also are God's laws); to injure no man, to be in charity with all men, to cherish the poor and sick, and to live soberly and free from scandal; without mingling our religion with points of natural philosophy, as freedom of will, incorporeal substance, everlasting nows, ubiquities, hypostases, which the people understand not, nor will ever care for. When the Universities shall be thus disciplined, there will come out of them, from time to time, well-principled preachers, and they that are now ill-principled, from time to time fall away.

(59) B. I think it a very good course, and perhaps the only one that can make our peace amongst ourselves constant. For if men know not their duty, what is there that can force them to obey the laws ? An army, you will say. But what shall force the army ? Were not the trained bands an army ? Were they not the janissaries, that not very long ago slew Osman in his own palace at Constantinople ? I am therefore of your opinion, both that men may be brought to a love of obedience by preachers and gentlemen that imbibe good principles in their youth at the Universities, and also that we never shall have a lasting peace, till the Universities themselves be in such manner, as you have said, reformed ; and the ministers know they have no authority but what the supreme civil power gives them; and the nobility and gentry know that the liberty of a state is not an exemption from the laws of their own country, whether made by an assembly or by a monarch, but an exemption from the constraint and insolence of their neighbours.

And now I am satisfied in this point, I will bring you back to the place from whence my curiosity drew you to this long digression. We were upon the point of ship-money; one of those grievances which the Parliament exclaimed against as tyranny and arbitrary government ; thereby to single out (as you called it) the King from his subjects, and to make a party against him, when they should need

it. And now you may proceed, if it please you, to such other artifices as they used to the same purpose.

A. I think it were better to give over here our discourse of this business, and refer it to some other day that you shall think fit.

B. Content. That day I believe is not far off.

DIALOGUE II.

[Retour à la table des matières](#)

(60) A. You are welcome; yet, if you had staid somewhat longer, my memory would have been so much the better provided for you.

B. Nay, I pray you give me now what you have about you; for the rest I am content you take what time you please.

A. After the Parliament had made the people believe that the exacting of ship-money was unlawful, and the people thereby inclined to think it tyrannical ; in the next place, to increase their disaffection to his Majesty, they accused him of a purpose to introduce and authorize the Roman religion in this kingdom: than which nothing was more hateful to the people ; not because it was erroneous (which they had neither learning nor judgment enough to examine) but because they had been used to hear it inveighed against in the sermons and discourses of the preachers whom they trusted to. And this was indeed the most effectual calumny, to alienate the people's affections from him, that could possibly be invented. The colour they had for this slander was, first, that there was one Rosetti, Resident (at and a little before that time) from the Pope, with the Queen; and one Mr. George Con, Secretary to the Cardinal Francisco Barberini, nephew to Pope Urban VIII, sent over, under favour and protection of the Queen (as was conceived) to draw as many persons of quality about the court, as he should be able, to reconcile themselves to the Church of Rome: with what success I cannot tell ; but it is likely he gained some, especially of the weaker sex ; if I may say, they were gained by him, when not his arguments, but hope of favour from the Queen, in all probability prevailed upon them.

B. In such a conjuncture as that was, it had perhaps been better they had not been sent.

A. There was exception also taken at a convent of (61) friars-capucins in Somerset-House, though allowed by the articles of marriage: and it was reported, that the Jesuits also were shortly after to be allowed a convent in Clerkenwell. And in the mean time, the principal secretary, Sir Francis Windebank, was accused for having by his warrant set at liberty some English Jesuits, that had been taken and imprisoned for returning into England after banishment, contrary to the statute which had made it capital. Also the resort of English Catholics to the Queen's chapel, gave them colour to blame the Queen herself, not only for that, but also for all the favours that had been shown to the Catholics; in so much that some of them did not stick to say openly, that the King was governed by her.

B. Stange injustice! The Queen was a Catholic by profession, and therefore could not but endeavour to do the Catholics all the good she could : she had not else been truly that which she professed to be. But it seems they meant to force her to hypocrisy, being hypocrites themselves. Can any man think it a crime in a devout lady, of what sect soever, to seek the favour and benediction of that Church whereof she is a member?

A. To give the Parliament another colour for their accusation on foot of the King, as to introducing of Popery, there was a great controversy between the Episcopal and Presbyterian clergy about free-will. The dispute began first in the Low Countries, between Gomar and Arminius, in the time of King James, who foreseeing it might trouble the Church of England, did what he could to compose the difference. And an assembly of divines was thereupon got together at Dort, to which also King James sent a divine or two, but it came to nothing ; the question was left undecided, and became a subject to be disputed of in the universities here. All the Presbyterians were of the same mind with Gomar : but a very great many others not; and those were called here Arminians, who, because the doctrine

of free-will had been exploded as a Papistical doctrine, and because the Presbyterians were far (62) the greater number, and already in favour with the people, were generally hated. It was easy, therefore, for the Parliament to make that calumny pass currently with the people, when the Archbishop of Canterbury, Dr. Laud, was for Arminius, and had a little before, by his power ecclesiastical, forbidden all ministers to preach to the people of predestination; and when all ministers that were gracious with him, and hoped for any Church preferment, fell to preaching and writing for free-will, to the uttermost of their power, as a proof of their ability and merit. Besides, they gave out, some of them, that the Archbishop was in heart a Papist; and in case he could effect a toleration here of the Roman religion, was to have a cardinal's hat: which was not only false, but also without any ground at all for a suspicion.

B. It is a strange thing, that scholars, obscure men that could receive no clarity but from the flame of the state, should be suffered to bring their unnecessary disputes, and together with them their quarrels, out of the universities into the commonwealth ; and more strange, that the state should engage in their parties, and not rather put them both to silence.

A. A state can constrain obedience, but convince no error, nor alter the mind of them that believe they have the better reason. Suppression of doctrines does but unite and exasperate, that is, increase both the malice and power of them that have already believed them.

B. But what are the points they disagree in? Is there any controversy between Bishop and Presbyterian concerning the divinity or humanity of Christ ? Do either of them deny the Trinity, or any article of the creed? Does either party preach openly, or write directly, against justice, charity, sobriety, or any other duty necessary to salvation, except only the duty to the King; and not that neither, but when they have a mind either to rule or destroy the King? Lord have mercy upon us! Can nobody be saved that understands not their disputations ? Or is there more (63) requisite, either of faith or honesty, for the salvation of one man than another ? What needs so much preaching of faith to us that are no heathens, and that

believe already all that Christ and his apostles have told us is necessary to salvation, and more too ? Why is there so little preaching of justice ? I have indeed heard righteousness often recommended to the people, but I have seldom heard the word *justice* in their sermons; nay, though in the Latin and Greek Bible the word *justice* occur exceeding often, yet in the English, though it be a word that every man understands, the word righteousness (which few understand to signify the same, but take it rather for rightness of opinion, than of action or intention), is put in the place of it.

A. I confess I know very few controversies amongst Christians, of points necessary to salvation. They are the questions of authority and power over the Church, or of profit, or of honour to Churchmen, that for the most part raise all the controversies. For what man is he, that will trouble himself and fall out with his neighbours for the saving of my soul, or the soul of any other than himself ? When the Presbyterian ministers and others did so seriously preach sedition, and animate men to rebellion in these late wars; who was there that had not a benefice, or having one feared not to lose it, or some other part of his maintainance, by the alteration of the Government, that did voluntary, without any eye to reward, preach so earnestly against sedition, as the other party preached for it ? I confess, that for aught I have observed in history, and other writings of the heathens, Greek and Latin, that those heathens were not at all behind us in point of virtue and moral duties, notwithstanding that we have had much preaching, and they none at all. I confess also, that considering what harm may proceed from a liberty that men have, upon every Sunday and oftener, to harangue all the people of a nation at one time, whilst the state is ignorant of what they will say; and that there is no such thing permitted in all the world out of Christendom, nor therefore (64) any civil wars about religion ; I have thought much preaching an inconvenience. Nevertheless, I cannot think that preaching to the people the points of their duty, both to God and man, can be too frequent; so it be done by grave, discreet, and ancient men, that are revered by the people; and not by light quibbling young men, whom no congregation is so simple as to look to be taught by (as being a thing contrary to nature), or to pay them any reverence, or to care what they say, except some few that may be delighted with their jingling. I wish with all my heart, there were enough of such discreet and ancient men, as might suffice for all

the parishes of England, and that they would undertake it. But this is but a wish ; I leave it to the wisdom of the State to do what it pleaseth.

B. What did they next ?

A. Whereas the King had sent prisoners into places remote from London, three persons that had been condemned for publishing seditious doctrine, some in writing, some in public sermons; the Parliament (whether with his Majesty's consent or no, I have forgotten), caused them to be released and to return to London; meaning, I think, to try how the people would be pleased therewith, and, by consequence, how their endeavours to draw the people's affections from the King had already prospered. When these three came through London, it was a kind of triumph, the people flocking together to behold them, and receiving them with such acclamations, and almost adoration, as if they had been let down from heaven; insomuch as the Parliament was now sufficiently assured of a great and tumultuous party, whensoever they should have occasion to use it. On confidence whereof they proceeded to their next plot, which was to deprive the King of such ministers as by their wisdom, courage, and authority, they thought most able to prevent, or oppose their further designs against the King. And first, the House of Commons resolved to impeach the Earl of Strafford, Lord Lieutenant of Ireland, of high-treason.

(65) B. What was that Earl of Strafford before he had that place? And how had he offended the Parliament or given them cause to think he would be their enemy ? For I have heard that in former Parliaments he had been as parliamentary as any other.

A. His name was Sir Thomas Wentworth, a gentleman both by birth and estate very considerable in his own county, which was Yorkshire ; but more considerable for his judgment in the public affairs, not only of that county, but generally of the kingdom ; and was therefore often chosen for the Parliament, either as burgess for some borough, or knight of the shire. For his principles of politics, they

were the same that were generally proceeded upon by all men else that were thought fit to be chosen for the Parliament; which are commonly these: to take for the rule of justice and government the judgments and acts of former Parliaments, which are commonly called precedents; to endeavour to keep the people from being subject to extra-parliamentary taxes of money, and from being with parliamentary taxes too much oppressed; to preserve to the people their liberty of body from the arbitrary power of the King out of Parliament; to seek redress of grievances.

B. What grievances ?

A. The grievances were commonly such as these ; the King's too much liberality to some favourite; the too much power of some minister or officer of the commonwealth ; the misdemeanour of judges, civil or spiritual; but especially all unparliamentary raising of money upon the subjects. And commonly of late, till such grievances be redressed, they refuse, or at least make great difficulty, to furnish the King with money necessary for the most urgent occasions of the commonwealth.

B. How then can a King discharge his duty as he ought to do, or the subject know which of his masters he is to obey? For here are manifestly two powers, which, when they chance to differ, cannot both be obeyed.

A. It is true; but they have not often differed so much (66) to the danger of the commonwealth, as they have done in this Parliament, 1640. In all the Parliaments of the late King Charles before the year 1640, my Lord of Strafford did appear in opposition to the King's demands as much as any man, and was for that cause very much esteemed and cried up by the people as a good patriot, and one that courageously stood up in defence of their liberties; and for the same cause was so much the more hated, when afterwards he endeavoured to maintain the royal and just authority of his Majesty.

B. How came he to change his mind so much as it seems he did ?

A. After the dissolution of the Parliament holden in the years 1627 and 1628, the King, finding no money to be gotten from Parliaments which he was not to buy with the blood of such servants and ministers as he loved best, abstained a long time from calling any more, and had abstained longer if the rebellion of the Scotch had not forced him to it. During that Parliament the King made Sir Thomas Wentworth a baron, recommended to him for his great ability, which was generally taken notice of by the disservice he had done the King in former Parliaments, but which might be useful for him in the times that came on: and not long after he made him of the Council, and after that again Lieutenant of Ireland, which place he discharged with great satisfaction and benefit to his Majesty, and continued in that office, till, by the envy and violence of the Lords and Commons of that unlucky Parliament of 1640, he died. In which year he was made general of the King's forces against the Scots that then entered into England, and the year before, Earl of Strafford. The pacification being made, and the forces on both sides disbanded, and the Parliament at Westminster now sitting, it was not long before the House of Commons accused him to the House of Lords for high-treason.

B. There was no great probability of his being a traitor to the King, from whose favour he had received his (67) greatness, and from whose protection he was to expect his safety. What was the treason they laid to his charge?

A. Many articles were drawn up against him, but the sum of them was contained in these two : first, that he had traitorously endeavoured to subvert the fundamental laws and government of the realm; and in stead thereof to introduce an arbitrary and tyrannical government against law : secondly, that he had laboured to subvert the rights of Parliaments, and the ancient course of Parliamentary proceedings.

B. Was this done by him without the knowledge of the King ?

A. No.

B. Why then, if it were treason, did not the King himself call him in question by his attorney ? What had the House of Commons to do, without his command, to accuse him in the House of Lords ? They might have complained to the King, if he had not known it before. I understand not this law.

A. Nor I.

B. Had this been by any former statutes made treason ?

A. Not that I ever heard of ; nor do I understand how anything can be treason against the King, that the King, hearing and knowing, does not think treason. But it was a piece of that Parliament's artifice, to put the word *traiterously* to any article exhibited against any man whose life they meant to take away.

B. Was there no particular instance of action or words, out of which they argued that endeavour of his to subvert the fundamental laws of Parliament, whereof they accused him ?

A. Yes; they said he gave the King counsel to reduce the Parliament to their duty by the Irish army, which not long before my Lord of Strafford himself had caused to be levied there for the King's service. But it was never proved against him, that he advised the King to use it against the Parliament.

B. What are those laws that are called fundamental? For I understand not how one law can be more fundamental (68) than another, except only that law of nature that binds us all to obey him, whosoever he be, whom lawfully and for our

own safety, we have promised to obey; nor any other fundamental law to a King, but *salus populi*, the safety and well-being of his people.

A. This Parliament, in the use of their words, when they accused any man, never regarded the signification of them, but the weight they had to aggravate their accusation to the ignorant multitude, which think all faults heinous that are expressed in heinous terms, if they hate the person accused, as they did this man not only for being of the King's party, but also for deserting the Parliament's party as an apostate.

B. I pray you tell me also what they meant by arbitrary government, which they seemed so much to hate ? Is there any governor of a people in the world that is forced to govern them, or forced to make this and that law, whether he will or no? I think not : or if any be, he that forces him does certainly make laws, and govern arbitrarily.

A. That is true ; and the true meaning of the Parliament was, that not the King, but they themselves, should have the arbitrary government, not only of England, but of Ireland, and, as it appeared by the event, of Scotland also.

B. How the King came by the government of Scotland and Ireland by descent from his ancestors, everybody can tell ; but if the King of England and his heirs should chance (which God forbid) to fail, I cannot imagine what title the Parliament of England can acquire thereby to either of those nations.

A. Yes ; they will say they had been conquered anciently by the English subjects' money.

B. Like enough, and suitable to the rest of their impudence.

A. Impudence in democratical assemblies does almost (69) all that is done ; it is the goddess of rhetoric, and carries proof with it. For what ordinary man will not, from so great boldness of affirmation, conclude there is great probability in the thing affirmed ? Upon this accusation he was brought to his trial in Westminster Hall before the House of Lords, and found guilty, and presently after declared traitor by a bill of attainder, that is, by Act of Parliament.

B. It is a strange thing that the Lords should be induced, upon so light grounds, to give a sentence, or give their assent to a bill, so prejudicial to themselves and their posterity.

A. It was not well done, and yet, as it seems, not ignorantly; for there is a clause in the bill, that it should not be taken hereafter for an example, that is for a prejudice, in the like case hereafter.

B. That is worse than the bill itself, and is a plain confession that their sentence was unjust. For what harm is there in the examples of just sentences ? Besides, if hereafter the like case should happen, the sentence is not at all made weaker by such a provision.

A. Indeed I believe that the Lords, most of them, were not of themselves willing to condemn him of treason; they were awed to it by the clamour of common people that came to Westminster, crying out, *Justice, Justice against the Earl of Strafford !* The which were caused to flock thither by some of the House of Commons, that were well assured, after the triumphant welcome of Prynne, Burton, and Bastwick, to put the people into tumult upon any occasion they desired. They were awed unto it partly also by the House of Commons itself, which if it desired to undo a Lord, had no more to do but to vote him a delinquent.

B. A delinquent ; what is that ? A sinner is it not? Did they mean to undo all sinners ?

A. By delinquent they meant only a man to whom they would do all the hurt they could. But the Lords did not (70) yet, I think, suspect they meant to cashier their whole House.

B. It is a strange thing the whole House of Lords should not perceive that the ruin of the King's power, and the weakening of it, was the ruin, or weakening of themselves. For they could not think it likely that the people ever meant to take the sovereignty from the King to give it to them, who were few in number, and less in power than so many Commoners, because less beloved by the people.

A. But it seems not so strange to me. For the Lords, for their personal abilities, as they were no less, so also they were no more skilful in the public affairs, than the knights and burgesses. For there is no reason to think, that if one that is to-day a knight of the shire in the lower House, be to-morrow made a Lord and a member of the higher House, he is therefore wiser than he was before. They are all, of both Houses, prudent and able men as any in the land, in the business of their private estates, which require nothing but diligence and natural wit to govern them. But for the government of a commonwealth, neither wit, nor prudence, nor diligence, is enough, without infallible rules and the true science of equity and justice.

B. If this be true, it is impossible any commonwealth in the world, whether monarchy, aristocracy, or democracy, should continue long without change, or sedition tending to change, either of the government or of the governors.

A. It is true; nor have any the greatest commonwealths in the world been long free from sedition. The Greeks had for awhile their petty kings, and then by sedition came to be petty commonwealths; and then growing to be greater commonwealths, by sedition again became monarchies ; and all for want of rules of justice for the common people to take notice of ; which if the people had known in the beginning of every of these seditions, the ambitious persons could never have had

the hope to disturb their government after it had been once settled. For ambition can do little without hands, and few hands it would have, if the common people (71) were as diligently instructed in the true principles of their duty, as they are terrified and amazed by preachers, with fruitless and dangerous doctrines concerning the nature of man's will, and many other philosophical points that tend not at all to the salvation of the soul in the world to come, nor to their ease in this life, but only to the direction towards the clergy of that duty which they ought to perform to the King.

B. For aught I see, all the states of Christendom will be subject to these fits of rebellion, as long as the world lasteth.

A. Like enough; and yet the fault (as I have said) may be easily mended, by mending the Universities.

B. How long had the Parliament now sitten ?

A. It began November the 3d, 1640. My Lord of Strafford was impeached of treason before the Lords, November the 12th, sent to the Tower November the 22d, his trial began March the 22d, and ended April the 13th. After his trial he was voted guilty of high-treason in the House of Commons, and after that in the House of Lords, May the 6th, and on the 12th of May beheaded.

B. Great expedition; but could not the King, for all that, have saved him by a pardon ?

A. The King had heard all that passed at his trial, and had declared he was unsatisfied concerning the justice of their sentence. And, I think, notwithstanding the danger of his own person from the fury of the people, and that he was counselled to give way to his execution, not only by such as he most relied on, but also by the Earl of Strafford himself, he would have pardoned him, if that could have pre-

served him against the tumult raised and countenanced by the Parliament itself, for the terrifying of those they thought might favour him. And yet the King himself did not stick to confess afterwards, that he had done amiss, in that he did not rescue him.

B. It was an argument of good disposition in the King. But I never read that Augustus Cæsar acknowledged that he had done a fault, in abandoning Cicero to the fury of his enemy Antonius: perhaps because Cicero, having been (72) of the contrary faction to his father, had done Augustus no service at all out of favour to him, but only out of enmity to Antonius, and out of love to the senate, that is indeed out of love to himself that swayed the senate; as it is very likely the Earl of Strafford came over to the King's party for his own ends, having been so much against the King in former Parliaments.

A. We cannot safely judge of men's intentions. But, I have observed often, that such as seek preferment, by their stubbornness have missed of their aim; and on the other side, that those princes that with preferment are forced to buy the obedience of their subjects, are already, or must be soon after, in a very weak condition. For in a market where honour and power is to be bought with stubbornness, there will be a great many as able to buy as my Lord Strafford was.

B. You have read, that when Hercules fighting with the Hydra, had cut off any one of his many heads, there still arose two other heads in its place; and yet at last he cut them off all.

A. The story is told false. For Hercules at first did not cut off those heads, but bought them off; and afterwards, when he saw it did him no good, then he cut them off, and got the victory.

B. What did they next ?

A. After the first impeachment of the Earl of Strafford, the House of Commons, upon December the 18th, accused the Archbishop of Canterbury also of high-treason, that is, of design to introduce arbitrary government, &c.; for which he was, February the 18th, sent to the Tower; but his trial and execution were deferred a long time, till January the 10th, 1643, for the entertainment of the Scots, that were come into England to aid the Parliament.

B. Why did the Scots think there was so much danger in the Archbishop of Canterbury ? He was not a man of war, nor a man able to bring an army into the field; but he was perhaps a very great politician.

A. That did not appear by any remarkable event of his counsels. I never heard but he was a very honest man for his morals, and a very zealous promoter of the Church-government by bishops, and that desired to have the service of God performed, and the house of God adorned, as suitably as was possible to the honour we ought to do to the Divine Majesty. But to bring, as he did, into the State his former controversies, I mean his squabbings in the University about free-will, and his standing upon punctilios concerning the servicebook and its rubrics, was not, in my opinion, an argument of his sufficiency in affairs of state. About the same time they passed an act (which the King consented to) for a triennial Parliament, wherein was enacted, that after the present Parliament there should be a Parliament called by the King within the space of three years, and so from three years to three years, to meet at Westminster upon a certain day named in the act.

B. But what if the King did not call it, finding it perhaps inconvenient, or hurtful to the safety or peace of his people, which God hath put into his charge ? For I do not well comprehend how any sovereign can well keep a people in order when his hands are tied, or when he hath any other obligation upon him than the benefit of those he governs; and at this time, for any thing you have told me, they acknowledged the King for their sovereign.

A. I know not; but such was the act. And it was further enacted, that if the King did it not by his own command, then the Lord Chancellor or the Lord Keeper for the time being, should send out the writs of summons ; and if the Chancellor refused, then the Sheriffs of the several counties should of themselves, in their next county-courts before the day set down for the Parliament's meeting, proceed to the election of the members for the said Parliament.

B. But what if the sheriffs refused ?

A. I think they were to be sworn to it: but for that, and other particulars, I refer you to the act.

(74) B. To whom should they be sworn, when there is no Parliament ?

A. No doubt but to the King, whether there be a Parliament sitting or no.

B. Then the King may release them of their oath. Besides, if the King, upon the refusal, should fall upon them in anger; who shall (the Parliament not sitting) protect either the Chancellor or the sheriffs in their disobedience?

A. I pray you do not ask me any reason of such things I understand no better than you. I tell you only an act passed to that purpose, and was signed by the King in the middle of February, a little before the Archbishop was sent to the Tower. Besides this bill, the two Houses of Parliament agreed upon another, wherein it was enacted, that the present Parliament should continue till both the Houses did consent to the dissolution of it ; which bill also the King signed the same day he signed the warrant for the execution of the Earl of Strafford.

B. What a great progress made the Parliament towards the ends of the most seditious Members of both Houses in so little time ! They sat down in November,

and now it was May; in this space of time, which is but half a year, they won from the King the adherence which was due to him from his people ; they drove his faithfulest servants from him; beheaded the Earl of Strafford; imprisoned the Archbishop of Canterbury ; obtained a triennial Parliament after their own dissolution, and a continuance of their own sitting as long as they listed: which last amounted to a total extinction of the King's right, in case that such a grant were valid ; which I think it is not, unless the Sovereignty itself be in plain terms renounced, which it was not.

A. Besides, they obtained of the King the putting down the Star-Chamber and High-Commission Courts

(75) B. But what money, by way of subsidy or otherwise, did they grant the King, in recompense of all these his large concessions ?

A. None at all; but often promised they would make him the most glorious King that ever was in England ; which were words that passed well enough for well meaning with the common people.

B. But the Parliament was contented now ? For I cannot imagine what they should desire more from the King, than he had now granted them.

A. Yes; they desired the whole and absolute sovereignty, and to change the monarchical government into an oligarchy; that is to say, to make the Parliament, consisting of a few Lords and about four hundred Commoners, absolute in the sovereignty, for the present, and shortly after to lay the House of Lords aside. For this was the design of the Presbyterian ministers, who taking themselves to be, by divine right, the only lawful governors of the Church, endeavoured to bring the same form of Government into the civil state. And as the spiritual laws were to be made by their synods, so the civil laws should be made by the House of Commons; who, as they thought, would no less be ruled by them afterwards, than they

formerly had been: wherein they were deceived, and found themselves outgone by their own disciples, though not in malice, yet in wit.

B. What followed after this ?

A. In August following, the King supposing he had now sufficiently obliged the Parliament to proceed no further against him, took a journey into Scotland, to satisfy his subjects there, as he had done here; intending, perhaps, so to gain their good wills, that in case the Parliament here should levy arms against him, they should not be aided by the Scots : wherein he also was deceived. For though they seemed satisfied with what he did, whereof one thing was his giving way to the abolition of episcopacy ; yet afterwards they made a league with the Parliament, and for money, when the King began to have the better of the Parliament, (76) invaded England in the Parliament's quarrel. But this was a year or two after.

B. Before you go any further, I desire to know the ground and original of that right, which either the House of Lords, or House of Commons, or both together, now pretend to.

A. It is a question of things so long past, that they are now forgotten. Nor have we any thing to conjecture by, but the records of our own nation, and some small and obscure fragments of Roman histories : and for the records, seeing they are of things done only, sometimes justly, sometimes unjustly, you can never by them know what right they had, but only what right they pretended.

B. Howsoever, let me know what light we have in this matter from the Roman histories.

A. It would be too long, and an useless digression, to cite all the ancient authors that speak of the forms of those commonwealths, which were amongst our first ancestors the Saxons and other Germans, and of other nations, from whom

we derive the titles of honour now in use in England; nor will it be possible to derive from them any argument of right, but only examples of fact, which, by the ambition of potent subjects, have been oftener unjust than otherwise. And for those Saxons or Angles, that in ancient times by several invasions made themselves masters of this nation, they were not in themselves one body of a commonwealth, but only a league of divers petty German lords and states, such as was the Grecian army in the Trojan war, without other obligation than that which proceeded from their own fear and weakness. Nor were those lords, for the most part, the sovereigns at home in their own country, but chosen by the people for the captains of the forces they brought with them. And therefore it was not without equity, when they had conquered any part of the land, and made some one of them king thereof, that the rest should have greater privileges than the common people and soldiers: amongst which privileges, a man may easily conjecture this (77) to be one; that they should be made acquainted, and be of council, with him that hath the sovereignty in matter of government, and have the greatest and most honourable offices both in peace and war. But because there can be no government where there is more than one sovereign, it cannot be inferred that they had a right to oppose the King's resolutions by force, nor to enjoy those honours and places longer than they should continue good subjects. And we find that the Kings of England did, upon every great occasion, call them together by the name of discreet and wise men of the kingdom, and hear their counsel, and make them judges of all causes, that during their sitting were brought before them. But as he summoned them at his own pleasure, so had he also ever the power at his pleasure to dissolve them. The Normans also, that descended from the Germans, as we did, had the same customs in this particular; and by this means, this privilege of the lords to be of the King's great council, and when they were assembled, to be the highest of the King's courts of justice, continued still after the Conquest to this day. But though there be amongst the lords divers names or titles of honour, yet they have their privilege only by the name of baron, a name received from the ancient Gauls ; amongst whom, that name signified the King's man, or rather one of his great men: by which it seems to me, that though they gave him counsel when he required it, yet they had no right to make war upon him if he did not follow it.

B. When began first the House of Commons to be part of the King's great council ?

A. I do not doubt but that before the Conquest some discreet men, and known to be so by the King, were called by special writ to be of the same council, though they were not lords; but that is nothing to the House of Commons. The knights of shires and burgesses were never called to Parliament, for aught that I know, till the beginning of the reign of Edward I, or the latter end of the reign of Henry III, immediately after the misbehaviour of the barons; and, (78) for aught any man knows, were called on purpose to weaken that power of the lords, which they had so freshly abused. Before the time of Henry III, the lords were descended, most of them, from such as in the invasions and conquests of the Germans were peers and fellow-kings, till one was made king of them all; and their tenants were their subjects, as it is at this day with the lords of France. But after the time of Henry III, the kings began to make lords in the place of them whose issue failed, titular only, without the lands belonging to their title; and by that means, their tenants being no longer bound to serve them in the wars, they grew every day less and less able to make a party against the King, though they continued still to be his great council. And as their power decreased, so the power of the House of Commons increased ; but I do not find they were part of the King's council at all, nor judges over other men; though it cannot be denied, but a King may ask their advice, as well as the advice of any other. But I do not find that the end of their summoning was to give advice, but only, in case they had any petitions for redress of grievances, to be ready there with them whilst the King had his great council about him. But neither they nor the lords could present to the King, as a grievance, that the King took upon him to make the laws; to choose his own privy-counsellors ; to raise money and soldiers; to defend the peace and honour of the kingdom; to make captains in his army; to make governors of his castles, whom he pleased. For this had been to tell the King, that it was one of their grievances that he was King.

B. What did the Parliament do, whilst the King was in Scotland ?

A. The King went in August; after which, the Parliament, September the 8th, adjourned till the 20th of October ; and the King returned about the end of November following. In which time the most seditious of both Houses, and which had designed the change of government and to cast off monarchy (but yet had not wit enough to set up any (79) other government in its place, and consequently left it to the chance of war), made a cabal amongst themselves; in which they projected how, by seconding one another, to govern the House of Commons, and invented how to put the kingdom, by the power of that House, into a rebellion, which they then called a posture of defence against such dangers from abroad, as they themselves should feign and publish. Besides, whilst the King was in Scotland, the Irish Papists got together a great party, with an intention to massacre the Protestants there, and had laid a design for the seizing, on October the 23rd, of Dublin Castle, where the King's officers of the government of that country made their residence ; and had effected it, had it not been discovered the night before. The manner of the discovery, and the murders they committed in the country afterwards, I need not tell you, since the whole story of it is extant.

B. I wonder they did not expect and provide for a rebellion in Ireland, as soon as they began to quarrel with the King in England. For was there any body so ignorant, as not to know that the Irish Papists did long for a change of religion there, as well as the Presbyterians in England ? Or, that in general, the Irish nation did hate the name of subjection to England, nor would longer be quiet, than they feared an army out of England to chastise them ? What better time then could they take for their rebellion than this, wherein they were encouraged, not only by our weakness caused by this division between the King and his Parliament, but also by the example of the Presbyterians, both of the Scotch and English nation ? But what did the Parliament do upon this occasion, in the King's absence ?

A. Nothing; but consider what use they might make of it to their own ends ; partly, by imputing it to the King's evil counsellors, and partly, by occasion thereof to demand of the King the power of pressing and ordering soldiers; which power whosoever has, has also, without doubt, the whole sovereignty.

B. When came the King back ?

(80) A. He came back the 25th of November; and was welcomed with the acclamations of the common people, as much as if he had been the most beloved of all the Kings that were before him; but found not a reception by the Parliament, answerable to it. They presently began to pick new quarrels against him, out of every thing he said to them. December the 2nd, the King called together both Houses of Parliament, and then did only recommend unto them the raising of succours for Ireland.

B. What quarrel could they pick out of that ?

A. None: but in order thereto, as they may pretend, they had a bill in agitation to assert the power of levying and pressing soldiers to the two Houses of the Lords and Commons; which was as much as to take from the King the power of the militia, which is in effect the whole sovereign power. For he that hath the power of levying and commanding the soldiers, has all other rights of sovereignty which he shall please to claim. The King, hearing of it, called the Houses of Parliament together again, on December the 14th, and then pressed again the business of Ireland: (as there was need; for all this while the Irish were murdering the English in Ireland, and strengthening themselves against the forces they expected to come out of England) : and withal, told them he took notice of the bill in agitation for pressing of soldiers, and that he was contented it should pass with a *salvo jure* both for him and them, because the present time was unseasonable to dispute it in.

B. What was there unreasonable in this ?

A. Nothing: what is unreasonable is one question, what they quarrelled at is another. They quarrelled at this: that his Majesty took notice of the bill, while it was in debate in the House of Lords, before it was presented to him in the course of Parliament; and also that he showed himself displeased with those that pro-

pounded the said bill; both which they declared to be against the privileges of Parliament, and petitioned the King to give them reparation (81) against those by whose evil counsel he was induced to it, that they might receive condign punishment.

B. This was cruel proceeding. Do not the Kings of England use to sit in the Lords' House when they please ? And was not this bill in debate then in the House of Lords? It is a strange thing that a man should be lawfully in the company of men, where he must needs hear and see what they say and do, and yet must not take notice of it so much as to the same company; for though the King was not present at the debate itself, yet it was lawful for any of the Lords to make him acquainted with it. Any one of the House of Commons, though not present at a proposition or debate in the House, nevertheless hearing of it from some of his fellow-members, may certainly not only take notice of it, but also speak to it in the House of Commons : but to make the King give up his friends and counsellors to them, to be put to death, banishment, or imprisonment, for their good-will to him, was such a tyranny over a king, no king ever exercised over any subject but in cases of treason or murder, and seldom then.

A. Presently hereupon began a kind of war between the pens of the Parliament and those of the secretaries, and other able men that were with the King. For upon the 15th of December they sent to the King a paper called *A Remonstrance of the State of the Kingdom*, and with it a petition; both which they caused to be published. In the remonstrance they complained of certain mischievous designs of a malignant party, then, before the beginning of the Parliament, grown ripe; and did set forth what means had been used for the preventing of it by the wisdom of the Parliament; what rubs they had found therein ; what course was fit to be taken for restoring and establishing the ancient honour, greatness, and safety, of the Crown and nation.

And first, of these designs the promoters and actors were, they said, Jesuited Papists:

Secondly, the bishops, and that part of the clergy that cherish (82) formality as a support of their own ecclesiastical tyranny and usurpation:

Thirdly, counsellors and courtiers, that for private ends, they said, had engaged themselves to further the interests of some foreign princes.

B. It may very well be, that some of the bishops, and also some of the court, may have, in pursuit of their private interest, done something indiscreetly, and perhaps wickedly. Therefore I pray you tell me in particular what their crimes were: for methinks the King should not have connived at anything against his own supreme authority.

A. The Parliament were not very keen against them that were against the King; they made no doubt but all they did was by the King's command ; but accused thereof the bishops, counsellors, and courtiers, as being a more mannerly way of accusing the King himself, and defaming him to his subjects. For the truth is, the charge they brought against them was so general as not to be called an accusation, but railing. As first, they said they nourished questions of prerogative and liberty between the King and his people, to the end that seeming much addicted to his Majesty's service, they might get themselves into places of greatest trust and power in the kingdom.

B. How could this be called an accusation, in which there is no fact for any accusers to apply their proofs to, or their witnesses. For granting that these questions of prerogative had been moved by them, who can prove that their end was to gain to themselves and friends the places of trust and power in the kingdom?

A. A second accusation was, that they endeavoured to suppress the purity and power of religion.

B. That is canting ; it is not in man's power to suppress the power of religion.

A. They meant that they suppressed the doctrine of the Presbyterians ; that is to say, the very foundation of the then Parliament's treacherous pretensions.

(83) A third, that they cherished Arminians, Papists, and libertines (by which they meant the common Protestants, which meddle not with disputes), to the end they might compose a body fit to act according to their counsels and resolutions.

A fourth, that they endeavoured to put the King upon other courses of raising money, than by the ordinary way of Parliaments.

Judge whether these may be properly called accusations, or not rather spiteful reproaches of the King's government.

B. Methinks this last was a very great fault. For what good could there be in putting the King upon an odd course of getting money, when the Parliament was willing to supply him, as far as to the security of the kingdom, or to the honour of the King, should be necessary ?

A. But I told you before, they would give him none, but with a condition he should cut off the heads of whom they pleased, how faithfully soever they had served him. And if he would have sacrificed all his friends to their ambition, yet they would have found other excuses for denying him subsidies ; for they were resolved to take from him the sovereign power to themselves ; which they could never do without taking great care that he should have no money at all. In the next place, they put into the remonstrance, as faults of them whose counsel the King followed, all those things which since the beginning of the King's reign were by them disliked, whether faults or not, and whereof they were not able to judge for want of knowledge of the causes and motives that induced the King to do them, and were known only to the King himself and such of his privy-council as he revealed them to.

B. But what were those particular pretended faults ?

A. 1. The dissolution of his first Parliament at Oxford. 2. The dissolution of his second Parliament, being in the second year of his reign. 3. The dissolution of his Parliament in the fourth year of his reign. 4. The fruitless expedition against

Calais. 5. The peace made with Spain, (84) whereby the Palatine's cause was deserted, and left to chargeable and hopeless treaties. 6. The sending of commissions to raise money by way of loan. 7. Raising of ship-money. 8. Enlargement of forests, contrary to Magna Charta. 9. The design of engrossing all the gunpowder into one hand, and keeping it in the Tower of London. 10. A design to bring in the use of brass money. 11. The fines, imprisonments, stigmatizings, mutilations, whippings, pillories, gags, confinements, and banishments, by sentence in the Court of Star-chamber. 12. The displacing of judges. 13. Illegal acts of the Council-table. 14. The arbitrary and illegal power of the Earl Marshal's Court. 15. The abuses in Chancery, Exchequer-chamber, and Court of Wards. 16. The selling of titles of honour, of judges, and serjeants' places, and other offices. 17. The insolence of bishops and other clerks, in suspensions, excommunications, deprivations, and degradations, of divers painful, and learned, and pious ministers.

B. Were there any such ministers degraded, deprived, or excommunicated ?

A. I cannot tell. But I remember I have heard threatened divers painful, unlearned, and seditious ministers.

18. The excess of severity of the High Commission-Court. 19. The preaching before the King against the property of the subject, and for the prerogative of the King above the law. And divers other petty quarrels they had to the government, which though they were laid upon this faction, yet they knew they would fall upon the King himself in the judgment of the people, to whom, by printing, it was communicated.

Again, after the dissolution of the Parliament May the 5th, 1640, they find other faults; as the dissolution itself; the imprisoning some members of both Houses; a forced loan of money attempted in London; the continuance of the Convocation, when the Parliament was ended; and the favour shewed to Papists by Secretary Windebank and others.

B. All this will go current with common people for (85) misgovernment, and for faults of the King, though some of them were misfortunes; and both the mis-

fortunes and the misgovernment (if any were) were the faults of the Parliament; who, by denying to give him money, did both frustrate his attempts abroad, and put him upon those extraordinary ways, which they call illegal, of raising money at home.

A. You see what a heap of evils they have raised to make a show of ill-government to the people, which they second with an enumeration of the many services they have done the King in overcoming a great many of them, though not all, and in divers other things; and say, that though they had contracted a debt to the Scots of 220,000*l.* and granted six subsidies, and a bill of poll-money worth six subsidies more, yet that God had so blessed the endeavours of this Parliament, that the kingdom was a gainer by it: and then follows the catalogue of those good things they had done for the King and kingdom. For the kingdom they had done, they said, these things : they had abolished ship-money; they had taken away coat and conduct money, and other military charges, which, they said, amounted to little less than the ship-money ; that they suppressed all monopolies, which they reckoned above a million yearly saved by the subject; that they had quelled living grievances, meaning evil counsellors and actors, by the death of my Lord of Strafford, by the flight of the Chancellor Finch, and of Secretary Windebank, by the imprisonment of the Archbishop of Canterbury, and of Judge Bartlet, and the impeachment of other bishops and judges ; that they had passed a bill for a triennial Parliament, and another for the continuance of the present Parliament, till they should think fit to dissolve themselves.

B. That is to say, for ever, if they be suffered. But the sum of all these things, which they had done for the kingdom, is, that they had left it without government, without strength, without money, without law, and without good counsel.

(86) A. They reckoned, also, putting down of the High-Commission, and the abating of the power of the Council-table, and of the bishops and their courts; the taking away of unnecessary ceremonies in religion; removing of ministers from their livings, that were not of their faction, and putting in such as were.

B. All this was but their own, and not the kingdom's business.

A. The good they had done the King, was first, they said, the giving of 25,000*l.* a month for the relief of the northern counties.

B. What need of relief had the northern counties, more than the rest of the counties of England ?

A. Yes; in the northern counties were quartered the Scotch army, which the Parliament called in to oppose the King, and consequently their quarter was to be discharged.

B. True; but by the Parliament that called them in.

A. But they say no ; and that this money was given to the King, because he is bound to protect his subjects.

B. He is no further bound to that, than they to give him money wherewithal to do it. This is very great impudence ; to raise an army against the King, and with that army to oppress their fellow-subjects ; and then require that the King should relieve them, that is to say, be at the charge of paying the army that was raised to fight against him.

A. Nay, further; they put to the King's account the 300,000*l.* given to the Scots, without which they would not have invaded England; besides many other things, that I now remember not.

B. I did not think there had been so great impudence and villainy in mankind.

A. You have not observed the world long enough to see all that is ill. Such was their remonstrance, as I have told you. With it they sent a petition, containing three points : 1. That his Majesty would deprive the bishops of their votes in Parliament, and remove such oppressions in (87) religion, church-government, and discipline, as they had brought in ; 2. That he should remove from his council all such as should promote the people's grievances, and employ in his great and public affairs such as the Parliament should confide in ; 3. That he would not give away the lands escheated to the Crown by the rebellion in Ireland.

B. This last point, methinks, was not wisely put in at this time : it should have been reserved till they had subdued the rebels, against whom there were yet no forces sent over. It is like selling the lion's skin before they had killed him. But what answer was made to the other two propositions?

A. What answer should be made, but a denial? About the same time the King himself exhibited articles against six persons of the Parliament, five whereof were of the House of Commons and one of the House of Lords, accusing them of high-treason; and upon the 4th of January, went himself to the House of Commons to demand those five of them. But private notice having been given by some treacherous person about the King, they had absented themselves; and by that means frustrated his Majesty's intentions. And after he was gone, the House making a heinous matter of it, and a high breach of their privileges, adjourned themselves into London, there to sit as a general committee, pretending they were not safe at Westminster : for the King, when he went to the House to demand those persons, had somewhat more attendance with him (but not otherwise armed than his servants used to be, than he ordinarily had). And would not be pacified, though the King did afterwards waive the prosecution of those persons, unless he would also discover to them those that gave him counsel to go in that manner to the Parliament House, to the end they might receive *condign punishment* ; which was the word they used instead of *cruelty*.

B. This was a harsh demand. Was it not enough that the King should forbear his enemies, but also that he must (88) betray his friends? If they thus tyrannize over the King before they have gotten the sovereign power into their hands, how will they tyrannize over their fellow-subjects when they have gotten it?

A. So as they did.

B. How long stayed that committee in London ?

A. Not above two or three days; and then were brought from London to the Parliament House by water in great triumph, guarded with a tumultuous number of armed men, there to sit in security in despite of the King, and make traitorous acts against him, such and as many as they listed ; and under favour of these tumults, to frighten away from the House of Peers all such as were not of their own faction. For at this time the rabble was so insolent, that scarce any of the bishops durst go to the House for fear of violence upon their persons: in so much as twelve of them excused themselves of coming thither ; and by way of petition to the King, remonstrated that they were not permitted to go quietly to the performance of that duty, and protesting against all determinations, as of none effect, that should pass in the House of Lords during their forced absence. Which the House of Commons taking hold of, sent up to the Peers one of their members, to accuse them of high-treason. Whereupon ten of them were sent to the Tower; after which time there were no more words of their high-treason; but there passed a bill by which they were deprived of their votes in Parliament, and to this bill they got the King's assent. And, in the beginning of September after, they voted that the bishops should have no more to do in the government of the Church ; but to this they had not the King's assent, the war being now begun.

B. What made the Parliament so averse to episcopacy ; and especially the House of Lords, whereof the bishops were members ? For I see no reason why they should do it to gratify a number of poor parish priests, that were Presbyterians, and that were never likely any way to serve the Lords; but, on the contrary, to

do their best to pull (89) down their power, and subject them to their synods and classes.

A. For the Lords, very few of them did perceive the intentions of the Presbyterians; and, besides that, they durst not, I believe, oppose the Lower House.

B. But why were the Lower House so earnest against them ?

A. Because they meant to make use of their tenets, and with pretended sanctity to make the King and his party odious to the people, by whose help they were to set up democracy and depose the King, or to let him have the title only so long as he should act for their purposes. But not only the Parliament, but in a manner all the people of England, were their enemies, upon the account of their behaviour, as being, they said, too imperious. [For indeed the most of them so carried themselves, as if they owed their greatness not to the King's favour and to his letters patent, which gives them their authority, but to the merit of their (own ?) conceived (wit and ?) learning (and had ?) no less care of the praises of each other, than they showed irritability to defend the dignity of their jurisdiction and of their office, being ever hugely offended with those that dissented from their spirit or theirs ideas ; (and consequently ?) ... they were reputed a little too diligent in making the best of themselves.] This was all that was colourably laid to their charge; the main cause of pulling them down, was the envy of the Presbyterians, that incensed the people against them, and against episcopacy itself.

B. How would the Presbyterians have the Church to be governed ?

A. By national and provincial synods.

B. Is not this to make the national assembly an archbishop, and the provincial assemblies so many bishops ?

A. Yes; but every minister shall have the delight of sharing the government, and consequently of being able to be revenged on them that do not admire their learning and help to fill their purses, and win to their service them that do.

(90) B. It is a hard case, that there should be two factions to trouble the commonwealth, without any interest in it of their own, other than every particular man may have ; and that their quarrels should be only about opinions, that is, about who has the most learning; as if their learning ought to be the rule of governing all the world. What is it they are learned in ? Is it politics and rules of state ? I know, it is called divinity ; but I hear almost nothing preached but matter of philosophy. For religion in itself admits no controversy. It is a law of the kingdom, and ought not to be disputed. I do not think they pretend to speak with God and know his will by any other way than reading the Scriptures, which we also do.

A. Yes, some of them do, and give themselves out for prophets by extraordinary inspiration. But the rest pretend only (for their advancement to benefices and charge of souls) a greater skill in the Scriptures than other men have, by reason of their breeding in the Universities, and knowledge there gotten of the Latin tongue, and some also of the Greek and Hebrew tongues, wherein the Scripture was written; besides their knowledge of natural philosophy, which is there publicly taught.

B. As for the Latin, Greek, and Hebrew tongues, it was once (to the detection of Roman fraud, and to the ejection of the Romish power) very profitable, or rather necessary ; but now that is done, and we have the Scripture in English, and preaching in English, I see no great need of Latin, Greek, and Hebrew. I should think myself better qualified by understanding well the languages of our neighbours, French, Dutch, and Italian. I think it was never seen in the world, before the power of popes was set up, that philosophy was much conducing to power in a commonwealth.

A. But philosophy, together with divinity, have very much conduced to the advancement of the professors thereof to places of the greatest authority, next to the authority of kings themselves, in most of the ancient kingdoms of the world; as is manifestly to be seen in the history of those times.

(91) B. I pray you cite me some of the authors and places.

A. First, what were the Druids of old time in Britanny and France ? What authority these had you may see in Cæsar, Strabo, and others, and especially in Diodorus Siculus, the greatest antiquary perhaps that ever was; who speaking of the Druids (whom he calls Sarovides) in France, says thus :—“*There be also amongst them certain philosophers and theologians, that are exceedingly honoured, whom they also use as prophets. These men, by their skill in augury and inspection into the bowels of the beasts sacrificed, foretell what is to come, and have the multitude obedient to them.*” And a little after,—“*It is a custom amongst them, that no man may sacrifice without a philosopher; because, say they, men ought not to present their thanks to the Gods, but by them that know the divine nature, and are as it were of the same language with them; and that all good things ought by such as these to be prayed for.*”

B. I can hardly believe that those Druids were very skilful, either in natural philosophy, or moral.

A. Nor I ; for they held and taught the transmigration of souls from one body to another, as did Pythagoras ; which opinion whether they took from him, or he from them, I cannot tell.

What were the Magi in Persia, but philosophers and astrologers ? You know how they came to find our Saviour by the conduct of a star, either from Persia itself, or from some country more eastward than Judea. Were not these in great authority in their country ? And are they not in most parts of Christendom thought to have been Kings ?

Egypt hath been thought by many, the most ancient kingdom and nation of the world, and their priests had the greatest power in civil affairs, that any subjects ever had in any nation. And what were they but philosophers and divines ? Concerning whom, the same Diodorus Siculus says thus : *“The whole country of Egypt being divided into three parts, the body of the priests have one, as being of most credit with the people both for their devotion towards the (92) Gods, and also for their understanding gotten by education;”* and presently after, *“For generally these men, in the greatest affairs of all, are the King’s counsellors, partly executing, and partly informing and advising; foretelling him also (by their skill in astrology and art in the inspection of sacrifices) the things that are to come, and reading to him out of their holy books such of the actions there recorded as are profitable for him to know. It is not there as in Greece, one man or one woman that has the priesthood; but they are many that attend the honours and sacrifices of the Gods, and leave the same employment to their posterity, which, next to the King, have the greatest power and authority.”*

Concerning the judicature amongst the Egyptians, he saith thus : *“From out of the most eminent cities, Hieropolis, Thebes, and Memphis, they choose judges, which are a council not inferior to that of Areopagus in Athens, or that of the senate in Lacedæmon. When they are met, being in number thirty, they choose one from amongst themselves to be chief-justice, and the city whereof he is, sendeth another in his place. This chief-justice wore about his neck, hung in a gold chain, a jewel of precious stones, the name of which jewel was truth; which, when the chief-justice had put on, then began the pleading, &c.; and when the judges had agreed on the sentence, then did the chief-justice put this jewel of truth to one of the pleas.”* You see now what power was acquired in civil matters by the conjuncture of philosophy and divinity.

Let us come now to the commonwealth of the Jews. Was not the priesthood in a family (namely, the Levites) as well as the priesthood of Egypt ? Did not the high-priest give judgment by the breastplate of Urim and Thummim ? Look upon the kingdom of Assyria, and the philosophers and Chaldeans. Had they not lands and cities belonging to their family, even in Abraham’s time, who dwelt, you know, in Ur of the Chaldeans. Of these the same author (93) says thus : *“The Chaldeans are a sect in politics, like to that of the Egyptian priests ; for being ordained for the service of the Gods, they spend the whole time of their life in*

philosophy ; being of exceeding great reputation in astrology, and pretending much also to prophecy, foretelling things to come by purifications and sacrifices, and to find out by certain incantations the preventing of harm, and the bringing to pass of good. They have also skill in augury, and in the interpretation of dreams and wonders, nor are they unskilful in the art of foretelling by the inwards of beasts sacrificed ; and have their learning not as the Greeks ; for the philosophy of the Chaldeans goes to their family by tradition, and the son receives it from his father.”

From Assyria let us pass into India, and see what esteem the philosophers had there. *“The whole multitude,”* says Diodorus, *“of the Indians, is divided into seven parts; whereof the first, is the body of philosophers ; for number the least, but for eminence the first; for they are free from taxes, and as they are not masters of others, so are no others masters of them. By private men they are called to the sacrifices and to the care of burials of the dead, as being thought most beloved of the Gods and skilful in the doctrine concerning hell ; and for this employment receive gifts and honours very considerable. They are also of great use to the people of India ; for being taken at the beginning of the year into the great assembly, they foretell them of great droughts, great rains, also of winds, and of sicknesses, and of whatsoever is profitable for them to know beforehand.”*

The same author, concerning the laws of the Æthiopians, saith thus : *“The laws of the Æthiopians seem very different from those of other nations, and especially about the election of their Kings. For the priests propound some of the chief men amongst them, named in a catalogue, and whom the God (which, according to a certain custom, is carried about to feastings) does accept of ; him the multitude elect for their King, and presently adore and honour him as a God, put into the government by divine providence. The King being chosen, (94) he has the manner of his life limited to him by the laws, and does all other things according to the custom of the country, neither rewarding nor punishing any man otherwise than from the beginning is established amongst them by law. Nor use they to put any man to death, though he be condemned to it, but to send some officer to him with a token of death ; who seeing the token, goes presently to his house, and kills himself presently after. But the strangest thing of all is, that which they do concerning the death of their Kings. For the priests that live in Meroe, and spend their time about the worship and honour of the Gods, and are in greatest author-*

ity ; when they have a mind to it, send a messenger to the King to bid him die, for that the Gods have given such order, and that the commandments of the immortals are not by any means to be neglected by those who are, by nature, mortal; using also other speeches to him, which men of simple judgment, and that have not reason enough to dispute against those unnecessary commands, as being educated in an old and indelible custom, are content to admit of. Therefore in former times the Kings did obey the priests, not as mastered by force and arms, but as having their reason mastered by superstition. But in the time of Ptolemy II, Ergamenes, King of the Æthiopians, having had his breeding in philosophy after the manner of the Greeks, being the first that durst despise their power, took heart as befitted a King ; came with soldiers to a place called Abaton, where was then the golden temple of the Æthiopians ; killed all the priests, abolished the custom, and rectified the kingdom according to his will.”

B. Though they that were killed were most damnable impostors, yet the act was cruel.

A. It was so. But were not the priests cruel, to cause their Kings, whom a little before they adored as Gods, to make away themselves? The King killed them, for the safety of his person; they him, out of ambition or love of change. The King’s act may be coloured with the good of his people; the priests had no pretence against their kings, who were certainly very godly, or else would never have (95) obeyed the command of the priests by a messenger unarmed, to kill themselves. Our late King, the best King perhaps that ever was, you know, was murdered, having been first persecuted by war, at the incitement of Presbyterian ministers; who are therefore guilty of the death of all that fell in that war ; which were, I believe, in England, Scotland, and Ireland, near 100,000 persons. Had it not been much better that those seditious ministers, which were not perhaps 1000, had been all killed before they had preached ? It had been, I confess, a great massacre; but the killing of 100,000 is a greater.

B. I am glad the bishops were out of this business. As ambitious as some say they are, it did not appear in that business, for they were enemies to them that

were in it. *[Though they pretend a divine right (not depending upon the king's leave) to the government of the Church, yet being but few in number, and not much in favour with the people, how could they choose but be (on the King's side ?)]

A. But I intend not by these quotations to commend either the divinity or the philosophy of those heathen people; but to show only what the reputation of those sciences can effect among the people. For their divinity was nothing but idolatry; and their philosophy, (excepting the knowledge which the Egyptian priests, and from them the Chaldeans, had gotten by long observation and study in astronomy, geometry, and arithmetic), very little; and that in great part abused in astrology and fortunetelling. Whereas the divinity of the clergy of this nation, (considered apart from the mixture that has been introduced by the Church of Rome, and in part retained here, of the babbling philosophy of Aristotle and other Greeks, that has no affinity with religion, and serves only to breed disaffection, dissension, and finally sedition and civil war, as we have lately found by dear experience in the differences between the Presbyterians and Episcopalians), is the true religion. But for these differences both parties, as they came in power, not only suppressed the tenets of one another, but also whatsoever (96) doctrine looked with an ill aspect upon their interest ; and consequently all true philosophy, especially civil and moral, which can never appear propitious to ambition, or to an exemption from their obedience due to the sovereign power. [That reputation they have in the sciences, hath not proceeded from anything they have effected by those sciences, but from the infirmity of the people that understand nothing in them, and admire nothing but what they understand not. There was lately erected a company of gentlemen for the promoting of natural philosophy and mathematics. What they will produce, I know not yet, but this I am sure of, that the authority of licensing the books that are to be written of that subject, is not in them, but in some divines, who have little knowledge in physics, and none at all in mathematics.]

After the King had accused the Lord Kimbolton, a member of the House of Lords, and Hollis, Haslerigg, Hampden, Pym, and Stroud, five members of the Lower House, of high-treason; and after the Parliament had voted out the bishops from the House of Peers; they pursued especially two things in their petitions to his Majesty. The one was, that the King would declare who were the persons that

advised him to go, as he did, to the Parliament-house to apprehend them, and that he would leave them to the Parliament to receive condign punishment; and this they did, to stick upon his Majesty the dishonour of deserting his friends, and betraying them to his enemies. The other was, that he would allow them a guard out of the city of London, to be commanded by the Earl of Essex ; for which they pretended, they could not else sit in safety; which pretence was nothing but an upbraiding of his Majesty for coming to Parliament better accompanied than ordinary, to seize the said five seditious members.

B. I see no reason, in petitioning for a guard, they should determine it to the city of London in particular, and the command by name to the Earl of Essex, unless they meant the King should understand it for a guard against himself.

(97) A. Their meaning was, that the King should understand it so, and, as I verily believe, they meant he should take it for an affront: and the King himself understanding it so, denied to grant it ; though he were willing, if they could not otherwise be satisfied, to command such a guard to wait upon them as he would be responsible for to God Almighty. Besides this, the city of London petitioned the King (put upon it, no doubt, by some members of the Lower House) to put the Tower of London into the hands of persons of trust, meaning such as the Parliament should approve of, and to appoint a guard for the safety of his Majesty and the Parliament. This method of bringing petitions in a tumultuary manner, by great multitudes of clamorous people, was ordinary with the House of Commons, whose ambition could never have been served by way of prayer and request, without extraordinary terror.

After the King had waived the prosecution of the five members, but denied to make known who had advised him to come in person to the House of Commons, they questioned the Attorney-General, who by the King's command had exhibited the articles against them, and voted him a breaker of the privilege of Parliament ; and no doubt had made him feel their cruelty, if he had not speedily fled the land.

About the end of January, they made an order of both Houses of Parliament, to prevent the going over of popish commanders into Ireland; not so much fearing that, as that by this the King himself choosing his commanders for that service,

might aid himself out of Ireland against the Parliament. But this was no great matter, in respect of a petition they sent his Majesty about the same time, that is to say, about the 27th or 28th of January, 1641, wherein they desired in effect the absolute sovereignty of England; though by the name of sovereignty they challenged it not whilst the King was living. For to the end that the fears and dangers of this kingdom might be removed, and the mischievous designs of those who are enemies to the peace of it, might be prevented, they pray, that (98) his Majesty would be pleased to put forthwith, first, the Tower of London, second, all other forts, third, the whole *militia* of the kingdom, into the hands of such persons as should be recommended to him by both the Houses of Parliament. And this they style a necessary petition.

B. Were there really any such fears and dangers generally conceived here ? Or did there appear any enemies at that time with such designs as are mentioned in the petition ?

A. Yes. But no other fear of danger, but such as any discreet and honest man might justly have of the designs of the Parliament itself; who were the greatest enemies to the peace of the kingdom that could possibly be. It is also worth observing, that this petition began with these words, “Most gracious Sovereign” : so stupid they were as not to know, that he that is master of the *militia*, is master of the kingdom, and consequently is in possession of a most absolute sovereignty. The King was now at Windsor, to avoid the tumults of the common people before the gates of Whitehall, together with their clamours and affronts there. The 9th of February after, he came to Hampton Court, and thence he went to Dover with the Queen, and the Princess of Orange, his daughter ; where the Queen with the Princess of Orange embarked for Holland, but the King returned to Greenwich, whence he sent for the Prince of Wales and the Duke of York, and so went with them towards York.

B. Did the Lords join with the Commons in this petition for the *militia* ?

A. It appears so by the title; but I believe they durst not but do it. The House of Commons took them but for a cipher ; men of title only, without real power. Perhaps also the most of them thought, that the taking of the militia from the King would be an addition to their own power ; but they were very much mistaken, for the House of Commons never intended they should be sharers in it.

B. What answer made the King to this petition ?

A. *“That when he shall know the extent of power which is (99) intended to be established in those persons, whom you desire to be the commanders of the militia in the several counties, and likewise to what time it shall be limited, that no power shall be executed by his Majesty alone without the advice of Parliament, then he will declare, that (for the securing you from all dangers or jealousies of any) his Majesty will be content to put in all the places, both of forts and militia in the several counties, such persons as both the Houses of Parliament shall either approve, or recommend unto him; so that you declare before unto his Majesty the names of the persons whom you approve or recommend, unless such persons shall be named, against whom he shall have just and unquestionable exception.”*

B. What power, for what time, and to whom, did the Parliament grant, concerning the militia ?

A. The same power which the King had before planted in his lieutenants and deputy-lieutenants, in the several counties, and without other limitation of time but their own pleasure.

B. Who were the men that had this power ?

A. There is a catalogue of them printed. They are very many, and most of them lords; nor is it necessary to have them named; for to name them is, in my opinion, to brand them with the mark of disloyalty or of folly. When they had

made a catalogue of them, they sent it to the King, with a new petition for the militia. Also presently after, they sent a message to his Majesty, praying him to leave the Prince at Hampton Court; but the King granted neither.

B. Howsoever, it was well done of them to get hostages, if they could, of the King, before he went from them.

A. In the meantime, to raise money for the reducing of Ireland, the Parliament invited men to bring in money by way of adventure, according to these propositions. 1. That two millions and five hundred thousand acres of land in (100) Ireland, should be assigned to the adventurers, in this proportion: For an adventure of

.200*l*. 1,000 acres in Ulster.

. 300*l*. 1,000 acres in Connaught.

. 450*l*. 1,000 acres in Munster.

. 600*l*. 1,000 acres in Leinster. All according to English measure, and consisting of meadow, arable, and profitable pasture; bogs, woods, and barren mountains, being cast in over and above. 2. A revenue was reserved to the Crown, from one penny to three-pence on every acre. 3. That commissions should be sent by the Parliament, to erect manors, settle wastes, and commons, maintain preaching ministers, create corporations, and regulate plantations. The rest of the propositions concern only the times and manner of payment of the sums subscribed by the adventurers. And to these propositions his Majesty assented; but to the petition of the *militia*, his Majesty denied his assent.

B. If he had not, I should have thought it a great wonder. What did the Parliament after this ?

A. They sent him another petition, which was presented to him when he was at Theobald's, in his way to York ; wherein they tell him plainly, that unless he be pleased to assure them by those messengers then sent, that he would speedily ap-

ply his royal assent to the satisfaction of their former desires, they shall be enforced, for the safety of his Majesty and his kingdoms, to dispose of the militia by the authority of both Houses, &c. They petition his Majesty also to let the Prince stay at St. James's, or some other of his Majesty's houses near London. They tell him also, that the power of raising, ordering, and disposing of the *militia*, cannot be granted to any corporation, without the authority and consent of the Parliament, and that those parts of the kingdom, which have put themselves into a posture of defence, have done nothing therein but by direction of both Houses, and what is justifiable by the laws of this kingdom.

B. What answer made the King to this ?

(101) A. He gave them a flat denial, non only of the *militia*, but also of the Prince's residence about London. After which they presently fell to voting as followeth : first, That this his Majesty's answer was a denial of the *militia*. 2. That those that advised his Majesty to it were enemies to the State. 3. That such parts of this kingdom, as had put themselves into a posture of defence, had done nothing but what was justifiable.

B. What is it they called a posture of defence?

A. It was a putting of themselves into arms, and under officers such as the Parliament should approve of. 4. They voted that his Majesty should be again desired that the Prince might continue about London. Lastly, they voted a declaration to be sent to his Majesty by both the Houses ; wherein they accuse his Majesty of a design of altering religion, though not directly him, but them that counselled him ; whom they also accused of being the inviters and fomenters of the Scotch war, and framers of the rebellion in Ireland; and upbraid the King again for accusing the Lord Kimbolton and the five members, and of being privy to the purpose of bringing up his army, which was raised against the Scots, to be employed against the Parliament. To which his Majesty sent his answer from Newmarket. Whereupon it was resolved by both Houses, that in this case of extreme

danger and of his Majesty's refusal, the ordinance agreed upon by both Houses for the *militia* doth oblige the people by the fundamental laws of this kingdom ; and also, that whosoever shall execute any power over the militia, by colour of any commission of lieutenancy, without consent of both Houses of Parliament, shall be accounted a disturber of the peace of the kingdom. Whereupon his Majesty sent a message to both Houses from Huntingdon, requiring obedience to the laws established, and prohibiting all subjects, upon pretence of their ordinance, to execute anything concerning the militia which is not by those laws warranted. Upon this, the Parliament vote a standing to their former votes; as also, that when the Lords and Commons in (102) Parliament, which is the supreme court of judicature in the kingdom, shall declare what the law of the land is, to have this not only questioned, but contradicted, is a high breach of the privilege of Parliament.

B. I thought that he that makes the law, ought to declare what the law is. For what is it else to to make a law, but to declare what it is ? So that they have taken from the King, not only the *militia*, but also the legislative power.

A. They have so; but I make account that the legislative power, and indeed all power possible, is contained in the power of the *militia*. After this, they seize such money as was due to his Majesty upon the bill of tonnage and poundage, and upon the bill of subsidies, that they might disable him every way they possibly could. They sent him also many other contumelious messages and petitions after his coming to York; amongst which one was : "That whereas the Lord Admiral, by indisposition of body, could not command the fleet in person, he would be pleased to give authority to the Earl of Warwick to supply his place ;" when they knew the King had put Sir John Pennington in it before.

B. To what end did the King entertain so many petitions, messages, declarations and remonstrances, and vouchsafe his answers to them, when he could not choose but clearly see they were resolved to take from him his royal power, and consequently his life ? For it could not stand with their safety to let either him or his issue live, after they had done him so great injuries.

A. Besides this, the Parliament had at the same time a committee residing at York, to spy what his Majesty did, and to inform the Parliament thereof, and also to hinder the King from gaining the people of that county to his party : so that when his Majesty was courting the gentlemen there, the committee was instigating the yeomanry against him. To which also the ministers did very much contribute; so that the King lost his opportunity at York.

(103) B. Why did not the King seize the committee into his hands, or drive them out of town ?

A. I know not; but I believe he knew the Parliament had a greater party than he, not only in Yorkshire but also in York. Towards the end of April, the King, upon petition of the people of Yorkshire to have the magazine of Hull to remain still there, for the greater security of the northern parts, thought fit to take it into his own hands. He had a little before appointed governor of that town the Earl of Newcastle. But the townsmen, having been already corrupted by the Parliament, refused to receive him, but refused not to receive Sir John Hotham, appointed to be governor by the Parliament. The King therefore coming before the town, guarded only by his own servants and a few gentlemen of the country thereabouts, was denied entrance by Sir John Hotham, that stood upon the wall; for which act he presently caused Sir John Hotham to be proclaimed traitor, and sent a message to the Parliament, requiring justice to be done upon the said Hotham, and that the town and magazine might be delivered into his hands. To which the Parliament made no answer, but instead thereof published another declaration, in which they omitted nothing of their former slanders against his Majesty's government, but inserted certain propositions declarative of their own pretended right: viz. 1. That whatsoever they declare to be law, ought not to be questioned by the King: 2. That no precedents can be limits to bound their proceedings : 3. That a Parliament, for the public good, may dispose of anything wherein the King or subject hath a right; and that they, without the King, are this Parliament, and the judge of this public good, and that the King's consent is not necessary : 4. That no member of either House ought to be troubled for treason, felony, or any other crime, unless

the cause be first brought before the Parliament, that they may judge of the fact and give leave to proceed, if they see cause : 5. That the sovereign power resides in both Houses, and that the King ought to have no negative voice : (104) 6. That the levying of forces against the personal commands of the King (though accompanied with his presence) is not levying war against the King, but the levying war against his politic person, viz his laws, etc., though not accompanied with his person, is levying war against the King ; 7. That treason cannot be committed against his person, otherwise than as he is entrusted with the kingdom and discharging that trust; and that they have a power to judge whether he discharge this trust or not : 7. That they may depose the King when they will.

B. This is plain dealing and without hypocrisy. Could the city of London swallow this?

A. Yes; and more too, if need be. London, you know, has a great belly, but no palate nor taste of right and wrong. In the Parliament-roll of Henry IV, amongst the articles of the oath the King at his coronation took, there is one runs thus: *Concedes justas leges et consuetudines esse tenendas; et promittes per te eas esse protegendas, et ad honorem Dei corroborandas, quas vulgus elegerit.* Which the Parliament urged for their legislative authority, and therefore interpret *quas vulgus elegeret*, which the people shall choose; as if the King should swear to protect and corroborate laws before they were made, whether they be good or bad ; whereas the words signify no more, but that he shall protect and corroborate such laws as they have chosen, that is to say, the Acts of Parliament then in being. And in the records of the Exchequer it is thus : *Will you grant to hold and keep the laws and rightful customs which the commonalty of this your kingdom have, and will you defend and uphold them ? &c.* And this was the answer his Majesty made to that point.

B. And I think this answer very full and clear. But if the words were to be interpreted in the other sense, yet I see no reason why the King should be bound to swear to them. For Henry IV came to the Crown by the votes of a Parliament not much inferior in wickedness to this Long Parliament, that deposed and murdered

their lawful King; (105) saving that it was not the Parliament itself, but the usurper that murdered King Richard II.

A. About a week after, in the beginning of May, the Parliament sent the King another paper, which they styled the humble petition and advice of both Houses, containing nineteen propositions ; which when you shall hear, you shall be able to judge what power they meant to leave to the King more than to any one of his subjects. The first of them is this:

1. That the Lords and others of his Majesty's privy-council, and all great officers of state, both at home and abroad, be put from their employments and from his council, save only such as should be approved of by both Houses of Parliament ; and none put into their places but by approbation of the said Houses. And that all privy-councillors take an oath for the due execution of their places, in such form as shall be agreed upon by the said Houses.

2. That the great affairs of the kingdom be debated, resolved, and transacted only in Parliament; and such as shall presume to do any thing to the contrary, be reserved to the censure of the Parliament; and such other matters of the state as are proper for his Majesty's privy-council, shall be debated and concluded by such as shall from time to time be chosen for that place by both Houses of Parliament; and that no public act concerning the affairs of the kingdom, which is proper for his Majesty's privy-council, be esteemed valid, as proceeding from the royal authority, unless it be done by the advice and consent of the major part of the council, attested under their hands; and that the council be not more than twenty-five, nor less than fifteen; and that when a councillor's place falls void in the interval of Parliament, it shall not be supplied without the assent of the major part of the council; and that such choice also shall be void, if the next Parliament after confirm it not.

3. That the Lord High Steward of England, Lord High Constable, Lord Chancellor, or Lord Keeper of the Great (106) Seal, Lord Treasurer, Lord Privy-Seal, Earl Marshal, Lord Admiral, Warden of the Cinque Ports, Chief Governor of Ireland, Chancellor of the Exchequer, Master of the Wards, Secretaries of State, two Chief Justices and Chief Baron, be always chosen with the approbation of both

Houses of Parliament; and in the intervals of Parliament, by the major part of the privy-council.

4. That the governors of the King's children shall be such as both Houses shall approve of ; and in the intervals of Parliament, such as the privy-council shall approve of; that the servants then about them, against whom the Houses have just exception, should be removed.

5. That no marriage be concluded or treated of for any of the King's children, without consent of Parliament.

6. That the laws in force against Jesuits, priests, and popish recusants, be strictly put in execution.

7. That the votes of Popish lords in the House of Peers be taken away, and that a bill be passed for the education of the children of Papists in the Protestant religion.

8. That the King will be pleased to reform the Church-government and liturgy in such manner as both Houses of Parliament shall advise.

9. That he would be pleased to rest satisfied with that course that the Lords and Commons have appointed for ordering the *militia*, and recal his declarations and proclamations against it.

10. That such members as have been put out of any place or office since this Parliament began, may be restored, or have satisfaction.

11. That all privy-councillors and judges take an oath, (the form whereof shall be agreed on and settled by act of Parliament), for the maintaining of the Petition of Right, and of certain statutes made by the Parliament.

12. That all the judges and officers placed by approbation of both Houses of Parliament, may hold their places *quam diu bene se gesserint*.

13. That the justice of Parliament may pass upon all (107) delinquents, whether they be within the kingdom or fled out of it; and that all persons cited by either House of Parliament, may appear and abide the censure of Parliament.

14. That the general pardon offered by his Majesty, be granted with such exceptions as shall be advised by both Houses of Parliament.

B. What a spiteful article was this ! All the rest proceeded from ambition, which many times well-natured men are subject to ; but this proceeded from an inhuman and devilish cruelty.

A. 15. That the forts and castles be put under the command of such persons as, with the approbation of the Parliament, the King shall appoint.

16. That the extraordinary guards about the King be discharged; and for the future none raised but according to the law, in case of actual rebellion or invasion.

B. Methinks these very propositions sent to the King are an actual rebellion.

A. 17. That his Majesty enter into a more strict alliance with the United Provinces, and other neighbour Protestant Princes and States.

18. That his Majesty be pleased, by act of Parliament, to clear the Lord Kimbolton and the five members of the House of Commons, in such manner as that future Parliaments may be secured from the consequence of that evil precedent.

19. That his Majesty be pleased to pass a bill for restraining peers made hereafter from sitting or voting in Parliament, unless they be admitted with consent of both Houses of Parliament.

These propositions granted, they promise to apply themselves to regulate his Majesty's revenue to his best advantage, and to settle it to the support of his royal dignity in honour and plenty; and also to put the town of Hull into such hands as his Majesty shall appoint with consent of Parliament.

B. Is not that to put it into such hands as his Majesty (108) shall appoint by the consent of the petitioners, which is no more than to keep it in their hands as it is ? Did they want, or think the King wanted, common-sense, so as not to perceive that their promise herein was worth nothing ?

A. After the sending of these propositions to the King, and his Majesty's refusal to grant them, they began, on both sides, to prepare for war. The King raised a guard for his person in Yorkshire, and the Parliament, thereupon having voted that the King intended to make war upon his Parliament, gave order for the mustering and exercising the people in arms, and published propositions to invite and encourage them to bring in either ready money or plate, or to promise under their hands to furnish and maintain certain numbers of horse, horsemen, and arms, for the defence of the King and Parliament, (meaning by King, as they had formerly declared, not his person, but his laws) ; promising to repay their money with interest of 8*l.* in the 100*l.* and the value of their plate with twelve-pence the ounce for the fashion. On the other side, the King came to Nottingham, and there did set up his standard royal, and sent out commissions of array to call those to him, which by the ancient laws of England were bound to serve him in the wars. Upon this occasion there passed divers declarations between the King and Parliament concerning the legality of this array, which are too long to tell you at this time.

B. Nor do I desire to hear any mooting about this question. For I think that general law of *salus populi*, and the right of defending himself against those that had taken from him the sovereign power, are sufficient to make legal whatsoever he should do in order to the recovery of his kingdom, or to the punishing of the rebels.

A. In the meantime the Parliament raised an army, and made the Earl of Essex general thereof; by which act they declared what they meant formerly, when they petitioned the King for a guard to be commanded by the said Earl of Essex. And now the King sends out his proclamations, forbidding obedience to the orders of the Parliament (109) concerning the *militia* ; and the Parliament send out orders against the execution of the commissions of array. Hitherto, though it were a war before, yet there was no blood shed; they shot at one another nothing but paper.

B. I understand now, how the Parliament destroyed the peace of the kingdom ; and how easily, by the help of seditious Presbyterian ministers and of ambitious ignorant orators, they reduced this government into anarchy. But I believe it will

be a harder task for them to bring in peace again, and settle the government, either in themselves, or any other governor, or form of government. For, granting that they obtained the victory in this war, they must be beholden for it to the valour, good conduct, or felicity of those to whom they give the command of their armies; especially to the general, whose good success will, without doubt, draw with it the love and admiration of the soldiers ; so that it will be in his power, either to take the government upon himself, or to place it where himself thinks good. In which case, if he take it not to himself, he will be thought a fool ; and if he do, he shall be sure to have the envy of his subordinate commanders, who look for a share either in the present government, or in the succession to it. For they will say : “Has he obtained his power by his own, without our danger, valour, and counsel ; and must we be his slaves, whom we have thus raised ? Or, is not there as much justice on our side against him, as was on his side against the King ?”

A. They will, and did; insomuch, that it was the reason why Cromwell, after he had gotten into his own hands the absolute power of England, Scotland, and Ireland, by the name of Protector, did never dare to take upon him the title of King, nor was ever able to settle it upon his children. His officers would not suffer it, as pretending after his death to succeed him; nor would the army consent to it, because he had ever declared to them against the government of a single person.

B. But to return to the King. What means had he to (110) pay, what provision had he to arm, nay, means to levy, an army able to resist the army of the Parliament, maintained by the great purse of the city of London and contributions of almost all the towns corporate in England, and furnished with arms as fully as they could require ?

A. It is true, the King had great disadvantages, and yet by little and little he got a considerable army, with which he so prospered as to grow stronger every day, and the Parliament weaker, till they had gotten the Scotch with an army of 21,000 men to come into England to their assistance. But to enter into the particular narration of what was done in the war, I have not now time.

B. Well then, we will talk of that at next meeting.

DIALOGUE III.

[Retour à la table des matières](#)

B. We left at the preparations on both sides for war ; which when I considered by myself, I was mightily puzzled to find out what possibility there was for the King to equal the Parliament in such a course, and what hopes he had of money, men, arms, fortified places, shipping, counsel, and military officers, sufficient for such an enterprise against the Parliament, that had men and money as much at command, as the city of London, and other corporation towns, were able to furnish, which was more than they needed. And for the men they should set forth for soldiers, they were almost all of them spitefully bent against the King and his whole party, whom they took to be either papists, or flatterers of the King, or that had designed to raise their fortunes by the plunder of the city and other corporation towns. And though I believe not that they were more valiant than other men, nor that they had so much experience in the war as to be accounted good soldiers; yet they had that in them, which in time of battle is more conducing to victory than valour and experience both together; and that was spite.

(111) And for arms, they had in their hands the chief magazines, the Tower of London, and the town of Kingston-upon-Hull; besides most of the powder and shot that lay in several towns for the use of the trained bands.

Fortified places, there were not many then in England, and most of them in the hands of the Parliament.

The King's fleet was wholly in their command, under the Earl of Warwick.

Counsellors, they needed no more than such as were of their own body.

So that the King was every way inferior to them, except it were, perhaps, in officers.

A. I cannot compare their chief officers. For the Parliament, the Earl of Essex, after the Parliament had voted the war, was made general of all their forces both in England and Ireland, from whom all other commanders were to receive their commissions.

B. What moved them to make general the Earl of Essex ? And for what cause was the Earl of Essex so displeased with the King, as to accept that office ?

A. I do not certainly know what to answer to either of those questions ; but the Earl of Essex had been in the wars abroad, and wanted neither experience, judgment, nor courage, to perform such an undertaking. And besides that, you have heard, I believe, how great a darling of the people his father had been before him, and what honour he had gotten by the success of his enterprise upon Calais, and in some other military actions. To which I may add, that this Earl himself was not held by the people to be so great a favourite at court as that they might not trust him with their army against the King. And by this, you may perhaps conjecture the cause for which the Parliament made choice of him for general.

B. But why did they think him discontented with the Court ?

A. I know not that; nor indeed that he was so. He came to the court, as other noblemen did, when occasion was, to wait upon the King; but had no office, till a little (112) before this time, to oblige him to be there continually. But I believe verily, that the unfortunateness of his marriages, had so discountenanced his conversation with the ladies, that the court could not be his proper element, unless he had had some extraordinary favour there to balance that calamity. But for some particular discontent from the King, or intention of revenge for any supposed disgrace, I think he had none, nor that he was any ways addicted to Presbyterian doc-

trines, or other fanatic tenets in Church or State; saving only that he was carried away with the stream, in a manner, of the whole nation, to think that England was not an absolute, but a mixed monarchy ; not considering that the supreme power must always be absolute, whether it be in the King or in the Parliament.

B. Who was the general of the King's army ?

A. None yet but himself ; nor indeed had he yet any army. But there coming to him at that time his two nephews, the Princes Rupert and Maurice, he put the command of his horse into the hands of Prince Rupert, a man than whom no man living has a better courage, nor was more active and diligent in prosecuting his commissions ; and, though but a young man then, was not without experience in the conducting of soldiers, as having been an actor in part of his father's wars in Germany.

B. But how could the King find money to pay such an army as was necessary for him against the Parliament ?

A. Neither the King nor Parliament had much money at that time in their own hands, but were fain to rely upon the benevolence of those that took their parts. Wherein, I confess, the Parliament had a mighty great advantage. Those that helped the King in that kind, were only lords and gentlemen, which, not approving the proceedings of the Parliament, were willing to undertake the payment, every one, of a certain number of horse; which cannot be thought any very great assistance, the persons that payed them being so few. For other moneys that the King then had, I have not heard of any, but what he borrowed upon jewels in the Low (113) Countries. Whereas the Parliament had a very plentiful contribution, not only from London, but generally from their faction in all other places of England, upon certain propositions, published by the Lords and Commons in June 1642, (at what time they had newly voted that the King intended to make war upon them), for bringing in of money or plate to maintain horse and horsemen, and to buy arms for the preservation of the public peace, and for the defence of

the King and both Houses of Parliament ; for the re-payment of which money and plate, they were to have the public faith.

B. What public faith is there, when there is no public ? What is it that can be called public, in a civil war, without the King ?

A. The truth is, the security was nothing worth, but served well enough to gull those seditious blockheads, that were more fond of change than either of their peace or profit.

Having by this means gotten contributions from those that were well-affected to their cause, they made use of it afterwards to force the like contribution from others. For in November following, they made an ordinance for assessing also of those that had not contributed then, or had contributed, but not proportionably to their estates. And yet this was contrary to what the Parliament promised and declared in the propositions themselves. For they declared, in the first proposition, that no man's affections should be measured by the proportion of his offer, so that he expressed his good will to the service in any proportion whatsoever.

Besides this, in the beginning of March following, they made an ordinance, to levy weekly a great sum of money upon every county, city, town, place, and person of any estate almost, in England ; which weekly sum, as may appear by the ordinance itself, printed and published in March 1642 by order of both Houses, comes to almost 33,000*l.*, and consequently to above 1,700,000*l.* for the year. They had, besides all this, the profits of the King's lands and (114) woods, and whatsoever was remaining unpaid of any subsidy formerly granted him, and the tonnage and poundage usually received by the King; besides the profit of the sequestrations of great persons, whom they pleased to vote delinquents, and the profits of the bishops' lands, which they took to themselves a year, or a little more, after.

B. Seeing then the Parliament had such advantage of the King in money and arms and multitude of men, and had in their hands the King's fleet, I cannot imagine what hope the King could have, either of victory (unless he resigned into their

hands the sovereignty), or subsisting. For I cannot well believe he had any advantage of them either in counsellors, conductors, or in the resolutions of his soldiers.

A. On the contrary, I think he had also some disadvantage in that; for though he had as good officers at least as any then served the Parliament, yet I doubt he had not so useful counsel as was necessary. And for his soldiers, though they were men as stout as theirs, yet, because their valour was not sharpened so with malice as theirs was on the other side, they fought not so keenly as their enemies did: amongst whom there were a great many London apprentices, who, for want of experience in the war, would have been fearful enough of death and wounds approaching visibly in glistening swords; but, for want of judgment, scarce thought of such death as comes invisibly in a bullet, and therefore were very hardly to be driven out of the field.

B. But what fault do you find in the King's counsellors, lords, and other persons of quality and experience ?

A. Only that fault, which was generally in the whole nation, which was, that they thought the government of England was not an absolute, but a mixed monarchy ; and that if the King should clearly subdue this Parliament, that his power would be what he pleased, and theirs as little as he pleased: which they counted tyranny. This opinion, though it did not lessen their endeavour to gain the victory for the King in a battle, when a battle could not be avoided, yet it weakened their endeavour to procure him an absolute (115) victory in the war. And for this cause, notwithstanding that they saw that the Parliament was firmly resolved to take all kingly power whatsoever out of his hands, yet their counsel to the King was upon all occasions, to offer propositions to them of treaty and accommodation, and to make and publish declarations; which any man might easily have foreseen would be fruitless; and not only so, but also of great disadvantage to those actions by which the King was to recover his crown and preserve his life. For it took off the courage of the best and forwardest of his soldiers, that looked for great benefit by their service out of the estates of the rebels, in case they could subdue them; but none at all, if the business should be ended by a treaty.

B. And they had reason: for a civil war never ends by treaty, without the sacrifice of those who were on both sides the sharpest. You know well enough how things passed at the reconciliation of Augustus and Antonius in Rome. But I thought that after they once began to levy soldiers one against another, that they would not any more have returned of either side to declarations, or other paper war, which, if it could have done any good, would have done it long before this.

A. But seeing the Parliament continued writing, and set forth their declarations to the people against the lawfulness of the King's commission of array, and sent petitions to the King as fierce and rebellious as ever they had done before, demanding of him that he would disband his soldiers, and come up to the Parliament, and leave those whom the Parliament called delinquents (which were none but the King's best subjects) to their mercy, and pass such bills as they should advise him ; would you not have the King set forth declarations and proclamations against the illegality of their ordinances, by which they levied soldiers against him, and answer those insolent petitions of theirs ?

B. No; it had done him no good before, and therefore was not likely to do him any afterwards. For the common people, whose hands were to decide the controversy, understood not the reasons of either party ; and for those that (116) by ambition were once set upon the enterprise of changing the government, they cared not much what was reason and justice in the cause, but what strength they might procure by reducing the multitude with remonstrances from the Parliament House, or by sermons in the churches. And to their petitions, I would not have had any answer made at all, more than this; that if they would disband their army, and put themselves upon his mercy, they should find him more gracious than they expected.

A. That had been a gallant answer indeed, if it had proceeded from him after some extraordinary great victory in battle, or some extraordinary assurance of a victory at last in the whole war.

B. Why, what could have happened to him worse than at length he suffered, notwithstanding his gentle answers and all his reasonable declarations ?

A. Nothing; but who knew that ?

B. Any man might see that he was never likely to be restored to his right without victory : and such his stoutness being known to the people, would have brought to his assistance many more hands than all the arguments of law or force of eloquence, couched in declarations and other writings, could have done by far. And I wonder what kind of men they were, that hindered the King from taking this resolution ?

A. You may know by the declarations themselves, which are very long and full of quotations of records and of cases formerly reported, that the penners of them were either lawyers by profession, or such gentlemen as had the ambition to be thought so. Besides, I told you before, that those which were then likeliest to have their counsel asked in this business, were averse to absolute monarchy, as also to absolute democracy or aristocracy ; all which governments they esteemed tyranny, and were in love with *mixarchy* which they used to praise by the name of mixed (117) monarchy, though it were indeed nothing else but pure anarchy. And those men, whose pens the King most used in these controversies of law and politics, were such (if I have not been misinformed) as having been members of this Parliament, had declaimed against ship-money and other extra-parliamentary taxes, as much as any; but who when they saw the Parliament grow higher in their demands than they thought they would have done, went over to the King's party.

B. Who were those ?

A. It is not necessary to name any man, seeing I have undertaken only a short narration of the follies and other faults of men during this trouble; but not (by

naming the persons) to give you, or any man else, occasion to esteem them the less, now that the faults on all sides have been forgiven.

B. When the business was brought to this height, by levying of soldiers and seizing of the navy and arms and other provisions on both sides, that no man was so blind as not to see they were in an estate of war one against another ; why did not the King, by proclamation or message, according to his undoubted right, dissolve the Parliament, and thereby diminish in some part the authority of their levies, and of other their unjust ordinances ?

A. You have forgotten that I told you, that the King himself, by a bill that he passed at the same time when he passed the bill for the execution of the Earl of Strafford, had given them authority to hold the Parliament till they should by consent of both Houses dissolve themselves. If therefore he had, by any proclamation or message to the Houses, dissolved them, they would to their former defamations of his Majesty's actions have added this, that he was a breaker of his word: and not only in contempt of him have continued their session, but also have made an advantage of it to the increase and strengthening of their own party.

B. Would not the King's raising of an army against them be interpreted as a purpose to dissolve them by force ? And (118) was it not as great a breach of promise to scatter them by force, as to dissolve them by proclamation? Besides, I cannot conceive that the passing of that act was otherwise intended than conditionally ; so long as they should not ordain any thing contrary to the sovereign right of the King ; which condition they had already by many of their ordinances broken. And I think that even by the law of equity, which is the unalterable law of nature, a man that has the sovereign power, cannot, if he would, give away the right of anything which is necessary for him to retain for the good government of his subjects, unless he do it in express words, saying, that he will have the sovereign power no longer. For the giving away that, which by consequence only, draws the sovereignty along with it, is not, I think, a giving away of the sovereignty ; but an error, such as works nothing but an invalidity in the grant itself. And such was the King's passing of this bill for the continuing of the Parliament

as long as the two Houses pleased. But now that the war was resolved on on both sides, what needed any more dispute in writing ?

A. I know not what need they had. But on both sides they thought it needful to hinder one another, as much as they could, from levying of soldiers; and, therefore, the King did set forth declarations in print, to make the people know that they ought not to obey the officers of the new militia set up by ordinance of Parliament, and also to let them see the legality of his own commissions of array. And the Parliament on their part did the like, to justify to the people the said ordinance, and to make the commission of array appear unlawful.

B. When the Parliament were levying of soldiers, was it not lawful for the King to levy soldiers to defend himself and his right, though there had been no other title for it but his own preservation, and that the name of commission of array had never before been heard of ?

A. For my part, I think there cannot be a better title for war, than the defence of a man's own right. But the people, (119) at that time, thought nothing lawful for the King to do, for which there was not some statute made by Parliament. For the lawyers, I mean the judges of the courts at Westminster, and some few others, though but advocates, yet of great reputation for their skill in the common-laws and statutes of England, had infected most of the gentry of England with their maxims and cases prejudged, which they call precedents; and made them think so well of their own knowledge in the law, that they were very glad of this occasion to shew it against the King, and thereby to gain a reputation with the Parliament of being good patriots, and wise statesmen.

B. What was this commission of array ?

A. King William the Conqueror had gotten into his hands by victory all the land in England, of which he disposed some part as forests and chases for his rec-

reation, and some part to lords and gentlemen that had assisted him or were to assist him in the wars. Upon which he laid a charge of service in his wars, some with more men, and some with less, according to the lands he had given them: whereby, when the King sent men unto them with commission to make use of their service, they were obliged to appear with arms, and to accompany the King to the wars for a certain time at their own charges : and such were the commissions by which this King did then make his levies.

B. Why then was it not legal ?

A. No doubt but it was legal. But what did that amount to with men, that were already resolved to acknowledge for law nothing that was against their design of abolishing monarchy, and placing a sovereign and absolute arbitrary power in the House of Commons.

B. To destroy monarchy, and set up the House of Commons, are two businesses.

A. They found it so at last, but did not think it so then.

B. Let us now come to the military part.

A. I intended only the story of their injustice, impudence, and hypocrisy ; therefore, for the proceeding of the (120) war, I refer you to the history thereof written at large in English. I shall only make use of such a thread as is necessary for the filling up of such knavery, and folly also, as I shall observe in their several actions.

From York the King went to Hull, where was his magazine of arms for the northern parts of England, to try if they would admit him. The Parliament had made Sir John Hotham governor of the town, who caused the gates to be shut, and

presenting himself upon the walls flatly denied him entrance: for which the King caused him to be proclaimed traitor, and sent a message to the Parliament to know if they owned the action.

B. Upon what grounds ?

A. Their pretence was this ; that neither this nor any other town in England was otherwise the King's, than in trust for the people of England.

B. But what was that to the Parliament ?

A. Yes, say they ; for we are the representatives of the people of England.

B. I cannot see the force of this argument: we represent the people, *ergo*, all that the people has is ours. The mayor of Hull did represent the King. Is therefore all that the King had in Hull, the mayor's ? The people of England may be represented with limitations, as to deliver a petition or the like. Does it follow that they, who deliver the petition, have right to all the towns in England? When began this Parliament to be a representative of England ? Was it not November 3, 1640 ? Who was it the day before, that is November 2, that had the right to keep the King out of Hull and possess it for themselves ? For there was then no Parliament. Whose was Hull then ?

A. I think it was the King's, not only because it was called the King's town upon Hull, but because the King himself did then and ever represent the person of the people of England. If he did not, who then did, the Parliament having no being ?

(121) B. They might perhaps say, the people had then no representative.

A. Then there was no commonwealth; and consequently, all the towns of England being the people's, you, and I, and any man else, might have put in for his share. You may see by this what weak people they were, that were carried into the rebellion by such reasoning as the Parliament used, and how impudent they were that did put such fallacies upon them.

B. Surely they were such as were esteemed the wisest men in England, being upon that account chosen to be of the Parliament.

A. And were they also esteemed the wisest men of England, that chose them ?

B. I cannot tell that. For I know it is usual with the freeholders in the counties, and the tradesmen in the cities and boroughs, to choose, as near as they can, such as are most repugnant to the giving of subsidies.

A. The King in the beginning of August, after he had summoned Hull, and tried some of the counties thereabout what they would do for him, sets up his standard at Nottingham; but there came not in thither men enough to make an army sufficient to give battle to the Earl of Essex. From thence he went to Shrewsbury, where he was quickly furnished ; and appointing the Earl of Lindsey to be general, he resolved to march towards London. The Earl of Essex was now at Worcester with the Parliament's army, making no offer to stop him in his passage; but as soon as he was gone by, marched close after him.

The King, therefore, to avoid being enclosed between the army of the Earl of Essex and the city of London, turned upon him and gave him battle at Edgehill : where though he got not an entire victory, yet he had the better, if either had the better ; and had certainly the fruit of a victory, which was to march on in his intended way towards London: in which the next morning he took Banbury-castle, and from thence went to Oxford, and thence to Brentford, (122) where he gave a great defeat to three regiments of the Parliament's forces, and so returned to Oxford.

B. Why did not the King go on from Brentford ?

A. The Parliament, upon the first notice of the King's marching from Shrewsbury, caused all the trained-bands and the auxiliaries of the city of London (which was so frightened as to shut up all their shops) to be drawn forth ; so that there was a most complete and numerous army ready for the Earl of Essex, that was crept into London just at the time to head it. And this was it that made the King retire to Oxford. In the beginning of February after, Prince Rupert took Cirencester from the Parliament, with many prisoners and many arms: for it was newly made a magazine. And thus stood the business between the King's and the Parliament's greatest forces. The Parliament in the meantime caused a line of communication to be made about London and the suburbs, of twelve miles in compass ; and constituted a committee for the association, and the putting into a posture of defence, of the counties of Essex, Cambridge, Suffolk, and some others; and one of these commissioners was Oliver Cromwell, from which employment he came to his following greatness.

B. What was done during this time in other parts of the country ?

A. In the west, the Earl of Stamford had the employment of putting in execution the ordinance of Parliament for the militia; and Sir Ralph Hopton for the King executed the commission of array. Between these two was fought a battle at Liskeard in Cornwall, wherein Sir Ralph Hopton had the victory, and presently took a town called Saltash, with many arms and much ordnance and many prisoners. Sir William Waller in the meantime seized Winchester and Chichester for the Parliament. In the north, for the commission of array, my Lord of Newcastle, and for the *militia* of the Parliament was my Lord Fairfax. My Lord of Newcastle took from the Parliament Tadcaster, in which were a great part of the Parliament's forces for that country, and (123) had made himself, in a manner, master of all the north. About this time, that is to say in February, the Queen landed at Burlington, and was conducted by my Lord of Newcastle and the Marquis of Montrose to

York, and not long after to the King. Divers other little advantages, besides these, the King's party had of the Parliament's in the north.

There happened also between the *militia* of the Parliament and the Commission of Array in Staffordshire, under my Lord Brook for the Parliament and my Lord of Northampton for the King, great contention, wherein both these commanders were slain. For my Lord Brook, besieging Litchfield-Close, was killed with a shot ; notwithstanding which they gave not over the siege till they were masters of the Close. But presently after, my Lord of Northampton besieged it again for the King ; which to relieve, Sir William Brereton and Sir John Gell advanced towards Litchfield, and were met at Hopton Heath by the Earl of Northampton, and routed. The Earl himself was slain ; but his forces with victory returned to the siege again; and shortly after, seconded by Prince Rupert, who was then abroad in that country, carried the place. These were the chief actions of this year, 1642 ; wherein the King's party had not much the worse.

B. But the Parliament had now a better army; insomuch that if the Earl of Essex had immediately followed the King to Oxford, not yet well fortified, he might in all likelihood have taken it. For he could not want either men or ammunition, whereof the city of London, which was wholly at the Parliament's devotion, had store enough.

A. I cannot judge of that. But this is manifest, considering the estate the King was in at his first marching from York, when he had neither money nor men nor arms enough to put them in hope of victory, that this year, take it altogether, was very prosperous.

B. But what great folly or wickedness do you observe in the Parliament's actions for this first year ?

(124) A. All that can be said against them in that point, will be excused with the pretext of war, and come under one name of rebellion; saving that when they summoned any town, it was always in the name of King and Parliament, the King

being in the contrary army, and many times beating them from the siege. I do not see how the right of war can justify such impudence as that. But they pretended that the King was always virtually in the two Houses of Parliament ; making a distinction between his person natural and politic; which made the impudence the greater, besides the folly of it. For this was but an university quibble, such as boys make use of in maintaining in the schools such tenets as they cannot otherwise defend.

In the end of this year they solicited also the Scots to enter England with an army, to suppress the power of the Earl of Newcastle in the North ; which was a plain confession, that the Parliament's forces were, at this time, inferior to the King's. And most men thought, that if the Earl of Newcastle had then marched southward, and joined his forces with the King's, most of the members of Parliament would have fled out of England.

In the beginning of 1643 the Parliament, seeing the Earl of Newcastle's power in the North grown so formidable, sent to the Scots to hire them to an invasion of England, and (to compliment them in the meantime) made a covenant amongst themselves, such as the Scots had before taken against episcopacy, and demolished crosses and church-windows, such as had in them any images of saints, throughout all England. Also in the middle of the year, they made a solemn league with the nation, which was called the Solemn League and Covenant.

B. Are not the Scots as properly to be called foreigners as the Irish ? Seeing then they persecuted the Earl of Strafford even to death, for advising the King to make use of Irish forces against the Parliament, with what face could they call in a Scotch army against the King ?

A. The King's party might easily here have discerned (125) their design, to make themselves absolute masters of the kingdom and to dethrone the King. Another great impudence, or rather a bestial incivility, it was of theirs, that they voted the Queen a traitor, for helping the King with some ammunition and English officers from Holland.

B. Was it possible that all this could be done, and men not see that papers and declarations must be useless; and that nothing could satisfy them but the deposing of the King, and setting up of themselves in his place ?

A. Yes ; very possible. For who was there of them, though knowing that the King had the sovereign power, that knew the essential rights of sovereignty ? They dreamt of a mixed power, of the King and the two Houses. That it was a divided power, in which there could be no peace, was above their understanding. Therefore they were always urging the King to declarations and treaties, for fear of subjecting themselves to the King in an absolute obedience ; which increased the hope and courage of the rebels, but did the King little good. For the people either understand not, or will not trouble themselves with controversies in writing, but rather, by his compliance and messages, go away with an opinion that the Parliament was likely to have the victory in the war. Besides, seeing the penners and contrivers of these papers were formerly members of the Parliament, and of another mind, and now revolted from the Parliament because they could not bear that sway in the House which they expected, men were apt to think they believed not what they writ.

As for military actions (to begin at the head quarters) Prince Rupert took Birmingham, a garrison of the Parliament's. In July after, the King's forces had a great victory over the Parliament's, near Devizes on Roundway-Down, where they took 2,000 prisoners, four brass pieces of ordnance, twenty-eight colours, and all their baggage ; and shortly after, Bristol was surrendered to Prince Rupert for the King; and the King himself marching into the (126) west, took from the Parliament many other considerable places.

But this good fortune was not a little allayed by his besieging of Gloucester, which after it was reduced to the last gasp, was relieved by the Earl of Essex ; whose army was before greatly wasted, but now suddenly recruited with the trained bands and apprentices of London.

B. It seems not only by this, but also by many examples in history, that there can hardly arise a long or dangerous rebellion, that has not some such overgrown city with an army or two in its belly to foment it.

A. Nay more ; those great capital cities, when rebellion is upon pretence of grievances, must needs be of the rebel party : because the grievances are but taxes, to which citizens, that is, merchants, whose profession is their private gain, are naturally mortal enemies ; their only glory being to grow excessively rich by the wisdom of buying and selling.

B. But they are said to be of all callings the most beneficial to the commonwealth, by setting the poorer sort of people on work.

A. That is to say, by making poor people sell their labour to them at their own prices; so that poor people, for the most part, might get a better living by working in Bridewell, than by spinning, weaving, and other such labour as they can do ; saving that by working slightly they may help themselves a little, to the disgrace of our manufacture. And as most commonly they are the first encouragers of rebellion, presuming of their strength ; so also are they, for the most part, the first to repent, deceived by them that command their strength.

But to return to the war; though the King withdrew from Gloucester, yet it was not to fly from, but to fight with the Earl of Essex, which presently after he did at Newbury, where the battle was bloody, and the King had not the worst, unless Cirencester be put into the scale, which the Earl of Essex had in his way a few days before surprised.

But in the north and the west, the King had much the (127) better of the Parliament. For in the north, at the very beginning of the year, March 29th, the Earls of Newcastle and Cumberland defeated the Lord Fairfax, who commanded in those parts for the Parliament, at Bramham Moor; which made the Parliament to hasten the assistance of the Scots.

In June following the Earl of Newcastle routed Sir Thomas Fairfax, son to the Lord Fairfax, upon Adderton Heath, and, in pursuit of them to Bradford, took and killed 2,000 men, and the next day took the town and 2,000 prisoners more (Sir Thomas himself hardly escaping) with all their arms and ammunition; and besides this, made the Lord Fairfax quit Halifax and Beverley. Lastly, Prince Rupert re-

lieved Newark, besieged by Sir John Meldrun for the Parliament with 7,000 men, whereof 1,000 were slain ; the rest upon articles departed, leaving behind them their arms, bag and baggage.

To balance in part this success, the Earl of Manchester, whose lieutenant-general was Oliver Cromwell, got a victory over the royalists near Horncastle, of whom he slew 400, took 800 prisoners and 1,000 arms, and presently after took and plundered the city of Lincoln.

In the West, May the 16th, Sir Ralph Hopton at Stratton, in Devonshire, had a victory over the Parliamentarians, wherein he took 1700 prisoners, thirteen brass pieces of ordnance, and all their ammunition, which was seventy barrels of powder; and the magazine of their other provisions in the town.

Again at Lansdown, between Sir Ralph Hopton and the Parliamentarians under Sir William Waller, was fought a fierce battle, wherein the victory was not very clear on either side; saving that the Parliamentarians might seem to have the better, because presently after Sir William Waller followed Sir Ralph Hopton to Devizes, in Wiltshire, though to his cost; for there he was overthrown, as I have already told you.

After this the King in person marched into the West, and (128) took Exeter, Dorchester, Barnstable, and divers other places ; and had he not at his return besieged Gloucester, and thereby given the Parliament time for new levies, it was thought by many he might have routed the House of Commons. But the end of this year was more favourable to the Parliament. For in January the Scots entered England, and, March the 1st, crossed the Tyne ; and whilst the Earl of Newcastle was marching to them, Sir Thomas Fairfax gathered together a considerable party in Yorkshire, and the Earl of Manchester from Lyn advanced towards York ; so that the Earl of Newcastle having two armies of the rebels behind him, and another before him, was forced to retreat to York ; where (the Earl of Manchester joining) three armies presently besieged him. And these are all the considerable military actions of the year 1643.

In the same year the Parliament caused to be made a new Great Seal. The Lord Keeper had carried the former seal to Oxford. Hereupon the King sent a messenger to the judges at Westminster, to forbid them to make use of it. This messenger was taken, and condemned at a council of war, and hanged for a spy.

B. Is that the law of war?

A. I know not: but it seems, when a soldier comes into the enemies' quarters without address or notice given to the chief commander, that it is presumed he comes as a spy. The same year, when certain gentlemen at London received a commission of array from the King to levy men for his service in that city, being discovered, they were condemned, and some of them executed. This case is not much unlike the former.

B. Was not the making of a new Great Seal a sufficient proof that the war was raised, not to remove evil counsellors from the King, but to remove the King himself from the government? What hope then could there be had in messages and treaties ?

A. The entrance of the Scots was a thing unexpected to (129) the King, who was made to believe by continual letters from his commissioner in Scotland, Duke Hamilton, that the Scotch never intended any invasion. The Duke being then at Oxford, the King (assured that the Scotch were now entered) sent him prisoner to Pendennis Castle in Cornwall.

In the beginning of the year 1644, the Earl of Newcastle being, as I told you, besieged by the joint forces of the Scots, the Earl of Manchester and Sir Thomas Fairfax, the King sent Prince Rupert to relieve the town, and as soon as he could to give the enemy battle. Prince Rupert passing through Lancashire, and by the way having stormed that seditious town of Bolton, and taken Stockford and Liverpool, came to York July the 1st, and relieved it ; the enemy being risen thence to a place called Marston Moor, about four miles off ; and there was fought that unfortunate battle, which lost the King in a manner all the north. Prince Rupert returned by the way he came, and the Earl of Newcastle to York, and thence with some of his officers over the sea to Hamburgh.

The honour of this victory was attributed chiefly to Oliver Cromwell, the Earl of Manchester's lieutenant-general. The Parliamentarians returned from the field

to the siege of York, which not long after, upon honourable articles, was surrendered; not that they were favoured, but because the Parliament employed not much time nor many men in sieges.

B. This was a great and sudden abatement of the King's prosperity.

A. It was so; but amends was made him for it within five or six weeks after. For Sir William Waller, after the loss of his army at Roundway-Down, had another raised for him by the city of London; who for the payment thereof imposed a weekly tax of the value of one meal's meat upon every citizen. This army, with that of the Earl of Essex, intended to besiege Oxford; which the King understanding, sent the Queen into the west, and marched himself towards (130) Worcester. This made them to divide again, and the Earl to go into the west, and Waller to pursue the King. By this means (as it fell out) both their armies were defeated. For the King turned upon Waller, routed him at Cropredy-bridge, took his train of artillery and many officers; and then presently followed the Earl of Essex into Cornwall, where he had him at such advantage, that the Earl himself was fain to escape in a small boat to Plymouth; his horse broke through the King's quarters by night, but the infantry were all forced to lay down their arms, and upon condition never more to bear arms against the King were permitted to depart.

In October following was fought a second and sharp battle at Newbury. For this infantry, making no conscience of the conditions made with the King, being now come towards London as far as Basingstoke, had arms put again into their hands; to whom some of the trained-bands being added, the Earl of Essex had suddenly so great an army, that he attempted the King again at Newbury; and certainly had the better of the day, but the night parting them, had not a complete victory. And it was observed here, that no part of the Earl's army fought so keenly as they who had laid down their arms in Cornwall.

These were the most important fights in the year 1644, and the King was yet, as both himself and others thought, in as good condition as the Parliament, which despaired of victory by the commanders they then used. Therefore they voted a new modelling of the army, suspecting the Earl of Essex, though I think wrongly, to be too much a royalist, for not having done so much as they looked for in

this second battle at Newbury. The Earls of Essex and Manchester, perceiving what they went about, voluntarily laid down their commissions; and the House of Commons made an ordinance, that no member of either House should enjoy any office or command, military or civil ; with which oblique blow they shook off those that had hitherto served them too well. And yet out of this ordinance they excepted Oliver (131) Cromwell, in whose conduct and valour they had very great confidence (which they would not have done, if they had known him as well then as they did afterwards), and made him lieutenant-general to Sir Thomas Fairfax, their new-made general. In the commission to the Earl of Essex, there was a clause for the preservation of his Majesty's person, which in this new commission was left out ; though the Parliament as well as the general were as yet Presbyterian.

B. It seems the Presbyterians also in order to their ends would fain have had the King murdered.

A. For my part I doubt it not. For a rightful king living, an usurping power can never be sufficiently secured.

In this same year the Parliament put to death Sir John Hotham and his son, for tampering with the Earl of Newcastle about the rendition of Hull ; and Sir Alexander Carew, for endeavouring to deliver up Plymouth, where he was governor for the Parliament ; and the Archbishop of Canterbury, for nothing but to please the Scots; for the general article of going about to subvert the fundamental laws of the land, was no accusation, but only foul words. They then also voted down the Book of Common-prayer, and ordered the use of a Directory, which had been newly composed by an Assembly of Presbyterian ministers. They were also then, with much ado, prevailed with for a treaty with the King at Uxbridge ; where they remitted nothing of their former demands. The King had also at this time a Parliament at Oxford, consisting of such discontented members as had left the Houses at Westminster ; but few of them had changed their old principles, and therefore that Parliament was not much worth. Nay rather, because they endeavoured nothing but messages and treaties, that is to say, defeating of the soldiers'

hope of benefit by the war, they were thought by most men to do the King more hurt than good.

The year 1645 was to the King very unfortunate; for by (132) the loss of one great battle, he lost all he had formerly gotten, and at length his life. The new modelled army, after consultation whether they should lay siege to Oxford or march westward to the relief of Taunton, (then besieged by the Lord Goring, and defended by Blake, famous afterwards for his actions at sea), resolved for Taunton; leaving Cromwell to attend the motions of the King, though not strong enough to hinder him. The King upon this advantage drew his forces and artillery out of Oxford. This made the Parliament to call back their general, Fairfax, and order him to besiege Oxford. The King in the meantime relieved Chester, which was besieged by Sir William Brereton, and coming back took Leicester by force; a place of great importance, and well provided of artillery and provision.

Upon this success it was generally thought that the King's party was the stronger. The King himself thought so; and the Parliament in a manner confessed the same, by commanding Fairfax to rise from the siege, and endeavour to give the King battle. For the successes of the King, and the divisions and treacheries growing now amongst themselves, had driven them to rely upon the fortune of one day ; in which, at Naseby, the King's army was utterly overthrown, and no hope left him to raise another. Therefore after the battle he went up and down, doing the Parliament here and there some shrewd turns, but never much increasing his number.

Fairfax in the meantime first recovered Leicester, and then marching into the west subdued it all, except only a few places, forcing with much ado my Lord Hopton (upon honourable conditions) to disband his army, and with the Prince of Wales to pass over to Scilly ; whence not long after they went to Paris.

In April 1646 General Fairfax began to march back to Oxford. In the meantime Rainsborough, who besieged Woodstock, had it surrendered. The King therefore, who was now also returned to Oxford, from whence Woodstock is but six miles, not doubting but that he should there by (133) Fairfax be besieged, and having no army, to relieve him, resolved to get away disguised to the Scotch army about Newark ; and thither he came the 4th of May ; and the Scotch army, being

upon remove homewards, carried him with them to Newcastle, whither he came May 13th.

B. Why did the King trust himself with the Scots ? They were the first that rebelled. They were Presbyterians, *id est*, cruel ; besides, they were indigent, and consequently might be suspected would sell him to his enemies for money. And lastly, they were too weak to defend him, or keep him in their country.

A. What could he have done better ? For he had in the winter before sent to the Parliament to get a pass for the Duke of Richmond and others, to bring them propositions of peace; it was denied. He sent again ; it was denied again. Then he desired he might come to them in person; this also was denied. He sent again and again to the same purpose ; but instead of granting it, they made an ordinance, that the commanders of the militia of London, in case the King should attempt to come within the line of communication, should raise what force they thought fit to suppress tumults, to apprehend such as came with him, and to secure, *is est* to imprison, his person from danger. If the King had adventured to come, and had been imprisoned, what could the Parliament have done with him? They had de-throned him by their votes, and therefore could have no security whilst he lived, though in prison. It may be they would not have put him to death by a high court of justice publicly, but secretly some other way.

B. He should have attempted to get beyond sea.

A. That had been (from Oxford) very difficult. Besides, it was generally believed that the Scotch army had promised him, that not only his Majesty, but also his friends that should come with him, should be in their army safe; not only for their persons, but also for their honours and consciences.

B. It is a pretty trick, when the army and the particular (134) soldiers of the army are different things, to make the soldiers promise what the army means not to perform.

A. July the 11th the Parliament sent their propositions to the King at Newcastle; which propositions they pretended to be the only way to a settled and well grounded peace. They were brought by the Earl of Pembroke, the Earl of Suffolk, Sir Walter Earle, Sir John Hippisley, Mr. Goodwin, and Mr. Robinson ; whom the King asked if they had power to treat; and (when they said no) why they might not as well have been sent by a trumpeter. The propositions were the same de-throning ones which they used to send, and therefore the King would not assent to them. Nor did the Scots swallow them at first, but made some exceptions against them ; only, it seems, to make the Parliament perceive they meant not to put the King into their hands gratis. And so at last the bargain was made between them ; and upon the payment of 200,000*l.* the King was put into the hands of the commissioners, which the English Parliament sent down to receive him.

B. What a vile complexion has this action, compounded of feigned religion and very covetousness, cowardice, perjury, and treachery !

A. Now the war, that seemed to justify many unseemly things, is ended, you will see almost nothing else in these rebels but baseness and falseness besides their folly.

By this time the Parliament had taken in all the rest of the King's garrisons ; whereof the last was Pendennis Castle, whither Duke Hamilton had been sent prisoner by the King.

B. What was done during this time in Ireland and Scotland ?

A. In Ireland there had been a peace made by order from his Majesty for a time, which by divisions amongst the Irish was ill kept. The Popish party (the

Pope's nuncio being then there) took this to be the time for delivering themselves from their subjection to the English. Besides, the time of the peace was now expired.

B. How were they subject to the English, more than the (135) English to the Irish ? They were subject to the King of England ; but so also were the English to the King of Ireland.

A. This distinction is somewhat too subtile for common understandings. In Scotland the Marquis of Montrose for the King, with very few men and miraculous victories, had overrun all Scotland, where many of his forces (out of too much security) were permitted to be absent for awhile; of which the enemy having intelligence, suddenly came upon them, and forced them to fly back into the Highlands to recruit ; where he began to recover strength, when he was commanded by the King (then in the hands of the Scots at Newcastle) to disband; and he departed from Scotland by sea.

In the end of the same year, 1646, the Parliament caused the King's Great Seal to be broken; also the King was brought to Holmeby, and there kept by the Parliament's commissioners. And here was an end of that war as to England and Scotland, but not to Ireland. About this time also died the Earl of Essex, whom the Parliament had discarded.

B. Now that there was peace in England, and the King in prison, in whom was the sovereign power ?

A. The right was certainly in the King, but the exercise was yet in nobody; but contended for as in a game at cards, without fighting, all the years 1647 and 1648, between the Parliament and Oliver Cromwell, lieutenant-general to Sir Thomas Fairfax.

You must know, that when King Henry VIII abolished the pope's authority here, and took upon him to be the head of the Church, the bishops, as they could

not resist him, so neither were they discontented with it. For whereas before the pope allowed not the bishops to claim jurisdiction in their diocesses *jure divino*, that is of right immediately from God, but by the gift and authority of the pope, now that the pope was ousted, they made no doubt (136) but that the divine right was in themselves. After this, the city of Geneva, and divers other places beyond sea, having revolted from the papacy, set up presbyteries for the government of their several churches. And divers English scholars, that went beyond sea during the persecution in the time of Queen Mary, were much taken with this government, and at their return in the time of Queen Elizabeth, and ever since, have endeavoured, to the great trouble of the Church and nation, to set up that government here, wherein they might domineer and applaud their own wit and learning. And these took upon them not only a Divine right, but also a Divine inspiration. And having been connived at, and countenanced sometimes in their frequent preaching, they introduced many strange and many pernicious doctrines, out-doing the Reformation (as they pretended) both of Luther and Calvin; receding from the former divinity or church philosophy (for religion is another thing), as much as Luther and Calvin had receded from the pope; and distracted their auditors into a great number of sects, as Brownists, Anabaptists, Independents, Fifth-monarchy-men, Quakers, and divers others, all commonly called by the name of fanatics: insomuch as there was no so dangerous an enemy to the Presbyterians, as this brood of their own hatching.

These were Cromwell's best cards, whereof he had a very great number in the army, and some in the House, whereof he himself was thought one ; though he were nothing certain, but, applying himself always to the faction that was strongest, was of a colour like it.

There were in the army a great number, if not the greatest part, that aimed only at rapine and sharing the lands and goods of their enemies ; and these also, upon the opinion they had of Cromwell's valour and conduct, thought they could not any way better arrive at their ends than by adhering to him. Lastly, in the Parliament itself, though not the major part, yet a considerable number were fanatics enough to put in doubts, and cause delay in the resolutions (137) of the House, and sometimes also by advantage of a thin House to carry a vote in favour of Cromwell, as they did upon the 26th of July. For whereas on the 4th of May precedent the Parliament had voted that the militia of London should be in the

hands of a committee of citizens, whereof the Lord Mayor for the time being should be one ; shortly after, the Independents, chancing to be the majority, made an ordinance, by which it was put into hands more favourable to the army.

The best cards the Parliament had, were the city of London and the person of the King. The General, Sir Thomas Fairfax, was right Presbyterian, but in the hands of the army, and the army in the hands of Cromwell ; but which party should prevail, depended on the playing of the game. Cromwell protested still obedience and fidelity to the Parliament ; but meaning nothing less, bethought him and resolved on a way to excuse himself of all that he should do to the contrary upon the army. Therefore he and his son-in-law, Commissary-General Ireton, as good at contriving as himself, and at speaking and writing better, contrive how to mutiny the army against the Parliament. To this end they spread a whisper through the army, that the Parliament, now they had the King, intended to disband them, to cheat them of their arrears, and to send them into Ireland to be destroyed by the Irish. The army being herewith enraged, were taught by Ireton to erect a council amongst themselves of two soldiers out of every troop and every company, to consult for the good of the army, and to assist at the council of war, and to advise for the peace and safety of the kingdom. These were called adjutators; so that whatsoever Cromwell would have to be done, he needed nothing to make them do it but secretly to put it into the head of these adjutators. The effect of the first consultation was to take the King from Holmeby and to bring him to the army.

The general hereupon, by letter to the Parliament, excuses himself and Cromwell, and the body of the army, (138) as ignorant of the fact; and that the King came away willingly with those soldiers that brought him: assuring them withal, that the whole army intended nothing but peace, nor opposed Presbytery, nor affected Independency, nor did hold any licentious freedom in religion.

B. It is strange that Sir Thomas Fairfax could be so abused by Cromwell as to believe this which he himself here writes.

A. I cannot believe that Cornet Joyce could go out of the army with 1,000 soldiers to fetch the King, and neither the general nor the lieutenant-general, nor the

body of the army take notice of it. And that the King went willingly, appears to be false by a message sent on purpose from his Majesty to the Parliament.

B. Here is perfidy upon perfidy : first, the perfidy of the Parliament against the King, and then the perfidy of the army against the Parliament.

A. This was the first trick Cromwell played, whereby he thought himself to have gotten so great an advantage that he said openly, “That he had the Parliament in his pocket,” as indeed he had, and the city too. For upon the news of it they were, both one and the other, in very great disorder, and the more, because there came with it a rumour that the army was marching up to London.

The King in the meantime, till his residence was settled at Hampton Court, was carried from place to place, not without some ostentation; but with much more liberty, and with more respect shewn him by far, than when he was in the hands of the Parliament’s commissioners; for his own chaplains were allowed him, and his children and some friends permitted to see him. Besides that, he was much complimented by Cromwell, who promised him, in a serious and seeming passionate manner, to restore him to his right against the Parliament.

B. How was he sure he could do that ?

A. He was not sure; but he was resolved to march up to the city and Parliament, to set up the King again (and (139) be the second man), unless in the attempt he found better hope, than yet he had, to make himself the first man by dispossessing the King.

B. What assistance against the Parliament and the city could Cromwell expect from the King ?

A. By declaring directly for him he might have had all the King's party, which were many more now since his misfortune than ever they were before. For in the Parliament itself, there were many that had discovered the hypocrisy and private aims of their fellows: many were converted to their duty by their own natural reason; and their compassion for the King's sufferings had begot generally an indignation against the Parliament: so that if they had been by the protection of the present army brought together and embodied, Cromwell might have done what he had pleased, in the first place for the King, and in the second for himself. But it seems he meant first to try what he could do without the King; and if that proved enough, to rid his hands of him.

B. What did the Parliament and city do to oppose the army ?

A. First, the Parliament sent to the general to redeliver the King to their commissioners. Instead of an answer to this, the army sent articles to the Parliament, and with them a charge against eleven of their members, all of them active Presbyterians: of which articles these are some : 1. That the House may be purged of those, who, by the self-denying ordinance, ought not to be there ; 2. That such as abused and endangered the kingdom, might be disabled to do the like hereafter ; 3. That a day might be appointed to determine this Parliament ; 4. That they would make an account to the kingdom of the vast sums of money they had received ; 5. That the eleven members might presently be suspended sitting in the House. These were the articles that put them to their trumps; and they answered none of them, but that of the suspension of the eleven members, which they said they could not do by law till the particulars of the charge (140) were produced: but this was soon answered with their own proceeding against the Archbishop of Canterbury and the Earl of Strafford.

The Parliament being thus somewhat awed, and the King made somewhat confident, he undertakes the city, requiring the Parliament to put the militia of London into other hands.

B. What other hands ? I do not well understand you.

A. I told you that the militia of London was, on the 4th of May, put into the hands of the lord-mayor and other citizens, and soon after put into the hands of other men more favourable to the army. And now I am to tell you, that on July the 26th, the violence of certain apprentices and disbanded soldiers forced the Parliament to re-settle it as it was, in the citizens ; and hereupon the two speakers and divers of the members ran away to the army, where they were invited and contented to sit and vote in the council of war in nature of a Parliament. And out of the citizens' hands they would have the militia taken away, and put again into those hands out of which it was taken the 26th of July.

B. What said the city to this ?

A. The Londoners manned their works, viz: the line of communication; raised an army of valiant men within the line; chose good officers, all being desirous to go out and fight whensoever the city should give them order ; and in that posture stood expecting the enemy.

The soldiers in the meantime enter into an engagement to live and die with Sir Thomas Fairfax, and the Parliament, and the army.

B. That is very fine. They imitate that which the Parliament did, when they first took up arms against the King, styling themselves the King and Parliament, maintaining that the King was always virtually in his Parliament : so the army now, making war against the Parliament, called themselves the Parliament and the army: but they might, with (141) more reason, say, that the Parliament, since it was in Cromwell's pocket, was virtually in the army.

A. Withal they send out a declaration of the grounds of their march towards London ; wherein they take upon them to be judges of the Parliament, and of who are fit to be trusted with the business of the kingdom, giving them the name, not of the Parliament, but of the gentlemen at Westminster. For since the violence

they were under July the 26th, the army denied them to be a lawful Parliament. At the same time they sent a letter to the mayor and aldermen of London, reproaching them with those late tumults ; telling them they were enemies to the peace, treacherous to the Parliament, unable to defend either the Parliament or themselves ; and demanded to have the city delivered into their hands, to which purpose, they said, they were now coming to them. The general also sent out his warrants to the counties adjacent, summoning their trained soldiers to join with them.

B. Were the trained soldiers part of the general's army ?

A. No, nor at all in pay, nor could be without an order of Parliament. But what might an army not do, after it had mastered all the laws of the land ? The army being come to Hounslow Heath, distant from London but ten miles, the Court of Aldermen was called to consider what to do. The captains and soldiers of the city were willing, and well provided, to go forth and give them battle. But a treacherous officer, that had charge of a work on Southwark side, had let in within the line a small party of the enemies, who marched as far as to the gate of London-bridge; and then the Court of Aldermen, their hearts failing them, submitted on these conditions : to relinquish their militia; to desert the eleven members; to deliver up the forts and line of communication, together with the Tower of London, and all magazines and arms therein, to the army ; to disband their forces and turn out all the reformadoes, *id est*, all Essex's old soldiers ; to draw off the guards from the Parliament. All which was done, and the army marched triumphantly through the principal streets of the city.

(142) B. It is strange that the mayor and aldermen, having such an army, should so quickly yield. Might they not have resisted the party of the enemy at the bridge, with a party of their own; and the rest of the enemies, with the rest of their own ?

A. I cannot judge of that: but to me it would have been strange if they had done otherwise. For I consider the most part of rich subjects, that have made

themselves so by craft and trade, as men that never look upon anything but their present profit ; and who, to every thing not lying in that way, are in a manner blind, being amazed at the very thought of plundering. If they had understood what virtue there is to preserve their wealth in obedience to their lawful sovereign, they would never have sided with the Parliament; and so we had had no need of arming. The mayor and aldermen therefore, being assured by this submission to save their goods, and not sure of the same by resisting, seem to me to have taken the wisest course. Nor was the Parliament less tame than the city. For presently, August the 6th, the general brought the fugitive speakers and members to the House with a strong guard of soldiers, and replaced the speakers in their chairs. And for this they gave the general thanks, not only there in the House, but appointed also a day for a holy thanksgiving; and not long after made him Generalissimo of all the forces of England and Constable of the Tower. But in effect all this was the advancement of Cromwell ; for he was the usufructuary, though the property were in Sir Thomas Fairfax. For the Independents immediately cast down the whole line of communication; divided the militia of London, Westminster and Southwark, which were before united ; displaced such governors of towns and forts as were not for their turn, though placed there by ordinance of Parliament; instead of whom, they put in men of their own party. They also made the Parliament to declare null all that had passed in the Houses from July the 26th to August the 6th, and clapped in prison some of the lords, and some of the most eminent citizens, whereof the lord mayor was one.

(143) B. Cromwell had power enough now to restore the King. Why did he not ?

A. His main end was to set himself in his place. The restoring of the King was but a reserve against the Parliament, which being in his pocket, he had no more need of the King, who was now an impediment to him. To keep him in the army was a trouble ; to let him fall into the hands of the Presbyterians had been a stop to his hopes ; to murder him privately (besides the horror of the act) now whilst he was no more than lieutenant-general, would have made him odious without furthering his design. There was nothing better for his purpose than to let him escape

from Hampton Court, where he was too near the Parliament, whither he pleased beyond the sea. For though Cromwell had a great party in the Parliament House whilst they saw not his ambition to be their master, yet they would have been his enemies as soon as that had appeared. To make the King attempt an escape, some of those that had him in custody, by Cromwell's direction told him that the adjutors meant to murder him; and withal caused a rumour of the same to be generally spread, to the end it might that way also come to the King's ear, as it did.

The King, therefore, in a dark and rainy night, his guards being retired, as it was thought, on purpose, left Hampton Court and went to the sea-side about Southampton, where a vessel had been bespoke to transport him but failed; so that the King was forced to trust himself with Colonel Hammond, then governor of the Isle of Wight; expecting perhaps some kindness from him, for Dr. Hammond's sake, brother to the colonel and his Majesty's much favoured chaplain. But it proved otherwise; for the colonel sent to his masters of the Parliament, to receive their orders concerning him. This going into the Isle of Wight was not likely to be any part of Cromwell's design, who neither knew whither nor which way he would go; nor had Hammond known any more than other men, if the ship had come to the appointed place in due time.

(144) B. If the King had escaped into France, might not the French have assisted him with forces to recover his kingdom, and so frustrated the designs both of Cromwell and all the King's other enemies ?

A. Yes, much; just as they assisted his son, our present most gracious Sovereign, who two years before fled thither out of Cornwall.

B. It is methinks no great polity in neighbouring princes to favour, so often as they do, one another's rebels, especially when they rebel against monarchy itself. They should rather, first, make a league against rebellion, and afterwards (if there be no remedy) fight one against another. Nor will that serve the turn amongst Christian sovereigns, till preaching be better looked to, whereby the interpretation of a verse in the Hebrew, Greek, or Latin Bible, is oftentimes the cause of civil

war and the deposing and assassinating of God's anointed. And yet, converse with those divinity-disputers as long as you will, you will hardly find one in a hundred discreet enough to be employed in any great affair either of war or peace. It is not the right of the sovereign, though granted to him by every man's express consent, that can enable him to do his office; it is the obedience of the subject, that must do that. For what good is it to promise allegiance, and then by and by to cry out, as some ministers did in the pulpit, *To your tents, O Israel !* ? Common people know nothing of right or wrong by their own meditation; they must therefore be taught the grounds of their duty, and the reasons why calamities ever follow disobedience to their lawful sovereigns. But to the contrary, our rebels were publicly taught rebellion in the pulpits; and that there was no sin, but the doing of what the preachers forbade, or the omission of what they advised. But now the King was the Parliament's prisoner, why did not the Presbyterians advance their own interest by restoring him ?

A. The Parliament, in which there were more Presbyterians yet than Independents, might have gotten what they would of the King during his life, if they had not by an (145) unconscionable and sottish ambition obstructed the way to their ends. They sent him four propositions, to be signed and passed by him as Acts of Parliament ; telling him, when these were granted, they would send commissioners to treat with him of any other articles.

The propositions were these: First, that the Parliament should have the *militia*, and the power of levying money to maintain it, for twenty years; and after that term, the exercise thereof to return to the King, in case the Parliament think the safety of the kingdom concerned in it.

B. The first article takes from the King the militia, and consequently the whole sovereignty for ever.

A. The second was, that the King should justify the proceedings of the Parliament against himself; and declare void all declarations made by him against the Parliament.

B. This was to make him guilty of the war, and of all the blood spilt therein.

A. The third was, to take away all titles of honour conferred by the King since the Great Seal was carried to him in May 1642.

The fourth was, that the Parliament should adjourn themselves, when, and to what place, and for what time they pleased.

These propositions the King refused to grant, as he had reason; but sent others of his own, not much less advantageous to the Parliament, and desired a personal treaty with the Parliament for the settling of the peace of the kingdom. But the Parliament denying them to be sufficient for that purpose, voted that there should be no more addresses made to him, nor messages received from him; but that they would settle the kingdom without him. And this they voted partly upon the speeches and menaces of the army-faction then present in the House of Commons, whereof one advised these three points : 1. To secure the King in some inland castle with guards ; 2. To draw up articles of impeachment against him ; 3. To lay him by, and settle the kingdom without him.

(146) Another said, that his denying of the four bills was the denying protection to his subjects ; and that therefore they might deny him subjection; and added, that till the Parliament forsook the army, the army would never forsake the Parliament. This was threatening.

Last of all, Cromwell himself told them, it was now expected that the Parliament should govern and defend the kingdom, and not any longer let the people expect their safety from a man whose heart God had hardened ; nor let those, that had so well defended the Parliament, be left hereafter to the rage of an irreconcilable enemy, lest they seek their safety some other way. This again was threatening; as also the laying his hand upon his sword when he spake it.

And hereupon the vote of non-addresses was made an ordinance; which the House would afterwards have recalled, but was forced by Cromwell to keep their word.

The Scotch were displeased with it; partly, because their brethren the Presbyterians had lost a great deal of their power in England ; and partly also, because they had sold the King into their hands.

The King now published a passionate complaint to his people of this hard dealing with him ; which made them pity him, but not yet rise in his behalf.

B. Was not this, think you, the true time for Cromwell to take possession ?

A. By no means. There were yet many obstacles to be removed. He was not general of the army. The army was still for a Parliament. The city of London discontented about their militia. The Scots expected with an army to rescue the King. His adjutators were levellers, and against monarchy, who though they had helped him to bring under the Parliament, yet, like dogs that are easily taught to fetch, and not easily taught to render, would not make him king. So that Cromwell had these businesses following to overcome, before he could formally make himself a sovereign prince : 1. To be Generalissimo: 2. To remove (147) the King : 3. To suppress all insurrections here: 4. To oppose the Scots: and lastly, to dissolve the present Parliament. Mighty businesses, which he could never promise himself to overcome. Therefore I cannot believe he then thought to be King ; but only by well serving the strongest party, which was always his main polity, to proceed as far as that and fortune would carry him.

B. The Parliament were certainly no less foolish than wicked, in deserting thus the King, before they had the army at a better command than they had.

A. In the beginning of 1648 the Parliament gave commission to Philip Earl of Pembroke, then made Chancellor of Oxford, together with some of the doctors there as good divines as he, to purge the University. By virtue whereof they turned out all such as were not of their faction, and all such as had approved the use of the Common-prayer-book; as also divers scandalous ministers and scholars (that is, such as customarily and without need took the name of God into their

mouths, or used to speak wantonly, or use the company of lewd women). and for this last I cannot but commend them.

B. So shall not I; for it is just such another piece of piety, as to turn men out of an hospital because they are lame. Where can a man probably learn godliness, and how to correct his vices, better than in the universities erected for that purpose ?

A. It may be, the Parliament thought otherwise. For I have often heard the complaints of parents, that their children were debauched there to drunkenness, wantonness, gaming, and other vices consequent to these. Nor is it a wonder amongst so many youths, if they did corrupt one another in despite of their tutors, who oftentimes were little elder than themselves. And therefore I think the Parliament did not much reverence that institution of universities, as to the bringing up of young men to virtue; though many of them learned there to preach, and became thereby capable of preferment and maintenance; and some others (148) were sent thither by their parents, to save themselves the trouble of governing them at home, during that time wherein children are least governable. Nor do I think the Parliament cared more for the clergy than other men did. But certainly an university is an excellent servant to the clergy; and the clergy, if it be not carefully looked to (by their dissensions in doctrines and by the advantage to publish their dissensions) is an excellent means to divide a kingdom into factions.

B. But seeing there is no place in this part of the world, where philosophy and other human sciences are not highly valued; where can they be learned better than in the Universities ?

A. What other sciences ? Do not divines comprehend all civil and moral philosophy within their divinity ? And as for natural philosophy, is it not removed from Oxford and Cambridge to Gresham College in London, and to be learned out of their gazettes ? But we are gone from our subject.

B. No; we are indeed gone from the greater businesses of the kingdom ; to which, if you please, let us return.

A. The first insurrection, or rather tumult, was that of the apprentices, on the 9th of April. But this was not upon the King's account, but arose from a customary assembly of them for recreation in Moorfields, whence some zealous officers of the trained soldiers would needs drive them away by force ; but were themselves routed with stones; and had their ensign taken away by the apprentices, which they carried about in the streets, and frightened the lord mayor into his house ; where they took a gun called a drake; and then they set guards at some of the gates, and all the rest of the day childishly swaggered up and down : but the next day the general himself marching into the city, quickly dispersed them. This was but a small business, but enough to let them see that the Parliament was ill-beloved of the people.

Next, the Welch took arms against them. There were (149) three colonels in Wales, Langhorne, Poyer, and Powel, who had formerly done the Parliament good service, but now were commanded to disband; which they refused to do; and the better to strengthen themselves, declared for the King; and were about 8,000.

About the same time, in Wales also, was another insurrection, headed by Sir Nicholas Keymish, and another under Sir John Owen; so that now all Wales was in rebellion against the Parliament: and yet all these were overcome in a month's time by Cromwell and his officers ; but not without store of bloodshed on both sides.

B. I do not much pity the loss of those men, that impute to the King that which they do upon their own quarrel.

A. Presently after this, some of the people of Surrey sent a petition to the Parliament for a personal treaty between the King and Parliament; but their messengers were beaten home again by the soldiers that were quartered about Westminster and the mews. And then the Kentish men having a like petition to deliver, and seeing how ill it was like to be received, threw it away and took up arms. They

had many gallant officers, and for general the Earl of Norwich ; and increased daily by apprentices and old disbanded soldiers. Insomuch as the Parliament was glad to restore to the city their militia, and to keep guards on the Thames side : and then Fairfax marched towards the enemy.

B. And then the Londoners, I think, might easily and suddenly have mastered, first the Parliament, and next Fairfax his 8,000, and lastly Cromwell's army ; or at least have given the Scotch army opportunity to march unfoughten to London.

A. It is true : but the city was never good at venturing; nor were they or the Scots principled to have a King over them, but under them. Fairfax marching with his 8,000 against the royalists, routed a part of them at Maidstone; another part were taking in other places in Kent further off; and the Earl of Norwich with the rest came to Blackheath, and thence sent to the city to get passage through it, to join (150) with those which were risen in Essex under Sir Charles Lucas and Sir George Lisle ; which being denied, the greatest part of his Kentish men deserted him. With the rest, not above 500, he crossed the Thames into the Isle of Dogs, and so to Bow, and thence to Colchester. Fairfax having notice of this, crossed the Thames at Gravesend ; and overtaking them, besieged them in Colchester. The town had no defence but a breastwork, and yet held out, upon hope of the Scotch army to relieve them, the space of two months. Upon the news of the defeat of the Scots they were forced to yield. The Earl of Norwich was sent prisoner to London. Sir Charles Lucas and Sir George Lisle, two loyal and gallant persons, were shot to death. There was also another little insurrection, headed by the Earl of Holland, about Kingston ; but quickly suppressed, and he himself taken prisoner.

B. How came the Scots to be so soon dispatched ?

A. Merely, as it is said, for want of conduct. Their army was led by Duke Hamilton, who was then set at liberty, when Pendennis Castle, where he was prisoner, was taken by the Parliamentarians. He entered England with horse and foot 15,000, to which came above 3,000 English royalists. Against these Cromwell

marched out of Wales with horse and foot 11,000, and near to Preston in Lancashire, in less than two hours, defeated them. And the cause of it is said to be, that the Scotch army was so ordered as they could not all come to the fight, nor relieve their fellows. After the defeat, they had no way to fly but further into England ; so that in the pursuit they were almost all taken, and lost all that an army can lose ; for the few that got home, did not all bring home their swords. Duke Hamilton was taken, and not long after sent to London. But Cromwell marched on to Edinburgh, and there, by the help of the faction which was contrary to Hamilton's, he made sure not to be hindered in his designs; the first whereof was to take away the King's life by the hand of the Parliament.

(151) Whilst these things passed in the north, the Parliament, Cromwell being away, came to itself, and recalling their vote of non-addresses, sent to the King new propositions, somewhat (but not much) easier than formerly. And upon the King's answer to them, they sent commissioners to treat with him at Newport in the Isle of Wight ; where they so long dodged with him about trifles, that Cromwell was come to London before they had done, to the King's destruction. For the army was now wholly at the devotion of Cromwell, who set the adjutators on work again to make a remonstrance to the House of Commons, wherein they require : 1. That the King be brought to justice : 2. That the Prince and the Duke of York be summoned to appear at a day appointed, and proceeded with, according as they should give satisfaction : 3. That the Parliament settle the peace and future government, and set a reasonable period to their own sitting, and make certain future Parliaments annual or biennial : 4. That a competent number of the King's chief instruments be executed. And this to be done both by the House of Commons and by a general agreement of the people testified by their subscriptions. Nor did they stay for an answer, but presently set a guard of soldiers at the Parliament-house door, and other soldiers in Westminster Hall, suffering none to go into the House but such as would serve their turns. All others were frightened away, or made prisoners, and some upon divers quarrels suspended ; above ninety of them, because they had refused to vote against the Scots; and others, because they had voted against the vote of non-addresses : and the rest were a House for Cromwell. The fanatics also in the city being countenanced by the army, pack a new common-council, whereof any forty was to be above the mayor ; and their first

work was to frame a petition for justice against the King, which Tichborne, the mayor (involving the city in the regicide) delivered to the Parliament.

At the same time, with the like violence, they took the King from Newport in the Isle of Wight, to Hurst Castle, (152) till things were ready for his trial. The Parliament in the meantime (to avoid perjury) by an ordinance declared void the oaths of supremacy and allegiance, and presently after made another to bring the King to his trial.

B. This is a piece of law that I understood not before, that when many swear singly, they may, when they are assembled, if they please, absolve themselves.

A. The ordinance being drawn up was brought into the House, where after three several readings it was voted, “that the Lords and Commons of England, assembled in Parliament, do declare, that by the fundamental laws of the realm, it is treason in the King of England to levy war against the Parliament.” And this vote was sent up to the Lords; and they denying their consent, the Commons in anger made another vote; “That all members of committees should proceed and act in any ordinance, whether the Lords concurred or no ; and that the people, under God, are the original of all just power; and that the House of Commons have the supreme power of the nation; and that whatsoever the House of Commons enacteth, is law.” All this passed *nemine contradicente*.

B. These propositions fight not only against the King of England, but against all the kings of the world. It were good they thought on it. But yet, I believe, under God the original of all laws was in the people.

A. But the people, for them and their heirs, by consent and oaths, have long ago put the supreme power of the nation into the hands of their kings, for them and their heirs ; and consequently into the hands of this King, their known and lawful sovereign.

B. But does not the Parliament represent the people ?

A. Yes, to some purposes; as to put up petitions to the King, when they have leave, and are grieved; but not to make a grievance of the King's power. Besides, the Parliament never represents the people but when the King calls them; nor is it to be imagined that he calls a Parliament (153) to depose himself. Put the case, every county and borough should have given this Parliament for a benevolence a sum of money ; and that every county, meeting in their county-court or elsewhere, and every borough in their town-hall, should have chosen men to carry their several sums respectively to the Parliament. Had not these men represented the whole nation ?

B. Yes, no doubt.

A. Do you think the Parliament would have thought it reasonable to be called to account by this representative ?

B. No, sure ; and yet I must confess the case is the same.

A. This ordinance contained, first, a summary of the charge against the King, in substance this; that not content with the encroachments of his predecessors upon the freedom of the people, he had designed to set up a tyrannical government; and to that end, had raised and maintained in the land a civil war against the Parliament, whereby the country hath been miserably wasted, the public treasure exhausted, thousands of people murdered, and infinite other mischiefs committed. Secondly, a constitution passed of a high court of justice, that is, of a certain number of commissioners, of whom any twenty had power to try the King, and to proceed to sentence according to the merit of the cause, and see it speedily executed.

The commissioners met on Saturday, January 20th, in Westminster Hall, and the King was brought before them; where, sitting in a chair, he heard the charge

read, but denied to plead to it either guilty or not guilty, till he should know by what lawful authority he was brought thither. The president told him that the Parliament affirmed their own authority; and the King still persevered in his refusal to plead. Though many words passed between him and the president, yet this was the substance of it all.

On Monday January 22nd the court met again, and the solicitor moved that if the King persisted in denying the authority of the court, the charge might be taken *pro confesso*: but the King still denied their authority.

(154) They met again January the 23rd, and then the solicitor moved the court for judgment ; whereupon the King was required to give his final answer; which was again a denial of their authority.

Lastly, they met again January the 27th, where the King desired to be heard before the Lords and Commons in the Painted Chamber, and promising after that to abide the judgment of the court. The commissioners retired for half an hour to consider of it, and then returning caused the King to be brought again to the bar, and told him that what he proposed was but another denial of the court's jurisdiction ; and that if he had no more to say, they would proceed. Then the King answering that he had no more to say, the president began a long speech in justification of the Parliament's proceedings, producing the examples of many kings killed or deposed by wicked Parliaments, ancient and modern, in England, Scotland, and other parts of the world. All which he endeavoured to justify from this only principle ; that the people have the supreme power, and the Parliament is the people. This speech ended, the sentence of death was read ; and the same upon Tuesday after, January 30th, executed at the gate of his own palace of Whitehall. He that can delight in reading how villainously he was used by the soldiers between the sentence and execution, may go to the chronicle itself ; in which he shall see what courage, patience, wisdom, and goodness was in this prince, whom in their charge the members of that wicked Parliament styled tyrant, traitor, and murderer.

The King being dead, the same day they made an act of Parliament, that whereas several pretences might be made to the crown, &c. it is enacted by this present Parliament and by authority of the same, that no person presume to declare, proclaim, or publish, or any way promote Charles Stuart, son of Charles late

King of England, commonly called Prince of Wales, or any other person, to be King of England or Ireland, &c.

B. Seeing the King was dead, and his successor barred ; by what declared authority was the peace maintained ?

(155) A. They had, in their anger against the Lords, formerly declared the supreme power of the nation to be in the House of Commons ; and now, on February the 5th, they vote the House of Lords to be useless and dangerous. And thus the kingdom is turned into a democracy, or rather an oligarchy: for presently they made an act, that none of those members, who were secluded for opposing the vote of non-addresses, should ever be re-admitted. And these were commonly called *the secluded members* ; and the rest were by some styled a Parliament, and by others *the Rump*.

I think you need not now have a catalogue, either of the vices, or of the crimes, or of the follies of the greatest part of them that composed the Long Parliament; than which greater cannot be in the world. What greater vices than irreligion, hypocrisy, avarice and cruelty ; which have appeared so eminently in the actions of Presbyterian members, and Presbyterian ministers ? What greater crimes than blaspheming and killing God's anointed ; which was done by the hands of the Independents; but by the folly and first treason of the Presbyterians who betrayed and sold him to his murderers ? Nor was it a little folly in the Lords, not to see that by the taking away of the King's power they lost withal their own privileges ; or to think themselves, either for number or judgment, any way a considerable assistance to the House of Commons. And for those men who had skill in the laws, it was no great sign of understanding not to perceive that the laws of the land were made by the King, to oblige his subjects to peace and justice, and not to oblige himself that made them. And lastly and generally, all men are fools which pull down anything which does them good, before they have set up something better in its place. He that would set up democracy with an army, should have an army to maintain it ; but these men did it, when those men had the army that were resolved to pull it down. To these follies I might add the folly of those fine men, which out of their reading of Tully, Seneca, or other anti-monarchics,

think themselves sufficient politicians, and show their discontents when (156) they are not called to the management of the state, and turn from one side to another upon every neglect they fancy from the King or his enemies.

DIALOGUE IV.

[Retour à la table des matières](#)

(156) A. You have seen the Rump in possession (as they believed) of the supreme power over the two nations of England and Ireland, and the army their servant; though Cromwell thought otherwise, serving them diligently for the advancement of his own purposes. I am now therefore to show you their proceedings.

B. Tell me first, how this kind of government under the Rump or relic of a House of Commons is to be called ?

A. It is doubtless an oligarchy. For the supreme authority must needs be in one man or in more. If in one, it is monarchy ; the Rump therefore was no monarchy. If the authority were in more than one, it was in all, or in fewer than all. When in all, it is democracy ; for every man may enter into the assembly which makes the Sovereign Court ; which they could not do here. It is therefore manifest, that the authority was in a few, and consequently the state was an oligarchy.

B. Is it not impossible for a people to be well governed, that are to obey more masters than one ?

A. Both the Rump and all other sovereign assemblies, if they have but one voice, though they be many men, yet are they but one person. For contrary commands cannot consist in one and the same voice, which is the voice of the greatest

part; and therefore they might govern well enough, if they had honesty and wit enough.

The first act of the Rump was the exclusion of those members of the House of Commons, which had been formerly kept out by violence for the procuring of an (157) ordinance for the King's trial ; for these men had appeared against the ordinance of non-addresses, and therefore were excluded, because they might else be an impediment to their future designs.

B. Was it not rather, because in the authority of few they thought the fewer the better, both in respect of their shares and also of a nearer approach in every one of them to the dignity of king ?

A. Yes certainly, that was their principal end.

B. When these were put out, why did not the counties and boroughs choose others in their places ?

A. They could not do that without order from the House. After this they constituted a council of forty persons, which they termed a Council of State, whose office was to execute what the Rump should command.

B. When there was neither King nor House of Lords, they could not call themselves a Parliament; for a Parliament is a meeting of the King, Lords, and Commons, to confer together about the businesses of the commonwealth. With whom did the Rump confer ?

A. Men may give to their assembly what name they please, what signification soever such name might formerly have had; and the Rump took the name of Parliament, as most suitable to their purpose, and such a name, as being venerable amongst the people for many hundred years, had countenanced and sweetened

subsidies and other levies of money, otherwise very unpleasant to the subject. They took also afterwards another name, which was *Custodes Libertatis Angliæ*, which title they used only in their writs issuing out of the courts of justice.

B. I do not see how a subject that is tied to the laws, can have more liberty in one form of government than another.

A. Howsoever to the people, that understand by liberty nothing but leave to do what they list, it was a title not ingrateful.

Their next work was to set forth a public declaration, (158)they were fully resolved to maintain the fundamental laws of the nation, as to the preservation of the lives, liberties, and proprieties of the people.

B. What did they mean by the fundamental laws of the nation ?

A. Nothing but to abuse the people. For the only fundamental law in every commonwealth, is to obey the laws from time to time, which he shall make to whom the people have given the supreme power. How likely then are they to uphold the fundamental laws, that had murdered him who was by themselves so often acknowledged for their lawful sovereign ? Besides, at the same time that this declaration came forth, they were erecting that High Court of Justice which took away the lives of Duke Hamilton, the Earl of Holland, and the Lord Capel. Whatsoever they meant by a fundamental law, the erecting of this court was a breach of it, as being warranted by no former law or example in England.

At the same time also they levied taxes by soldiers, and to soldiers permitted free quarter, and did many other actions, which if the King had done, they would have said had been done against the liberty and propriety of the subject.

B. What silly things are the common sort of people, to be cozened as they were so grossly !

A. What sort of people, as to this matter, are not of the common sort ? The craftiest knaves of all the Rump were no wiser than the rest whom they cozened. For the most of them did believe that the same things which they imposed upon the generality, were just and reasonable ; and especially the great haranguers, and such as pretended to learning. For who can be a good subject in a monarchy, whose principles are taken from the enemies of monarchy, such as were Cicero, Seneca, Cato, and other politicians of Rome, and Aristotle of Athens, who seldom spake of kings but as of wolves and other ravenous beasts ? You may perhaps think a man has need of nothing else to know the (159) duty he owes to his governor, and what right he has to order him, but a good natural wit; but it is otherwise. For it is a science, and built upon sure and clear principles, and to be learned by deep and careful study, or from masters that have deeply studied it. And who was there in the Parliament or in the nation, that could find out those evident principles, and derive from them the necessary rules of justice, and the necessary connexion of justice and peace ? The people have one day in seven the leisure to hear instruction, and there are ministers appointed to teach them their duty. But how have those ministers performed their office ? A great part of them, namely, the Presbyterian ministers, throughout the whole war, instigated the people against the King; so did also Independents and other fanatic ministers. The rest, contented with their livings, preached in their parishes points of controversy, to religion impertinent, but to the breach of charity among themselves very effectual ; or else eloquent things, which the people either understood not, or thought themselves not concerned in. But this sort of preachers, as they did little good, so they did little hurt. The mischief proceeded wholly from the Presbyterian preachers, who, by a long practised histrionic faculty, preached up the rebellion powerfully.

B. To what end ?

A. To the end that the State becoming popular, the Church might be so too, and governed by an Assembly ; and by consequence (as they thought) seeing politics are subservient to religion, they might govern, and thereby satisfy not only their covetous humour with riches, but also their malice with power to undo all

men that admired not their wisdom. Your calling the people silly things, obliged me by this digression to show you, that it is not want of wit, but want of the science of justice, that brought them into these troubles. Persuade, if you can, that man that has made his fortune, or made it greater, or an eloquent (160) orator, or a ravishing poet, or a subtle lawyer, or but a good hunter or a cunning gamester, that he has not a good wit ; and yet there were of all these a great many so silly, as to be deceived by the Rump and members of the same Rump. They wanted not wit, but the knowledge of the causes and grounds upon which one person has a right to govern, and the rest an obligation to obey; which grounds are necessary to be taught the people, who without them cannot live long in peace amongst themselves.

B. Let us return, if you please, to the proceedings of the Rump.

A. In the rest of this year they voted a new stamp for the coin of this nation. They considered also of agents to be sent to foreign states; and having lately received applause from the army for their work done by the High Court of Justice, and encouragement to extend the same further, they created the said High Court of Justice, in which were tried Duke Hamilton, the Earl of Holland, Lord Capel, the Earl of Norwich, and Sir John Owen; whereof, as I mentioned before, the three first were beheaded. This affrighted divers of the King's party out of the land; for not only they, but all that had borne arms for the King, were at that time in very great danger of their lives. For it was put to the question by the army at a council of war, whether they should be all massacred or no ; where the noes carried it but by two voices. Lastly, March the 24th, they put the Mayor of London out of his office, fined him 2,000*l.*, disfranchised him, and condemned him to two months imprisonment in the Tower, for refusing to proclaim the act for abolishing the kingly power. And thus ended the year 1648 and the monthly fast; God having granted that which they fasted for, the death of the King and the possession of his inheritance. By these their proceedings they had already lost the hearts of the generality of the people, and had nothing to trust to but the army; which was not in their power, but in Cromwell's ; who never (161) failed, when there was occasion,

to put them upon all exploits that might make them odious to the people, in order to his future dissolving them whensoever it should conduce to his ends.

In the beginning of 1649 the Scots, discontented with the proceedings of the Rump against the late King, began to levy soldiers in order to a new invasion of England. The Irish rebels, for want of timely resistance from England, were grown terrible; and the English army at home, infected by the adjutators, were casting how to share the land amongst the godly, meaning themselves and such others as they pleased, who were therefore called Levellers. Also the Rump for the present were not very well provided of money, and, therefore, the first thing they did, was the laying of a tax upon the people of 90,000*l.* a month for the maintenance of the army.

B. Was it not one of their quarrels with the King, that he had levied money without the consent of the people in Parliament ?

A. You may see by this, what reason the Rump had to call itself a Parliament. For the taxes imposed by Parliament were always understood to be by the people's consent, and consequently legal. To appease the Scots, they sent messengers with flattering letters to keep them from engaging for the present King : but in vain : for they would hear nothing from a *House of Commons* (as they called it) *at Westminster*, without a King and Lords. But they sent commissioners to the King, to let him know what they were doing for him: for they were resolved to raise an army of 17,000 foot and 6,000 horse for themselves.

To relieve Ireland, the Rump had resolved to send eleven regiments thither out of the army in England. This happened well for Cromwell. For the levelling soldiers, which were in every regiment many, and in some the major part, finding that instead of dividing the land at home they were to venture their lives in Ireland, flatly denied to go ; and one regiment, having cashiered their colonel about Salisbury, (162) was marching to join with three regiments more of the same resolution; but both the general and Cromwell falling upon them at Burford, utterly defeated them, and soon after reduced the whole army to their obedience. And thus another of the impediments to Cromwell's advancement was soon removed. This done, they came to Oxford, and thence to London: and at Oxford, both the

general and Cromwell were made doctors of the civil law ; and at London, feasted and presented by the city.

B. Were they not first made masters, and then doctors?

A. They had made themselves already masters, both of the laws and Parliament. The army being now obedient, the Rump sent over those eleven regiments into Ireland, under the command of Dr. Cromwell, intituled *governor* of that kingdom, the Lord Fairfax being still general of all the forces, both here and there.

The Marquis (now Duke) of Ormond was the King's lieutenant of Ireland; and the rebels had made a confederacy amongst themselves; and these confederates had made a kind of league with the lieutenant, wherein they agreed, upon liberty given them in the exercise of their religion, to be faithful to and assist the King. To these also were joined some forces raised by the Earls of Castlehaven and Clanricarde and my Lord Inchiquin ; so that they were the greatest united strength in the island. But there were amongst them a great many other Papists, that would by no means subject themselves to Protestants; and these were called the Nuntio's party, as the others were called the confederate party. These parties not agreeing, and the confederate party having broken their articles, the lord-lieutenant seeing them ready to besiege him in Dublin, and not able to defend it, did, to preserve the place for the Protestants, surrender it to the Parliament of England ; and came over to the King at that time when he was carried from place to place by the army. From England he went over to the Prince (now King) residing then at Paris.

But the confederates, affrighted with the news that the (163) Rump was sending over an army thither, desired the Prince by letters, to send back my Lord of Ormond, engaging themselves to submit absolutely to the King's authority, and to obey my Lord of Ormond as his lieutenant. And hereupon he was sent back. This was about a year before the going over of Cromwell.

In which time, by the dissensions in Ireland between the confederate party and the Nuntio's party, and discontents about command, this otherwise sufficient power effected nothing; and was at last defeated, August the 2nd, by a sally out of Dublin, which they were besieging. Within a few days after arrived Cromwell,

who with extraordinary diligence and horrid executions, in less than a twelve-month that he stayed there, subdued in a manner the whole nation ; having killed or exterminated a great part of them, and leaving his son-in-law Ireton to subdue the rest. But Ireton died there (before the business was quite done) of the plague. This was one step more towards Cromwell's exaltation to the throne.

B. What a miserable condition was Ireland reduced to by the learning of the Roman, as well as England was by the learning of the Presbyterian clergy.

A. In the latter end of the preceding year the King was come from Paris to the Hague; and shortly after came thither from the Rump their agent Dorislaus, doctor of civil law, who had been employed in the drawing up of the charge against the late King. But the first night he came, as he was at supper, a company of cavaliers, near a dozen, entered his chamber, killed him, and got away. Not long after also their agent at Madrid, one Ascham, one that had written in defence of his masters, was killed in the same manner. About this time came out two books, one written by Salmasius, a Presbyterian, against the murder of the King ; another written by Milton, an English Independent, in answer to it.

B. I have seen them both. They are very good Latin both, and hardly to be judged which is better ; and both very ill reasoning, hardly to be judged which is worse; like (164) two declamations, *pro* and *con*, made for exercise only in a rhetoric school by one and the same man. So like is a Presbyterian to an Independent.

A. In this year the Rump did not much at home; save that in the beginning they made England a free state by an act which runs thus : "*Be it enacted and declared by this present Parliament, and by the authority thereof, that the people of England, and all the dominions and territories thereunto belonging, are, and shall be, and are hereby constituted, made, and declared a commonwealth and free state, &c.*"

B. What did they mean by a free state and commonwealth ? Were the people no longer to be subject to laws ? They could not mean that : for the Parliament meant to govern them by their own laws, and punish such as broke them. Did they mean that England should not be subject to any foreign kingdom or commonwealth ? That needed not be enacted, seeing there was no king nor people pretended to be their masters. What did they mean then ?

A. They meant that neither this king, nor any king, nor any single person, but only that they themselves would be the people's masters, and would have set it down in those plain words, if the people could have been cozened with words intelligible, as easily as with words not intelligible.

After this they gave one another money and estates out of the lands and goods of the loyal party. They enacted also an engagement to be taken by every man, in these words : *You shall promise to be true and faithful to the commonwealth of England, as it is now established, without King or House of Lords.*

They banished also from within twenty miles of London all the royal party, forbidding also every one of them to depart more than five miles from his dwelling-house.

B. They meant perhaps to have them ready, if need were, for a massacre. But what did the Scots in this time ?

A. They were considering of the officers of the army which they were levying for the King, how they might exclude from (165) command all such as had loyally served his father, and all Independents, and all such as commanded in Duke Hamilton's army ; and these were the main things that passed this year.

The Marquis of Montrose, that in the year 1645 had with a few men and in little time done things almost incredible against the late King's enemies in Scotland, landed now again, in the beginning of the year 1650, in the north of Scotland, with commission from the present King, hoping to do him as good service as he had formerly done his father. But the case was altered; for the Scotch forces were then in England in the service of the Parliament; whereas now they were in Scot-

land, and many more for their intended invasion newly raised. Besides, the soldiers which the Marquis brought over were few, and foreigners ; nor did the Highlanders come in to him, as he expected ; insomuch as he was soon defeated, and shortly after taken, and (with more spiteful usage than revenge required) executed by the Covenanters of Edinburgh, May the 2nd.

B. What good could the King expect from joining with these men, who during the treaty discovered so much malice to him in one of his best servants ?

A. No doubt (their churchmen being then prevalent) they would have done as much to this King as the English Parliament had done to his father, if they could have gotten by it that which they foolishly aspired to, the government of the nation. I do not believe that the Independents were worse than the Presbyterians: both the one and the other were resolved to destroy whatsoever should stand in the way to their ambition. But necessity made the King pass over both this and many other indignities from them, rather than suffer the pursuit of his right in England to cool, and be little better than extinguished.

B. Indeed I believe a kingdom, if suffered to become an old debt, will hardly ever be recovered. Besides, the King was sure, wheresoever the victory lighted, he could lose nothing in the war but enemies.

(166) A. About the time of Montrose's death, which was in May, Cromwell was yet in Ireland, and his work unfinished. But finding, or by his friends advertised, that his presence in the expedition now preparing against the Scots would be necessary to his design, he sent to the Rump to know their pleasure concerning his return. But for all that, he knew, or thought it was not necessary to stay for their answer, but came away, and arrived at London the 6th of June following, and was welcomed by the Rump. Now General Fairfax, who was truly what he pretended to be, a Presbyterian, had been so catechised by the Presbyterian ministers here, that he refused to fight against the brethren in Scotland; nor did the Rump nor Cromwell go about to rectify his conscience in that point. And thus Fairfax laying

down his commission, Cromwell was now made general of all the forces in England and Ireland ; which was another step to the sovereign power. And there appeared but one more, which was the mastering of Scotland. Towards which he began to march June the 12th, and came to Barwick July the 21st, his army being, horse and foot, 16,000.

B. Where was the King ?

A. In Scotland, newly come over. He landed in the north, and was honourably conducted to Edinburgh, though all things were not yet well agreed on between the Scots and him. For though he had yielded to as hard conditions as the late King had yielded to in the Isle of Wight, yet they had still somewhat to add, till the King, enduring no more, departed from them towards the north again. But they sent messengers after him to pray him to return, but they furnished these messengers with strength enough to bring him back, if he should have refused. In fine they agreed; but would not suffer either the King, or any royalist, to have command in the army.

B. The sum of all is, the King was there a prisoner.

A. Cromwell from Berwick sends a declaration to the Scots, telling them he had no quarrel against the people of Scotland, but against the malignant party that had (167) brought in the King, to the disturbance of the peace between the two nations ; and that he was willing, either by conference to give and receive satisfaction, or to decide the justice of the cause by battle. To which the Scots answering, declare, that they will not prosecute the King's interest before and without his acknowledgment of the sins of his house and his former ways, and satisfaction given to God's people in both kingdoms. Judge by this whether the present King were not in as bad a condition here, as his father was in the hands of the Presbyterians of England.

B. Presbyterians are everywhere the same : they would fain be absolute governors of all they converse with; and have nothing to plead for it, but that where they reign, it is God that reigns, and nowhere else. But I observe one strange demand, that the King should acknowledge the sins of his house ; for I thought it had been certainly held by all divines, that no man was bound to acknowledge any man's sins but his own.

A. The King having yielded to all that the Church required, the Scots proceeded in their intended war. Cromwell marched on to Edinburgh, provoking them all he could to battle ; which they declining, and provisions growing scarce in the English army, Cromwell retired to Dunbar, despairing of success ; and intending by sea or land to get back into England. And such was the condition which this general Cromwell, so much magnified for conduct, had brought his army to, that all his glories had ended in shame and punishment, if fortune and the faults of his enemies had not relieved him. For as he retired, the Scots followed him close all the way till within a mile of Dunbar. There is a ridge of hills, that from beyond Edinburgh goes winding to the sea, and crosses the highway between Dunbar and Berwick, at a village called Copperspeith, where the passage is so difficult, that had the Scots sent timely thither a very few men to guard it, the English could never have gotten home. For the Scots kept the hills, and needed not have fought but upon great advantage, and were almost two to one. (168) Cromwell's army was at the foot of those hills, on the north side; and there was a great ditch or channel of a torrent between the hills and it ; so that he could never have got home by land, nor without utter ruin of the army attempted to ship it; nor have stayed where he was, for want of provisions. Now Cromwell knowing the pass was free, and commanding a good party of horse and foot to possess it, it was necessary for the Scots to let them go, whom they bragged they had impounded, or else to fight ; and therefore with the best of their horse they charged the English, and made them at first shrink a little. But the English foot coming on, the Scots were put to flight; and the flight of the horse hindered the foot from engaging; who therefore fled, as did also the rest of their horse. Thus the folly of the Scottish commanders brought all their odds to an even lay between two small and equal parties ; wherein fortune gave the victory to the English, who were not many more in number than those that were killed and taken prisoners of the Scots;

and the Church lost their cannon, bag and baggage, with 10,000 arms, and almost their whole army. The rest were got together by Lesley to Stirling.

B. This victory happened well for the King. For had the Scots been victors, the Presbyterians, both here and there, would have domineered again, and the King been in the same condition his father was in at Newcastle, in the hands of the Scottish army. For in pursuit of this victory, the English at last brought the Scots to a pretty good habit of obedience for the King, whensoever he should recover his right.

A. In pursuit of this victory the English marched to Edinburgh (quitted by the Scots), fortified Leith, and took in all the strength and castles they thought fit on this side the Frith, which now was become the bound betwixt the two nations. And the Scotch ecclesiastics began to know themselves better; and resolved in their new army, which they meant to raise, to admit some of the royalists into command. Cromwell from Edinburgh marched towards Stirling, (169) to provoke the enemy to fight, but finding danger in it returned to Edinburgh and besieged the castle. In the meantime he sent a party into the west of Scotland to suppress Strachan and Kerr, two great Presbyterians that were there levying forces for their new army. And in the same time the Scots crowned the King at Scone.

The rest of this year was spent in Scotland, on Cromwell's part, in taking of Edinburgh Castle and in attempts to pass the Frith, or any other ways to get over to the Scottish forces; and on the Scots' part, in hastening their levies for the north.

B. What did the Rump at home during this time ?

A. They voted liberty of conscience to the sectaries ; that is, they plucked out the sting of Presbytery, which consisted in a severe imposing of odd opinions upon the people, impertinent to religion, but conducing to the advancement of the power of the Presbyterian ministers. Also they levied more soldiers, and gave the command of them to Harrison, now made major-general, a Fifth-monarchy-man;

and of these soldiers two regiments of horse and one of foot were raised by the Fifth-monarchy-men and other sectaries, in thankfulness for this their liberty from the Presbyterian tyranny. Also they pulled down the late King's statue in the Exchange, and in the niche where it stood, caused to be written these words: *Exit tyrannus, Regum ultimus, etc.*

B. What good did that do them, and why did they not pull down the statues of all the rest of the Kings ?

A. What account can be given of actions that proceed not from reason, but spite and such-like passions ? Besides this, they received ambassadors from Portugal and from Spain, acknowledging their power. And in the very end of the year they prepared ambassadors to the Netherlands to offer them friendship. All they did besides, was persecuting and executing of royalists.

In the beginning of the year 1651 General Dean arrived in Scotland ; and on the 11th of April the Scottish Parliament assembled, and made certain acts in order to a better uniting (170) of themselves, and better obedience to the King, who was now at Stirling with the Scottish forces he had, expecting more now in levying. Cromwell from Edinburgh went divers times towards Stirling to provoke the Scots to fight. There was no ford there to pass over his men; at last boats being come from London and Newcastle, Colonel Overton (though it was long first, for it was now July) transported 1,400 foot of his own, besides another regiment of foot and four troops of horse, and entrenched himself at Northferry on the other side; and before any help could come from Stirling, Major-General Lambert also was got over with as many more. By this time Sir John Browne was come to oppose them with 4,500 men, whom the English there defeated, killing about 2,000 and taking prisoners 1,600. This done, and as much more of the army transported as was thought fit, Cromwell comes before St. Johnstone's (from whence the Scottish Parliament, upon the news of his passing the Frith, was removed to Dundee) and summons it; and the same day had news brought him that the King was marching from Stirling towards England; which was true. But notwithstanding the King was three days' march before him, he resolved to have the town before he followed him; and accordingly had it the next day by surrender.

B. What hopes had the King in coming into England, having before and behind him none, at least none armed, but his enemies ?

A. Yes ; there was before him the city of London, which generally hated the Rump, and might easily be reckoned for 20,000 well-armed soldiers ; and most men believed they would take his part, had he come near the city.

B. What probability was there of that? Do you think the Rump was not sure of the services of the mayor and those that had command of the city militia ? And if they had been really the King's friends, what need had they to stay for his coming up to London ? They might have seized the Rump, if they had pleased, which had no possibility of defending themselves ; at least they might have turned them out of the House.

(171) A. This they did not; but on the contrary, permitted the recruiting of Cromwell's army, and the raising of men to keep the country from coming in to the King. The King began his march from Stirling the last of July, and August the 22nd came to Worcester by way of Carlisle with a weary army of about 13,000, whom Cromwell followed, and joining with the new levies environed Worcester with 40,000, and on the 3rd of September utterly defeated the King's army. Here Duke Hamilton, brother of him that was beheaded, was slain.

B. What became of the King ?

A. Night coming on, before the city was quite taken he left it ; it being dark and none of the enemy's horse within the town to follow him, the plundering foot having kept the gates shut, lest the horse should enter and have a share of the booty. The King before morning got into Warwickshire, twenty-five miles from Worcester, and there lay disguised awhile, and afterwards went up and down in

great danger of being discovered, till at last he got over into France, from Bright-Hempsted in Sussex.

B. When Cromwell was gone, what was further done in Scotland ?

A. Lieutenant-General Monk, whom Cromwell left there with 7,000, took Stirling August 14th by surrender, and Dundee the 3rd of September, by storm, because it resisted. This the soldiers plundered, and had good booty, because the Scots for safety had sent thither their most precious goods from Edinburgh and St. Johnstone's. He took likewise by surrender Aberdeen, and (the place where the Scottish ministers first learned to play the fool) St. Andrew's. Also in the Highlands, Colonel Alured took a knot of lords and gentlemen, viz. four earls and four lords and above twenty knights and gentlemen, whom he sent prisoners into England. So that there was nothing more to be feared from Scotland: all the trouble of the Rump being to resolve what they should do with it. At last they resolved to unite and incorporate it into one commonwealth with England and Ireland. (172) And to that end sent thither St. John, Vane, and other commissioners, to offer them this union by public declaration, and to warn them to choose their deputies of shires and burgesses of towns, and send them to Westminster.

B. This was a very great favour.

A. I think so : and yet it was by many of the Scots, especially by the ministers and other Presbyterians, refused. The ministers had given way to the levying of money for the payment of the English soldiers ; but to comply with the declaration of the English commissioners they absolutely forbade.

B. Methinks this contributing to the pay of their conquerors was some mark of servitude; whereas entering into the union made them free, and gave them equal privilege with the English.

A. The cause why they refused the union, rendered by the Presbyterians themselves, was this : that it drew with it a subordination of the Church to the civil state in the things of Christ.

B. This is a downright declaration to all kings and commonwealths in general, that a Presbyterian minister will be a true subject to none of them in the things of Christ ; which things what they are, they will be judges themselves. What have we then gotten by our deliverance from the Pope's tyranny, if these petty men succeed in the place of it, that have nothing in them that can be beneficial to the public, except their silence ? For their learning, it amounts to no more than an imperfect knowledge of Greek and Latin, and an acquired readiness in the Scripture language, with a gesture and tone suitable thereunto ; but of justice and charity (the marrow of religion) they have neither knowledge nor practice, as is manifest by the stories I have already told you. Nor do they distinguish between the godly and the ungodly but by conformity of design in men of judgment, or by repetition of their sermons in the common sort of people.

(173) A. But this sullenness of the Scots was to no purpose. For they at Westminster enacted the union of the two nations and the abolition of monarchy in Scotland, and ordained punishment for those that should transgress that act.

B. What other business did the Rump this year ?

A. They sent St. John and Strickland ambassadors to the Hague, to offer league to the United Provinces; who had audience March the 3rd ; St. John in a speech showing those states what advantage they might have by this league in their trade and navigations, by the use of the English ports and harbours. The Dutch, though they showed no great forwardness in the business, yet appointed commissioners to treat with them about it. But the people were generally against it, calling the ambassadors and their followers (as they were) traitors and murderers, and made such tumults about their house that their followers durst not go abroad till the States had quieted them. The Rump advertised hereof, presently

recalled them. The compliment which St. John gave to the commissioners at their taking leave, is worth your hearing. You have, said he, an eye upon the event of the affairs of Scotland, and therefore do refuse the friendship we have offered. Now I can assure you, many in the Parliament were of opinion that we should not have sent any ambassadors to you till we had separated those matters between them and that king, and then expected your ambassadors to us. I now perceive our error, and that those gentlemen were in the right. In a short time you shall see that business ended ; and then you will come and seek what we have freely offered, when it shall perplex you that you have refused our proffer.

B. St. John was not sure that the Scottish business would end as it did. For though the Scots were beaten at Dunbar, he could not be sure of the event of their entering England, which happened afterward.

A. But he guessed well: for within a month after the battle at Worcester, an act passed forbidding the importing (174) of merchandize in other than English ships. The English also molested their fishing upon our coast. They also many times searched their ships (upon occasion of our war with France), and made some of them prize. And then the Dutch sent their ambassadors hither to desire what they before refused ; but partly also to inform themselves what naval forces the English had ready, and how the people here were contented with the government.

B. How sped they ?

A. The Rump showed now as little desire of agreement as the Dutch did then; standing upon terms never likely to be granted. First, for the fishing on the English coast, that they should not have it without paying for it. Secondly, that the English should have free trade from Middleburgh to Antwerp, as they had before their rebellion against the King of Spain. Thirdly, they demanded amends for the old, but never to be forgotten business of Amboyna. So that the war was already certain, though the season kept them from action till the spring following. The true quarrel, on the English part, was that their proffered friendship was scorned,

and their ambassadors affronted; on the Dutch part, was their greediness to engross all traffic, and a false estimate of our and their own strength.

Whilst these things were doing, the relics of the war, both in Ireland and Scotland, were not neglected, though those nations were not fully pacified till two years after. The persecution also of royalists still continued, amongst whom was beheaded one Mr. Love, for holding correspondence with the King.

B. I had thought a Presbyterian minister, whilst he was such, could not be a royalist, because they think their assembly have the supreme power in the things of Christ; and by consequence they are in England (by a statute) traitors.

A. You may think so still: for though I called Mr. Love a royalist, I meant it only for that one act for which he was condemned. It was he who during the treaty at Uxbridge, (175) preaching before the commissioners there, said : it was as possible for heaven and hell, as for the King and Parliament, to agree. Both he and the rest of the Presbyterians are and were enemies to the King's enemies, Cromwell and his fanatics, for their own and not for the King's sake. Their loyalty was like that of Sir John Hotham's, that kept the King out of Hull, and afterwards would have betrayed the same to the Marquis of Newcastle. These Presbyterians therefore cannot be rightly called loyal, but rather doubly perfidious, unless you think that as two negatives make an affirmative, so two treasons make loyalty.

This year also were reduced to the obedience of the Rump the islands of Scilly and Man, and the Barbadoes, and St. Christopher's. One thing fell out that they liked not, which was, that Cromwell gave them warning to determine their sitting, according to the bill for triennial Parliaments.

B. That I think indeed was harsh.

A. In the year 1652, May the 14th, began the Dutch war, in this manner. Three Dutch men-of-war, with divers merchants from the straights, being discovered by one Captain Young, who commanded some English frigates, the said Young sent

to their admiral to bid him strike his flag (a thing usually done in acknowledgment of the English dominion in the narrow seas) which accordingly he did. Then came up the vice-admiral, and being called to (as the other was) to take down his flag, he answered plainly he would not: but after the exchange of four or five broad-sides and mischief done on either part, he took it down. But Captain Young demanded also, either the vice-admiral himself or his ship to make good the damage already sustained; to which the vice-admiral answered that he had taken in his flag, but would defend himself and his ship. Whereupon Captain Young consulting with the captains of his other ships, lest the beginning of the war in this time of treaty should be charged upon himself, and night also coming on, thought fit to proceed no further.

B. The war certainly began at this time. But who began it ?

(176) A. The dominion of the seas belonging to the English, there can be no question but the Dutch began it : and that the said dominion belonged to the English, it was confessed at first by the admiral himself peaceably, and at last by the vice-admiral taking in their flags.

About a fortnight after there happened another fight upon the like occasion. Van Tromp, with forty-two men-of-war, came to the back of Goodwin Sands, Major Bourne being then with a few of the Parliament ships in the Downs, and Blake with the rest further westward; and sent two captains of his to Bourne, to excuse his coming thither. To whom Bourne returned this answer, that the message was civil, but that it might appear real he ought to depart. So Van Tromp departed, meaning, now Bourne was satisfied, to sail towards Blake, and he did so; but so did also Bourne, for fear of the worst. When Van Tromp and Blake were near one another, Blake made a shot over Van Tromp's ship, as a warning to him to take in his flag. This he did thrice, and then Van Tromp gave him a broad-side; and so began the fight, (at the beginning whereof Bourne came in), and lasted from two o'clock till night, the English having the better, and the flag, as before, making the quarrel.

B. What needs there, when both nations were heartily resolved to fight, to stand so much upon this compliment of who should begin ? For as to the gaining of friends and confederates thereby, I think it was in vain; seeing princes and states in such occasions look not much upon the justice of their neighbours, but upon their own concernment in the event.

A. It is commonly so; but in this case, the Dutch knowing the dominion of the narrow seas to be a gallant title, and envied by all the nations that reach the shore, and consequently that they were likely to oppose it, did wisely enough in making this point the state of the quarrel. After this fight the Dutch ambassadors residing in England sent a paper to the council of state, wherein they styled this last encounter a *rash action*, and affirmed it was done without the (177) knowledge and against the will of their lords the States-general, and desired them that nothing might be done upon it in heat, which might become irreparable. The Parliament hereupon voted : 1. That the States-general should pay the charges they were at, and for the damages they sustained upon this occasion. 2. That this being paid, there should be a cessation of all acts of hostility, and a mutual restitution of all ships and goods taken. 3. And both these agreed to, that there should be made a league between the two commonwealths. These votes were sent to the Dutch ambassadors in answer of the said paper; but with a preamble setting forth the former kindnesses of England to the Netherlands, and taking notice of their new fleet of 150 men-of-war, without any other apparent design than the destruction of the English fleet.

B. What answer made the Dutch to this ?

A. None. Van Tromp sailed presently to Zealand, and Blake with seventy men-of-war to the Orkney Islands to seize their busses, and to wait for five Dutch ships from the East Indies. And Sir George Askew, newly returned from the Barbadoes, came into the Downs with fifteen men-of-war, where he was commanded to stay for a recruit out of the Thames.

Van Tromp being recruited now to 120 sail, made account to get in between Sir George Askew and the mouth of the river, but was hindered so long by contrary winds, that the merchants calling for his convoy he could stay no longer; and so he went back into Holland, and thence to Orkney, where he met with the said five East India ships and sent them home. And then he endeavoured to engage with Blake, but a sudden storm forced him to sea, and so dissipated his fleet that only forty-two came home in a body, the rest singly as well as they could. Blake also came home, but went first to the coast of Holland with 900 prisoners and six men-of-war taken, which were part of twelve which he found and took guarding their busses. This was the first bout after the war declared.

(178) In August following there happened a fight between De Ruyter, the admiral of Zealand, with fifty men-of-war, and Sir George Askew, near Plymouth, with forty, wherein Sir George had the better, and might have got an entire victory had the whole fleet engaged. Whatsoever was the matter, the Rump (though they rewarded him) never more employed him after his return in their service at sea: but voted for the year to come three generals, Blake that was one already, and Dean, and Monk.

About this time the Archduke Leopold besieging Dunkirk, and the French sending a fleet to relieve it, General Blake lighting on the French at Calais, and taking seven of their ships, was cause of the town's surrender.

In September they fought again, De Witt and De Ruyter commanding the Dutch, and Blake the English ; and the Dutch were again worsted.

Again, in the end of November, Van Tromp with eighty men-of-war shewed himself at the back of Goodwin Sands ; where Blake, though he had with him but forty, adventured to fight with him, and had much the worst, and night (parting the fray) retired into the river Thames ; whilst Van Tromp keeping the sea, took some inconsiderable vessels from the English, and thereupon (as it was said) with a childish vanity hung out a broom from the main-top-mast, signifying he meant to sweep the seas of all English shipping.

After this, in February, the Dutch with Van Tromp were encountered by the English under Blake and Dean near Portsmouth, and had the worst. And these were all the encounters between them in this year in the narrow seas. They fought also once at Leghorn, where the Dutch had the better.

B. I see no great odds yet on either side; if there were any, the English had it.

A. Nor did either of them the more incline to peace. For the Hollanders, after they had sent ambassadors into Denmark, Sweden, Poland, and the Hanse Towns (whence tar and cordage are usually had), to signify the declaration (179) of the war, and to get them to their party, recalled their ambassadors from England. And the Rump without delay, gave them their parting audience, without abating a syllable of their former severe propositions; and presently, to maintain the war for the next year, laid a tax upon the people of 120,000*l. per mensem*.

B. What was done in the mean time at home ?

A. Cromwell was now quarrelling (the last and greatest obstacle to his design) the Rump. And to that end there came out daily from the army petitions, addresses, remonstrances, and other such papers; some of them urging the Rump to dissolve themselves and make way for another Parliament. To which the Rump, unwilling to yield and not daring to refuse, determined for the end of their sitting the 5th of November 1654. But Cromwell meant not to stay so long.

In the meantime the army in Ireland was taking submissions, and granting transportations of the Irish, and condemning whom they pleased in a High Court of Justice erected there for that purpose. Amongst those that were executed, was hanged Sir Phelim O'Neale, who first began the rebellion. In Scotland the English built some citadels for the bridling of that stubborn nation. And thus ended the year 1652.

B. Come we then to the year 1653.

A. Cromwell wanted now but one step to the end of his ambition, and that was to set his foot upon the neck of this Long Parliament; which he did April the 23rd of this present year 1653, a time very seasonable. For though the Dutch were not

mastered yet, they were much weakened; and what with prizes from the enemy and squeezing the royal party, the treasury was pretty full, and the tax of 120,000*l.* a month began to come in; all which was his own in right of the army.

Therefore, without more ado, attended by the Major-Generals Lambert and Harrison, and some other officers, and as many soldiers as he thought fit, he went to the (180) Parliament House, and dissolved them, turning them out, and locked up the doors. And for this action he was more applauded by the people than for any of his victories in the war, and the Parliament men as much scorned and derided.

B. Now that there was no Parliament, who had the supreme power ?

A. If by power you mean the right to govern, nobody had it. If you mean the supreme strength, it was clearly in Cromwell, who was obeyed as general of all the forces in England, Scotland, and Ireland.

B. Did he pretend that for title ?

A. No: but presently after he invented a title, which was this; that he was necessitated for the defence of the cause, for which at first the Parliament had taken up arms (that is to say, rebelled), to have recourse to extraordinary actions. You know the pretence of the Long Parliament's rebellion was *salus populi*, the safety of the nation against a dangerous conspiracy of Papists and a malignant party at home ; and that every man is bound, as far as his power extends, to procure the safety of the whole nation, which none but the army were able to do, and the Parliament had hitherto neglected. Was it not then the general's duty to do it ? Had he not therefore right ? For that law of *salus populi* is directed only to those that have power enough to defend the people; that is, to them that have the supreme power.

B. Yes, certainly, he had as good a title as the Long Parliament. But the Long Parliament did represent the people; and it seems to me that the sovereign power is essentially annexed to the representative of the people.

A. Yes, if he that makes a representative, that is (in the present case) the King, do call them together to receive the sovereign power, and he divest himself thereof ; otherwise not. Nor was ever the Lower House of Parliament the representative of the whole nation, but of the commons only ; nor had that House the power to oblige by their acts or ordinances, any lord or any priest.

(181) B. Did Cromwell come in upon the only title of *salus populi* ?

A. This is a title that very few men understand. His way was to get the supreme power conferred upon him by Parliament. Therefore he called a Parliament, and gave it the supreme power, to the end that they should give it to him again. Was not this witty ? First, therefore, he published a declaration of the causes why he dissolved the Parliament. The sum whereof was, that instead of endeavouring to promote the good of God's people, they endeavoured, by a bill then ready to pass, to recruit the House and perpetuate their own power. Next he constituted a council of state of his own creatures, to be the supreme authority of England ; but no longer than till the next Parliament should be called and met. Thirdly, he summoned 142 persons, such as he himself or his trusty officers made choice of ; the greatest part of whom were instructed what to do ; obscure persons, and most of them fanatics, though styled by Cromwell men of approved fidelity and honesty. To these the council of state surrendered the supreme authority, and not long after these men surrendered it to Cromwell. July the 4th this Parliament met, and chose for their Speaker one Mr. Rous, and called themselves from that time forward the Parliament of England. But Cromwell, for the more surety, constituted also a council of state ; not of such petty fellows as most of these were, but of himself and his principal officers. These did all the business, both public and private ; making ordinances, and giving audiences to foreign ambassadors. But he had now more enemies than before. Harrison, who was the head of the Fifth-monarchy-men, laying down his commission, did nothing but animate his

party against him ; for which afterwards he was imprisoned. This little Parliament in the meantime were making of acts so ridiculous and displeasing to the people, that it was thought he chose them on purpose to bring all ruling Parliaments into contempt, and monarchy again into credit.

(182) B. What acts were these ?

A. One of them was, that all marriages should be made by a justice of peace, and the banns asked three several days in the next market : none were forbidden to be married by a minister, but without a justice of peace the marriage was to be void: so that divers wary couples, to be sure of one another, howsoever they might repent it afterwards, were married both ways. Also they abrogated the engagement, whereby no man was admitted to sue in any court of law that had not taken it, that is, that had not acknowledged the late Rump.

B. Neither of these did any hurt to Cromwell.

A. They were also in hand with an act to cancel all the present laws and law-books, and to make a new code more suitable to the humour of the Fifth-monarchy-men ; of whom there were many in this Parliament. Their tenet being, that there ought none to be sovereign but King Jesus, nor any to govern under him but the saints. But their authority ended before this act passed.

B. What was this to Cromwell ?

A. Nothing yet. But they were likewise upon an act, now almost ready for the question, that Parliaments henceforward, one upon the end of another, should be perpetual.

B. I understand not this; unless Parliaments can beget one another like animals, or like the phœnix.

A. Why not like the phœnix ? Cannot a Parliament at the day of their expiration send out writs for a new one ?

B. Do you think they would not rather summon themselves anew ; and to save the labour of coming again to Westminster, sit still where they were ? Or if they summon the country to make new elections, and then dissolve themselves, by what authority shall the people meet in their county courts, there being no supreme authority standing ?

A. All they did was absurd, though they knew not that; no nor this, whose design was upon the sovereignty, the contriver of this act (it seems) perceived (183) not ; but Cromwell's party in the House saw it well enough. And therefore (as soon as it was laid) there stood up one of the members and made a motion, that since the commonwealth was like to receive little benefit by their sitting, they should dissolve themselves. Harrison and they of his sect were troubled hereat, and made speeches against it ; but Cromwell's party, of whom the speaker was one, left the House, and with the mace before them went to Whitehall, and surrendered their power to Cromwell that had given it to them. And so he got the sovereignty by an act of Parliament; and within four days after, December the 16th, was installed Protector of the three nations, and took his oath to observe certain rules of governing, engrossed in parchment and read before him. The writing was called the instrument.

B. What were the rules he swore to ?

A. One was, to call a Parliament every third year, of which the first was to begin September the 3rd following.

B. I believe he was a little superstitious in the choice of September the 3rd, because it was lucky to him in 1650 and 1651, at Dunbar and Worcester ; but he knew not how lucky the same would be to the whole nation in 1658 at Whitehall.

A. Another was, that no Parliament should be dissolved till it had sitten five months; and those bills that they presented to him, should be passed by him within twenty days, or else they should pass without him.

A third, that he should have a council of state of not above twenty-one, nor under thirteen ; and that upon the Protector's death this council should meet, and before they parted choose a new Protector. There were many more besides, but not necessary to be inserted.

B. How went on the war against the Dutch ?

A. The generals for the English were Blake, and Dean, and Monk ; and Van Tromp for the Dutch ; between whom was a battle fought the 2nd of June (which was a month before the beginning of this little Parliament), wherein the (184) English had the victory, and drove the enemies into their harbours, but with the loss of General Dean, slain by a cannon-shot. This victory was great enough to make the Dutch send over ambassadors into England, in order to a treaty ; but in the meantime they prepared and put to sea another fleet, which likewise, in the end of July, was defeated by General Monk, who got now a greater victory than before ; and this made the Dutch descend so far as to buy their peace with the payment of the charge of the war, and with the acknowledgment, amongst other articles, that the English had the right of the flag.

This peace was concluded in March, being the end of this year, but not proclaimed till April; the money, it seems, being not paid till then.

The Dutch war being now ended, the Protector sent his youngest son Henry into Ireland, whom also some time after he made lieutenant there ; and sent Monk lieutenant-general into Scotland, to keep those nations in obedience. Nothing else worth remembering was done this year at home; saving the discovery of a plot of royalists, as was said, upon the life of the Protector, who all this while had intelli-

gence of the King's designs from a traitor in his court, who afterwards was taken in the manner and killed.

B. How came he into so much trust with the King ?

A. He was the son of a colonel that was slain in the wars on the late King's side. Besides, he pretended employment from the King's loyal and loving subjects here, to convey to his Majesty money as they from time to time should send him ; and to make this credible, Cromwell himself caused money to be sent to him.

The following year, 1654, had nothing of war, but was spent in civil ordinances, in appointing of judges, preventing of plots (for usurpers are jealous), and in executing the King's friends and selling their lands. The 3rd of September, according to the instrument, the Parliament met ; in which there was no House of Lords, and the House of Commons was made, as formerly, of knights and burgesses; (185) but not as formerly, of two burgesses for a borough and two knights for a county ; for boroughs for the most part had but one burgess, and some counties six or seven knights. Besides, there were twenty members for Scotland, and as many for Ireland. So that now Cromwell had nothing else to do but to show his art of government upon six coach-horses newly presented to him, which, being as rebellious as himself, threw him out of the coach-box and almost killed him.

B. This Parliament, which had seen how Cromwell had handled the two former, the long one and the short one, had surely learned the wit to behave themselves better to him than those had done ?

A. Yes, especially now that Cromwell in his speech at their first meeting had expressly forbidden them to meddle either with the government by a single person and Parliament, or with the militia, or with perpetuating of Parliaments, or taking away liberty of conscience ; and told them also that every member of the House, before they sat, must take a recognition of his power in divers points. Whereupon, of above 400 there appeared not above 200 at first; though afterwards (some relenting) there sat about 300. Again, just at their sitting down he published some

ordinances of his own, bearing date before their meeting; that they might see he took his own acts to be as valid as theirs. But all this could not make them know themselves. They proceeded to debate of every article of the recognition.

B. They should have debated that before they had taken it.

A. But then they had never been suffered to sit. Cromwell being informed of their stubborn proceedings, and out of hope of any supply from them, dissolved them.

All that passed besides in this year, was the exercise of the High Court of Justice upon some royalists for plots.

In the year 1655 the English, to the number of near 10,000, landed in Hispaniola, in hope of the plunder of the gold and silver, whereof they thought there was great (186) abundance in the town of Santo Domingo ; but were well beaten by a few Spaniards, and with the loss of near 1,000 men, went off to Jamaica and possessed it.

This year also the royal party made another attempt in the west; and proclaimed there King Charles the Second; but few joining with them, and some falling off, they were soon suppressed, and many of the principal persons executed.

B. In these many insurrections, the royalists, though they meant well, yet they did but disservice to the King by their impatience. What hope had they to prevail against so great an army as the Protector had ready ? What cause was there to despair of seeing the King's business done better by the dissension and ambition of the great commanders in that army, whereof many had the favour to be as well esteemed amongst them as Cromwell himself ?

A. That was somewhat uncertain. The Protector, being frustrated of his hope of money at Santo Domingo, resolved to take from the royalists the tenth part yearly of their estates. And to this end chiefly, he divided England into eleven major-generalships, with commission to every major-general to make a roll of the

names of all suspected persons of the King's party, and to receive the tenth part of their estates within his precinct; as also to take caution from them not to act against the state, and to reveal all plots that should come to their knowledge ; and to make them engage the like for their servants. They had commission also to forbid horse-races and concourse of people, and to receive and account for this decimation.

B. By this the usurper might easily inform himself of the value of all the estates in England, and of the behaviour and affection of every person of quality ; which has heretofore been taken for very great tyranny.

A. The year 1656 was a Parliament-year by the instrument. Between the beginning of this year and the day of the Parliament's sitting, which was September 17, these (187) major-generals, resided in several provinces, behaving themselves most tyrannically. Amongst other of their tyrannies was the awing of elections, and making themselves and whom they pleased to be returned members for the Parliament ; which was also thought a part of Cromwell's design in their constitution: for he had need of a giving Parliament, having lately, upon a peace made with the French, drawn upon himself a war with Spain.

This year it was that Captain Stainer set upon the Spanish Plate-fleet, being eight in number, near Cadiz; whereof he sunk two, and took two, there being in one of them two millions of pieces of eight, which amounts to 400,000*l.* sterling.

This year also it was that James Naylor appeared at Bristol, and would be taken for Jesus Christ. He wore his beard forked, and his hair composed to the likeness of that in the *Volto Santo* ; and being questioned, would sometimes answer Thou sayest it. He had also his disciples, that would go by his horse's side to the mid-leg in dirt. Being sent for by the Parliament, he was sentenced to stand on the pillory, to have his tongue bored through, and to be marked on the forehead with the letter B, for blasphemy, and to remain in Bridewell. Lambert, a great favourite of the army, endeavoured to save him, partly because he had been his soldier, and partly to curry favour with the sectaries of the army; for he was now no more in the Protector's favour, but meditating how he might succeed him in his power.

About two years before this, there appeared in Cornwall a prophetess, much famed for her dreams and visions, and hearkened to by many, whereof some were eminent officers. But she and some of her accomplices being imprisoned, we heard no more of her.

B. I have heard of another, one Lilly, that prophecied all the time of the Long Parliament. What did they to him ?

A. His prophecies were of another kind ; he was a writer of almanacs, and a pretender to a pretended art of judicial (188) astrology ; a mere cozener to get maintenance from a multitude of ignorant people; and no doubt had been called in question, if his prophecies had been any way disadvantageous to that Parliament.

B. I understand not how the dreams and prognostications of madmen (for such I take to be all those that foretell future contingencies) can be of any great disadvantage to the commonwealth.

A. Yes. You know there is nothing that renders human counsels difficult, but the uncertainty of future time ; nor that so well directs men in their deliberations, as the foresight of the sequels of their actions; prophecy being many times the principal cause of the event foretold. If, upon some prediction, the people should have been made confident that Oliver Cromwell and his army should be, upon a day to come, utterly defeated ; would not every one have endeavoured to assist, and to deserve well of the party that should give him that defeat? Upon this account it was that fortune-tellers and astrologers were so often banished out of Rome.

The last memorable thing this year, was a motion made by a member of the House, an alderman of London, that the Protector might be petitioned and advised by the House to leave the title of Protector, and take upon him that of King.

B. That was indeed a bold motion, and which would, if prosperous, have put an end to many men's ambition, and to the licentiousness of the whole army. I think the motion was made on purpose to ruin both the Protector himself and his ambitious officers.

A. It may be so. In the year 1657 the first thing the Parliament did, was the drawing up of this petition to the Protector, to take upon him the government of the three nations, with the title of King. As of other Parliaments, so of this, the greatest part had been either kept out of the House by force, or else themselves had forborne (189) to sit and become guilty of setting up this King Oliver. But those few that sat, presented their petition to the Protector, April the 9th, in the Banqueting-house at Whitehall ; where Sir Thomas Widdrington, the Speaker, used the first arguments, and the Protector desired some time to seek God, the business being weighty. The next day they sent a committee to him to receive his answer ; which answer being not very clear, they pressed him again for a resolution ; to which he made answer in a long speech, that ended in a peremptory refusal. And so retaining still the title of Protector, he took upon him the government according to certain articles contained in the said petition.

B. What made him refuse the title of King ?

A. Because he durst not take it at that time; the army being addicted to their great officers, and amongst their great officers many hoping to succeed him, and, the succession having been promised to Major-General Lambert, would have mutinied against him. He was therefore forced to stay for a more propitious conjuncture.

B. What were those articles ?

A. The most important of them were : 1. That he would exercise the office of chief-magistrate of England, Scotland, and Ireland, under the title of Protector,

and govern the same according to the said petition and advice : and that he would in his life-time name his successor.

B. I believe the Scots, when they first rebelled, never thought of being governed absolutely, as they were by Oliver Cromwell.

A. 2. That he should call a Parliament every three years at farthest. 3. That those persons which were legally chosen members, should not be secluded without consent of the House. In allowing this clause, the Protector observed not that the secluded members of this same Parliament, are thereby re-admitted. 4. The members were qualified. 5. The power of the other House was defined. 6. That no law should be made but by act of Parliament. 7. That a constant yearly revenue of a million of pounds should be (190) settled for the maintenance of the army and navy ; and 300,000*l.* for the support of the government, besides other temporary supplies as the House of Commons should think fit. 8. That all the officers of state should be chosen by the Parliament. 9. That the Protector should encourage the ministry. Lastly, that he should cause a profession of religion to be agreed on and published. There are divers others of less importance. Having signed the articles, he was presently with great ceremony installed anew.

B. What needed that, seeing he was still but Protector ?

A. But the articles of this petition were not all the same with those of his former instrument. For now there was to be another House ; and whereas before, his council was to name his successor, he had power now to do it himself ; so that he was an absolute monarch, and might leave the succession to his son if he would, and so successively, or transfer it to whom he pleased.

The ceremony being ended, the Parliament adjourned to the 20th of January following; and then the other House also sat with their fellows.

The House of Commons being now full, took little notice of the other House, wherein there were not of sixty persons above nine lords; but fell a questioning all

that their fellows had done, during the time of their seclusion; whence had followed the avoidance of the power newly placed in the Protector. Therefore, going to the House, he made a speech to them, ending in these words ; By the living God, I must, and do dissolve you.

In this year, the English gave the Spaniard another great blow at Santa Cruz, not much less than they had given him the year before at Cadiz.

About the time of the dissolution of this Parliament, the royalists had another design against the Protector; which was, to make an insurrection in England, the King being in Flanders ready to second them with an army thence. But this also was discovered by treachery, and came to (191) nothing but the ruin of those that were engaged in it ; whereof many in the beginning of the next year were by a High Court of Justice imprisoned, and some executed.

This year also was Major-General Lambert put out of all employment, a man second to none but Oliver in the favour of the army. But because he expected by that favour, or by promise from the Protector, to be his successor in the supreme power, it would have been dangerous to let him have command in the army ; the Protector having designed for his successor his eldest son Richard.

In the year 1658, September the 3rd, the Protector died at Whitehall; having ever since his last establishment been perplexed with fear of being killed by some desperate attempt of the royalists.

Being importuned in his sickness by his privy-council to name his successor, he named his son Richard; who, encouraged thereunto, not by his own ambition, but by Fleetwood, Desborough, Thurlow, and other of his council, was content to take it upon him ; and presently, addresses were made to him from the armies in England, Scotland and Ireland. His first business was the chargeable and splendid funeral of his father.

Thus was Richard Cromwell seated on the imperial throne of England, Ireland, and Scotland, successor to his father; lifted up to it by the officers of the army then in town, and congratulated by all the parts of the army throughout the three nations ; scarce any garrison omitting their particular flattering addresses to him.

B. Seeing the army approved of him, how came he so soon cast off ?

A. The army was inconstant; he himself irresolute, and without any military glory. And though the two principal officers had a near relation to him ; yet neither of them, but Lambert, was the great favourite of the army; and by courting Fleetwood to take upon him the Protectorship, and by tampering with the soldiers, he had gotten again to be a colonel. He and the rest of the officers had a council at Wallingford (192) House (where Fleetwood dwelt) for the dispossessing of Richard; though they had not yet considered how the nations should be governed afterwards. For from the beginning of the rebellion, the method of ambition was constantly this, first to destroy, and then to consider what they should set up.

B. Could not the Protector, who kept his court at Whitehall, discover what the business of the officers was at Wallingford House, so near him ?

A. Yes, he was by divers of his friends informed of it ; and counselled by some of them, who would have done it, to kill the chief of them. But he had not courage enough to give them such a commission. He took, therefore, the counsel of some milder persons, which was to call a Parliament. Whereupon writs were presently sent to those, that were in the last Parliament, of the other House, and other writs to the sheriffs for the election of knights and burgesses, to assemble on the 27th of January following. Elections were made according to the ancient manner, and a House of Commons now of the right English temper, and about four hundred in number, including twenty for Scotland and as many for Ireland. Being met, they take themselves, without the Protector and other House, to be a Parliament, and to have the supreme power of the three nations.

For the first business, they intended the power of that other House: but because the Protector had recommended to them for their first business an act (already drawn up) for the recognition of his Protectoral power, they began with that; and voted after a fortnight's deliberation, that an act should be made whereof this act of recognition should be part; and that another part should be for the

bounding of the Protector's power, and for the securing the privileges of Parliament and liberties of the subject ; and that all should pass together.

B. Why did these men obey the Protector at first, in meeting upon his only summons ? Was not that as full a recognition of his power as was needful ? Why by this (193) example did they teach the people that he was to be obeyed, and then by putting laws upon him, teach them the contrary ? Was it not the Protector that made the Parliament ? Why did they not acknowledge their maker ?

A. I believe it is the desire of most men to bear rule; but few of them know what title one has to it more than another, besides the right of the sword.

B. If they acknowledged the right of the sword, they were neither just nor wise to oppose the present government, set up and approved by all the forces of the three kingdoms. The principles of this House of Commons were, no doubt, the very same with theirs that began the rebellion; and would, if they could have raised a sufficient army, have done the same against the Protector; and the general of their army would, in like manner, have reduced them to a Rump. For they that keep an army, and cannot master it, must be subject to it as much as he that keeps a lion in his house. The temper of all the Parliaments, since the time of Queen Elizabeth, has been the same with the temper of this Parliament; and shall always be such, as long as the Presbyterians and men of democratical principles have the like influence upon the elections.

A. After, they resolved concerning the other House, that during this Parliament they would transact with it, but without intrenching upon the right of the peers, to have writs sent to them in all future Parliaments. These votes being passed, they proceed to another, wherein they assume to themselves the power of the militia. Also to show their supreme power, they delivered out of prison some of those that had been, they said, illegally committed by the former Protector. Other points concerning civil rights and concerning religion, very pleasing to the people, were now also under their consideration. So that at the end of this year the

Protector was no less jealous of the Parliament, than of the council of officers at Wallingford House.

B. Thus it is when ignorant men will undertake reformation. Here are three parties, the Protector, the Parliament, (194) and the Army. The Protector against Parliament and army, the Parliament against army and Protector, and the army against Protector and Parliament.

A. In the beginning of 1659 the Parliament passed divers other acts. One was, to forbid the meetings in council of the army-officers without order from the Protector and both houses. Another, that no man shall have any command or trust in the army, who did not first, under his hand, engage himself never to interrupt any of the members, but that they might freely meet and debate in the House. And to please the soldiers, they voted to take presently into their consideration the means of paying them their arrears. But whilst they were considering this, the Protector (according to the first of those acts) forbade the meeting of officers at Wallingford House. This made the government, which by the disagreement of the Protector and army was already loose, to fall in pieces. For the officers from Wallingford House, with soldiers enough, came over to Whitehall, and brought with them a commission ready drawn (giving power to Desborough to dissolve the Parliament) for the Protector to sign ; which also, his heart and his party failing him, he signed. The Parliament nevertheless continued sitting; but at the end of the week the House adjourned till the Monday after, being April the 25th. At their coming on Monday morning, they found the door of the House shut up, and the passages to it filled with soldiers, who plainly told them they must sit no longer. Richard's authority and business in town being thus at an end, he retired into the country ; where within a few days (upon promise of the payment of his debts, which his father's funeral had made great) he signed a resignation of his Protectorship.

B. To whom ?

A. To nobody. But after ten days' cessation of the sovereign power, some of the Rumpers that were in town, together with the old Speaker Mr. William Lenthall, resolved amongst themselves, and with Lambert, Hazlerig, and other officers, who were also Rumpers, in all forty-two, to go (195) into the House; which they did, and were by the army declared to be the Parliament.

There were also in Westminster Hall at that time, about their private business, some few of those whom the army had secluded in 1648, and were called the secluded members. These knowing themselves to have been elected by the same authority, and to have the same right to sit, attempted to get into the House, but were kept out by the soldiers. The first vote of the Rump resealed was, *that such persons as, heretofore members of this Parliament, have not sitten in this Parliament since the year 1648, shall not sit in this House till further order of the Parliament*. And thus the Rump recovered their authority May the 7th 1659, which they lost in April 1653.

B. Seeing there had been so many shiftings of the supreme authority, I pray you, for memory's sake, repeat them briefly in times and order.

A. First, from 1640 to 1648, when the King was murdered, the sovereignty was disputed between King Charles I and the Presbyterian Parliament. Secondly, from 1648 to 1653, the power was in that part of the Parliament which voted the trial of the King, and declared themselves, without King or House of Lords, to have the supreme authority of England and Ireland. For there were in the Long Parliament two factions, the Presbyterian and Independent; the former whereof sought only the subjection of the King, not his destruction directly; the latter sought directly his destruction; and this part is it, which was called the Rump. Thirdly, from April the 20th to July the 4th, the supreme power was in the hands of a council of state constituted by Cromwell. Fourthly, from July the 4th to December the 12th of the same year, it was in the hands of men called unto it by Cromwell, whom he termed men of fidelity and integrity, and made them a Parliament; which was called, in contempt of one of the members, Barebone's Parliament. Fifthly, from December the 12th 1653 to September the 3rd 1658, it was in the hands of Oliver (196) Cromwell, with the title of Protector. Sixthly, from

September the 3rd 1658 to April the 25th 1659, Richard Cromwell had it as successor to his father. Seventhly, from April the 25th 1659 to May the 7th of the same year, it was nowhere. Eighthly, from May the 7th 1659, the Rump, which was turned out of doors in 1653, recovered it again ; and shall lose it again to a committee of safety, and again recover it, and again lose it to the right owner.

B. By whom, and by what art, came the Rump to be turned out the second time?

A. One would think them safe enough. The army in Scotland, which when it was in London had helped Oliver to put down the Rump, submitted now, begged pardon, and promised obedience. The soldiers in town had their pay mended, and the commanders everywhere took the old engagement, whereby they had acknowledged their authority heretofore. They also received their commissions in the House itself from the speaker, who was generalissimo. Fleetwood was made lieutenant-general, with such and so many limitations as were thought necessary by the Rump, that remembered how they had been served by the general, Oliver. Also Henry Cromwell, lord-lieutenant of Ireland, having resigned his commission by command, returned into England.

But Lambert, to whom (as was said) Oliver had promised the succession, and who as well as the Rump knew the way to the Protectorship by Oliver's own footsteps, was resolved to proceed in it upon the first opportunity; which presented itself presently after. Besides some plots of royalists, whom after the old fashion they again persecuted, there was an insurrection made against them by Presbyterians in Cheshire, headed by Sir George Booth, one of the secluded members. They were in number about 3,000, and their pretence was for a free Parliament. There was a great talk of another rising, or endeavour to rise, in Devonshire and Cornwall at the same time. To suppress Sir George Booth, the Rump sent down more than a sufficient (197) army under Lambert ; which quickly defeated the Cheshire party, and recovered Chester, Liverpool, and all the other places they had seized. Divers also of their commanders in and after the battle were taken prisoners, whereof Sir George Booth himself was one.

This exploit done, Lambert, before his return, caressed his soldiers with an entertainment at his own house in Yorkshire, and got their consent to a petition to be made to the House, that a general might be set up in the army ; as being unfit that the army should be judged by any power extrinsic to itself.

B. I do not see that unfitness.

A. Nor I. But it was, as I have heard, an axiom of Sir Henry Vane's. But it so much displeased the Rump, that they voted, that the having of more generals in the army than were already settled, was unnecessary, burthensome, and dangerous to the commonwealth.

B. This was not Oliver's method; for though this Cheshire victory had been as glorious as that of Oliver at Dunbar, yet it was not the victory that made Oliver general, but the resignation of Fairfax, and the proffer of it to Cromwell by the Parliament.

A. But Lambert thought so well of himself, as to expect it. Therefore, at his return to London, he and the other officers assembling at Wallingford House, drew their petition into form, and called it a representation; wherein the chief point was to have a general, but many others of less importance were added ; and this they represented to the House, October the 4th, by Major-General Desborough. And this so far awed them, as to teach them so much good manners as to promise to take it presently into debate. Which they did; and October the 12th, having recovered their spirits, voted : that the commissions of Lambert, Desborough, and others of the council at Wallingford House, should be void: item, that the army should be governed by a commission to Fleetwood, Monk, Hazlerig, Walton, Morley, and Overton, till February the 12th following. And to make this good (198) against the force they expected from Lambert, they ordered Hazlerig and Morley to issue warrants to such officers as they could trust, to bring their soldiers next morning into Westminster ; which was done somewhat too late. For Lambert had first brought his soldiers thither, and beset the House, and turned

back the Speaker, which was then coming to it; but Hazlerig's forces marching about St. James's park-wall, came into St. Margaret's churchyard; and so both parties looked all day one upon another, like enemies, but offered not to fight: whereby the Rump was put out of possession of the House; and the officers continued their meeting as before, at Wallingford House.

There they chose from among themselves, with some few of the city, a committee, which they called a committee of safety, whereof the chief were Lambert and Vane; who, with the advice of a general council of officers, had power to call delinquents to trial, to suppress rebellions, to treat with foreign states, &c. You see now the Rump cut off, and the supreme power (which is charged with *salus populi*) transferred to a council of officers. And yet Lambert hopes for it in the end. But one of their limitations was, that they should within six weeks present to the army a new model of the government. If they had done so, do you think they would have preferred Lambert or any other to the supreme authority therein, rather than themselves?

B. I think not. When the Rump had put into commission, amongst a few others, for the government of the army, that is to say, for the government of the three nations, General Monk, already commander-in-chief of the army in Scotland, and that had done much greater things in this war than Lambert, how durst they leave him out of this committee of safety? Or how could Lambert think that General Monk would forgive it, and not endeavour to fasten the Rump again?

A. They thought not of him; his gallantry had been shown on remote stages, Ireland and Scotland. His ambition had not appeared here in their contentions for the (1699) government, but he had complied both with Richard and the Rump. After General Monk had signified by letter his dislike of the proceedings of Lambert and his fellows, they were much surprised, and began to think him more considerable than they had done; but it was too late.

B. Why? His army was too small for so great an enterprise.

A. The general knew very well his own and their forces, both what they were then, and how they might be augmented, and what generally city and country wished for, which was the restitution of the King : which to bring about, there needed no more but to come with his army (though not very great) to London : to the doing whereof, there was no obstacle but the army with Lambert. What could he do in this case ? If he had declared presently for the King or for a free Parliament, all the armies in England would have joined against him, and assuming the title of a Parliament would have furnished themselves with money.

General Monk, after he had thus quarrelled by his letter with the council-officers, secured first those officers of his own army, which were Anabaptists and therefore not to be trusted, and put others into their places; then drawing his forces together, marched to Berwick. Being there, he indicted a convention of the Scots, of whom he desired that they would take order for the security of that nation in his absence, and raise some maintenance for his army in their march. The convention promised for the security of the nation their best endeavour, and raised him a sum of money, not great, but enough for his purpose, excusing themselves upon their present wants. On the other side, the committee of safety with the greatest and best part of their army sent Lambert to oppose him ; but at the same time, by divers messages and mediators urged him to a treaty; which he consented to, and sent three officers to London to treat with as many of theirs. These six suddenly concluded (without power from the general) upon these articles : that the King be excluded ; a free state settled ; the ministry and (200) universities encouraged; with divers others. Which the general liked not, and imprisoned one of his commissioners for exceeding his commission. Whereupon another treaty was agreed on, of five to five. But whilst these treaties were in hand, Hazlerig, a member of the Rump, seized on Portsmouth, and the soldiers sent by the committee of safety to reduce it, instead of that, entered into the town and joined with Hazlerig. Secondly, the city renewed their tumults for a free Parliament. Thirdly, the Lord Fairfax, a member also of the Rump, and greatly favoured in Yorkshire, was raising forces there behind Lambert, who being now between two armies, his enemies would gladly have fought with the general. Fourthly, there came news that Devonshire and Cornwall were listing of soldiers. Lastly, Lambert's army wanting money, and sure they should not be furnished from the council of offi-

cers, which had neither authority nor strength to levy money, grew discontented, and (for their free quarters) were odious to the northern countries.

B. I wonder why the Scots were so ready to furnish General Monk with money ; for they were no friends to the Rump.

A. I know not ; but I believe the Scots would have parted with a greater sum, rather than the English should not have gone together by the ears amongst themselves. The council of officers being now beset with so many enemies, produced speedily their model of government ; which was to have a free Parliament, which should meet December the 15th, but with such qualifications of no King, no House of Lords, as made the city more angry than before. To send soldiers into the west to suppress those that were rising there, they durst not, for fear of the city ; nor could they raise any other for want of money. There remained nothing but to break, and quitting Wallingford House to shift for themselves. This coming to the knowledge of their army in the north, they deserted Lambert; and the Rump, the 26th of December, re-possest the House.

(201) B. Seeing the Rump was now reseatd, the business pretended by General Monk for his marching to London, was at an end.

A. The Rump, though seated, was not well settled, but in the midst of so many tumults for a free Parliament had as much need of the general's coming up now as before. He therefore sent them word, that because he thought them not yet secure enough, he would come up to London with his army; which they not only accepted, but also intreated him to do, and voted him for his services 1000*l.* a year.

The general marching towards London, the country every where petitioned him for a free Parliament. The Rump, to make room in London for his army, dislodged their own. The general for all that, had not let fall a word in all this time that could be taken for a declaration of his final design.

B. How did the Rump revenge themselves on Lambert ?

A. They never troubled him ; nor do I know any cause of so gentle dealing with him: but certainly Lambert was the ablest of any officer they had to do them service, when they should have means and need to employ him. After the general was come to London, the Rump sent to the city for their part of a tax of 100,000*l.* a month, for six months, according to an act which the Rump had made formerly before their disseisin by the committee of safety. But the city, who were adverse to the Rump, and keen upon a free Parliament, could not be brought to give their money to their enemies and to purposes repugnant to their own. Hereupon the Rump sent order to the general to break down the city gates and their portcullises, and to imprison certain obstinate citizens. This he performed, and it was the last service he did them.

About this time the commission, by which general Monk with others had the government of the army put into their hands by the Rump before the usurpation of the council of officers, came to expire ; which the present Rump renewed.

(202) B. He was thereby the sixth part of the general of the whole forces of the commonwealth. If I had been as the Rump, he should have been sole general. In such cases as this, there cannot be a greater vice than pinching. Ambition should be liberal.

A. After the pulling down of the city gates, the general sent a letter to the Rump, to let them know that that service was much against his nature, and to put them in mind how well the city had served the Parliament throughout the whole war.

B. Yes. But for the city the Parliament never could have made the war, nor the Rump ever have murdered the King.

A. The Rump considered not the merit of the city, nor the good-nature of the general. They were busy. They were giving out commissions, making of acts for abjuration of the King and his line, and for the old engagement, and conferring with the city to get money. The general also desired to hear conference between some of the Rump and some of the secluded members, concerning the justice of their seclusion, and of the hurt that could follow from their readmission : and it was granted. After long conference. The general finding the Rump's pretences unreasonable and ambitious, declared himself with the city for a free Parliament, and came to Westminster with the secluded members, (whom he had appointed to meet and stay for him at Whitehall), and replaced them in the House amongst the Rumpers ; so that now the same cattle that were in the House of Commons in 1640, except those that were dead and those that went from them to the late King at Oxford, are all there again.

B. But this (methinks) was no good service to the King, unless they had learned better principles.

A. They had learned nothing. The major part was now again Presbyterian. It is true they were so grateful to General Monk as to make him general of all the forces in the three nations. They did well also to make void the (203) engagement ; but it was because those acts were made to the prejudice of their party ; but recalled none of their own rebellious ordinances, nor did anything in order to the good of the present King; but on the contrary, they declared by a vote, that the late King began the war against his two Houses.

B. The two Houses considered as two persons, were they not two of the King's subjects ? If a king raise an army against his subject, is it lawful for that subject to resist with force, when, as in this case, he might have had peace upon his submission ?

A. They knew they had acted vilely and sottishly; but because they had always pretended to greater than ordinary wisdom and godliness, they were loath to con-

fess it. The Presbyterians now saw their time to make a Confession of their Faith, and presented it to the House of Commons to show they had not changed their principles ; which, after six readings in the House, was voted to be printed, and once a year to be read publicly in every church.

B. I say again, this re-establishing of the Long Parliament was no good service to the King.

A. Have a little patience. They were re-established with two conditions ; one to determine their sitting before the end of March; another to send out writs before their rising for new elections.

B. That qualifies.

A. That brought in the King: for few of this Long Parliament (the country having felt the smart of their former service) could get themselves chosen again. This New Parliament began to sit April the 25th 1660. How soon these called in the King; with what joy and triumph he was received ; how earnestly his Majesty pressed the Parliament for the act of oblivion, and how few were excepted out of it ; you know as well as I.

B. But I have not yet observed in the Presbyterians any (204) oblivion of their former principles. We are but returned to the state we were in at the beginning of the sedition.

A. Not so: for before that time, though the Kings of England had the right of the militia in virtue of the sovereignty, and without dispute, and without any particular act of Parliament directly to that purpose ; yet now, after this bloody dispute, the next (which is the present) Parliament, in proper and express terms hath declared the same to be the right of the King only, without either of his Houses of Parliament ; which act is more instructive to the people, than any arguments

drawn from the title of sovereign, and consequently fitter to disarm the ambition of all seditious haranguers for the time to come.

B. I pray God it prove so. Howsoever, I must confess that this Parliament has done all that a Parliament can do for the security of our peace: which I think also would be enough, if preachers would take heed of instilling evil principles into their auditory. I have seen in this revolution a circular motion of the sovereign power through two usurpers, from the late King to this his son. For (leaving out the power of the council of officers, which was but temporary, and no otherwise owned by them but in trust) it moved from King Charles I to the Long Parliament; from thence to the Rump; from the Rump to Oliver Cromwell; and then back again from Richard Cromwell to the Rump; thence to the Long Parliament; and thence to King Charles II, where long may it remain.

A. Amen. And may he have as often as there shall be need such a general.

B. You have told me little of the general till now in the end: but truly, I think the bringing of his little army entirely out of Scotland up to London, was the greatest stratagem that is extant in history.

Fin